



BANQUE CENTRALE DU CONGO



**RAPPORT
ANNUEL**

2024

Professionalisme - Agilité - Intégrité - Responsabilité - Efficacité



HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE



André WAMESO NKUALOLOKI
Gouverneur



Dieudonné FIKIRI ALIMASI
1^{er} Vice-Gouverneur



William PAMBU PAMBU
2^{ème} Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social:

563, Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Tél. : +243 82 99 02 071 (Haute Direction)

+243 81 70 72 659 (Direction des Analyses Economiques)

+243 81 64 01 610 (Direction de la Recherche et des Statistiques)

E-mail : info@bcc.cd

Site Web : <http://www.bcc.cd>

Directions Provinciales:

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes par Province :

- Bas Uele: Buta
- Haut Katanga : Kasumbalesa
- Haut Lomami : Kamina
- Kasai : Ilebo
- Kongo Central : Boma
- Kwilu : kikwit
- Lualaba : Kolwezi
- Mai Ndombe : Inongo
- Mongala : Bumba
- Nord Ubangi : Ngbadolite
- Sud Ubangi : Zongo
- Tanganyika : Kalemie, Kongolo
- Tshuapa : Boende

Agences mandataires par Province :

- Haut Katanga : Likasi
- Ituri : Bunia
- Kongo Central : Mbanza-Ngungu et Moanda
- Lomami : Kabinda, Mwene-Ditu
- Lualaba : Fungurume et Kolwezi
- Nord Kivu : Beni et Butembo
- Sankuru : Lodja
- Sud Ubangi : Gemena

Notre Vision

«Une Banque Centrale financièrement solide et autonome, dotée d'une capacité institutionnelle renforcée pour assurer la stabilité monétaire et contribuer à la stabilité financière et au financement efficace de l'économie, en vue de l'émergence du pays».

Nos valeurs fondamentales

- Probité – Intégrité – Honnêteté – Loyauté
- Crédibilité – Transparence – Responsabilité
- Compétence – Efficacité – Efficience.

Nos objectifs

La Banque Centrale a pour objectif principal d'assurer la stabilité du niveau général des prix.

Sans préjudice de cet objectif principal, la Banque Centrale soutient la politique économique générale du Gouvernement.

Notre mission

La Banque Centrale a pour mission :

1. la garde des fonds publics ;

2. la sauvegarde et la stabilité monétaire ;
3. la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire ;
4. le contrôle de l'ensemble de l'activité bancaire ;
5. le conseil économique et financier du Gouvernement.

En outre, elle est appelée à :

1. réglementer l'ensemble de l'activité bancaire ;
2. émettre des billets de banque et des pièces de monnaie ayant cours légal ;
3. définir et mettre en œuvre la politique de change ;
4. détenir et gérer les réserves officielles de change de la République ;
5. contribuer à la stabilité du système financier ;
6. promouvoir un système national de paiement sécurisé, efficient et solide ;
7. réglementer les marchés monétaires et promouvoir les marchés des capitaux ;
8. collecter des données et élaborer des statistiques ;
9. tenir un registre pour la centralisation des informations sur les crédits bancaires et sur les entreprises.



LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 12 Novembre 2025

Excellence Monsieur le Président de la République*(Avec mes hommages les plus déférents)***Concerne : Rapport Annuel 2024 de la Banque Centrale du Congo**

Conformément aux dispositions de la Loi organique n°18/027, du 13 décembre 2018, portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Haute Autorité le Rapport Annuel de la Banque Centrale du Congo pour l'exercice 2024.

Le présent Rapport s'articule autour de trois principales parties. La première se penche sur le diagnostic de la situation économique, monétaire et financière du pays. La deuxième partie revient sur les politiques économiques mises en œuvre au cours de la période sous examen ainsi que sur les perspectives. La troisième partie retrace la situation administrative, les autres activités et les comptes de la Banque Centrale du Congo en tant qu'entreprise.

A l'échelle internationale, en dépit d'un environnement marqué par la persistance des tensions géopolitiques et les incertitudes autour des politiques économiques, l'activité économique est demeurée résiliente et la décélération de l'inflation s'est poursuivie. Le taux de croissance économique mondiale est ressorti à 3,3 % en 2024, après 3,5 % réalisés en 2023. Le taux d'inflation s'est situé à 5,7 % contre 6,6 % une année auparavant.

L'économie congolaise, quant à elle, a poursuivi sa trajectoire de croissance, malgré un environnement marqué par la persistance des tensions géopolitiques mondiales et le conflit dans la partie Est du pays. Le PIB réel s'est accru de 6,7 %, après 8,6 % en 2023, traduisant un ralentissement lié à la modération tant de la production minière que des activités non minières. En ce qui concerne l'inflation, le rythme de formation des prix a sensiblement fléchi, le taux d'inflation s'étant établi à 11,7 % contre 23,8 % une année plus tôt. Ce repli s'explique notamment par le ralentissement sensible du rythme de dépréciation du franc congolais et le resserrement de la politique monétaire.

En ce qui concerne les finances publiques, elles ont été marquées par une hausse des dépenses suite notamment aux contraintes sécuritaires et humanitaires dans la partie Est du pays, en dépit de la poursuite des efforts dans la mobilisation des recettes.

Au niveau des relations économiques extérieures, les échanges entre la RDC et le Reste du monde ont affiché une amélioration notable, se traduisant par une réduction du besoin de financement de l'économie. La balance des biens a dégagé un excédent représentant 5,5 % du PIB, soutenu essentiellement par la hausse des exportations des produits miniers et des hydrocarbures. En outre, il a été noté une

accumulation plus importante des réserves de change comparativement à 2023 et une atténuation du rythme de dépréciation de la monnaie nationale sur le marché des changes.

S'agissant du secteur monétaire, la Banque Centrale du Congo a poursuivi une politique monétaire restrictive, orientée vers l'atteinte de son objectif de stabilité des prix et l'ancrage des anticipations autour de l'objectif d'inflation de 7,0 % à moyen terme. A cet effet, elle a relevé le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale de 10,0 % à 12,0 %. En conséquence, la croissance de l'offre de monnaie centrale a ralenti, n'ayant augmenté que de 18,5 % contre 19,4 % en 2023.

Quant aux perspectives, l'économie mondiale devrait demeurer confrontée à un environnement incertain, marqué par la persistance des tensions géopolitiques et des chocs climatiques. En RDC, la croissance du PIB réel devrait se situer à 5,1 % en 2025, après 6,7 % en 2024, soutenue par la vigueur des exportations minières. Le taux d'inflation poursuivrait sa décélération, convergeant vers l'objectif de moyen terme de 7,0 % retenu par la Banque Centrale du Congo.

En définitive, conformément aux exigences et pratiques en la matière, les états financiers de l'Institut d'Emission ont été audités et certifiés, sans réserve, par le Cabinet d'Audit « Ernst & Young ».



André WAMESO NKUALOLOKI
Gouverneur

Table des matières

Liste des tableaux.....	X
Liste des graphiques.....	XV
Avertissement	XVII
PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE	1
Evolution de l'environnement économique mondial	3
Activité économique par région ou pays.....	3
Marchés Financiers	4
1| Développements économiques	5
1|1 Développements économiques intérieurs et évolution du secteur réel.....	5
1|1|1 Produit Intérieur Brut	5
1|1|2 Analyse de l'approche par la production	5
1|1|3 Analyse de la demande globale	10
Demande intérieure	10
Demande extérieure nette	11
1|2 Marché des biens et services.....	11
1|2|1 Prix intérieurs.....	11
1|2|2 Évolution et Facteurs explicatifs de l'inflation en 2024	11
1|2|3 Evolution du prix du carburant	11
1|3 Développement humain et durable.....	12
1|3|1 Développement durable	12
1|3|2 Développement Humain.....	12
2|Finances publiques	15
2|1 Opérations du cadre budgétaire	15
2|1|1 Recettes publiques	16
2|1|2 Dépenses publiques	17
2|1|3 Besoins et moyens de financement des opérations du cadre budgétaire	19
2|1|4 Marché des valeurs du Trésor.....	19
2|2. Opérations à financement extérieur spécifique	21
2|2|1 Ressources	21
2|2|2 Dépenses	22
2|3. Analyse des arriérés de paiements en 2024	22
2|3|1 Analyse par nature des dépenses	22
2|3|2 Analyse par fonction des dépenses	23
3| Relations économiques extérieures.....	25
3|1 Commerce des biens.....	25
3|1|1 Cours de principales matières premières	25
3|1|2 Destinations des exportations.....	28
3|1|3 Provenance des importations	28
3|1|4 Termes de l'échange.....	28
3|2 Balance des paiements	28
3|2|1 Compte courant et compte de capital.....	28
3|2|2 Compte financier	32
3|3 Dette extérieure	32

VIII

3|3|1 Nouveaux emprunts extérieurs	32
3|3|2 Tirages.....	33
3|3|3 Service de la dette extérieure	34
3|3|4 Stock de la dette extérieure	34
3|4 Donations extérieures	35
3|4|1 Assistance multilatérale.....	35
3|4|2 Assistance bilatérale.....	35
3|5 Coopération internationale.....	36
3|5|1 Coopération avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale	36
3|5|2 Coopération régionale	38
3|5|3 Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA)	38
4|Monnaie, crédit et institutions financières	43
4|1 Offre et demande de monnaie.....	43
4|1|1 Offre de monnaie.....	43
4|1|2 Demande de monnaie	45
4|1|3 Evolution du multiplicateur monétaire.....	45
4|2 Marché monétaire	45
4|2|1 Evolution des transactions.....	46
4|3|1 Encours global des crédits.....	48
4|3|2 Evolution de l'encours global des dépôts.....	49
PARTIE II POLITIQUES ECONOMIQUES ET PERSPECTIVES	51
II|1 Mécanismes de pilotage macroéconomique	53
II|1|1 Politique budgétaire.....	53
II|1|2 Politique monétaire	53
II|1|3 Politique de change.....	56
II|1|4 Politiques structurelles	58
II|1|5 Perspectives macroéconomiques.....	59
II|1|6 Marchés des produits de base.....	61
II|1|7 Principaux risques pesant sur les perspectives de l'économie mondiale	62
II|1|8 Perspectives intérieures	63
PARTIE III ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	67
1| Administration et cadres dirigeants de la banque	69
1|1 Administration	69
1|1|1 Conseil de la banque	69
1|1|2 Activités du Comité de Gouvernance	70
1|1|3 Gouverneur.....	70
1|1|4 Collège des commissaires aux comptes	70
1|2 Cadres dirigeants de la banque.....	70
1|2|1 Haute direction.....	71
1|2|2 Cabinet du gouverneur.....	71
1|2|3 Directions et organes du siège	71
2| Activités de la banque.....	75
2|1 Gestion de la circulation fiduciaire.....	75
2|1|1 Emission et destruction des signes monétaires	75
2|1|2 Mouvements des fonds aux guichets de la BCC/Siège	76

2|1|3 Encaisses au Siège.....	77
2|1|4 Opérations bancaires dénouées à la Banque Centrale du Congo	77
2|2 Système national des paiements	79
2|2|1 Evolution annuelle des systèmes de paiement	79
2|2|2 Evolution des services de paiement mobile	80
2|2|3 Surveillance des systèmes, moyens et services de paiement	80
2|2|4 Participation aux systèmes de paiements régionaux.....	81
2|2|5 Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue	81
2|2|6 Projets en développement au sein de l'écosystème de paiement à l'initiative de la BCC	81
2|3 Audit interne	81
2|3|1 Activités de l'Audit interne	81
2|3|2 Interfaçage des missions de contrôle externe et de révision comptable	82
2|3|4 Professionnalisation et amélioration continue de l'Audit Interne	82
2|3|5 Activités de la Conformité.....	82
2|4 Autres activités de la banque	83
2|4|1 Gestion courante.....	83
3|Comptes de la Banque.....	89
3|1 Bilan.....	89
3|2 Tableau de formation du résultat.....	90
3|3 Opinion de l'auditeur externe sur les états financiers de la Banque Centrale du Congo.....	92
ANNEXES - TABLEAUX	99
1| Développements économiques	101
2| Finances publiques	123
3| Relations économiques extérieures.....	135
4| Monnaie, crédit et institutions financières	159
Liste des institutions financières agréées en République Démocratique du Congo	181

Liste des tableaux

PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE	1
1| Développements économiques	5
Tableau I|1|1 Croissance de différentes composantes de la demande globale	10
Tableau I|1|2 Évolution de l'inflation globale	11
Tableau I|1|3 Évolution de l'inflation mensuelle et cumulée	11
Tableau I|1|4 Tendances d'évolution des ODD en 2024	12
Tableau I|1|5 IDH et ses composantes en 2024	13
2| Finances publiques	15
Tableau I|2|1 Structure des recettes internes	16
Tableau I|2|2 Structure des dépenses courantes par service	18
Tableau I|2|3 Besoin de financement des opérations du cadre budgétaire	19
Tableau I|2|4 Situation des Bons et Obligations du Trésor	19
Tableau I|2|5 Encours global des titres publics de 2019 à 2024	19
Tableau I|2|6 Emissions des Bons du Trésor de 2020 à 2024	19
Tableau I|2|7 Comportement des soumissions des Bons du Trésor de 2020 à 2024	20
Tableau I|2|8 Evolution des émissions des Obligations du Trésor	20
Tableau I|2|9 Evolution des soumissions d'Obligations du Trésor de 2020 à 2024	20
Tableau I|2|10 Evolution du taux directeur et des taux moyens pondérés des titres publics en 2024	21
Tableau I|2|11 Opérations à financement extérieur spécifique	22
Tableau I|2|12 Arriérés de paiements par nature des dépenses	22
Tableau I|2|13 Arriérés de paiements par fonction des dépenses	23
3| Relations économiques extérieures	25
Tableau I|3|1 Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures	25
Tableau I|3|2 Evolution des cours des produits végétaux	27
Tableau I|3|3 Exportations de la RDC par destination	28
Tableau I|3|4 Provenance des importations congolaises	28
Tableau I|3|5 Composantes de la Balance des paiements	29
Tableau I|3|6 Structure des exportations	29
Tableau I|3|7 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures	30
Tableau I|3|8 Structure des importations	30
Tableau I|3|9 Evolution du solde des opérations sur les services	31
Tableau I|3|10 Evolution du solde des revenus primaires	31
Tableau I|3|11 Evolution du solde des revenus secondaires	32
Tableau I|3|12 Evolution du compte capital	32
Tableau I|3|13 Evolution du compte financier	32
Tableau I|3|14 Répartition des engagements extérieurs selon les termes et conditions indicatives en 2024	33
Tableau I|3|15 Tirages effectués en 2024	33
Tableau I|3|16 Service de la dette extérieure par groupes de créanciers en 2024	34
Tableau I|3|17 Stock de la dette extérieure	35
Tableau I|3|18 Provenance des donations extérieures d'origine publique	35
Tableau I|3|19 Types de donations d'origines multilatérales	35
4| Monnaie, crédit et institutions financières	43
Tableau I|4|1 Composantes de la base monétaire	43
Tableau I|4|2 Contreparties de la base monétaire	44
Tableau I|4|3 Composantes de l'offre monétaire	44
Tableau I|4|4 Contreparties de l'offre de monnaie	45

Tableau I|4|5 Evolution de l'encours du Bon BCC.....	47
Tableau I|4|6 Bons du Trésor indexés.....	47
Tableau I|4|7 Encours des dépôts par catégorie des déposants.....	49
Tableau I|4|8 Evolution des dépôts bancaires.....	50
PARTIE II POLITIQUES ECONOMIQUES ET PERSPECTIVES.....	51
Tableau II|1 Evolution des facteurs de la liquidité bancaire	54
Tableau II|2 Tableau II.2. Evolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire	54
Tableau II|3 Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité bancaire	55
Tableau II|4 Prévision des recettes et des dépenses publiques 2025-2027	64
Tableau II|5 Balance des paiements 2025-2027	65
PARTIE III ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	67
1| Administration et cadres dirigeants de la banque	69
2| Activités de la banque.....	75
Tableau III|2|1 Emissions monétaires programmées en 2024	75
Tableau III|2|2 Emissions monétaires réalisées en 2024	75
Tableau III|2|3 Emissions monétaires programmées et réalisées en 2024	75
Tableau III|2|4 Tableau 4 : Ventilation par coupure des émissions monétaires programmées et réalisées en 2024	75
Tableau III|2|5 Emissions monétaires réalisées en 2023 et 2024	76
Tableau III|2|6 Ventilation par coupure des émissions monétaires réalisées en 2023 et 2024.....	76
Tableau III|2|7 Evolution des émissions monétaires nettes en 2024	76
Tableau III|2|8 Evolution des versements	76
Tableau III|2|9 Ventilation par coupure des versements	76
Tableau III|2|10 Ventilation par coupure des retraits	77
Tableau III|2|11 Encaisses à fin 2024	77
Tableau III|2|12 Encaisse de la Direction de la Trésorerie à fin décembre 2024	77
Tableau III|2|13 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC	78
Tableau III|2|14 Volume des virements bancaires effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo	78
Tableau III|2|15 Volume des transferts effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo	78
Tableau III|2|16 Composition des réserves de la BCC.....	79
Tableau III|2|17 Évolution de l'actif	79
Tableau III|2|18 Évolution du Passif	79
Tableau III|2|19 Evolution annuelle des échanges interbancaires ATS	80
Tableau III|2|20 Evolution de l'effectif de la Banque	83
Tableau III|2|21 Evolution du personnel par genre	83
Tableau III|2|22 Répartition du personnel du Siège	83
Tableau III|2|23 Répartition du personnel par entité provinciale	84
Tableau III|2|24 Répartition du personnel actif par grade	84
Tableau III|2|25 Mouvement du personnel	84
Tableau III|2|26 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études	85
Tableau III|2|27 Répartition du personnel actif par catégorie professionnelle	85
Tableau III|2|28 Répartition du personnel actif selon l'âge et l'ancienneté	85
Tableau III|2|29 Personnel formé au pays.....	86
Tableau III|2|30 Actions de formation à l'étranger	86
Tableau III|2|31 Les entités organisationnelles d'affectation.....	87
Tableau III|2|32 Provenance des stagiaires reçus	87

Tableau III|2|33 Niveaux d'études des étudiants affectés.....	87
Tableau III|2|34 GENRES.....	87
3|Comptes de la Banque.....	89
Tableau III|3|1 Actif du bilan de la Banque Centrale du Congo	89
Tableau III|3|2 Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo	90
Tableau III|3|3 Tableau de formation du résultat	90
ANNEXES - TABLEAUX	99
1| Développements économiques	101
Tableau I|1|6 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut.....	101
Tableau I|1|7 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel.....	101
Tableau I|1|8 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut.....	102
Tableau I|1|9 Croissances sectorielles et globale de l'activité économique	102
Tableau I|1|10 Contribution des différents secteurs à la croissance économique.....	103
Tableau I|1|11 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut.....	103
Tableau I|1|12 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit.....	104
Tableau I|1|13 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut.....	104
Tableau I|1|14 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit.....	105
Tableau I|1|15 Utilisation du Produit Intérieur Brut.....	105
Tableau I|1|16 Croissance des différentes composantes de la demande globale	106
Tableau I|1|17 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale	106
Tableau I|1|18 Utilisation du Produit Intérieur Brut.....	107
Tableau I|1|19 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale	107
Tableau I|1|20 Produit Intérieur Brut	108
Tableau I|1|21 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages.....	109
Tableau I|1|22 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse	110
Tableau I|1|23 Production agro-industrielle	111
Tableau I|1|24 Production minière et métallurgique	111
Tableau I|1|25 Principales productions manufacturières.....	112
Tableau I|1|26 Principales productions manufacturières.....	113
Tableau I|1|27 Indice de la production des industries manufacturières.....	113
Tableau I|1|28 Production, exportation et consommation intérieure de ciment	114
Tableau I|1|29 Consommation de produits pétroliers	114
Tableau I|1|30 Production et consommation d'électricité par province	115
Tableau I|1|31 Production et consommation d'eau et d'électricité.....	116
Tableau I|1|32 Activité de principaux organismes de transport.....	117
Tableau I|1|33 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports	118
Tableau I|1|34 Communication téléphonique.....	119
Tableau I|1|35 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation	121
Tableau I|1|36 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers	121
2| Finances publiques	123
Tableau I|2|14 Importance relative des finances publiques dans l'économie.....	123
Tableau I|2|15 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques	124
Tableau I|2|16 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat	125
Tableau I|2|17 Recettes des Administrations Publiques.....	126
Tableau I|2|18 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur	127
Tableau I|2|19 Recettes des impôts sur le commerce extérieur	127
Tableau I|2|20 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus	127

Tableau I|2|21 Recettes des impôts sur les revenus	128
Tableau I|2|22 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services	128
Tableau I|2|23 Recettes des impôts sur biens et services	128
Tableau I|2|24 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution	129
Tableau I|2|25 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution	130
Tableau I|2|26 19 Dépenses courantes de l'Etat par nature	131
Tableau I|2|27 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution	132
Tableau I|2|28 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution	133
Tableau I|2|29 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale	134
3| Relations économiques extérieures.....	135
Tableau I|3|20 Tirages effectués en 2024	135
Tableau I|3|21 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2024	137
Tableau I|3|22 Stock de la dette extérieure	137
Tableau I|3|23 Provenance des donations extérieures d'origine publique	138
Tableau I|3|24 Types de donations d'origines multilatérales	138
Tableau I|3|25 Types de donations d'origines bilatérales	138
Tableau I|3|26 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise.....	139
Tableau I|3|27 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise	139
Tableau I|3|28 Evolution des indices des cours des matières premières	140
Tableau I|3|29 Répartition des exportations par principaux pays de destination	141
Tableau I|3|29 bis Répartition des exportations par principaux pays de destination	142
Tableau I|3|30 Répartition des importations par principaux pays de provenance	143
Tableau I|3|30 bis Répartition des importations par principaux pays de provenance	144
Tableau I|3|31 Balance des biens	144
Tableau I|3|32 Evolution des termes de l'échange	145
Tableau I|3|33 Cours interbancaires des devises	146
Tableau I|3|34 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles	147
Tableau I|3|35 Balance des paiements	148
Tableau I|3|35 bis Balance des paiements	151
Tableau I|3|36 Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit	153
Tableau I|3|36 bis Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit	154
Tableau I|3|37 Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations	155
Tableau I|3|38 Dette extérieure	156
Tableau I|3|38 bis Dette extérieure	157
Tableau I|3|39 Tableau Provenance des donations extérieures d'origine publique	158
4| Monnaie, crédit et institutions financières	159
Tableau I|4|9 Bilans monétaires	159
Tableau I|4|10 Liquidités monétaires	162
Tableau I|4|11 Contribution aux passifs monétaires au sens large	162
Tableau I|4|12 Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces	163
Tableau I|4|13 Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance	164
Tableau I|4|14 Ventilation des dépôts bancaires par provinces	165
Tableau I|4|15 Ventilation des dépôts bancaires par secteurs d'activités	166
Tableau I|4|16 Ventilation des dépôts bancaires par déposants	167
Tableau I|4|17 Ventilation du crédit aux entreprises privées et aux ménages*	168
Tableau I|4|18 Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits *	168
Tableau I|IV|18a Ventilation du crédit bancaire par provinces	169
Tableau I|IV|18b Ventilation du crédit bancaire par secteurs d'activités	170

Tableau I|IV|18c Ventilation du crédit alloué par la Société Financière de Développement par secteurs d'activités	171
Tableau I|4|19 Crédits de décaissement par unités institutionnelles en 2024	172
Tableau I|4|20 Crédits d'engagement par unités institutionnelles en 2024	172
Tableau I|4|21 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire	173
Tableau I|4|22 Situation consolidée des actifs extérieurs nets des organismes monétaires Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire	174
Tableau I|4|23 Situation résumée de la Société Financière de Développement, SOFIDE	174
Tableau I|4|24 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances.....	175
Tableau I|4|25 Recettes et dépenses des différents branches d'assurances de la SONAS »	175
Tableau I|4|26 Situation des sociétés des assurances en 2023	176
Tableau I|4|27 Evolution du multiplicateur monétaire	177
Tableau I|4|28 Evolution mensuelle des facilités permanentes	177
Tableau I|4|29 Evolution mensuelle du marché interbancaire	177
Tableau I|4|30 Evolution mensuelle du guichet de prêt à court terme	178
Tableau I|4|31 Evolution taux moyen du marché interbancaire	178
Tableau I|4|32 Evolution de l'écart entre les taux maximum et minimum du marché interbancaire	179
Tableau I|4|33 Evolution du taux moyen pondéré du marché interbancaire.....	180

Liste des graphiques

PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE	1
Graphique 1. Evolution de la croissance mondiale et par région	3
Graphique 2. Evolution de l'inflation globale et par région	3
1| Développements économiques	5
Graphique I|1|1 Croissance du PIB et du revenu réel par habitant	5
Graphique I|1|2 Évolution des indices de production agricole	6
Graphique I|1|3 Indices d'activités extractives	6
Graphique I|1|4 Production du cuivre et du cobalt	7
Graphique I|1|5 Production de diamant	7
Graphique I|1|6 Production de pétrole brut	8
Graphique I|1|7 Indice de production des industries alimentaires, boissons et tabacs et des industries manufacturières.....	8
Graphique I|1|8 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité	9
2| Finances publiques	15
Graphique I|2|1 Evolution du solde budgétaire	15
Graphique I|2|2 Evolution des Opérations du cadre budgétaire	16
Graphique I|2|3 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur spécifique	22
3| Relations économiques extérieures.....	25
Graphique I|3|1 Indice des cours des principaux produits	25
Graphique I|3|2 Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux.....	26
Graphique I|3|3 Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or	26
Graphique I|3|4 Evolution du cours du pétrole brut	27
Graphique I|3|5 Cours de principaux produits végétaux exportés	27
Graphique I|3|6 Evolution des termes de l'échange	28
Graphique I|3|7 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes	29
4| Monnaie, crédit et institutions financières	43
Graphique I|4|1 Evolution de la base monétaire	43
Graphique I|4|2 Evolution de l'offre de monnaie	44
Graphique I|4|3 Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie	45
Graphique I|4|4 Evolution du multiplicateur monétaire	45
Graphique I|4|5 Profondeur du marché monétaire.....	46
Graphique I|4|6 Evolution du volume de refinancement	46
Graphique I|4|7 Volume des transactions interbancaires.....	46
Graphique I|4|8 Volume annuel des ventes du Bon BCC.....	47
Graphique I|4|9 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales.....	48
Graphique I|4|10 Evolution de l'encours des crédits	48
Graphique I|4|11 Crédits à décaissement suivant la monnaie de règlement	48
Graphique I|4|12 Structure du crédit suivant la maturité.....	49
Graphique I|4|13 Crédits d'engagement.....	49
Graphique I|4|14 Structure des dépôts suivant la monnaie.....	50
PARTIE II POLITIQUES ECONOMIQUES ET PERSPECTIVES.....	51
Graphique II|1 Evolution des taux directeurs nominal et réel	55
Graphique II|2 Evolution de l'encours du Bon BCC	56
Graphique II|3 Objectifs de la politique monétaire	56

Graphique II|4 Evolution du taux de change	57
Graphique II|5 Dépréciation cumulée du taux change	57
Graphique II|6 Ecart taux indicatifs - taux parallèles	57
Graphique II|7 Evolution des Réserves internationales	58
Graphique II|8 Flux mensuels des réserves de change	58
Graphique II|9 Profil de la croissance économique mondiale	59
Graphique II|10 Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques	61
Graphique II|11 Prévisions de l'indice des prix des métaux	62
Graphique II|12 Prévisions des cours du cuivre	62
Graphique II|13 Prévision de la croissance du PIB réel 2025-2027	63
Graphique II|14 Prévision annuelle du taux d'inflation de 2025-2027	64
Graphique II|15 Prévision de la base monétaire de 2025 à 2027	66
Graphique II|16 Prévision du passif monétaire de 2025 à 2027	66

Avertissement

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
t	tonne
tm	tonne métrique
m ³	mètre cube
CDF	Franc Congolais
DTS (XDR)	Droit de Tirage Spécial
IMF	Institution de Micro-Finance
MN	Monnaie Nationale
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
PIB	Produit Intérieur Brut
RNB	Revenu National Brut
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
USD	Dollar des Etats-Unis
XAF	Franc CFA
ME	Monnaies Etrangères

PARTIE I

DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE

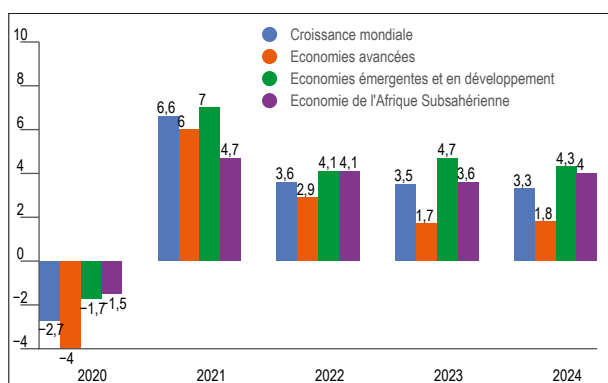
En 2024, le contexte économique mondial a été marqué par la persistance des tensions géopolitiques et les incertitudes accrues entourant les politiques économiques. Toutefois, l'activité économique est demeurée ferme et l'inflation a poursuivi son ralentissement, s'orientant progressivement vers les objectifs des banques centrales.

Evolution de l'environnement économique mondial

L'activité économique mondiale est demeurée résiliente en dépit des tensions géopolitiques croissantes, notamment au Moyen-Orient et en Ukraine. Selon les Perspectives de l'Economie Mondiale du Fonds Monétaire International, la croissance économique, bien qu'inférieure à sa moyenne pré-pandémique (2000-2019), s'est stabilisée en 2024, se chiffrant à 3,3 %.

Toutefois, il a été noté des divergences marquées entre les régions. Les économies avancées ont enregistré une croissance modérée, autour de 1,8 %, en raison notamment du maintien des politiques monétaires globalement restrictives et de la faiblesse de la demande extérieure. Les économies émergentes et en développement ont affiché une croissance robuste (4,3 %), portée par l'Asie en général et l'Inde en particulier. Cependant, plusieurs pays à faible revenu ont été confrontés à des vulnérabilités élevées liées, entre autres, à l'endettement, au changement climatique et à l'insécurité.

Graphique 1. Evolution de la croissance mondiale et par région (en %)



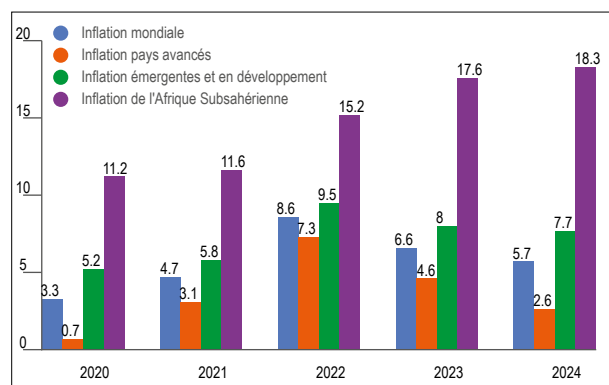
Source : Rapport du FMI sur les Perspectives Economiques Mondiales, avril 2025.

En ce qui concerne les prix, la tendance désinflationniste amorcée en 2023 s'est poursuivie en 2024. En effet, le taux d'inflation mondiale est ressorti à 5,7 % contre 6,6 % l'année précédente. Ce repli a été, en grande partie, attribué à la résolution des perturbations des chaînes d'approvisionnement, à l'amélioration de l'offre de travail due à l'immigration dans de nombreux pays avancés et

au resserrement synchrone des politiques monétaires afin d'ancrer les anticipations d'inflation aux objectifs de moyen terme.

Toutefois, cette évolution globale masque des disparités régionales. En effet, l'inflation a convergé vers les objectifs des banques centrales dans les économies avancées (2,6 %), tandis qu'elle est restée élevée dans de nombreuses économies en développement.

Graphique 2. Evolution de l'inflation globale et par région (en %)



Source : Rapport du FMI sur les perspectives économiques mondiales, avril 2025.

Les prix des produits de base ont globalement poursuivi une tendance baissière. En ce qui concerne le pétrole, son cours a enregistré un repli de 1,3 % en 2024 par rapport à fin 2023. Cette évolution a résulté principalement de la faiblesse de la demande chinoise et de l'abondance de l'offre, notamment en provenance des pays non-membres de l'OPEP+. Parallèlement, les prix des denrées alimentaires ont régressé de 2,7 %, sous l'effet d'une offre mondiale abondante, impulsée par des conditions météorologiques favorables dans les principales zones de production.

Activité économique par région ou pays

Aux Etats-Unis, l'activité économique est demeurée vigoureuse, avec une croissance du PIB de 2,8 % en 2024, contre 2,9 % en 2023. Ce niveau de croissance a résulté de l'augmentation à la fois des dépenses de consommation et des dépenses en capital. La résilience de la consommation a fait suite en grande partie aux fortes augmentations des salaires réels, notamment parmi les ménages à faible revenu, et par des effets de patrimoine.

Quant à l'inflation, elle a reculé, passant de 4,1 % en 2023 à 3,0 % en 2024. Au regard d'une évaluation indiquant un équilibre relatif des risques pesant sur la réalisation des objectifs d'emploi et d'inflation, la FED a décidé d'assouplir sa politique monétaire en procédant, au cours de l'année, à

trois réductions de son taux directeur pour un total de 100 points de base.

Dans la Zone euro, l'activité a connu une légère amélioration en 2024 par rapport à l'année précédente. En effet, le taux de croissance s'est établi à 0,9 % contre 0,4 %. Cette croissance a été portée essentiellement par de meilleures performances du côté des exportations, en particulier dans le secteur des biens.

S'agissant du taux d'inflation, il a sensiblement reculé, s'établissant à 2,4 % en 2024 après un niveau de 5,4 % en 2023. Ce ralentissement, qui a rapproché l'inflation de l'objectif de la BCE, a conduit cette dernière à atténuer le caractère restrictif de sa politique monétaire, en abaissant à quatre reprises son taux directeur, pour un cumul de 100 points de base sur la période sous analyse.

En Chine, la croissance économique a connu un léger ralentissement en 2024 se situant à 5,0 %, venant de 5,4 % en 2023. Cette situation s'est expliquée principalement par la crise persistante dans le secteur immobilier ainsi qu'une demande intérieure en berne, notamment la consommation des ménages.

L'inflation est restée quasi nulle, s'établissant à 0,2 %. Cette situation reflète le faible dynamisme de la consommation des ménages chinois, laquelle est restée modérée malgré la reprise post-Covid.

L'Afrique subsaharienne a connu une amélioration de la croissance du PIB, qui est passé de 3,6 % en 2023 à 4,0 % en 2024. Cette progression est attribuable notamment à l'atténuation progressive des chocs climatiques antérieurs et à la levée des contraintes pesant sur l'offre.

Toutefois, l'inflation s'est maintenue à un niveau élevé, soit 18,3 %. Cette situation s'explique par la présence de valeurs extrêmes au sein de ce groupe de pays, dans un contexte marqué principalement par les défis structurels.

Marchés Financiers

En 2024, dans un environnement international marqué par une instabilité géopolitique persistante et des incertitudes autour des politiques économiques, les marchés mondiaux d'actions ont maintenu leur dynamique haussière amorcée en 2023. Cette évolution favorable a été principalement soutenue par la performance des marchés américains, qui ont inscrit de nouveaux records historiques.

Aux Etats-Unis, l'indice S&P 500 a enregistré une progression notable de +24,50 %, soutenue par la résilience de la consommation des ménages et le dynamisme de l'activité dans le secteur des services. Par ailleurs, l'élection de Donald Trump et ses mesures pro-croissance, notamment les promesses de baisse d'impôts sur les sociétés ont permis de renforcer l'optimisme des investisseurs.

Dans la Zone Euro, l'indice Euro Stoxx 50 a progressé de +11,01 %, bénéficiant de l'assouplissement de la politique monétaire de la BCE, dans un contexte de désinflation rapide. Cette progression a également été portée par la bonne performance des valeurs industrielles, notamment l'aéronautique, la défense et l'électrification. En revanche, l'indice CAC 40 a affiché la plus faible progression parmi les principaux indices boursiers, clôturant l'année à peine en territoire positif avec une progression de +0,17 %, très inférieure à celle enregistrée par les autres Bourses européennes.

Les marchés obligataires, quant à eux, ont été caractérisés par une forte volatilité et des performances divergentes. Aux Etats-Unis, la courbe des rendements s'est pentifiée, traduisant une hausse des taux longs et une baisse sur le segment court. Les taux longs à 10 ans ont fini quasiment au plus haut de l'année à 4,65 %, en progression de 0,75 % par rapport au niveau de début 2024. Le taux à 2 ans, après avoir atteint un pic de 5 % en avril dans un contexte de la publication des données économiques favorables et des reports de baisse de taux de la FED, s'est replié à 3,60 % en septembre avant de remonter à 4,25 % en fin 2024.

Dans la Zone Euro, les reports de baisse des taux de la BCE ont influencé négativement les obligations souveraines, comme en a témoigné la progression du rendement du Bund à 10 ans (emprunt d'Etat allemand de référence), qui s'est accru de 2,05 % à 2,70 % entre janvier et mi-juin avant de se stabiliser à 2,35 % en fin d'année, sous l'effet de la volatilité des taux au cours du second semestre. De son côté, le taux à 2 ans a progressé avec la même amplitude évoluant de 2,45 % à 3,10 %.

1 | Développements économiques

1 | 1 Développements économiques intérieurs et évolution du secteur réel

En 2024, quoiqu'en ralentissement, l'activité économique congolaise est demeurée soutenue, dans un contexte marqué par l'intensification du conflit armé dans la partie Est du pays et par la poursuite des tensions commerciales et géopolitiques au niveau international. Ainsi, à l'instar de l'année précédente, le profil de l'économie de la RDC est resté dominé principalement par le dynamisme affiché par la branche «Extraction» ainsi que modérément dans les «Transports et télécommunications» et «Industries manufacturières».

Par ailleurs, le rythme de formation des prix intérieurs sur le marché des biens et services a ralenti par rapport à 2023, suite notamment à la poursuite d'une politique monétaire restrictive.

Toutefois, le classement annuel 2024 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), sur base de l'Indice de Développement Humain (IDH), renseigne que la RDC demeure dans la catégorie des pays à IDH faible, alors que l'Islande détrône la tête à la Norvège et le Sud-soudan clôture la liste.

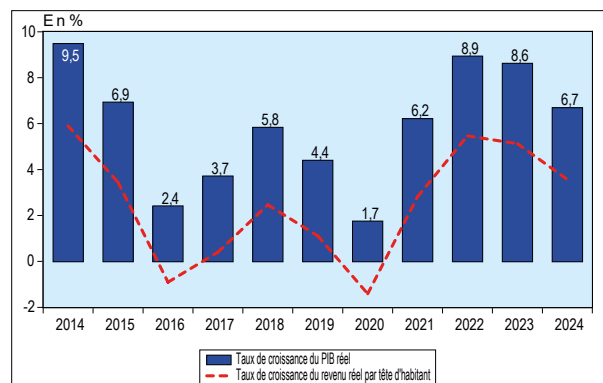
1 | 1 | 1 Produit Intérieur Brut

D'après la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes nationaux, le PIB à prix constant a augmenté de 6,7% en 2024 contre de 8,6% en 2023. Ce niveau de croissance est, d'une part, le résultat d'un accroissement modéré de la valeur ajoutée des activités minières, laquelle est ressortie à 12,6% après 18,3% une année plus tôt. D'autre part, il découle des activités non minières qui affichent une amélioration de 3,1% contre de 3,5% l'année précédente.

Ce niveau de croissance du PIB réel est resté supérieur de 2,9 points de pourcentage par rapport à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne, qui s'est situé à 4,0% en 2024.

Graphique I | 1 | 1 Croissance du PIB et du revenu réel par habitant

(en pourcentage)



Source: CESC (données provisoires de 2014 à 2022 et estimations de 2023 à 2024).

1 | 1 | 2 Analyse de l'approche par la production

Vue sous l'approche des valeurs ajoutées, l'activité économique est demeurée soutenue par le secteur primaire, à travers la branche «Extraction» qui, cependant, a évolué à un rythme moins important que l'année précédente.

Secteur primaire

La valeur ajoutée du secteur primaire a progressé de 9,8% en 2024 contre 13,6% une année auparavant. Ce niveau de croissance est principalement influencé par les activités de la sous-branche «Extraction des minéraux, pierres et autres». Toutefois, la contribution de ce secteur à la croissance a été de 75,4% venant de 77,1% en 2023.

Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche

En 2024, l'indice d'activité de la branche «Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche» s'est faiblement accru comparativement à 2023, passant de 11,8% à 2,2%. Cette évolution procède du ralentissement observé dans la majorité de ses principales productions, à l'exception de l'élevage.

Sa valeur ajoutée a été marquée par un rythme de progression identique à celui de l'année précédente, traduit par une croissance de 2,2% et une contribution à la croissance de 0,3 point. Cette situation occulte une évolution divergente observée au niveau de ses sous-branches, attestée par le ralentissement de l'«Agriculture», ainsi que des baisses au niveau de la «sylviculture» et de l'«élevage, pêche et chasse».

Agriculture

L'activité de la sous-branche «Agriculture» s'est accrue de 2,7% en 2024, soit un ralentissement par rapport à la progression de 3,3% enregistrée en 2023. Sa contribution à la croissance est respectivement ressortie à 0,3 point, contre 0,4 point l'année précédente.

Production agricole vivrière

En 2024, la valeur ajoutée de la culture vivrière a maintenu son niveau de progression de 2023, soit 3,1%. Sa contribution à la croissance est ressortie, à l'instar de l'année antérieure, à 0,4 point, expliquée par les efforts déployés par le Gouvernement en vue d'assurer avec succès la campagne agricole, laquelle a consisté à la distribution de moyens de production notamment des semences, des engrais ainsi que des équipements agricoles.

Culture de rente

La valeur ajoutée de la culture de rente qui avait enregistré une hausse de 20,9% en 2023, a connu une baisse de 22,3% en 2024. Cette situation est observée dans les évolutions de principaux produits de cette catégorie, notamment le café arabica, le café robusta ainsi que le cacao. Ces produits ont enregistré des baisses respectives de 27,4%, 16,0% et 16,0%, impacté par le déplacement massif de la population rurale de la partie Est du pays.

Sylviculture

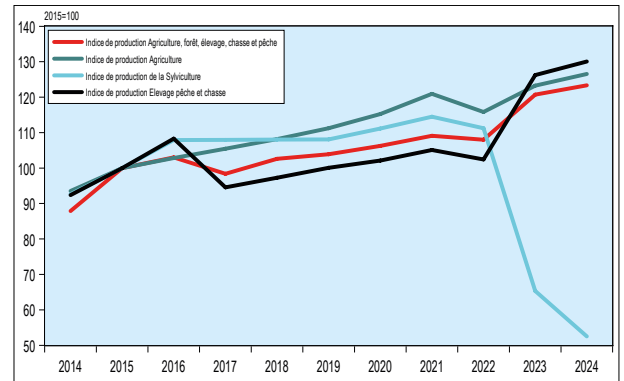
La baisse des activités de cette sous-branche s'est poursuivie en 2024, bien qu'à un rythme inférieur à celui de l'année précédente. En effet, sa valeur ajoutée s'est de nouveau contractée de 19,6% après le recul de 28,3% en 2023. Cette évolution découle notamment du renforcement de la surveillance et du contrôle de l'exploitation forestière, entraînant une diminution de la coupe illégale de grumes. En effet, la production globale des grumes a fléchi au courant de l'année sous revue de 3,6% contre un accroissement de 0,4% une année plus tôt.

Élevage, pêche et chasse

En 2024, la sous-branche «élevage, pêche et chasse» a enregistré une progression de 3,0% de sa valeur ajoutée, niveau similaire à celle de l'année précédente. Sa contribution à la croissance est demeurée quasi nulle au courant de cette année.

Graphique I|1|2 Évolution des indices de production agricole

(en point)



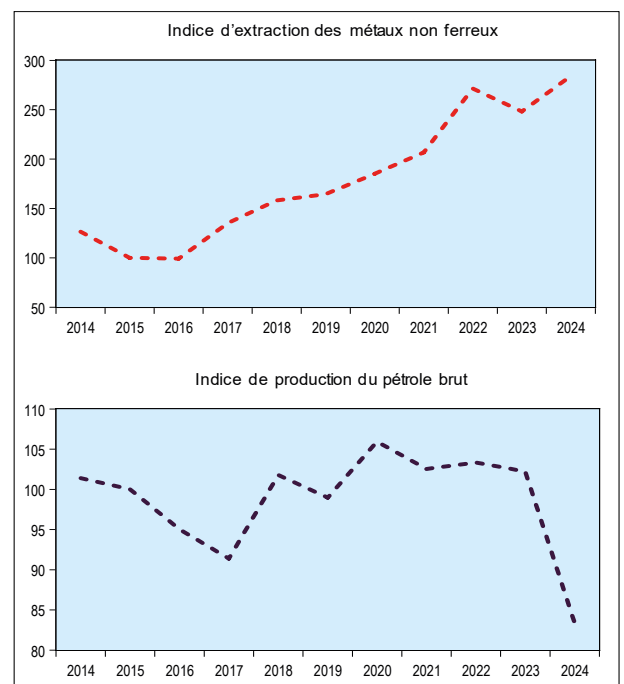
Source : Banque Centrale du Congo.

Extraction

En 2024, la branche «Extraction» demeure le moteur de l'activité économique en RDC, portée principalement par l'industrie minière, dont la valeur ajoutée s'est accrue de 12,5% contre 18,2% une année plus tôt. Sa contribution à la croissance est passée de 6,3 points à 4,7 points d'une année à l'autre et son indice d'activité a progressé de 12,5% au cours de cette période. Cette évolution, bien qu'en ralentissement suite notamment à l'impact de la guerre dans la partie Est du pays sur la production de l'or, a été soutenue par l'évolution des autres produits, essentiellement le cuivre et le cobalt.

Graphique I|1|3 Indices d'activités extractives

(en point)



Source : Banque Centrale du Congo.

Extraction des métaux non ferreux

Cuivre

En 2024, la production du cuivre a poursuivi sa tendance haussière. Elle s'est accrue de 9,1 %, passant de 2,8 millions de tonnes en 2023 à 3,1 millions, en liaison avec l'entrée en production de nouvelles entreprises ainsi que le bon comportement des cours mondiaux. Ces derniers ont été soutenus par une demande favorable sur le marché mondial dans un contexte de baisse de l'offre expliquée principalement par une série de contraintes techniques, environnementales et sociales ayant affecté plusieurs sites majeurs dans certains pays producteurs.

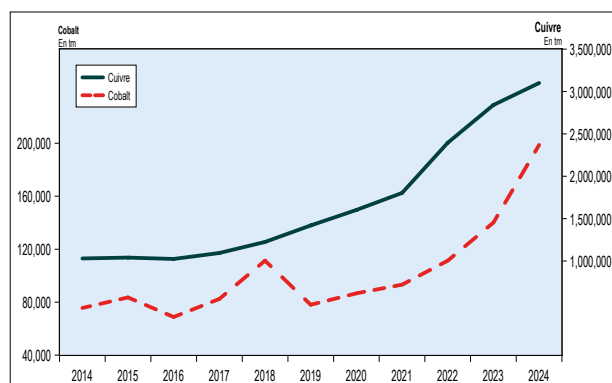
La hausse de la production nationale du cuivre a été impulsée par celle des partenaires de la Gécamines, dont le volume a augmenté de 9,2 % en 2024, alors que celle de la Gécamines a baissé de 23,7 % par rapport à l'année précédente.

Cobalt

La production du cobalt a enregistré une augmentation significative de 41,9 % en 2024, se situant à 198.777,2 tonnes, consolidant la position de la RDC comme premier producteur mondial de ce minerai. Cette performance est attribuable à l'expansion des opérations d'un grand opérateur du secteur ainsi que l'entrée en production d'un nouvel opérateur au dernier semestre de l'année 2023.

La quasi-totalité de la production du cobalt en 2024 découle de celle des partenaires de la Gécamines. Au cours de l'année sous revue, la production de cette dernière a connu une chute notable, soit un niveau quasi-nul, tandis que celle de ses partenaires s'est chiffrée à 23.419,5 tonnes.

Graphique I | 1 | 4 Production du cuivre et du cobalt
(en milliers de tonnes)



Source : Banque Centrale du Congo sur base de données fournies par le ministère des mines.

Zinc

Après deux années consécutives de baisse, la production de Zinc a enregistré un accroissement exponentiel de

479,9 % en 2024, faisant passer son volume de 7.517,3 tonnes en 2023 à 43.590,1 tonnes. Cet accroissement fait suite principalement à la relance des activités de la mine de Kipushi dont la teneur en zinc est parmi les plus élevées au monde.

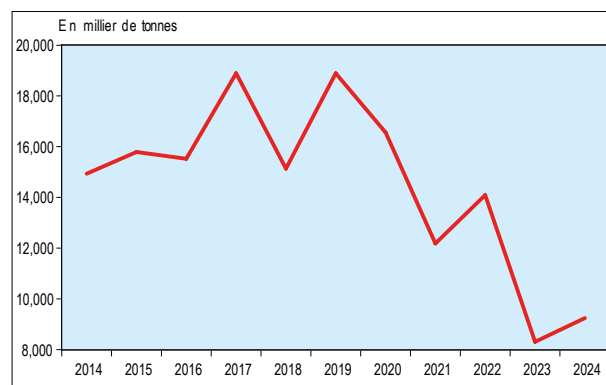
Autres produits d'extraction

Hormis le diamant, en 2024, la situation des « autres produits d'extraction » a renseigné une évolution baissière comparativement à 2023.

Diamant

Après une chute de 41,0 % en 2023, la production de diamant s'est redressée en 2024. Elle a enregistré un accroissement de 11,3 %, passant à 9.240,9 milliers de carats. Cette évolution a été soutenue uniquement par la production artisanale qui a augmenté de 78,4 %, celle industrielle ayant chuté de 40,5 %. La chute de cette dernière est due au désintérêt du principal exploitant industriel de cette filière, suite à une mesure prise par les autorités imposant la commercialisation de ce produit via des appels d'offres encadrés par le Centre d'Expertise, d'Évaluation et de Certification « CEEC ».

Graphique I | 1 | 5 Production de diamant
(en milliers de carat)



Source : Banque Centrale du Congo.

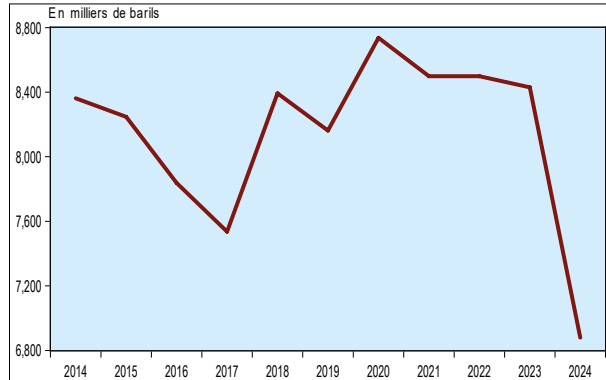
Or

Le volume de la production de l'or en 2024 a enregistré un recul de 19,1 %, se situant à 27.938,1 Kg. Cette baisse a résulté principalement de la situation d'insécurité observée dans les zones minières artisanales situées dans la partie Est du pays.

Pétrole brut

La production totale du pétrole brut s'est inscrite en baisse de 18,4 % en 2024, passant de 8.430,4 milliers de barils en 2023 à 6.868,8 milliers l'année sous revue. Ce repli s'explique par les actes de vandalisme sur les câbles à hautes tensions de l'une des entreprises du secteur, ayant affecté négativement les capacités productives.

Graphique I|1|6 Production de pétrole brut
(en milliers de barils)



Source : Banque Centrale du Congo.

Secteur secondaire

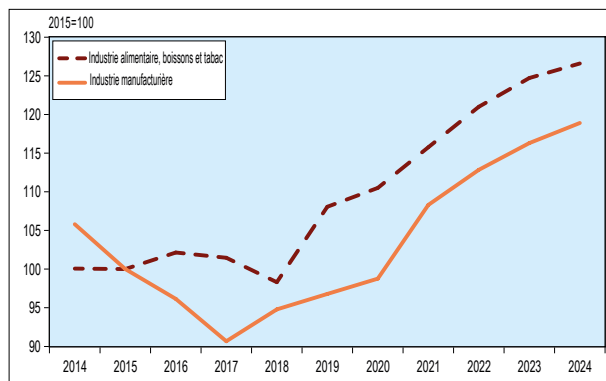
La valeur ajoutée du secteur secondaire a ralenti de 3,3 % en 2024, après une progression de 6,0 % en 2023. Ce ralentissement a été essentiellement expliqué par les évolutions modérées des activités des « Bâtiments et travaux publics » et de « l'Électricité, gaz, vapeur et eau ». La contribution du secteur secondaire à la croissance a été de 0,5 point contre 0,9 point une année plus tôt.

Industries manufacturières

Au cours de l'année 2024, la branche « Industries manufacturières » a enregistré un accroissement de sa valeur ajoutée de 2,7 % contre 2,6 % en 2023. Les activités de production dans cette branche ont été principalement soutenues par les « Industries alimentaires, boissons et tabacs ».

Graphique I|1|7 Indice de production des industries alimentaires, boissons et tabacs et des industries manufacturières

2015=100 (en point)



Source : Banque Centrale du Congo.

Industries Alimentaires, Boissons et Tabacs

En 2024, la sous-branche « Industries Alimentaires, Boissons et Tabac » a connu un accroissement de 3,1 % de sa valeur ajoutée, contre 2,5 % l'année précédente. Les industries alimentaires ont globalement enregistré des évolutions positives suite notamment à l'accroissement de la production de la farine de froment 5,1 %, du pain 2,8 % ainsi que de la farine de maïs 6,9 %.

Quant aux industries des boissons, elles ont maintenu leurs volumes de production de l'année précédente, soit 6.280,4 milliers d'hl et 2.695,6 milliers, respectivement pour les boissons alcoolisées et gazeuses, à la faveur notamment de l'entrée en production d'une nouvelle usine brassicole dans la zone économique spéciale de MALUKU.

Autres Industries Manufacturières

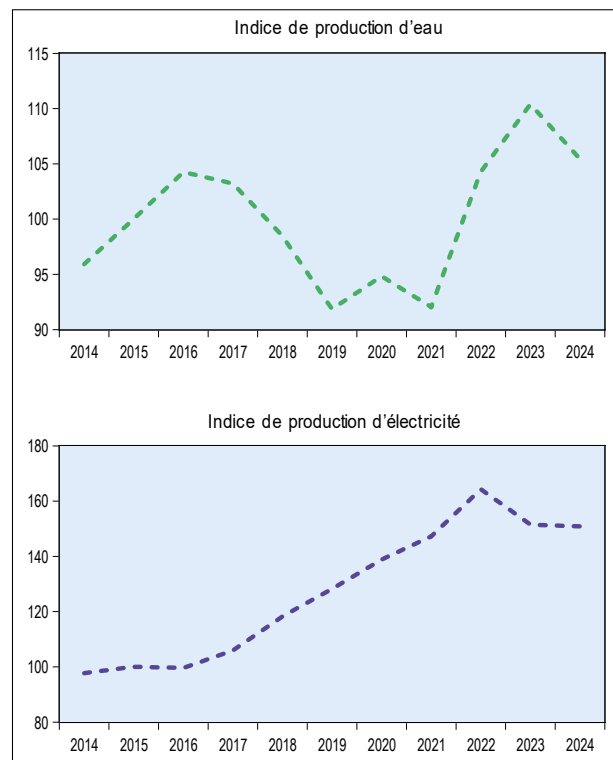
La valeur ajoutée de la sous-branche « Autres industries manufacturières » a enregistré une faible progression de 0,6 % en 2024 contre celle de 3,0 % une année plus tôt, maintenant ainsi sa contribution à la croissance à un niveau quasi nul. Cette évolution est principalement attribuable au ralentissement de la production du ciment, qui n'a augmenté que de 7,6 % contre 10,9 % l'année précédente.

Electricité, gaz, vapeur et eau

En 2024, la branche « Électricité, gaz, vapeur et eau » a ralenti, portant sa valeur ajoutée à 0,8 % contre 4,6 % une année plus tôt. Sa contribution à la croissance est demeurée une fois de plus à un niveau quasi nul.

Graphique I | 1 | 8 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité

(en point)



Source : Banque Centrale du Congo.

Électricité

La production totale de l'électricité a chuté de 0,4 % en 2024. En effet, les statistiques disponibles font état d'une production de 13.470,2 milliers de MW contre 13.526,5 milliers en 2023. Cette régression est attribuable à l'arrêt du groupe G25 de la centrale d'Inga II au courant de l'année sous analyse, suite à un problème technique. Cependant, la consommation de l'électricité s'est quant à elle accrue de 18,2 % en 2024, dans un contexte marqué par l'essor industriel dans la zone économique spéciale de Maluku.

Eau

La production de l'eau potable a fléchi de 4,5 % en 2024, venant d'un accroissement de 5,8 % en 2023. En volume, elle est passée d'une année à l'autre de 343.299,1 millions de m³ à 327.855,8 millions, suite principalement aux fortes pluies et inondations qui ont touché le pays au courant de cette année, lesquelles ont endommagé certaines infrastructures, notamment les stations de captage d'eau.

Par contre, la consommation d'eau potable s'est accrue de 24,1 % en 2024, suite principalement à un accroissement du nombre d'abonnés.

Bâtiments et travaux publics

Les activités de la branche « Bâtiments et travaux publics » ont faiblement progressé en 2024 comparativement à 2023. Sa valeur ajoutée s'est accrue de 4,9 % contre 14,0 % l'année précédente. Ce ralentissement est attesté par la baisse de la consommation du ciment, laquelle s'est contractée de 6,1 % contre une hausse de 9,5 % une année plus tôt.

Secteur tertiaire

En 2024, la valeur ajoutée du secteur tertiaire a progressé de 3,6 % contre 3,0 % en 2023, portant sa contribution à la croissance à 1,2 point de pourcentage. Cet accroissement est principalement expliqué par le dynamisme observé au niveau des branches « Transports et télécommunication » et « Commerce ».

Commerce

Les activités de cette branche ont connu une progression de 2,8 % en 2024 contre 2,0 % en 2023. Sa contribution à la variation de la valeur ajoutée s'est maintenue à son niveau de l'année précédente, soit 0,3 point de croissance.

Transports et Télécommunications

En 2024, la variation de la valeur ajoutée de la branche « Transports et Télécommunication » s'est inscrite en hausse, passant de 4,4 % en 2023 à 6,4 %. Sa contribution à la croissance du PIB réel s'est située à 0,8 point contre 0,5 point une année plus tôt.

Transports

En 2024, la sous-branche « Transports » s'est accrue de 2,6 % en termes réels contre 1,5 % en 2023. Au niveau des activités de principaux organismes de transport, ce rythme de croissance est attribuable au transport routier des marchandises. En effet, le volume des articles transportés par cette voie a augmenté de 5,4 % en 2024, soit 13.277,1 millions de Tkm, représentant 98 % du total des marchandises charriées au courant de l'année sous revue.

S'agissant du transport des voyageurs, il a été respectivement porté par les activités aérienne et routière, lesquelles ont globalement représenté 91,5 % du total des activités de cette branche. Le transport aérien s'est accru de 0,7 % en 2024 contre 1,1 % en 2023. Ce léger ralentissement est attribuable aux difficultés d'exploitations rencontrées par la compagnie nationale d'aviation au courant de cette année. Quant au transport routier des voyageurs, il a progressé de 8,3 % en 2024 contre 8,5 % en 2023.

Manutention

Le volume des marchandises manutentionnées en 2024 a chuté de 3,2%, venant d'un accroissement de 17,2% en 2023. Cette baisse est localisée principalement au niveau du port de Matadi, qui fait face au déficit de certains matériels d'exploitation, notamment les autogrues.

Télécommunications

La tendance haussière de la sous-branche «Télécommunication» s'est poursuivie en 2024. Sa valeur ajoutée s'est établie à 9,9% contre 7,2% en 2023, influencée essentiellement par la diversification des offres promotionnelles sur de nouveaux produits et services innovants initiés par les sociétés de télécommunication.

Autres services hors Administration publique

La valeur ajoutée de la branche «Autres services hors Administration publique» a ralenti en 2024, s'établissant à 1,8% contre 3,7% une année plus tôt. Sa variation a été influencée par le comportement de la sous-branche «Autres services», dont le rythme de croissance a été modéré au courant de cette année, soit 1,0% contre 3,2% en 2023.

Services d'administration publique

En 2024, la valeur ajoutée de cette branche a progressé à un niveau identique à celui de 2023, soit 1,1%. Cette situation s'est reflétée dans l'évolution de la sous-branche «Santé» et «Education», à la faveur essentiellement des efforts déployés par le Gouvernement pour assurer la gratuité de l'enseignement ainsi que la couverture santé universelle.

1 | 1 | 3 Analyse de la demande globale

En 2024, la demande globale a été tirée par la demande extérieure, grâce principalement au dynamisme des exportations de biens, essentiellement miniers.

Tableau I | 1 | 1 Croissance de différentes composantes de la demande globale (en pourcentage)

Composantes	2021 ^(#)	Var (%)	2022 ^(#)	Var (%)	2023 ^(#)	Var (%)	2024 ^(#)	Var (%)
Demande intérieure nette	19 998 789.6	22.8	23 028 826.0	15.2	39 932 301.2	73.4	45 559 327.6	14.1
Consommation	10 584 883.7	5.9	11 089 494.6	4.8	11 288 835.3	1.8	11 677 690.1	3.4
Secteur public	947 149.0	21.7	1 157 256.4	22.2	1 008 492.1	-12.9	1 077 471.4	6.8
Secteur privé	9 637 734.7	4.5	9 932 238.2	3.1	10 280 343.1	3.5	10 600 218.7	3.1
Investissements bruts	9 413 905.9	49.7	11 939 331.4	26.8	28 643 465.9	139.9	33 881 637.5	18.3
FBCF	9 349 759.1	50.0	11 914 882.5	27.4	28 626 026.9	140.3	33 726 570.2	17.8
Secteur public	577 143.1	54.7	1 186 960.3	105.7	1 859 920.3	56.7	2 419 765.9	30.1
Secteur privé	8 772 616.0	49.7	10 727 922.2	22.3	26 766 106.6	149.5	31 306 804.3	17.0
Variation des stocks	64 146.8	13.7	24 448.9	-61.9	17 439.0	-28.7	155 067.2	789.2
Demande extérieure nette	-6 319 875.7	85.4	-8 129 144.4	28.6	-23 749 892.7	192.2	-28 295 585.6	19.1
Exportations de biens et services	4 364 947.2	8.2	5 190 397.8	18.9	6 010 016.4	15.8	6 773 636.1	12.7
Exportations des biens	4 306 299.8	8.1	5 169 188.9	20.0	5 990 185.7	15.9	6 642 144.0	10.9
Produits miniers	3 950 022.7	10.1	4 816 149.0	21.9	5 691 134.9	18.2	6 404 749.4	12.5
Autres produits	356 277.2	-10.0	353 039.8	-0.9	299 050.8	-15.3	237 394.6	-20.6
Exportations des services	58 647.4	15.4	21 209.0	-63.8	19 830.7	-6.5	131 492.1	563.1
Importations de biens et services	-10 684 822.8	43.6	-13 319 542.3	24.7	-29 759 909.1	123.4	-35 069 221.7	17.8
Importations des biens	-8 987 536.0	43.5	-11 448 367.4	27.4	-25 852 525.0	125.8	-30 771 181.8	19.0
Consommations	-1 129 082.8	61.6	-1 320 219.9	16.9	-1 973 967.3	49.5	-2 271 905.5	15.1
Equipements	-1 910 077.2	55.2	-2 547 607.0	33.4	-4 500 059.4	76.6	-4 579 360.8	1.8
Intermédiaires	-5 948 376.0	37.3	-7 580 540.6	27.4	-19 378 498.2	155.6	-23 919 915.5	23.4
Importations des services	-1 697 286.8	44.1	-1 871 174.8	10.2	-3 907 384.2	108.8	-4 298 039.9	10.0
Produit Intérieur Brut	13 678 914.0	6.2	14 899 681.5	8.9	16 182 408.5	8.6	17 263 742.0	6.7

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des tableaux de CECSON

Demande intérieure

En 2024, la demande intérieure s'est accrue à un rythme moins important que l'année dernière, soit 14,1% contre 73,4% en 2023. Cette évolution fait suite, entre autres, au ralentissement des investissements, qui ont progressé moins vite que l'année précédente, suite notamment à l'escalade du conflit dans la partie Est du pays.

S'agissant de la consommation, elle a augmenté de 3,4% en 2024 contre 1,8% en 2023. Cette évolution fait suite, d'une part, à la bonne tenue de la consommation privée, qui a progressé de 3,1% contre 3,5%. D'autre part, elle découle de l'accélération de la consommation publique de 6,8% venant d'une contraction de 12,9% l'année précédente, tirée principalement par le paiement de salaires complémentaires à tous les agents et fonctionnaires de l'Etat.

Concernant les investissements, ils ont globalement augmenté à un rythme moins important que l'année précédente. En effet, les investissements publics ont enregistré une croissance de 30,1% contre 56,7%, portée notamment par l'accroissement des dépenses exceptionnelles.

Quant aux investissements privés, ils ont progressé de 17,9% contre 145,9% en 2023, en liaison avec la progression moins vigoureuse des importations de biens d'équipements,

se situant à 1,8 % contre 76,6 % en 2023. Cette situation s'explique par l'incertitude liée à la guerre dans la partie l'Est du pays.

Demande extérieure nette

La demande extérieure nette s'est de nouveau détériorée, passant de -23.749,9 milliards de CDF en 2023 à -28.295,6 milliards en 2024, en dépit d'une bonne tenue des exportations de biens et services.

En effet, les exportations de biens et services ont progressé de 12,7 % contre 15,8 % en 2023, porté essentiellement par les exportations des produits miniers. Ces dernières se sont accrues de 12,5 % contre 18,2 % l'année précédente.

Pour ce qui est des importations de biens et services, elles ont progressé en un rythme moins important que l'année précédente, soit de 17,8 % contre 123,8 % en 2023. Cette situation est attestée par la baisse de la demande en biens de consommation et des importations en biens d'équipement.

1 | 2 Marché des biens et services

1 | 2 | 1 Prix intérieurs

En 2024, le marché des biens et services a été caractérisé par la décélération du rythme de formation des prix intérieurs. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 11,7 % contre 23,8 % en 2023, soit un niveau en deçà de la moyenne réalisée par les pays de l'Afrique subsaharienne (19,4 %). Toutefois, le taux d'inflation enregistré en 2024 demeure supérieur à l'objectif de moyen terme de 7 % de la Banque Centrale du Congo.

1 | 2 | 2 Évolution et Facteurs explicatifs de l'inflation en 2024

Sur le plan externe, le ralentissement observé tient essentiellement à la tendance baissière des prix des produits alimentaires sur le marché mondial consécutive au recul des difficultés relatives aux chaînes mondiales d'approvisionnement.

Au plan interne, cette évolution est principalement expliquée par le maintien de l'orientation restrictive de la politique monétaire et de l'amélioration dans la gestion de la liquidité bancaire. A cela s'ajoute la mise en œuvre d'une série de décisions prises au niveau du Gouvernement, à savoir: (i) la baisse des prix des produits pétroliers à la pompe, (ii) le renforcement du contrôle des prix auprès des opérateurs économiques et (iii) la prorogation de la mesure portant

suspension du prélèvement des droits, taxes et redevances sur certains produits de première nécessité.

Tableau I | 1 | 2 Évolution de l'inflation globale (en pourcentage)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cible à moyen terme (a)	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0
Inflation annuelle moyenne (b)	4.8	11.0	9.4	9.1	19.5	18.2
Inflation en cumul annuel (c)	4.6	15.8	5.3	13.1	23.8	11.7
Écart (en points de pourcentage) (d) = (a) - (c)	2.4	-8.8	1.7	-6.1	-16.8	-4.7

Source : BCC.

En infra-annuel, la variation de l'IPC en 2024 a fait ressortir deux grandes périodes :

- De janvier à juillet, le taux d'inflation en moyen mensuel s'est établie à 1,2 % avec un pic enregistré au mois de mai de 1,5 %. Cette évolution était principalement liée à la révision à la hausse du prix du litre de carburant à la pompe. Ce dernier est passé de 3 225,0 CDF à 3 475,0 CDF, respectivement fixés en octobre 2023 et mai 2024.
- D'août à décembre 2024, la progression des prix a été contenue avec un taux d'inflation en moyenne ressortie à 0,6 %.

Tableau I | 1 | 3 Évolution de l'inflation mensuelle et cumulée (en pourcentage)

	Inflation mensuelle		Inflation cumulée		
	2023	2024	2023	2024	
janvier	2.5	1.4	2.5	1.4	1.4
février	1.6	1.3	4.2	2.7	2.7
mars	1.5	1.0	5.7	3.8	3.8
avril	1.0	0.7	6.8	4.6	4.6
mai	0.8	1.5	7.6	6.1	6.1
juin	2.3	1.2	10.1	7.4	7.4
juillet	5.8	1.0	16.5	8.5	8.5
août	0.9	0.8	17.5	9.4	9.4
septembre	0.5	0.5	18.1	9.9	9.9
octobre	0.7	0.6	19.0	10.5	10.5
novembre	2.3	0.4	21.7	10.9	10.9
décembre	1.7	0.7	23.8	11.7	11.7

Source : BCC, d'après les données de l'INS.

1 | 2 | 3 Evolution du prix du carburant

En 2024, le prix des produits pétroliers a connu une relative stabilité au niveau mondial, accompagné d'une légère tendance à la baisse, notamment pour le Brent, qui a atteint une moyenne de 80 dollars le baril, soit un recul de 3,0 % par rapport à l'année précédente.

Dans ce contexte, il a été procédé à deux révisions à la baisse des prix à la pompe. Cette situation est le résultat

des réformes menées en RDC essentiellement des faits combinés : (i) du plafonnement du prix moyen frontière commercial à 100 USD par le Gouvernement, (ii) de la rationalisation des charges logistiques, (iii) de l'évolution du paramètre « taux de change » avec la modification de la formule de calcul dudit taux approuvé par le Comité de

Suivi des Prix des Produits Pétroliers en RDC ainsi que (iv) de la stabilité observée du paramètre « volume mis en consommation ».

De ce fait, il s'est observé une rationalisation remarquable dans la gestion par le Gouvernement des pertes et manques à gagner (MAG) du secteur pétrolier en RDC pour la période sous revue. En effet, les MAG sont passés de 288,7 millions de USD en 2023 à 31,6 millions de USD en 2024 soit une baisse enregistrée de 89%. Ainsi, la certification pour toute l'année 2024, répartis de la manière suivante (i) 16,0 millions pour le premier semestre et (ii) 15,5 millions de USD pour le second.

1 | 3 Développement humain et durable

1 | 3 | 1 Développement durable

Évolution de la mise en œuvre des ODD au niveau mondial

En 2024, d'après le Rapport sur le développement durable, publié par les Nations Unies, il s'observe que seuls 17% des cibles des ODD sont en voie d'être atteintes d'ici 2030. En effet, environ 48% des cibles sont en retard, et 35% n'ont enregistré aucun progrès ou ont régressé par rapport à 2015 l'année de référence.

En effet, cette situation est attribuable à l'inaction face à la crise climatique, les attaques persistantes envers les droits des femmes, l'accroissement des inégalités, les niveaux record d'endettement des pays en développement et les nombreuses autres crises en cours. Ledit rapport souligne également un déficit de financement de 4 000 milliards de dollars par an pour les pays en développement. De plus, des crises humanitaires comme les déplacements forcés de populations et l'augmentation des victimes civiles dans les conflits mettent en péril la paix et la sécurité, des éléments essentiels des ODD.

Par ailleurs, malgré des tendances préoccupantes, le rapport met aussi en avant des progrès notables, tels que la réduction de la mortalité infantile et des infections au VIH ainsi que des améliorations dans l'accès à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie et à l'internet.

Tableau I | 1 | 4 Tendances d'évolution des ODD en 2024

Catégories des ODD	ODD concernés
Les ODD qui ont connu une détérioration modérée	ODD 06 : Eau propre et assainissement
	ODD 07 : Energie propre et d'un coût abordable
	ODD 03 : Bonne santé et bien-être
Les ODD qui ont connu une amélioration significative	ODD 15 : Vie terrestre
	ODD 08 : Travail décent et croissance économique
	ODD 10 : Inégalités réduites
Les ODD qui ont connu une amélioration modérée	ODD 01 : Pas de pauvreté
	ODD 02 : Faim "Zéro"
	ODD 09 : Industrie, Innovation et Infrastructure
	ODD 12 : Consommation et production responsables
	ODD 14 : Vie aquatique
	ODD 11 : Villes et communautés durables
	ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces
ODD 04 : Education de qualité	
	ODD 05 : Egalité entre les sexes

Source : Nations Unies, Rapport sur le Développement Durable 2024.

1 | 3 | 2 Développement Humain

Selon le rapport sur le développement humain publié en 2025 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les progrès en matière de développement humain dans le monde ont connu un ralentissement sans précédent. Une augmentation des inégalités a été constatée en termes d'Indice de Développement Humain (IDH), entre les pays à indice faible et ceux à indice très élevé pour une quatrième année consécutive. Cette situation inverse la tendance de long terme d'une réduction des inégalités entre pays riches et pauvres observée durant des décennies.

Les tensions commerciales croissantes, l'aggravation de la crise de la dette et l'essor des activités extractives participant faiblement à la création d'emplois, sont autant des facteurs qui nuisent au développement des pays à faible Indice de Développement Humain.

S'agissant de la RDC, bien que maintenue dans la catégorie des pays à développement humain faible, ce rapport indique un accroissement de son Indice de Développement Humain par rapport à la période précédente. En effet, le pays est classé 171^{ème} sur 193 pays, portant son IDH à 0,522 en 2024 contre 0,481 l'année précédente.

Tableau I | 1 | 5 IDH et ses composantes en 2024

	Valeur de l'IDH	Espérance de vie à la naissance (années)	Durée attendue de scolarisation (années)	Durée moyenne de scolarisation (années)	RNB par Habitant (\$ de 2021 en PPA)
Développement humain très élevé	0.914	80.0	16.4	12.5	53.014
Développement humain élevé	0.777	75.7	14.6	8.7	18.405
Développement humain moyen	0.656	69.3	12.1	6.8	7.822
Développement humain faible	0.515	65.0	8.9	4.0	3.007
Pays développés	0.712	72.0	12.7	7.8	13.301
Afrique sub-saharienne	0.568	62.5	10.3	6.2	4.352
RDC	0.522	61.9	10.9	7.4	1.431

Source: Rapport sur le Développement Humain 2025.

La décomposition de l'IDH de la RDC montre que cette évolution du développement humain a résulté, en majeure partie, des composantes «santé» et «revenu». En effet,

l'espérance de vie à la naissance a enregistré une progression de 2,2 années comparativement à la période précédente (2023/2024), soit le rythme de croissance le plus élevé de ces cinq dernières années. Ces résultats attestent une baisse du taux de mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile.

Quant au revenu, il a enregistré selon le PNUD une croissance de 32,5 % d'une période à l'autre, se situant à 1.431 \$ PPA. Toutefois, cette progression, bien que meilleure par rapport aux cinq dernières années, reste faible comparée au niveau moyen de l'Afrique subsaharienne.

2 | Finances publiques

En 2024, la gestion des finances publiques a été marquée par les efforts de mobilisation des recettes publiques et ce, dans un contexte d'expansion des dépenses de l'Etat induite principalement par le volume important des dépenses sécuritaires et humanitaires pour répondre aux impératifs liés à la résurgence de la guerre dans la partie Est du pays.

Sur le plan budgétaire, en raison notamment de l'évolution économique, le Gouvernement avait procédé au mois d'octobre 2024 à la révision des prévisions budgétaires. Ces dernières intégraient les ressources issues de la renégociation du contrat SICOMINES.

En conséquence, le budget de l'Etat, présenté en équilibre des recettes et dépenses, est passé de 40.986,0 milliards à 44.410,1 milliards de CDF, équivalent à 15,8 milliards de USD, soit un accroissement en nominal de 8,4 % par rapport à la Loi de finances initiale.

En termes de réalisation, la situation intégrée des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit de 5.476,4 milliards de CDF contre un excédent de 2.396,1 milliards en 2023, représentant 2,7 % du PIB contre 1,5 % l'année précédente. Il y a lieu de souligner que le ratio « déficit/PIB » est inférieur au plafond fixé dans le cadre des critères de convergence macroéconomique de COMESA (5,0 %) et SADC (3,0 %).

La situation consolidée des finances publiques renseigne que les recettes totales et dons ont totalisé 33.641,0 milliards de CDF contre 26.451,0 milliards en 2023, soit 16,8 % du PIB contre 16,2 %. De ce fait, la pression fiscale s'est légèrement améliorée, passant de 10,2 % l'année d'avant à 10,5 % au cours de l'année sous revue. Ce niveau demeure faible comparativement à 20 % du PIB retenu comme critères de convergence par le COMESA et la CEEAC.

S'agissant des dépenses de l'Etat, elles se sont établies à 39.117,3 milliards de CDF, en ce compris la consommation des ressources extérieures, alors qu'elles étaient exécutées à hauteur de 24.054,8 milliards en 2023. Exprimées en ratio du PIB, les dépenses publiques ont représenté 32,7 % contre 20,1 %.

Par ailleurs, les statistiques provisoires sur l'endettement public renseignent que la dette du pays est soutenable, avec un taux d'endettement de 18,5 % du PIB.

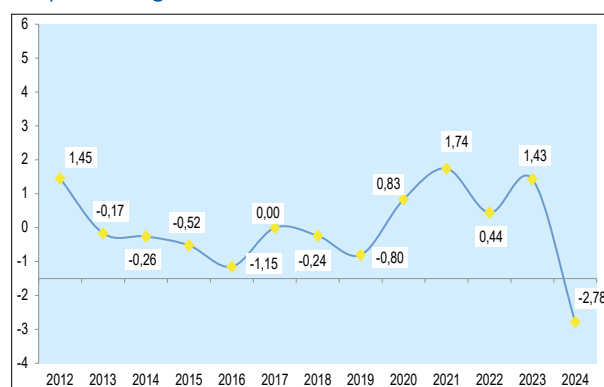
En effet, l'encours de la dette publique est porté à 13.168,3 millions USD contre 10.558,5 millions de USD en 2023, représentant 18,5 % du PIB contre 17,8 % une année auparavant. L'analyse de la structure de la dette publique révèle que la dette extérieure a atteint 7.607,2 millions de USD et la dette intérieure s'est établie à 5.561,1 millions de USD en 2024.

2 | 1 Opérations du cadre budgétaire

Face aux nouvelles priorités retenues dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) pour la période 2024-2028 et la prise en compte de la nouvelle configuration politique issue des élections de décembre 2023, les opérations du cadre budgétaire ont dégagé un niveau important des besoins de financement en 2024. En effet, la situation financière de l'Etat s'est soldée par un déficit de 2,8 % du PIB contre un excédent de 1,4 % en 2023.

Par ailleurs, les ressources attendues au titre de la quotité annuelle de 324,0 millions de USD, dans le cadre de la renégociation du contrat chinois et de la première tranche de 500,0 millions de USD de la Banque mondiale au titre d'appuis budgétaires n'ont pas été décaissées comme prévu.

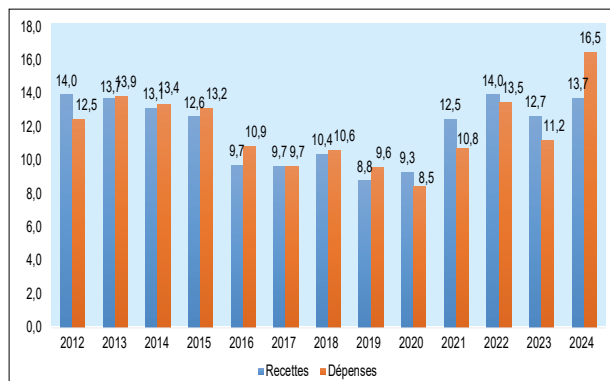
Graphique I | 2 | 1 Evolution du solde budgétaire (en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère des finances.

Toutefois, ce gap de financement a été entièrement couvert par les ressources levées sur le marché domestique via les émissions des titres publics.

Graphique I|2|2 Evolution des Opérations du cadre budgétaire (en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère des finances.

2|1|1 Recettes publiques

Les recettes internes, projetées à 27.195,6 milliards de CDF, ont été réalisées à hauteur de 27.442,7 milliards contre 20.728,9 milliards en 2023, soit un accroissement de 32,4% d'une année à l'autre, impulsé principalement par les mesures d'encadrement des recettes publiques et l'effet « taux de change » pour les droits dus à l'Etat fixés en devises étrangères.

Exprimées en ratio de PIB, ces ressources ont représenté 13,7% contre 12,7% une année auparavant.

Tableau I|2|1 Structure des recettes internes (en pourcentage du total)

	2020	2021	2022	2023	2024
1. Recettes fiscales	66,9	68,2	83,1	80,8	76,5
Recettes des impôts sur le commerce					
extérieur	16,9	16,4	15,8	18,4	15,5
¹ Recettes des impôts sur les revenus	25,5	29,4	46,5	39,2	38,3
¹ Recettes des impôts sur les biens et services	22,2	20,7	19,1	21,5	20,8
¹ Autres recettes fiscales	2,2	1,7	1,7	1,7	2,0
2. Recettes non fiscales	14,4	15,5	16,9	19,1	16,1
3. Recettes exceptionnelles	18,8	16,3	0,0	0,2	7,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère des finances.

Recettes courantes

Les recettes courantes, prévues à 25.473,3 milliards de CDF dans la loi de finances rectificative 2024, ont été réalisées à hauteur de 25.430,2 milliards contre 20.690,4 milliards l'année passée. En effet, les régies financières ont mobilisé au-delà des assignations budgétaires, soit un taux de réalisation de 99,8% et un accroissement de 22,9% comparativement à l'exercice précédent.

Rapportées au PIB, les recettes courantes, composées des recettes fiscales et non fiscales, ont représenté 12,7% du PIB contre 12,6% en 2023.

Analyse par postes des recettes publiques

- Recettes fiscales**

Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 21.005,2 milliards de CDF contre des prévisions budgétaires de 20.317,4 milliards. Elles ont enregistré une progression de 25,5% par rapport aux rentrées de 2023 établies à 16.740,3 milliards de CDF. Cette performance est attribuable aux retombées du projet « gouvernance financière¹ » avec la mise en service de la chaîne informatisée de la recette publique.

- Recettes des impôts sur le commerce extérieur**

Les recettes mobilisées au niveau du cordon douanier ont atteint 4.246,1 milliards de CDF contre 3.805,4 milliards de CDF en 2023. Rapportées aux prévisions budgétaires, ces ressources ont enregistré un taux de réalisation de 102,9%, grâce principalement à la TVA à l'importation et aux droits de douane.

L'analyse par poste révèle que les droits d'entrée ont rapporté 4.206,8 milliards de CDF contre un montant prévisionnel de 4.003,4 milliards. Comparées à la réalisation de 2023, chiffrés à 3.755,7 milliards de CDF, il s'est dégagé une progression de 12,0%.

Du côté des droits de sortie, il y a lieu de relever que cette rubrique, composée des amendes et des droits de sortie ordinaires, a enregistré une contreperformance par rapport aux prévisions budgétaires. En effet, sur une projection de 124,2 milliards de CDF dans le budget de l'Etat, les recettes tirées des droits de sortie n'ont rapporté que 39,3 milliards de CDF, alors qu'en 2023, cette ligne avait renseigné 49,7 milliards.

- Recettes des impôts sur les revenus**

Constituées de revenus des personnes physiques ainsi que ceux des sociétés et entreprises, les recettes provenant des impôts sur les revenus ont totalisé 10.504,4 milliards de CDF contre des prévisions fixées à 10.034,6 milliards. Rapprochées aux ressources mobilisées en 2023 de l'ordre

¹ Ce projet vise à moderniser la gestion des recettes de l'Etat en automatisant le processus de collecte et de suivi, améliorant ainsi la transparence et l'efficacité de la gestion des finances publiques en RDC.

de 8.129,7 milliards de CDF, il se dégage un accroissement de 23,4 % d'une année à l'autre.

En termes de contribution, il y a lieu de souligner que les revenus tirés des sociétés et entreprises ont atteint 6.749,5 milliards de CDF, alors que ceux provenant des personnes physiques ont été de 3.755,0 milliards. Les ressources issues des sociétés ont totalisé 6.728,6 milliards de CDF et celles des entreprises ont été de 21,0 milliards.

• Recettes des impôts sur les biens et services

L'administration fiscale a recouvré 5.701,9 milliards de CDF au titre d'impôts sur les biens et services contre un montant programmé de 5.547,8 milliards de CDF, alors qu'en 2023 les encaissements étaient chiffrés à 4.453,2 milliards.

Cette performance est attribuable au bon comportement de la TVA à l'intérieur, impulsée par l'introduction de la facture normalisée en octobre 2024², laquelle a atteint 3.780,8 milliards de CDF contre des prévisions de 3.295,4 milliards.

Les droits de consommation, quant à eux, se sont chiffrés à 1.536,2 millions de CDF contre une programmation de 1.998,4 milliards.

Les impôts sur les véhicules et les recettes provenant des sociétés pétrolières ont contribué respectivement à hauteur de 260,5 milliards de CDF et 124,3 milliards.

• Autres recettes fiscales

Constituée de ressources tirées de « l'impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés à charge des employeurs », « l'impôt sur le patrimoine », « fonds spéciaux », « Gécamines » et « Divers », cette catégorie des ressources a enregistré 552,7 milliards de CDF contre des prévisions de 636,6 milliards.

Il importe de relever que l'impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés à charge des employeurs a contribué à concurrence de 552,1 milliards de CDF, presque la totalité des recettes mobilisées.

Concernant la rubrique « divers » dédiée aux différents droits dus au Trésor public, elle n'a enregistré que 0,6 milliard de CDF.

² Contrairement à la facture simple, la facture normalisée, introduite par la Direction Générale des Impôts (DGI) pour capter la TVA, est un document de vente qui intègre des éléments de sécurité et de conformité fiscale, notamment le numéro d'identification de la machine (NIM), la signature électronique et le code QR.

• Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont été collectées en-deçà des prévisions budgétaires. En effet, sur une projection de 5.330,8 milliards de CDF, elles ont atteint 4.425,1 milliards contre 3.950,1 milliards en 2023. En termes de contribution, elles ont représenté 16,1 % du total des ressources mobilisées. Exprimées en pourcentage du PIB, ces recettes ont représenté 2,2 % et 2,4 % l'année précédente.

L'analyse par poste indique que les recettes administratives, judiciaires et domaniales ont atteint 4.005,0 milliards de CDF. Les deux autres rubriques, à savoir : « portefeuille » et « royalties » ont enregistré, dans le même ordre, 268,1 milliards de CDF et 152,0 milliards.

• Recettes exceptionnelles

La Loi de finances rectificative pour l'exercice 2024 a fixé les recettes exceptionnelles à 1.722,3 milliards de CDF, dont 840,8 milliards au titre de la tranche annuelle des ressources de la renégociation du contrat chinois. Les réalisations se sont établies à 2.012,5 milliards de CDF, dont 434,4 milliards d'appuis budgétaires, contre 38,6 milliards encaissés en 2023 au titre de recettes exceptionnelles.

2 | 1 | 2 Dépenses publiques

En 2024, les dépenses de l'Etat³ ont été exécutées à 32.995,5 milliards de CDF contre 18.392,8 milliards l'année passée, soit un dédoublement expliqué principalement par (i) les contraintes sécuritaires et humanitaires, (ii) la poursuite de la gratuité de l'enseignement primaire et la couverture santé universelle ainsi que (iii) le financement du projet de développement local de 145 territoires.

Rapportées au PIB, les dépenses publiques ont représenté 16,5 % contre 11,2 % en 2023, alors que la moyenne au niveau des pays de l'Afrique subsaharienne est de 20,0 % du PIB.

Dépenses courantes

Fixées à 19.637,0 milliards de CDF, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 24.992,6 milliards contre 15.542,4 milliards en 2023, enregistrant une progression de

³ En vue d'améliorer la transparence et renforcer les dispositifs de l'exécution de la dépense publique, le Gouvernement a publié l'arrêté interministériel n°110/MINETAT/MIN. BUDGET/2024 et n°CAB/MIN FINANCES/2024/123 du 20 décembre 2024 portant « Manuel révisé à titre transitoire des procédures et du circuit de la dépense en RDC.

60,8 % d'une année à l'autre. En ratio du PIB, elles sont évaluées à 12,5 % contre 9,5 % l'année passée.

Analyse des dépenses courantes par nature⁴

Dépenses pour biens et services

Les décaissements en faveur des biens et services ont totalisé 16.612,4 milliards de CDF contre 16.459,7 milliards en 2023, représentant la moitié de l'enveloppe totale des dépenses.

En termes d'allocation, ces dépenses ont été essentiellement exécutées au niveau des postes ci-après : « rémunérations des agents et fonctionnaires de l'Etat « autres biens et services » pour 9.267,6 milliards de CDF et 7.344,8 milliards respectivement.

Subventions et transferts

Les subventions et transferts du Gouvernement central sont passés de 1.460,0 milliards de CDF à 7.413,2 milliards l'année sous revue, impulsés principalement par les décaissements au profit des organismes publics⁵ chiffrés à 6.449,0 milliards.

Par ailleurs, les financements des ménages⁶ et des entreprises ont été respectivement de 724,5 milliards de CDF et 42,9 milliards.

Versement des intérêts sur la dette publique

Les charges financières se rapportant à la dette publique ont augmenté d'une année à l'autre, passant de 473,0 milliards de CDF en 2023 à 967,1 milliards, en raison principalement de l'accroissement du service de la dette domestique.

En ce qui concerne le service de la dette intérieure, il est passé de 353,0 milliards de CDF en 2023 à 781,7 milliards en 2024, expliquée par les remboursements de titres publics.

S'agissant du service de la dette extérieure, la même tendance a été observée. En effet, les frais financiers se sont établis à 185,4 milliards de CDF contre 120,0 milliards en 2023.

⁴ Elle concerne l'analyse des dépenses relatives à l'acquisition des biens et services, au versement des intérêts sur la dette publique ainsi qu'aux subventions et transferts.

⁵ Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, rétrocessions et autres interventions de l'Etat.

⁶ Il s'agit notamment de la prise en charge des soins médicaux, pensions civiles et militaires, bourses d'études et divers autres frais.

Analyse des dépenses courantes par service⁷

Exécutées à hauteur de 24.992,6 milliards de CDF, Ces dépenses restent dominées par les décaissements enregistrés dans la rubrique « autres services », avec un montant de 13.604,0 milliards, composées notamment des charges se rapportant aux villes et provinces, aux dépenses communes et au budget pour ordre.

Concernant les décaissements en faveur des ministères, ils ont été évalués à 7.914,5 milliards de CDF, alloués en grande partie aux Finances, à la Défense nationale, à l'Education Nationale ainsi qu'à l'Intérieur & Affaires Coutumières.

S'agissant de l'enveloppe dédiée aux institutions politiques, elle a atteint 3.474,2 milliards de CDF, avec une prédominance des dépenses de la Présidence de la République, suivie de celles de la Primature et de l'Assemblée Nationale.

Tableau I | 2 | 2 Structure des dépenses courantes par service (en pourcentage du total)

	2020	2021	2022	2023	2024
Autres services	84,1	75,6	58,5	63,7	54,4
dont Dépenses communes	5,7	12,6	6,4	3,3	8,0
Dette publique	67,0	54,2	41,9	49,1	38,0
Budget pour ordre	0,1	0,2	6,5	6,2	5,9
Ministères	9,4	11,7	22,6	19,6	31,7
Finances	1,0	1,0	1,8	2,8	2,3
Défense Nationale	1,9	3,6	5,1	4,3	8,3
Education Nationale	1,0	1,4	5,7	2,7	12,6
Intérieur & Aff. Coutumières	2,2	2,6	4,8	6,7	4,5
Institutions Politiques	6,5	12,6	18,9	16,7	13,9
TOTAL	100	100	100	100	100

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère des finances.

Dépenses en capital

Les dépenses en capital sont passées de 2.850,3 milliards de CDF en 2023 à 8.002,9 milliards l'année sous revue. Rapportées au PIB, elles ont représenté 4,0 % contre 1,7 % une année auparavant, soit un niveau largement en-deçà de 20 % défini comme critères de convergence macroéconomique de COMESA et CEEAC.

L'essentiel des investissements a été orienté vers les projets au profit des Ministères de la Santé publique, de l'Intérieur et Administration publique, des Finances et de l'Urbanisme et Habitat.

⁷ L'analyse porte sur la répartition des dépenses courantes par institutions, ministères et autres services publics.

2 | 1 | 3 Besoins et moyens de financement des opérations du cadre budgétaire

La balance consolidée des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit de 5.552,8 milliards de CDF contre un excédent de 2.336,2 milliards, induisant ainsi un besoin de financement de 564,3 milliards, après ajustement statistique de 4.988,5 milliards.

Ce gap de financement a été entièrement couvert par des moyens sains, notamment l'emprunt intérieur via les émissions des titres publics sur le marché domestique.

Tableau I|2|3 Besoin de financement des opérations du cadre budgétaire

Année	Solde des opérations du Cadre budgétaire	Ajustement statistique	Solde global (après ajustement statistique)	Besoins de financement
2020	769,1	-1340,7	-571,6	571,6
2021	1922,1	-1380,0	542,1	-542,1
2022	580,2	-881,5	-301,2	301,2
2023	2336,2	-3799,2	-1463,0	1463,0
2024	-5552,8	4988,5	-564,3	564,3

Source : Banque Centrale du Congo.

2 | 1 | 4 Marché des valeurs du Trésor

Le marché des titres de dette en RDC repose sur les émissions des Bons et Obligations du Trésor. Pour l'exercice 2024, le Trésor a levé 4.811,3 milliards de CDF au titre des Bons et Obligations du Trésor contre 1.868,1 milliards une année auparavant. Rapportées au PIB, ces ressources ont représenté 2,4% contre 1,1% en 2023.

En déduction des remboursements des titres échus chiffrés à 3.147,7 milliards de CDF contre 1.318,8 milliards de CDF en 2023, les émissions nettes se sont établies à 1.663,6 milliards de CDF contre 881,4 milliards arrêtés dans la loi de finances. Cette situation s'explique par la compensation des ressources non décaissées attendues dans le cadre de la renégociation du prêt chinois.

Tableau I|2|4 Situation des Bons et Obligations du Trésor (en milliards de CDF)

	Emissions (1)		Remboursement (2)		Emissions nettes (3) = (1) - (2)	
	En milliards CDF	En millions USD	En milliards CDF	En millions USD	En milliards CDF	En millions USD
2020	566,8	0,0	570,3	0,0	-3,5	0,0
2021	708,8	0,0	425,1	0,0	283,7	0,0
2022	386,0	0,0	491,2	0,0	-105,2	0,0
2023	552,1	368,2	426,7	95,0	125,4	273,2
2024	360,1	348,8	702,7	428,9	-342,6	-80,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'encours global des titres publics a atteint 3.471,6 milliards de CDF contre 1.429,7 milliards, soit 1,7% du PIB contre 0,9% en 2023. En conséquence, le stock de la dette intérieure est passé de 3.713,09 millions de USD en 2023 à 5.561,08 millions en 2024, représentant 7,81% du PIB contre 6,26% une année auparavant.

Tableau I|2|5 Encours global des titres publics de 2019 à 2024

	En milliards de CDF			En millions de USD		
	Montant annoncé	Soumissions reçues	Soumissions retenues	Montant annoncé	Soumissions reçues	Soumissions retenues
2020	953,5	657,3	566,8	0,0	0,0	0,0
2021	725,0	841,9	708,8	0,0	0,0	0,0
2022	390,0	530,1	386,0	0,0	0,0	0,0
2023	520,0	552,1	552,1	570,0	374,2	368,2
2024	410,0	505,1	360,1	315,0	463,3	348,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Emissions des Bons et Obligations du Trésor en 2024

Au cours de la période sous-revue, le Gouvernement a utilisé les instruments de dette ci-après : (i) Bons et Obligations du Trésor indexés et (ii) Bons et Obligations du Trésor émis en dollar américain.

• Bons du Trésor

Le Gouvernement a levé au total 1.334,6 milliards de CDF au titre de Bons du Trésor contre 1.410,3 milliards en 2023. Les émissions en dollar américain ont atteint 348,8 millions de USD contre 368,2 millions de USD l'année d'avant.

S'agissant des remboursements, ils se sont chiffrés à 1.900,8 milliards de CDF à la période sous revue contre 648,1 milliards de CDF en 2023.

Tableau I|2|6 Emissions des Bons du Trésor de 2020 à 2024⁸

(en milliards de CDF)

	Emissions (1)		Remboursement (2)		Emissions nettes (3) = (1) - (2)	
	En milliards CDF	En millions USD	En milliards CDF	En millions USD	En milliards CDF	En millions USD
2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2022	893,5	0,0	277,2	0,0	616,3	0,0
2023	316,0	43,0	514,7	12,4	-198,7	30,6
2024	368,4	1112,8	637,5	218,1	-269,2	894,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Taux de change - moyenne annuelle : 2.330,7 CDF/USD en 2023 et 2.793,6 CDF/USD en 2024.

⁸ Ce tableau prend également en compte les Bons du Trésor émis en dollar américain.

Le tableau ci-dessous décrit le comportement des souscriptions des Bons du Trésor et l'attitude de l'émetteur.

Tableau I|2|7 Comportement des soumissions des Bons du Trésor de 2020 à 2024
(en milliards de CDF)

	En milliards de CDF			En millions de USD		
	Montant annoncé	Soumissions reçues	Soumissions retenues	Montant annoncé	Soumissions reçues	Soumissions retenues
2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2022	835,0	1140,5	893,5	0,0	0,0	0,0
2023	640,0	381,0	316,0	70,0	43,0	43,0
2024	650,0	414,3	368,4	1097,0	1195,8	1112,8

Source : Banque Centrale du Congo.

• Obligations du Trésor

En 2024, le Trésor a mobilisé un montant total de 3.477,2 milliards de CDF au titre d'Obligations du Trésor contre 416,2 milliards une année auparavant. Les titres en dollar américain, comptabilisés en monnaie locale, ont atteint 1.112,8 millions de USD contre 43,0 millions en 2023. Les maturités de ces titres ont été de 18 mois et 24 mois.

Concernant les remboursements des titres échus, ils ont atteint 1.246,9 milliards de CDF contre 543,5 milliards l'année précédente.

Tableau I|2|8 Evolution des émissions des Obligations du Trésor⁹ (OT)
(en milliards de CDF)

Mois	Instruments	Date	Maturité	Tx d'intérêt (%)
Janvier	BTI en CDF	09/01/2024	6 mois	27,0
	BTI en CDF	30/01/2024	6 mois	26,6
	OT en USD	30/01/2024	24 mois	10,0
Février	BTI en CDF	13/02/2024	6 mois	28,0
	BTI en CDF	27/02/2024	3 mois	27,7
	BT en USD	27/02/2024	6 mois	10,1
Mars	OT en USD	12/03/2024	15 mois	10,0
	OT en USD	26/03/2024	15 mois	10,0
	BT en USD	26/03/2024	6 mois	10,6
Avril	BTI en CDF	09/04/2024	6 mois	26,3
	OT en USD	09/04/2024	15 mois	10,0
	BT en USD	16/04/2024	6 mois	10,0
	BT en USD	30/04/2024	6 mois	10,0
Mai	OT en USD	21/05/2024	15 mois	10,0
	BT en USD	28/05/2024	6 mois	10,0

⁹ Ces statistiques comprennent également les Obligations du Trésor émises en dollar américain.

Mois	Instruments	Date	Maturité	Tx d'intérêt (%)
Juin	BTI en CDF	04/06/2024	6 mois	25,0
	OT en USD	10/06/2024	15 mois	10,0
	BT en USD	28/06/2024	3 mois	10,0
Juillet	OTI en CDF	16/07/2024	15 mois	25,0
	OT en USD	16/07/2024	15 mois	10,0
	OTI en CDF	30/07/2024	15 mois	25,0
Août	OTI en CDF	13/08/2024	18 mois	25,0
	OT en USD	13/08/2024	15 mois	9,0
	OT en USD	27/08/2024	15 mois	9,0
Septembre	OT en USD	03/09/2024	15 mois	9,0
	OTI en CDF	17/09/2024	24 mois	25,0
	OT en USD	24/09/2024	18 mois	9,0
Octobre	OTI en CDF	08/10/2024	24 mois	25,0
	OT en USD	08/10/2024	24 mois	10,0
	OTI en CDF	22/10/2024	24 mois	10,0
	OT en USD	22/10/2024	24 mois	9,0
Novembre	OT en USD	12/11/2024	18 mois	9,0
	OTI en CDF	12/11/2024	18 mois	13,0
	OT en USD	19/11/2024	18 mois	9,0
	BT en USD	26/11/2024	6 mois	10,0
	OTI en CDF	26/11/2024	18 mois	13,0
Décembre	OT en USD	03/12/2024	18 mois	9,0
	BT en USD	17/12/2024	6 mois	8,9
	OT en USD	24/12/2024	18 mois	9,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Taux de change - moyenne annuelle : 2.330,7 CDF/USD en 2023 et 2.793,6 CDF/USD en 2024.

La lecture du tableau ci-dessous laisse ressortir l'appétence des investisseurs aux Obligations du Trésor en dollar américain.

Tableau I|2|9 Evolution des soumissions d'Obligations du Trésor de 2020 à 2024
(en milliards de CDF)

	En milliards de CDF			En millions de USD		
	Montant annoncé	Soumissions reçues	Soumissions retenues	Montant annoncé	Soumissions reçues	Soumissions retenues
2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2022	835,0	1140,5	893,5	0,0	0,0	0,0
2023	640,0	381,0	316,0	70,0	43,0	43,0
2024	650,0	414,3	368,4	1097,0	1195,8	1112,8

Source : Banque Centrale du Congo.

• Evolution des taux d'intérêt sur le marché financier domestique

Sur le marché monétaire, le taux directeur de la Banque Centrale du Congo a été maintenu à 25%, traduisant l'orientation restrictive de la politique monétaire, en vue de contrer les poussées inflationnistes. Cette situation a influencé le coût d'emprunt supporté par l'Etat.

En effet, les séances d'adjudication des valeurs du Trésor se sont clôturées par des offres assorties des taux d'intérêts élevés, malgré l'indexation des titres au dollar américain.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les Bons du Trésor indexés de 6 mois de maturité ont été adjudgés entre 26 % et 28 % de taux moyens pondérés, alors que le même instrument émis en dollar américain a été négocié à 10 % l'an.

Bien plus, les Obligations du Trésor indexées de 24 mois de maturité ont été négociées à 25 % de taux d'intérêt avant de s'établir autour de 13 % l'an en moyenne. Cette baisse est consécutive notamment au rejet par le Trésor de certaines souscriptions dont les taux proposés étaient jugés élevés. Pour le même instrument émis en dollar américain, le taux d'intérêt offert a été en moyenne de 9 %.

Tableau I|2|10 Evolution du taux directeur et des taux moyens pondérés des titres publics en 2024

Mois	Instruments	Date	Maturité	Tx d'intérêt (%)
Janvier	BTI en CDF	09/01/2024	6 mois	27.0
	BTI en CDF	30/01/2024	6 mois	26.6
	OT en USD	30/01/2024	24 mois	10.0
Février	BTI en CDF	13/02/2024	6 mois	28.0
	BTI en CDF	27/02/2024	3 mois	27.7
	BT en USD	27/02/2024	6 mois	10.1
Mars	OT en USD	12/03/2024	15 mois	10.0
	OT en USD	26/03/2024	15 mois	10.0
	BT en USD	26/03/2024	6 mois	10.6
Avril	BTI en CDF	09/04/2024	6 mois	26.3
	OT en USD	09/04/2024	15 mois	10.0
	BT en USD	16/04/2024	6 mois	10.0
	BT en USD	30/04/2024	6 mois	10.0
Mai	OT en USD	21/05/2024	15 mois	10.0
	BT en USD	28/05/2024	6 mois	10.0
Juin	BTI en CDF	04/06/2024	6 mois	25.0
	OT en USD	10/06/2024	15 mois	10.0
	BT en USD	28/06/2024	3 mois	10.0
Juillet	OTI en CDF	16/07/2024	15 mois	25.0
	OT en USD	16/07/2024	15 mois	10.0
	OTI en CDF	30/07/2024	15 mois	25.0
Août	OTI en CDF	13/08/2024	18 mois	25.0
	OT en USD	13/08/2024	15 mois	9.0
	OT en USD	27/08/2024	15 mois	9.0

Mois	Instruments	Date	Maturité	Tx d'intérêt (%)
Septembre	OT en USD	03/09/2024	15 mois	9.0
	OTI en CDF	17/09/2024	24 mois	25.0
	OT en USD	24/09/2024	18 mois	9.0
Octobre	OTI en CDF	08/10/2024	24 mois	25.0
	OT en USD	08/10/2024	24 mois	10.0
	OTI en CDF	22/10/2024	24 mois	10.0
	OT en USD	22/10/2024	24 mois	9.0
Novembre	OT en USD	12/11/2024	18 mois	9.0
	OTI en CDF	12/11/2024	18 mois	13.0
	OT en USD	19/11/2024	18 mois	9.0
	BT en USD	26/11/2024	6 mois	10.0
	OTI en CDF		18 mois	13.0
Décembre	OT en USD	03/12/2024	18 mois	9.0
	BT en USD	17/12/2024	6 mois	8.9
	OT en USD	24/12/2024	18 mois	9.0

Source : Banque Centrale du Congo.

Au regard du tableau ci-dessus, il se dégage que le Gouvernement s'endette à des taux élevés. D'où, l'initiative prise par ce dernier d'approfondir le marché des titres publics, actuellement dominé par les banques commerciales, devrait influencer sur la courbe de taux et assouplir les charges financières de l'Etat se rapportant à ces opérations.

2|2. Opérations à financement extérieur spécifique¹⁰

Selon les données tirées de la Plateforme de Gestion de l'Aide internationale et des investissements (PGAI), les donations extérieures d'origine publique sont en baisse. En effet, elles se sont chiffrées à 2.191,3 millions de USD contre 2.429,3 millions en 2023. Exprimées en monnaie locale, les ressources extérieures sont évaluées à 6.121,8 milliards de CDF contre 5.662,1 milliards en 2023.

2|2|1 Ressources

Les assistances financières étrangères ont concerné pour l'essentiel des fonds reçus de multilatéraux et bilatéraux à hauteur de 5.506,9 milliards de CDF et 614,9 milliards, respectivement.

Pour les multilatéraux, les contributions des partenaires financiers se sont présentées de la manière suivante : Banque mondiale (2.621,5 milliards de CDF), Nations unies (1.260,6 milliards), Banque Africaine de Développement (618,3 milliards) et Commission Européenne (419,5 milliards).

¹⁰ Ces opérations se rapportent aux ressources reçues des partenaires multilatéraux et bilatéraux.

Les flux financiers des partenaires bilatéraux proviennent principalement de la Chine et la Suède avec des contributions respectives de 184,1 milliards de CDF et 178,6 milliards. En outre, les apports de la France, du Japon et des Pays-Bas ont été évalués respectivement à 94,7 milliards de CDF, 61,3 milliards et 57,3 milliards.

2|2|2 Dépenses

Les ressources financières en provenance des partenaires étrangers ont été orientées vers la coopération technique ainsi que l'assistance et secours d'urgence.

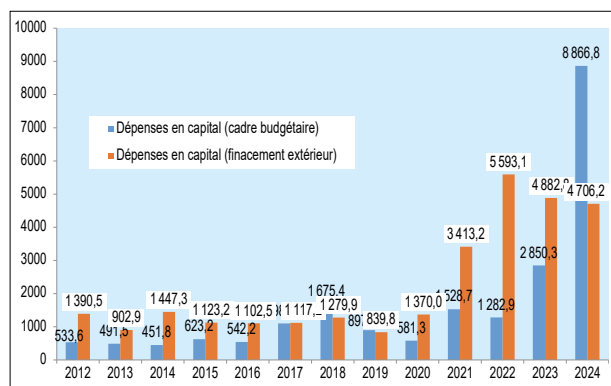
En effet, les dépenses courantes et celles en capital exécutées dans le cadre budgétaire ont été majorées, respectivement de 817,7 milliards de CDF et 4.706,2 milliards tirés des ressources extérieures.

Tableau I|2|11 Opérations à financement extérieur spécifique
(en milliards de CDF)

Année	Ressources	Dépenses courantes	Dépenses en capital
2020	4958,1	1213,4	3744,6
2021	4644,7	1231,5	3413,2
2022	6673,0	1079,9	5593,1
2023	5662,1	779,3	4882,8
2024	6121,8	817,7	5304,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique I|2|3 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur spécifique
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

2|3. Analyse des arriérés de paiements en 2024

Les états de suivi budgétaire¹¹ présentent notamment l'exécution des dépenses de l'Etat par rapport aux prévisions budgétaires.

Grâce à la simplification des procédures et au suivi rapproché du circuit de paiement, le Gouvernement a clôturé l'exercice budgétaire 2024 avec des arriérés estimés à 4.074,3 milliards de CDF contre 8.171,7 milliards de CDF une année auparavant.

Partant des dossiers liquidés au niveau de la chaîne de la dépense chiffrés à 37.070,0 milliards de CDF, il s'observe que les paiements effectués ont été de l'ordre de 32.995,7 milliards, représentant 89,0%. Cet écart est expliqué notamment par le volume des dossiers ordonnancés chiffré à 35.811,6 milliards de CDF, alors qu'au départ, les engagements étaient de 37.267,2 milliards.

2|3|1 Analyse par nature des dépenses

Les statistiques révèlent que les arriérés ont été principalement localisés au niveau de « Dépenses de personnel (28,09%) », « Transfert et intervention de l'Etat (22,21%) », « Equipement (18,56%) » et « Dépenses de prestation (17,64%) ».

Concernant les autres rubriques, il s'observe que les dossiers liquidés mais non-payés ont représenté 3,94% (Construction, réfection, réhabilitation addition d'ouvrage) ; 3,52% (Biens et services) ; 3,11% (Dette publique en capital) et 2,93% (Frais financiers).

Tableau I|2|12 Arriérés de paiements par nature des dépenses
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations (b)	Ordonnancements (c)	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)	En % du total
Dette publique en capital	1049,1	1049,1	1030,9	1026,7	22,4	3,1
Frais financiers	967,1	967,1	967,1	967,1	0,0	2,9
Dépenses du personnel	9513,8	9508,4	9421,7	9267,6	240,8	28,1
Biens et services	1494,9	1486,8	1413,3	1161,3	325,5	3,5
Dépenses de prestations	6607,7	6586,3	6289,9	5819,9	766,4	17,6
Transferts et intervention de l'Etat	9575,0	9443,0	8960,1	7327,3	2115,7	22,2
Equipement	6477,1	6456,4	6309,6	6125,3	331,1	18,6
Construction, réfection, réhabilitation addition d'ouvrage	1582,5	1572,9	1419,0	1300,5	272,4	3,9
TOTAL	37267,2	37070,0	35811,6	32995,7	4074,3	100,0

Source : BCC, à partir des Etats de Suivi Budgétaire du Ministère du Budget.

¹¹ Les états de suivi budgétaire constituent un outil essentiel pour le contrôle et la gestion des finances publiques.

2|3|2 Analyse par fonction des dépenses

Près de la moitié des arriérés a concerné le poste «Administration centrale publique», soit 43,3 % du total, suivi de «Enseignement», «Santé» et «Ordre et Sécurité» avec des parts respectives de 13,8 % ; 11,7 % et 10,4 %.

De même, les dossiers se rapportant à la Défense et aux affaires économiques ont enregistré des arriérés respectifs de 8,3 % et 7,6 % du total.

Concernant les autres rubriques, le niveau de non-exécution de leurs dépenses se présente de la manière suivante: Logement et équipements collectifs (2,1 %), Protection sociale et affaires sociales (1,4 %), Religion, culture, sports et loisirs (1,2 %) et Protection de l'environnement (0,1 %).

Tableau I|2|13 Arriérés de paiements par fonction des dépenses
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Rubrique	Engagements (a)	Liquidations (b)	Ordonnements (c)	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)	En % du total
Administration centrale publique	16100,1	16067,9	15682,5	14303,1	1764,8	43,3
Défense	2672,9	2663,0	2657,6	2522,3	140,7	7,6
Ordre et sécurité	4062,4	4042,9	3856,8	3447,4	595,5	10,4
Affaires économiques	3682,8	3663,5	3255,0	2731,1	932,4	8,3
Protection de l'environnement	55,3	54,5	52,3	44,5	10,0	0,1
Logement et équipements collectifs	799,3	780,8	733,1	685,5	95,3	2,1
Santé	3987,1	3929,1	3913,1	3857,6	71,5	11,7
Réligion, culture, sports et loisirs	480,6	477,8	454,4	405,0	72,8	1,2
Enseignement	4817,3	4809,9	4664,8	4537,8	272,1	13,8
Protection sociale et affaires sociales	609,5	580,6	541,8	461,4	119,2	1,4
TOTAL	37267,3	37070,0	35811,4	32995,7	4074,3	100,0

Source : BCC, à partir des Etats de Suivi Budgétaire du Ministère du Budget.

3 | Relations économiques extérieures

En 2024, les transactions de la RDC avec le Reste du Monde se sont caractérisées par une atténuation du besoin de financement expliquée essentiellement par l'accroissement notable des exportations des biens, lesquelles restent dominées par les produits miniers et hydrocarbures.

L'amélioration des exportations a découlé de l'effet combiné du volume exporté et du bon comportement des cours sur les marchés internationaux, principalement celui du cuivre.

La dette extérieure, dominée par les prêts concessionnels, est demeurée soutenable, en dépit de l'accroissement de son stock par rapport à l'année précédente. Toutefois, le risque de change demeure élevé au regard du poids important de la dette en devises étrangères.

Les donations extérieures dont a bénéficié la RDC ont enregistré une baisse. Elles demeurent dominées par les appuis de la Banque Mondiale qui ont, par contre, augmenté par rapport à l'année précédente.

De tout ce qui précède, il s'est dégagé une accumulation plus importante des réserves de change comparativement à 2023 et une atténuation du rythme de dépréciation de la monnaie nationale sur le marché des changes.

Par ailleurs, dans le cadre des activités relatives à la coopération internationale et régionale, la Banque Centrale du Congo a notamment pris part aux Assemblées annuelles du FMI avec une participation particulière aux travaux ayant conduit à l'avènement du 25^{ème} Siècle au Conseil d'administration du FMI revenant à l'Afrique subsaharienne.

3 | 1 Commerce des biens

En 2024, les transactions sur les biens se sont accrues de 14,5 % pour atteindre 65.927,2 millions de USD, soit 92,2 % du PIB. Cette progression a été expliquée par l'accroissement tant des exportations que des importations.

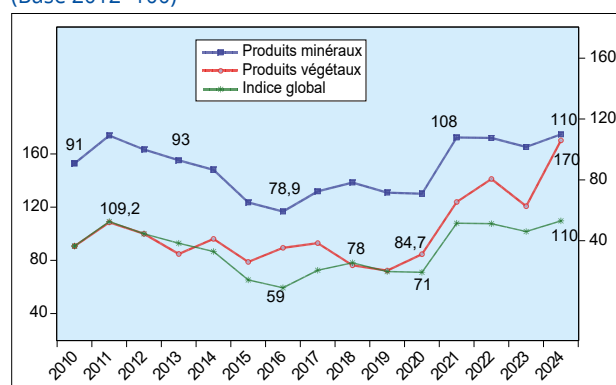
Contrairement à l'année précédente où elles avaient augmenté de 4,2 %, la hausse des transactions sur les biens en 2024 est plus prononcée au niveau des exportations que des importations. Les exportations ont globalement bénéficié des améliorations des cours sur le marché mondial ainsi que des quantités exportées par le pays.

Le taux de couverture des importations des biens par les exportations s'est amélioré de 7,0 points de pourcentage par rapport à 2023, se situant à 112,7 %.

3 | 1 | 1 Cours de principales matières premières

L'indice global des cours de principaux produits exportés par la RDC a indiqué une hausse globale des cours des produits minéraux et agricoles sur le marché mondial. Il s'est fixé à 110,0 points venant de 101,7 en 2023.

Graphique I|3|1 Indice des cours des principaux produits (Base 2012=100)



Source : Banque centrale du Congo sur des données de la Bourse Les Echos et de la Commission interministérielle d'harmonisation des statistiques minières.

Produits miniers et hydrocarbures

L'indice des cours mondiaux de principaux produits miniers et hydrocarbures exportés par la RDC s'est établi à 109,7 points contre de 101,6 points en 2023. Cette progression a résulté de l'amélioration des cours sur le marché mondial de six des neuf produits miniers et hydrocarbures exportés par la RDC.

Tableau I|3|1 Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures

Produits et Marchés	Cotation	2020	2021	2022	2023	2024
Cuivre Londres	USD/tm	6 157,4	9 299,3	8 827,9	8 511,7	9 272,3
Etain Londres	USD/tm	17 121,6	32 500,6	31 459,8	25 884,6	30 195,1
Zinc Londres	USD/tm	2 263,7	3 003,0	3 489,3	2 653,3	2 813,0
Diamant Kinshasa (CEEC) ⁽¹⁾	USD/carat	8,1	10,9	13,6	77,9	89,1
Cobalt Londres (LME) ⁽²⁾	USD/lb	15,8	22,7	31,8	16,4	11,9
Londres (LME) ⁽²⁾	USD/tonne	34 843,7	50 019,6	70 299,8	36 160,8	26 180,8
Londres (Boursorama) ⁽³⁾	USD/tonne	31 450,6	51 169,6	63 879,9	34 343,1	26 356,4
Coltan Londres	USD/lb	60,0	75,9	102,1	103,8	97,0
Or New York	USD/o.t.	1 770,3	1 800,6	1 813,8	1 943,8	2 393,5
Pétrole New York	USD/baril	39,7	67,9	94,2	77,6	75,7
Argent New York	Cts/o.t.	2 057,0	2 514,8	2 181,5	2 350,9	2 829,8

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et de la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières.

(1) Prix implicite dégagé par le rapport entre la valeur et le volume exportés.

(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.

(3) Il s'agit du cobalt brut.

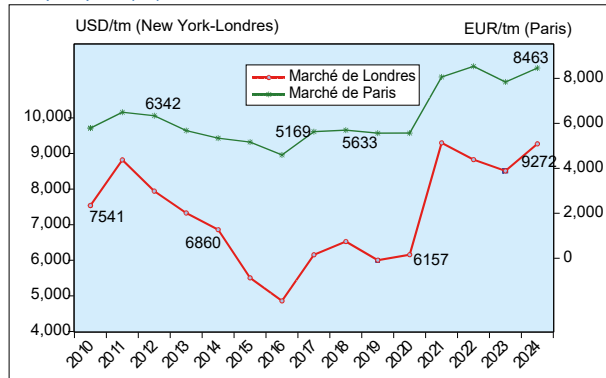
Cfr. Tableau III.23.

Le cours moyen du cuivre a progressé de 8,9 % par rapport à 2023, atteignant 9.272,3 USD la tonne sur le marché de

Londres. Cette évolution s'est expliquée par la vigueur de la demande mondiale du cuivre, essentiellement dans les secteurs de la transition énergétique et des infrastructures.

Par contre, l'offre mondiale a été relativement contenue à la suite des incidents dans certains sites de production.

Graphique I|3|2 Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux



Source : Banque centrale du Congo sur des données de la Bourse Les Echos et de la Commission interministérielle d'harmonisation des statistiques minières.

La tonne de l'étain s'est négociée, en moyenne, à 30.195,1 USD, soit une hausse de 16,7 % par rapport à 2023, sur fond de la contraction de l'offre mondiale et de la forte demande. La baisse de l'offre a résulté des perturbations dans la production en RDC et au Myanmar, les deux grands pays fournisseurs. En ce qui concerne particulièrement la RDC, les perturbations ont découlé des conflits armés dans la partie Est. Par contre, la progression de la demande a été soutenue, particulièrement par les industries électronique et solaire.

Le cours mondial de la tonne du zinc a augmenté de 6,0 % d'une année à l'autre, se situant à 2.813,0 USD. Cette hausse a été portée par l'augmentation de la demande consécutive à la reprise progressive de l'activité industrielle, notamment en Chine, aux Etats Unis et en Allemagne. En revanche, l'offre mondiale est demeurée insuffisante suite notamment au coût élevé de l'énergie, lequel a poussé plusieurs usines à réduire ou suspendre la production du zinc qui consomme beaucoup d'énergie.

Le cours moyen du diamant s'est situé à 89,1 USD le carat, en hausse de 14,3 % par rapport à 2023 à la suite de la baisse de l'offre mondiale du diamant naturel. Cette baisse a recréé un regain d'intérêt par rapport au diamant synthétique occasionnant un relèvement de la demande.

En outre, la baisse de l'offre a découlé notamment de la réduction volontaire de la production, sur fond du niveau bas des prix sur le marché mondial et du coût élevé d'extraction. A cela s'est ajoutée, la poursuite des effets de la

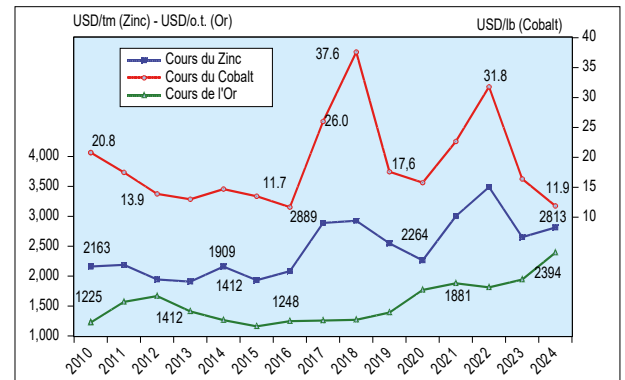
fermeture d'un des gros sites de production en Australie et les sanctions des pays membres du G7 sur le diamant russe, lequel représente près de 30 % de la production mondiale.

Le prix du cobalt (cathode) a baissé de 27,6 % sur le marché « London Metal Exchange », s'établissant à 26.180,8 USD la tonne. Cette diminution des prix est expliquée par une offre mondiale abondante. Cependant, la demande est restée globalement modérée, notamment celle des industries automobiles.

Concernant le coltan, son cours s'est replié de 6,6 % en 2024 pour s'établir à 97,0 USD la livre. Ce recul est lié à une surabondance de l'offre face à une demande en légère baisse, avec l'existence des produits de substitution.

S'agissant de l'or, le cours moyen s'est accru de 23,1 % par rapport à 2023, atteignant 2.393,5 USD l'once sur le marché de New York. Cette hausse reflète le rôle accru de l'or comme valeur refuge dans un contexte des incertitudes géopolitiques persistantes.

Graphique I|3|3 Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or (Marché de Londres)

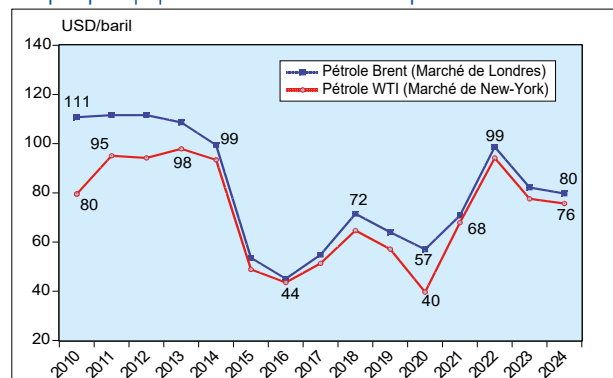


Source : Banque centrale du Congo sur des données de la Bourse Les Echos et de la Commission interministérielle d'harmonisation des statistiques minières.

Le cours de l'Argent a enregistré une forte progression de 20,4 % sur le marché de New York, atteignant 28,3 USD l'once. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de la demande industrielle, notamment dans les secteurs de l'énergie solaire et de l'électronique, et au regain d'intérêt manifesté pour les métaux précieux en tant que valeurs refuges.

Le cours du pétrole brut sur le marché de New York a connu une baisse de 2,5 %, atteignant 75,7 USD le baril. A la base de cette baisse, l'augmentation de la production des États-Unis, laquelle a anéanti les efforts de réduction de la production de l'OPEP+ qui visait à soutenir les prix.

Graphique I|3|4 Evolution du cours du pétrole brut



Source : Banque centrale du Congo sur des données de la Bourse Les Echos et de la Commission interministérielle d'harmonisation des statistiques minières.

Produits végétaux

L'indice des cours de principaux produits végétaux exportés par la RDC s'est significativement amélioré. Il s'est établi à 170,7 points contre 120,7 points en 2023. A la lumière du tableau ci-dessous, cette évolution est consécutive à l'amélioration des cours des sept des neuf principaux produits agricoles exportés par la RDC.

Tableau I|3|2 Evolution des cours des produits végétaux

Produits et Marchés	Cotation	2020	2021	2022	2023	2024
Café						
Robusta	Londres USD/tonne	1 287,3	1 762,1	2 103,8	2 442,8	4 160,7
Arabica	New York Cts/lb	111,0	168,2	215,1	172,1	234,0
Cacao						
	New York USD/tonne	2 519,8	2 496,5	2 454,5	3 238,1	7 957,7
Huile						
de palme	Kuala Lumpur EUR/tm	557,3	889,1	1 067,1	819,7	872,3
de palmistes	Kuala Lumpur EUR/tm	720,1	1 127,8	1 168,7	916,8	1 680,5
Coton	New York Cts/lb	64,1	93,4	111,5	83,0	77,2
Caoutchouc	Londres C.I.F. Cts/Kg	176,1	208,9	182,5	158,8	188,6
Bois Sapelli						
Bois dur grume	Cameroun F.O.B. USD/m ³	367,6	365,5	391,4	278,8	395,7
Bois dur scié	Cameroun F.O.B. USD/m ³	578,9	540,0	594,0	667,7	550,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos, Boursorama et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.
Cfr. Tableau III.24.

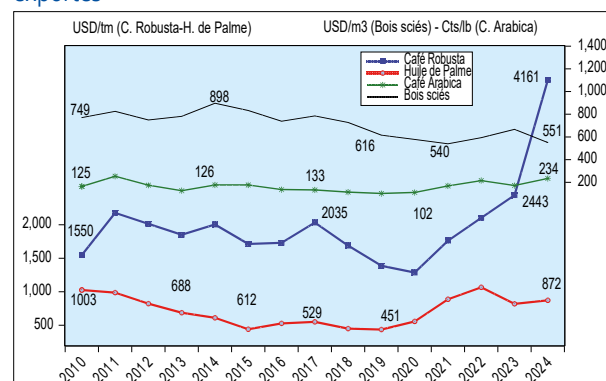
Le prix de la tonne du café Robusta a augmenté de 70,3 % par rapport à 2023, atteignant 4.160,7 USD sur le marché de Londres. Cette hausse est expliquée par des conditions climatiques défavorables, lesquelles ont affecté les récoltes de principaux pays producteurs, alors que la demande est restée importante sur les marchés asiatiques.

De même, le prix du café Arabica sur le marché de New York a augmenté de 36,0 % d'une année à l'autre, s'établissant à 234,0 USD/lb. Cela est lié à une contraction de l'offre au Brésil, principal producteur, en raison de conditions météorologiques non favorables. Par ailleurs, la demande est demeurée solide, portée par les marchés nord-américains et européens.

Concernant le cours moyen du cacao sur le marché de New York, il s'est accru de 145,8 % en rythme annuel, se situant à 7.957,7 USD la tonne. Cette hausse exceptionnelle résulte principalement d'une forte contraction de la production en Afrique de l'Ouest, notamment en Côte d'Ivoire et au Ghana. Cette situation est expliquée par des températures élevées et des précipitations irrégulières, des maladies touchant les plantations et de la hausse du coût des intrants agricoles.

Le prix du coton a connu une baisse de 7,1 %, se situant à 77,2 cents/lb influencé par une offre mondiale abondante face à une demande plus modérée dans les industries textiles. En effet, ces dernières préfèrent les fibres synthétiques qui coûtent moins surtout lorsque le prix du pétrole baisse. De même, la guerre commerciale entre les USA et la Chine a négativement impacté la demande chinoise en coton américain.

Graphique I|3|5 Cours de principaux produits végétaux exportés



Source : Banque centrale du Congo sur des données de la Bourse Les Echos et de la Commission interministérielle d'harmonisation des statistiques minières.

Les cours de l'huile de palme et de l'huile de palmiste ont atteint respectivement 872,3 EUR et 1.680,5 EUR la tonne métrique, enregistrant des hausses respectives de 6,4 % et 83,3 % d'une année à l'autre. La forte hausse observée au niveau de l'huile de palmiste est consécutive à la réduction des exportations de l'Indonésie, premier producteur mondial, au profit de la consommation locale de ses industries de fabrication du biodiesel. L'offre sur le marché international a également subi la perturbation de la production du fait des aléas météorologiques en Indonésie et le manque de main-d'œuvre en Malaisie.

Quant au bois scié, son cours s'est établi à 550,5 USD le mètre cube, il a enregistré une baisse de 17,6 % sur l'année suite principalement au ralentissement du marché immobilier en Chine, en Europe et en Amérique du Nord.

En revanche, le prix de la grume a augmenté de 41,9%, se situant à 395,7 USD. Cette hausse est principalement consécutive à la demande de l'industrie du papier et de la biomasse.

3 | 1 | 2 Destinations des exportations

La Chine est demeurée la première destination des exportations de la RDC, avec 21.631,7 millions de USD, représentant 61,8% du total. Ces exportations, essentiellement composées des produits miniers, se sont améliorées de 27,6% d'une année à l'autre.

Tableau I | 3 | 3 Exportations de la RDC par destination
(en % du total)

Pays	2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)	2024 (p)
Chine	51,0	52,4	58,8	57,3	61,9
Afrique du Sud	14,3	14,7	15,0	8,3	6,8
Union Européenne	1,7	0,7	0,5	0,5	0,6
Autres	33,1	32,2	25,8	34,0	30,6

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.26.

3 | 1 | 3 Provenance des importations

Les principaux pays de provenance des importations sont l'Afrique du Sud, la Chine et l'Union Européenne avec respectivement 14,6%, 14,0% et 8,9% du total.

Tableau I | 3 | 4 Provenance des importations congolaises
(en % du total)

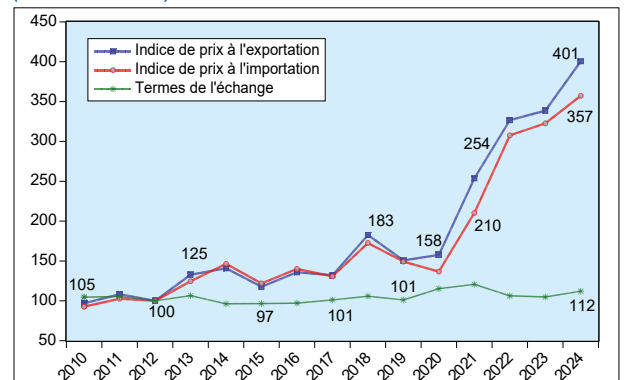
Pays	2020	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)	2024 (p)
Chine	17,0	15,1	19,2	16,0	14,0
Afrique du Sud	13,3	15,0	17,6	14,2	14,6
Union Européenne	10,1	9,8	7,9	9,6	8,9
Autres	59,7	60,0	55,3	60,1	62,5

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.27.

3 | 1 | 4 Termes de l'échange

En 2024, les termes de l'échange de la RDC se sont améliorés, se situant à 112,1 points venant de 102,0 points en 2023.

Graphique I | 3 | 6 Evolution des termes de l'échange
(Base 2012=100)



Source : Banque centrale du Congo.

3 | 2 Balance des paiements

En 2024, les transactions entre la RDC et le reste du monde se sont traduites par une réduction du besoin de financement de l'économie par rapport à 2023. En effet, le pays a tiré profit de l'amélioration des échanges internationaux à travers un accroissement considérable des exportations, en dépit des tensions géopolitiques mondiales.

L'accroissement des exportations est expliqué par une croissance stable de la demande mondiale et une forte augmentation de la demande de semi-conducteurs et de composants électroniques, provenant notamment de la Chine et de l'Inde.

3 | 2 | 1 Compte courant et compte de capital

En 2024, les soldes des comptes des transactions courantes et de capital révèlent un besoin de financement moindre qu'en 2023. Il s'est établi à 1.990,4 millions de USD, soit un niveau équivalent à 2,8% du PIB, contre 3.422,7 millions qui avait représenté 4,9% du PIB une année auparavant. L'atténuation du besoin de financement observé en 2024 est consécutive à l'amélioration du compte courant.

Tableau I|3|5 Composantes de la Balance des paiements
(en millions de USD)

	2020	2021	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽¹⁾	2024 ⁽¹⁾
I. Compte des transactions courantes	-1 052,1	-516,4	-3 238,1	-4 182,9	-2 719,4
- Biens nets	1 923,4	3 939,9	1 863,7	1 600,6	3 927,2
- Services nets	-2 547,8	-3 779,2	-4 908,2	-5 626,8	-5 821,1
- Revenus primaires nets	-1 267,7	-1 918,7	-2 515,2	-2 018,2	-2 324,1
- Revenus secondaires nets	839,9	1 241,6	2 321,6	1 861,6	1 498,5
II. Compte de capital	626,5	171,3	538,4	760,2	729,0
- ACANFNP nettes ⁽¹⁾	-15,8	-39,6	-31,9	-39,1	-56,8
- Capitaux publics nets	687,8	255,2	750,1	702,4	578,7
- Capitaux privés nets	-45,5	-44,3	-179,8	96,9	207,1
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-425,6	-345,1	-2 699,8	-3 422,7	-1 990,4
III. Compte financier					
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-233,5	-679,6	-2 529,7	-3 361,7	-1 826,2
1. Investissements directs nets	-1 498,1	-1 677,7	-1 409,4	-2 375,3	-2 915,1
2. Investissements de portefeuille nets	39,4	48,0	34,0	3,4	14,5
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) nets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements nets	1 515,3	-1 214,1	-2 785,9	-1 976,4	47,3
5. Avoirs de réserves	-290,1	2 164,1	1 631,6	986,6	1 027,1
Erreurs nettes et omissions	192,1	-334,5	-170,1	-61,0	164,3

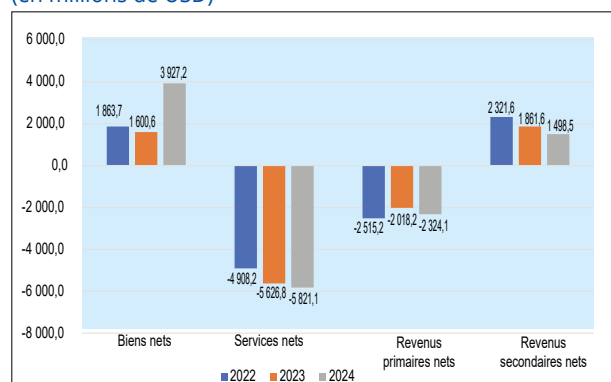
Source : Banque Centrale du Congo, sur base de données de la Commission Elargie d'Elaboration de la Balance des Paiements

(1) Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.
Cfr. Tableau III.32.

Compte courant

Le compte courant s'est sensiblement amélioré en 2024. En effet, les transactions se sont soldées par un déficit de 2.719,4 millions de USD, équivalant à 3,8 % du PIB, contre celui de 4.182,9 millions, soit 6,0 % PIB enregistré en 2023. Cette amélioration est expliquée par la consolidation de l'excédent du compte des biens, soutenu par le bon comportement des cours mondiaux du cuivre et la hausse des quantités exportées par la RDC.

Graphique I|3|7 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes
(en millions de USD)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base de données de la Commission Elargie d'Elaboration de la Balance des Paiements
Cfr. Tableau III/8

Compte des biens

La balance des biens s'est soldée par un excédent de 3.927,2 millions de USD, correspondant à 5,5 % du PIB. Rapproché à l'année précédente, où il correspondait à 2,3 %, le solde s'est amélioré de 145,4 %. Cette évolution a procédé d'une augmentation importante des exportations par rapport aux importations.

a. Exportations des biens

Les exportations des biens, établies à 34.927,2 millions de USD, ont progressé de 18,0 % en 2024. Elles ont été dominées par les produits miniers et hydrocarbures, soit 98,5 % du total des produits exportés. Les exportations des produits agricoles n'ont représenté que 1,5 %. Ainsi, l'économie congolaise n'a procédé à aucune exportation des produits industriels et énergétiques.

Tableau I|3|6 Structure des exportations
(en millions de USD, sauf indication contraire)

	2022 ⁽¹⁾		2023 ⁽¹⁾		2024 ⁽¹⁾	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES	28 352,8	99,3	29 473,3	99,6	34 408,1	98,5
Cuivre	19 977,0	69,9	23 198,0	78,4	27 709,4	79,3
Cobalt	5 977,4	20,9	3 558,5	12,0	3 812,4	10,9
Zinc	33,0	0,1	22,3	0,1	92,5	0,3
Or	1 123,8	3,9	1 427,4	4,8	1 582,3	4,5
Diamant	139,3	0,5	77,9	0,3	89,1	0,3
Pétrole brut	786,7	2,8	775,6	2,6	611,1	1,7
Autres ⁽¹⁾	315,6	1,1	413,6	1,4	511,3	1,5
PRODUITS AGRICOLES	156,7	0,5	119,8	0,4	519,0	1,5
Café	51,8	0,2	58,7	0,2	58,1	0,2
Caoutchouc	7,4	0,0	4,7	0,0	1,6	0,0
Bois	72,3	0,3	6,1	0,0	22,2	0,1
Cacao	13,6	0,0	50,3	0,2	437,1	1,3
Autres ⁽²⁾	11,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES	52,5	0,2	7,8	0,0	0,1	0,0
Ciment	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Electricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres ⁽³⁾	52,5	0,2	7,8	0,0	0,1	0,0
AJUSTEMENT ⁽⁴⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	28 562,0	100,0	29 600,9	100,0	34 927,2	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base de données de la Commission Elargie d'Elaboration de la Balance des Paiements.

(1) notamment Coltan, Plomb et Cassitérite.

(2) notamment thé et quinquina.

(3) notamment mitrilles ferreuses.

(4) Il s'agit des données issues de l'enquête annuelle de la balance des paiements et des exportations non classifiées.

Cfr. Tableau III.33&bis.

a.1. Exportations des produits miniers et hydrocarbures

Ces exportations se sont chiffrées à 34.408,1 millions de USD et ont connu un accroissement de 16,7 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'est reflétée au niveau

de l'ensemble des produits exportés portés par le pays. Les principaux produits d'exportations sont demeurés le cuivre, le cobalt et l'or.

Les exportations du cuivre ont atteint une valeur de 27.709,4 millions de USD en 2024, soit une hausse de 19,4% comparée à l'année précédente, soutenue par l'entrée en production de nouvelles entreprises chinoises. Les quantités exportées ont augmenté de 12,6%, atteignant 3.100,2 millions des tonnes, soit un niveau positionnant la RDC comme deuxième exportatrice mondiale après le Chili.

Les exportations du cobalt, situées à 3.812,4 millions de USD, ont connu une augmentation de 7,1%, en rythme annuel. Malgré la baisse du cours mondial du cobalt, la hausse des exportations est expliquée par l'accroissement de la production avec l'entrée en activité de plusieurs mines dont CMOC¹-Kisanfu.

Les exportations de l'or, chiffrées à 1.582,3 millions de USD, ont augmenté de 10,9% à la suite de l'amélioration significative des prix sur le marché mondial, et ce, en dépit de la baisse des quantités exportées par la RDC. La chute du volume exporté est consécutive à la perturbation de la production artisanale en raison de la limitation d'accès dans les zones de conflits.

Les exportations du pétrole brut se sont établies à 611,1 millions de USD, enregistrant une baisse de 21,2% d'une année à l'autre, affectée aussi bien par la baisse du prix mondial du baril que celle de la production domestique.

Tableau I|3|7 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures.
(Variation en pourcentage)

	2020	2021	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽¹⁾	2024 ⁽¹⁾
Produits miniers et hydrocarbures	4,3	61,2	29,0	4,0	16,7
Cuivre	14,4	70,3	24,7	16,1	19,4
Cobalt	-12,4	56,0	70,7	-40,5	7,1
Zinc	828,7	23,7	-2,6	-32,6	315,3
Diamant	-22,5	21,4	1,1	-44,1	14,3
Plomb	-	-	-	-	-
Or	-13,4	5,5	-11,4	27,0	10,9
Cassitérite	173,5	82,6	-21,8	21,9	25,2
Pétrole brut	-24,0	53,8	32,2	-1,4	-21,2
Autres ⁽¹⁾	-75,1	-14,5	-58,4	224,9	11,4

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) notamment Coltan.

Cfr. Tableau III.33&bis.

a.2. Exportations des produits agricoles

Les exportations des produits agricoles se sont situées à 519,0 millions de USD contre 119,8 millions enregistrés en 2023. Cette hausse significative est due, notamment à l'accroissement des exportations du bois et du cacao, lesquelles ont atteint respectivement à 22,2 millions et 437,1 millions de USD en 2024 contre 6,1 millions et 50,3 millions en 2023.

Les exportations du bois ont augmenté de 264,1%, stimulées par la forte demande du Kenya pour compenser la pénurie causée par la baisse de la production locale. En outre, la facilité d'accès du bois congolais au marché européen, grâce à la mise en place du système de traçabilité et de certification forestière, a facilité les exportations. Le cacao a quant à lui bénéficié de la hausse spectaculaire des prix enregistrée en 2024.

a.3. Exportations des produits industriels et énergétiques

Au cours de cette année, aucune transaction n'a été interceptée au titre des exportations des produits industriels et énergétiques.

b. Importations

Les importations se sont établies à 31.000,0 millions de USD, renseignant une hausse annuelle de 10,7%. Elles ont été tirées par l'accroissement des importations des biens de la rubrique «énergie» et «les biens de consommation».

Tableau I|3|8 Structure des importations
(en millions USD, sauf indication contraire)

	2022 ⁽¹⁾		2023 ⁽¹⁾		2024 ⁽¹⁾	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
BIENS DE CONSOMMATION	6 405,1	24,0	5 206,1	18,6	5 895,3	19,0
Alimentations et boissons	4 213,5	15,8	2 141,9	7,6	3 111,6	10,0
Tabacs, textiles et habillements	2 191,7	8,2	3 064,2	10,9	2 783,7	9,0
ENERGIE	2 153,4	8,1	2 732,9	9,8	7 157,3	23,1
Produits chimiques et colorants	692,6	2,6	250,1	0,9	43,9	0,1
Autres instruments et appareils	1 460,8	5,5	2 482,8	8,9	7 113,4	22,9
MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	5 550,0	20,8	7 972,2	28,5	5 843,6	18,9
Cuir, Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	1 164,9	4,4	847,8	3,0	852,3	2,7
Produits chimiques, colorants et autres	1 612,1	6,0	1 891,8	6,8	1 784,4	5,8
Agriculture, matériaux de construction et métalliques	2 773,0	10,4	5 232,6	18,7	3 206,8	10,3
BIENS D'EQUIPEMENT	12 589,8	47,2	12 089,1	43,2	12 103,8	39,0
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	1 570,2	5,9	1 671,0	6,0	666,6	2,2
Matériels de transport	1 596,8	6,0	1 728,2	6,2	2 469,6	8,0
Machines pour industries spécialisées	8 685,0	32,5	7 818,9	27,9	8 049,5	26,0
Autres instruments et appareils	737,8	2,8	870,9	3,1	918,3	3,0
TOTAL	26 698,3	100,0	28 000,3	100,0	31 000,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base de données de la Commission Elargie d'Elaboration de la Balance des Paiements
Cfr. Tableau III.34&bis.

¹ CMOC : China Molybdenum Company Limited.

Les importations des biens de consommation ont augmenté de 13,2% en 2024, se situant à 5.895,3 millions de USD. Cette situation est expliquée par la hausse des importations des biens enregistrés dans la rubrique «alimentations et boissons» dans un contexte de la baisse de celle des «tabacs, textiles et habillements».

Les importations de l'«Energie» se sont établies à 7.157,3 millions de USD, soit une augmentation de 161,9%, portées par la progression significative observée dans la rubrique «autres instruments et appareils». Cette évolution a résulté d'une augmentation sensible de la demande en énergie électrique, particulièrement celle provenant des miniers, avec l'entrée en activité de certains projets.

Les importations des matières premières et semi-produits ont atteint 5.843,6 millions de USD, en baisse de 26,7% d'une année à l'autre. Cette baisse découle de la réduction des importations des marchandises classées dans les rubriques «Produits chimiques, colorants» et «Agriculture, matériaux de construction et métalliques».

Les importations des «Biens d'équipement» se sont quasiment situées à leur niveau de 2023. A la base de cette évolution, de fortes baisses des importations des biens des rubriques «Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture» et «Véhicules routiers non domestiques» ont anéanti les hausses observées au niveau des autres rubriques.

Compte des services

Le compte des services a affiché un déficit de 5.821,1 millions de USD, représentant 8,1% du PIB. Rapproché à son niveau de l'année précédente, ce déficit s'est accru de 3,5% dû à l'accentuation des déficits des services de transport ainsi que de ceux de la rubrique «Service de pension et d'assurance».

En effet, le déficit du compte des services a été expliqué à plus de la moitié par celui du compte des services Transports. Ce dernier s'est établi à 2.971,9 millions de USD, en hausse de 4,2% par rapport à l'année précédente. Le déficit des services de pension et d'assurance s'est établi à 1.046,9 millions de USD, en augmentation de 23,3% par rapport à 2023.

Tableau I|3|9 Evolution du solde des opérations sur les services
(en millions de USD)

	2022 ^(p)	2023 ^(p)	2024 ^(p)
Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	-	-	-
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-	-	-
Transports	-2 398,9	-2 852,7	-2 971,9
Voyages	-176,9	-179,7	60,7
Services de bâtiment et travaux publics	-135,0	-163,1	-170,0
Service de pension et d'assurance	-706,0	-848,8	-1 046,9
Services financiers	-211,1	-236,6	-258,5
Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	-	-	-
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-6,9	-8,5	-7,2
Autres services aux entreprises	-1 135,6	-1 272,2	-1 000,6
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-18,2	-20,9	-23,1
Biens et services publics non inclus ailleurs	-119,5	-44,4	-403,7
TOTAL	-4 908,2	-5 626,8	-5 821,1

Source : Banque Centrale du Congo, sur base de données de la Commission Elargie d'Elaboration de la Balance des Paiements.
Cfr. Tableau III.32.

Compte des revenus primaires

Le solde du compte des revenus primaires s'est détérioré de 15,2% en 2024. En effet, le déficit du compte des revenus primaires s'est établi à 2.324,0 millions de USD, équivalant à 3,3% du PIB. Cette accentuation du déficit a résulté principalement de l'accroissement des revenus des placements versés aux non-résidents et de la baisse des rémunérations versées par les non-résidents aux résidents congolais.

Tableau I|3|10 Evolution du solde des revenus primaires
(en millions de USD)

	2020	2021	2022 ^(p)	2023 ^(p)	2024 ^(p)
Rémunération des salariés	139,2	55,4	-68,4	59,3	33,3
Revenus des placements	-1 406,9	-1 974,1	-2 446,8	-2 077,5	-2 357,3
TOTAL	-1 267,7	-1 918,7	-2 515,2	-2 018,2	-2 324,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base de données de la Commission Elargie d'Elaboration de la Balance des Paiements.
Cfr. Tableau III.32.

Compte des revenus secondaires

L'excédent du compte des revenus secondaires s'est réduit au cours de l'année revue, s'établissant à 1.498,6 millions de USD contre 1.861,6 millions de USD en 2023. Ce recul est expliqué par la baisse des transferts courants reçus des « Administrations Publiques et Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) », principalement les transferts des migrants. Rapporté au PIB, cet excédent a représenté 2,1% contre 2,6% l'année précédente.

Tableau I|3|11 Evolution du solde des revenus secondaires
(en millions de USD)

	2020	2021	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
Administrations publiques	529,1	679,7	1 036,1	885,8	804,2
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	310,8	561,9	1 285,5	975,8	694,4
TOTAL	839,9	1 241,6	2 321,6	1 861,6	1 498,6

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.32.

Compte de capital

Le compte de capital a enregistré un excédent de 729,0 millions de USD en 2024, représentant 1,0 % du PIB, soit une baisse de 4,1 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution a découlé de la baisse de l'excédent du compte des transferts en capital des administrations publiques et de l'aggravation du déficit du compte des acquisitions des actifs non financiers non produits. Cependant, il a été observé une amélioration des transferts en capital des privés.

Tableau I|3|12 Evolution du compte capital
(en millions de USD)

	2020	2021	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
I. Compte de capital	626,5	171,3	538,4	760,2	729,0
- ACANFNP nettes ⁽¹⁾	-15,8	-39,6	-31,9	-39,1	-56,8
- Capitaux publics nets	687,8	255,2	750,1	702,4	578,7
- Capitaux privés nets	-45,5	-44,3	-179,8	96,9	207,1

Source : Banque Centrale du Congo.

3|2|2 Compte financier

En 2024, le déficit du compte courant et de celui du capital a été financé par des IDE, des encaissements au titre des prêts ainsi que par des avances et crédits commerciaux.

Les entrées des IDE ont atteint 2.915,1 millions de USD, soit 4,1 % du PIB, contre 2.375,3 millions équivalant à 3,4 % du PIB en 2023. Cette amélioration a traduit l'attractivité du secteur minier congolais.

Les encaissements au titre des prêts ont été de 702,3 millions de USD, celles provenant des avances et crédits commerciaux ont atteint 733,7 millions. Elles ont enregistré respectivement une baisse de 68,2 % et une augmentation de 393,6 %.

Le compte «Autres investissements» a affiché un excédent de 47,3 millions de USD contre un déficit de 1.976,4 millions en 2023. Cette amélioration a été expliquée par : (i) l'accroissement considérable de l'excédent du poste «Numéraires et dépôts» et (ii) l'atténuation du déficit au niveau des prêts eu égard à la baisse des emprunts des résidents auprès des non-résidents.

Cependant, les investissements du portefeuille ont

occasionné une sortie de capitaux de 14,6 millions de USD contre 3,8 millions en 2023.

Au cours de l'année, la République a pu accumuler 1.027,1 millions de USD au titre des avoirs des réserves.

Tableau I|3|13 Evolution du compte financier
(en millions de USD)

	2020	2021	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
II. Compte financier					
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-233,5	-679,6	-2 515,7	-3 316,1	-1 826,2
1. Investissements directs	-1 498,1	-1 677,7	-1 409,4	-2 375,3	-2 915,1
- Acquisition nette d'actifs financiers	-	-	-	-	-
* Actions et parts dans les fonds de placement	-	-	-	-	-
* Instrument de dette	-	-	-	-	-
- Accroissement net des passifs financiers	1 498,1	1 677,7	1 409,4	2 375,3	2 915,1
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 646,9	1 870,0	1 845,8	2 576,1	3 112,9
* Instrument de dette	-148,8	-192,4	-436,4	-200,9	-197,8
2. Investissements de portefeuille	39,4	48,0	48,0	49,0	14,5
- Acquisition nette d'actifs financiers	33,9	45,3	45,3	46,3	14,6
* Actions et parts dans les fonds de placement	33,9	45,3	34,6	3,8	14,6
* Titre de créance	-	-	-	-	-
- Accroissement net des passifs financiers	-5,6	-2,7	0,7	0,4	0,15
* Actions et parts dans les fonds de placement	-5,6	-2,7	0,7	0,4	0,15
* Titre de créance	-	-	-	-	-
3. Dérivés financiers (autres que les réserves)	-	-	-	-	-
4. Autres Investissements	1 515,3	-1 214,1	-2 785,9	-1 976,4	47,3
- Acquisition nette d'actifs financiers	2 599,7	2 585,5	-637,9	382,5	1 489,4
- Accroissement net des passifs financiers	1 084,4	3 799,5	2 148,0	2 358,9	1 442,1
5. Avoirs de réserves	-290,1	2 164,1	1 631,6	986,6	1 027,1
- Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Droits de tirage spéciaux	-14,0	724,4	-777,5	-29,2	-80,6
- Position de réserve au FMI	-	-	-	-	-
- Autres avoirs de réserve	-276,1	1 439,7	2 409,1	1 015,8	1 107,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.
Cfr. Tableau III.32.

3|3 Dette extérieure

La dette extérieure est demeurée soutenable, en dépit de l'accroissement enregistré en 2024. La structure du portefeuille de la dette publique est restée inchangée, dominée par les prêts concessionnels. Le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille s'est accru dans un contexte de contraction de l'offre de financement. En outre, le portefeuille de la dette extérieure demeure exposé au risque de change élevé, au regard du poids important de la dette en devises étrangères.

3|3|1 Nouveaux emprunts extérieurs

En 2024, dix nouveaux emprunts ont été contractés pour un montant total de 1.097,26 millions de USD, dont quatre concessionnels, quatre non-concessionnels et deux semi concessionnels. Les principaux créanciers de la RDC sont : l'Association internationale de développement (IDA) avec 650 millions de USD, la Banque de développement de l'Afrique Australe (DBSA) avec 150 millions et ABSA Group Limited avec 120 millions. Le reste des créanciers ont moins de 100 millions chacun en termes de créances sur la RDC.

Tableau I|3|14 Répartition des engagements extérieurs
selon les termes et conditions indicatives en 2024

Objet du prêt	Date de signature	Nature du prêt	Créanciers	Montant de l'emprunt en millions de USD
Projet d'appui à la Gouvernance et au développement des compétences en soutien au Programme de transformation de l'agriculture (PAGDC-PTA).	25/03/2024	Concessionnel	FAD	39,89
Projet d'appui à la Gouvernance et au développement des compétences en soutien au Programme de transformation de l'agriculture (PAGDC-PTA).	25/03/2024	Semi Concessionnel	FAD	79,78
Projet de préparation, de réponse et de résilience aux urgences sanitaires en RDC	21/05/2024	Concessionnel	IDA	250,00
Acquisitions des équipements lourds pour la construction et l'entretien des infrastructures	19/08/2024	Non Concessionnel	ABSA Group Limited	120,00
Acquisitions des équipements lourds pour la construction et l'entretien des infrastructures	19/08/2024	Non Concessionnel	DBSA	75,00
Acquisitions des équipements lourds pour la construction et l'entretien des infrastructures	19/08/2024	Non Concessionnel	DBSA	75,00
Programme Regional d'Appui au Développement des infrastructures et de la valorisation des ressources en eau transfrontalières entre la RDC et la RCA (PREDIR)	16/10/2024	Concessionnel	FAD	17,34
Programme Regional d'Appui au Développement des infrastructures et de la valorisation des ressources en eau transfrontalières entre la RDC et la RCA (PREDIR)	05/10/2024	Semi Concessionnel	OFID	30,00
Projet de transformation numérique de la RDC dans le cadre du programme d'approche programmatique multiphase de numérisation inclusive en Afrique de l'Est et Australe	25/11/2024	Concessionnel	IDA	400,00
Réfinancement de l'encours au titre des contrats de crédits existants (Prêts SOFIDE : Contrat de crédit initial de USD 10 millions du 24 octobre 2018 et Contrat de crédit PATIMFA de USD 3,7 millions du 10 juillet 2020)	23/12/2024	Non Concessionnel	AFREXIM-BANK	10,25
TOTAL				1 097,26

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

3|3|2 Tirages

A fin 2024, l'ensemble de tirages effectués par la RDC a atteint 944,1 millions de USD contre 1.519,8 millions en 2023. La quasi-totalité de ces tirages a été effectuée auprès des Institutions multilatérales. Le tableau ci-après présente la ventilation des tirages par principal créancier :

Tableau I|3|15 Tirages effectués en 2024
(en millions de USD)

Désignation	2022	2023	2024
CLUB DE KINSHASA	88,37	107,36	67,39
EXIM BANK OF CHINA	82,64	99,53	65,90
- Financement du Projet de Réhabilitation de la piste de l'aéroport international de N'djili			
- Financement du Projet de construction du Poste 220 kV de Kinsuka et des réseaux de distribution associés	33,17	68,89	55,33
- Financement du Projet de Modernisation et informatisation des systèmes de communication du Ministère des Finances	49,47	30,64	10,57
EXIM BANK OF INDIA	5,73	7,83	1,49
- Financement du projet de Développement des lignes électriques et réseaux de distribution de l'électricité dans la province du Bandundu (Barrage hydroélectrique de Kakobola)	5,73	7,83	1,49
CLUB DE PARIS	8,15	4,37	-
EXIM BANK OF KOREA (KEXIMBANK)	8,15	-	-

Désignation	2022	2023	2024
- Financement du Projet d'approvisionnement en eau potable de Lemba-lmbu	-	-	-
AFD		4,37	-
- Financement du Projet d'autonomisation pour la valorisation de l'entrepreneuriat agricole et rural sensible à la nutrition, inclusif et résilient (AVENIR)	8,15		
INSTITUTIONS MULTILATERALES	879,61	1 378,04	876,73
BADEA	5,28	-	-
- Financement du Projet de construction Réhabilitation et équipement des centres de santé à la RDC			
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	0,16	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation et de bitumage de quelques artères dans la Ville de Kinshasa	0,12	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation et équipement des Cliniques Universitaires de Kinshasa			
- Financement du Projet d'opération urgente pour affronter la pandémie de la Covid-19	5,00	-	-
FAD	24,16	47,94	103,29
- Financement du Projet d'aménagement de la route Batshamba-Tshikapa, section Lovua-Tshikapa	0,03	-	-
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE)	-	0,06	
- Financement du Projet d'appui à la gouvernance et à l'amélioration du secteur électrique	3,57	5,83	11,95
- Financement du Projet d'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB)	0,39	-	23,23
- Financement du Projet d'appui à la consolidation du tissu économique (PACTE)			
- Financement du Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt (PABEA-COBALT)	2,29	9,24	
- Financement du Projet appui au développement des chaînes de valeur agricoles dans 6 provinces de la RD Congo (PADCA-6P)	0,92	0,82	
- Financement du Projet de réhabilitation de la route nationale RN1, Tronçon Kinshasa-Kikwit-Batshamba	5,80	20,19	2,50
- Financement du Programme au développement intégré de l'économie rurale (PROADER)	11,12	5,99	15,28
- Financement du Programme d'appui au développement agro-industriel de Ngandajika (PRODAN)	0,04	0,03	14,33
- Financement du Projet d'aménagement des accès routiers au pont route-rail sur le fleuve congolais	-	-	1,96
- Financement du Programme budgétaire en réponse à la crise de la COVID-19 (PABRC)	-	3,03	
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE) Phase 2	-	1,86	
- Financement du Projet d'aménagement de la route RN2 Bukavu-Goma Phase 1, Section Bukavu-Nyamukubi		0,89	17,49
- Financement du Projet d'urgence de production alimentaire (PURPA)			6,75
- Financement du Projet d'appui à la gouvernance et au développement des compétences en soutien au programme de transformation de l'agriculture (PAGDC-PTA) (1)			0,97
- Financement du Projet d'appui à la gouvernance et au développement des compétences en soutien au programme de transformation de l'agriculture (PAGDC-PTA) (2)			2,77
FIDA	2,12	3,87	2,71
- Financement du Projet de réhabilitation de l'agriculture à Tshopo (Province Orientale)	1,12	2,75	
- Financement du Projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord-Kivu	1,00	1,12	
- Financement du Projet d'appui au développement rural, inclusif et résilient (PADRIR)			2,71
IDA	436,76	906,88	542,73
- Financement du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats			

Désignation	2022	2023	2024
à la santé maternelle et infantile (PDSS)	1,52		
- Financement du Projet de facilitation des échanges commerciaux dans les grands lacs		0,35	
(Réhabilitation et renforcement des postes frontaliers de Nord et Sud Kivu)	3,23		3,31
- Financement additionnel pour le projet de réouverture et d'entretien des routes prioritaires	-		
- Financement du Projet sur la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire et supérieur	1,47	8,44	1,13
- Financement additionnel du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS-FA)	-		
- Financement additionnel du Projet d'Appui à la relance et à la réhabilitation du secteur agricole (PARRSA-FA)	-		
- Financement additionnel du Projet d'accès et d'amélioration des services électriques (PAASE)	4,38	2,03	0,04
- Financement additionnel du Projet de Développement Urbain (PDU)	0,29		
- Financement du Projet de Relèvement de l'Est et Financement additionnel pour la relance de l'Est	-		16,07
- Financement du Projet intégré de croissance agricole de la région des grands lacs (PICAGL)	32,45	37,16	11,18
- Financement du Projet d'appui au développement de petites et moyennes entreprises (PADPMPE)	29,74	13,93	5,08
- Financement du Projet multisectoriel de nutrition et de santé	42,04	68,06	65,27
- Financement du Projet d'amélioration des systèmes de santé 4ème Phase (REDISSE IV)	13,60	19,88	15,39
- Financement du Projet pour la préparation stratégique et la réponse du COVID-19	2,16		0,24
- Financement du Projet de renforcement du système de santé	-		
- Financement du Projet de relèvement de l'Est (STEP)	73,55	45,26	66,07
- Financement du Projet d'urgence en appui à la préparation stratégique et la riposte au Covid-19 en RDC (PUAPR-COVID 19) - Financement additionnel	78,51		7,23
- Financement du Projet de développement multisectoriel et de résilience urbaine de Kinshasa (PDMURUK - Kin Elenda)	21,15	18,40	54,07
- Financement du Projet d'urgence pour l'équité et le renforcement du système éducatif (PERSE)	132,67	67,84	74,93
- Financement du Projet d'autonomisation des femmes entrepreneures et de modernisation des micros, petites et moyennes entreprises pour la transformation économique et l'emploi en RDC	-	14,65	10,10
- Financement du Programme national de développement agricole (PNDA)		14,31	3,48
- Financement du Projet de facilitation et intégration dans les grands lacs		3,62	2,91
- Financement du Projet d'accès à la gouvernance et à la réforme des secteurs de l'électricité et de l'eau		10,00	2,59
- Financement du Projet d'amélioration du recouvrement des recettes et de la gestion des dépenses en RDC (PARRGD)		21,96	34,51
- Financement du Projet Multisectoriel de Nutrition et de Santé (PMNS) - Financement additionnel		4,50	17,04
- Financement du Projet de résilience urbaine en situation d'urgence à Kananga (PURUK)		29,12	2,05
- Financement du Projet d'apprentissage et d'autonomisation des filles en RDC		500,00	36,07
- Financement du Programme d'investissement dans la restauration des forêts et des savanes		9,94	17,11
- Financement du Programme d'approvisionnement en eau et d'accès à l'assainissement			18,00
- Financement du Projet d'appui à la connectivité et au transport (PATC)			78,86
- Financement du 2ème financement des réformes fondamentales de la gouvernance économique en RDC			
- Financement du 4ème financement additionnel du Projet de renforcement du système de santé			
OFID	5,97	13,95	6,38
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	-	-	-
- Financement du Projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord-Kivu (PASA-NK)		0,50	0,33
- Financement du Projet de Réhabilitation du réseau routier de la Ville-Province de Kinshasa	-	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation des quelques écoles primaires de la RD Congo	-	-	-

Désignation	2022	2023	2024
- Financement du Projet d'adduction d'eau à Binza/Ozone dans la ville de Kinshasa	5,97	13,45	5,05
- Financement du Projet de Construction, réhabilitation et équipement des centres de santé	-	-	-
- Financement du Programme de développement rural, résilient et inclusif			1,00
BEI	-	-	20,52
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga			20,52
dans la province du Bas-Congo	-	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga			
dans la province du Bas-Congo	-	-	-
FMI	405,32	405,40	201,10
- Accord ad-réréendum sur l'assistance financière au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-	-	-
- Accord triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC)	405,32	405,40	201,10
CREANCIER COMMERCIAL	-	30,0	-
RUFJI B.V.	-	30,00	-
- Financement du Projet de construction du centre financier de Kinshasa et du centre de congrès			
de Kinshasa		30,00	-
TOTAL GENERAL	976,13	1 519,77	944,12

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP)

3 | 3 | 3 Service de la dette extérieure

Le service de la dette effectué par la RDC en 2024 a atteint 307,6 millions de USD contre une prévision de 232,4 millions. Le dépassement observé est consécutif au remboursement de trois prêts spéciaux d'Exim Bank of China assuré via un mécanisme spécial reposant sur le compte séquestre, lequel mécanisme n'avait pas été pris en compte dans les prévisions initiales du Trésor.

En conséquence, à l'instar des années précédentes, le pays n'a enregistré aucun arriéré.

Tableau I | 3 | 16 Service de la dette extérieure par groupes de créanciers en 2024 (en millions de USD)

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	143,5	167,4	116,6
dont : - FMI	37,1	52,6	142,1
- Autres ⁽¹⁾	106,5	114,7	-
Club de Londres	-	-	-
Club de Kinshasa	80,9	132,3	163,5
Club de Paris	8,0	8,0	100,0
Total	232,4	307,6	132,4

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

(1) Il s'agit de BAD, BADEA, BDGL, BEI, FAD, FIDA, IDA et OFID.
Cfr. Tableau III.32.

3 | 3 | 4 Stock de la dette extérieure

En 2024, le stock de la dette extérieure a atteint 7.612,5 millions de USD, en progression de 11,1% par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette hausse est principalement expliquée par l'augmentation de la dette à

moyen et long terme envers les Institutions multilatérales. Rapporté au PIB, le stock de la dette publique extérieure a représenté 10,6 % contre 9,7 % l'année précédente.

Tableau I|3|17 Stock de la dette extérieure

	2020	2021	2022 ^(p)	2023 ^(p)	2024 ^(p)	2025 ^(p)	2022 ^(p)	2023 ^(p)	2024 ^(p)
I. Dette à moyen et long terme	4 249,1	4 868,0	4 868,0	4 868,0	4 868,0	4 868,0	5 659,3	6 845,4	7 607,2
- Club de Paris	67,1	75,1	75,1	75,1	75,1	75,1	107,4	81,6	66,9
- Club de Kinshasa	1 343,3	1 400,8	1 400,8	1 400,8	1 400,8	1 400,8	1 356,4	1 391,0	1 360,4
- Club de Londres	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Institutions multilatérales	2 835,0	3 392,1	3 392,1	3 392,1	3 392,1	3 392,1	4 195,6	5 372,8	6 180,0
- Passif Conditionnel ⁽¹⁾									
II. Dette à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	5,1	5,2
- Divers BCC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	5,1	5,2
TOTAL GENERAL (I + II)	4 249,1	4 868,0	4 868,0	4 868,0	4 868,0	4 868,0	5 664,7	6 850,6	7 612,5

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

Cfr. Tableau III.32.

(1) Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDGP ne prend en compte que la dette publique appelée.

3 | 4 Donations extérieures

En 2024, la RDC a bénéficié de 2.191,3 millions de USD de donations extérieures d'origine publique, en baisse de 9,8 % par rapport à l'année précédente. Les partenaires multilatéraux ont contribué à hauteur de 89,9 %.

Tableau I|3|18 Provenance des donations extérieures d'origine publique (en millions de USD)

	2 020	2 021	2022 ^(p)	2023 ^(p)	2024 ^(p)
Donations Multilatérales	709,1	955,9	2 605,1	1 977,7	1 971,2
dont : - Banque Mondiale	302,5	522,6	1 603,1	705,0	938,4
- Commission Européenne	158,1	113,5	264,5	200,9	150,2
Donations Bilatérales	160,4	171,1	574,3	451,6	220,1
dont : - Royaume Uni	60,1	21,3	113,4	28,3	0,0
- USA	0,0	0,3	316,1	0,0	0,0
Total	869,5	1 127,0	3 179,5	2 429,3	2 191,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA).

Cfr. Tableau III.36&bis.

3 | 4 | 1 Assistance multilatérale

Le volume de l'assistance multilatérale en 2024 a baissé de 0,3 %, se situant à 1.971,2 millions de USD. La Banque Mondiale a maintenu son statut de partenaire privilégié de la RDC, avec une aide de 938,4 millions de USD contre 705,0 millions, une année plus tôt.

Ces donations, en provenance des partenaires multilatéraux, ont principalement servi au financement des projets relevant de la « coopération technique, projets d'investissements et autres » ainsi que ceux ayant trait à l'« assistance et secours d'urgence ».

Tableau I|3|19 Types de donations d'origines multilatérales (en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres				Aide alimentaire				Assistance et Secours d'urgence						
	2020 ⁽¹⁾	2021 ⁽¹⁾	2022 ^(p)	2023 ^(p)	2024 ^(p)	2020	2021 ⁽¹⁾	2022 ^(p)	2023 ^(p)	2024 ^(p)	2020	2021 ⁽¹⁾	2022 ^(p)	2023 ^(p)	2024 ^(p)
Total	1 457,9	1 276,3	2 334,9	1 654,3	1 680,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	318,8	337,7	270,3	323,4	290,9
Nations Unies	405,8	326,1	258,9	208,7	174,9	-	-	-	-	-	314,1	0,0	252,9	317,5	276,3
Union Européenne	213,9	174,7	262,0	200,3	147,4	-	-	-	-	-	4,6	329,1	2,5	0,6	2,7
Banque Mondiale	472,4	634,7	1 588,3	699,7	927,6	-	-	-	-	-	-	-	8,6	14,9	5,3
BAD	164,6	140,8	225,7	126,3	220,3	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0
Autres	201,19	-	-	419,4	210,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : Banque Centrale du Congo et Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA)/ Ministère du Plan.

Nations-Unies

En 2024, l'enveloppe globale en provenance des Agences du système des Nations-Unis s'est chiffrée à 451,2 millions de USD, en recul de 14,3 % par rapport à 2023. Une enveloppe de 276,3 millions de USD a été allouée au titre de l'« assistance et secours d'urgence », soit une baisse de 12,9 % par rapport à 2023.

Union Européenne

L'Union Européenne a accordé à la RDC une enveloppe de 150,2 millions de USD, soit une baisse de 25,2 % par rapport à 2023.

Banque Mondiale

La donation de la Banque mondiale en 2024 s'est chiffrée à 938,4 millions de USD, en hausse de 33,1 % par rapport à 2023. Cette assistance a essentiellement financé les activités liées à la coopération technique, projets d'investissements et autres pour un montant total de 927,6 millions de USD et 10,8 millions au titre d'assistance technique et secours d'urgence.

Banque Africaine de Développement (BAD)

En 2024, les donations de la BAD se sont élevées à 221,3 millions de USD, et ont été améliorées de 75,2 % par rapport à 2023. Celles-ci ont exclusivement porté sur « la coopération technique, projets d'investissements et autres ».

3 | 4 | 2 Assistance bilatérale

Les donations extérieures provenant des partenaires bilatéraux de la RDC se sont chiffrées à 220,1 millions de USD en 2024, soit une forte régression de 51,3 % par rapport à 2023. Cette enveloppe a été essentiellement consacrée au financement des activités liées à la « coopération technique, aux projets d'investissements et autres ». La Chine et la Belgique ont été les principaux pays donateurs en 2024.

Types de donations d'origines bilatérales

(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres					Aide alimentaire					Assistance et Secours d'urgence				
	2020 ⁽¹⁾	2021 ⁽¹⁾	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽¹⁾	2024 ⁽¹⁾	2020 ⁽¹⁾	2021 ⁽¹⁾	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽¹⁾	2024 ⁽¹⁾	2020 ⁽¹⁾	2021 ⁽¹⁾	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽¹⁾	2024 ⁽¹⁾
Total	564,5	439,4	452,6	440,7	218,3	16,6	20,3	20,9	2,0	-	320,0	261,1	247,1	9,0	1,8
Belgique	35,1	34,51	32,3	38,1	11,2	-	-	-	2,0	-	7,3	13,7	19,6	7,7	1,3
USA	97,0	111,6	114,6	0,0	0,0	16,6	20,3	20,9	-	-	160,0	195,8	201,5	-	-
Royaume-Uni	102,7	56,5	87,4	27,2	0,0	-	-	-	-	-	79,7	32,5	25,9	1,1	0,0
Canada	56,0	42,8	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	-	42,6	2,6	0,0	0,0	0,0
Chine	0,1	-	-	99,5	65,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays	273,6	194,1	218,3	275,8	141,2	-	-	-	-	-	30,3	16,6	0,0	0,1	0,5

Sources : Banque Centrale du Congo et Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

3|5 Coopération internationale

Face aux enjeux et défis communs actuels et l'accentuation des incertitudes, la coopération internationale constitue un pilier essentiel à la stabilité mondiale. C'est dans ce cadre que la Banque Centrale du Congo a pris part à différents activités et réunions organisées tant à l'échelle mondiale que régionale.

Au cours de l'année 2024, elle participé aux Assemblées annuelles du FMI et de la banque mondiale, aux activités de l'Association des banques centrales africaines, ainsi qu'aux différents travaux organisés par d'autres Communautés économiques régionales.

3|5|1 Coopération avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale

Lors des réunions des assemblées annuelles du FMI et la Banque mondiale, la BCC a participé, notamment aux réunions du Comité Monétaire et Financière Internationales (CMFI) et du Groupe de 24 (G-24).

Comité Monétaire et Financier International (CMFI)

La RDC a participé à la 50^{ème} réunion du CMFI tenue à Washington, aux Etats unis d'Amérique, en octobre 2024. Au cours de cette rencontre, le comité a passé en revue les développements économiques et financiers récents, marqués par les incertitudes croissantes, et sur la nécessité de renforcer la coopération internationale.

Dans un environnement incertain, les pays membres du CMFI ont préconisé notamment la rupture avec la dynamique actuelle traduite par « faible croissance et fort endettement ». Le CMFI a décidé de continuer d'aider les pays à entreprendre des réformes et à remédier aux problèmes de liquidité ainsi qu'aux vulnérabilités liées à la dette.

Par ailleurs, le CMFI s'est félicité de la prise en compte de sa recommandation adressée au Conseil d'Administration du FMI en octobre 2023 relative à la création d'un 25^{ème} siège en faveur de l'Afrique subsaharienne, permettant ainsi à cette dernière de mieux faire entendre sa voix.

Réunion du G-24²

Au cours de cette rencontre, le G-24 a exprimé des inquiétudes face aux tensions géopolitiques dans plusieurs régions, aux crises humanitaires et aux évènements climatiques extrêmes.

Le G-24 s'est félicité des progrès récents réalisés au niveau du Cadre commun et de la Table ronde mondiale sur la dette souveraine. Dans cette optique, il a été recommandé l'intensification des réflexions de manière prévisible, opportune, ordonnée et coordonnée, et l'allègement de la dette plus significatif.

En outre, le G-24 a reconnu la nécessité d'augmenter considérablement le financement et a appelé à un accord concret sur le nouvel objectif d'au moins 100 milliards de dollars par an lors de la prochaine COP29. Par conséquent, les stratégies de lutte contre le changement climatique doivent intégrer les besoins des pays émergents et en développement, et les mesures d'atténuation et d'adaptation doivent viser à garantir l'accessibilité à tous les types d'énergie et la sécurité énergétique, en gardant à l'esprit le développement durable et les efforts visant à éradiquer la pauvreté.

Ainsi, les pays de G-24 ont réitéré leur requête en faveur de nouveaux instruments de financement à des conditions très concessionnelles et la création d'autres instruments non liés à la dette.

Réunion consultative des Groupes Afrique II et III

Dans son rapport d'activités présenté aux pays membres du Groupe Afrique II, l'Administrateur-Pays a relevé notamment que les risques importants que le changement climatique fait peser sur les performances économiques, les moyens de subsistance des populations et la sécurité alimentaire exigent le déploiement de ressources financières considérables pour financer les actions de lutte contre le changement climatique.

² Groupe des pays en développement et émergents faisant partie du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale.

Dans ce contexte, la fréquence accrue et les effets dévastateurs des chocs climatiques observés dans bon nombre de nos pays devraient susciter un sentiment d'urgence pour l'élaboration et la mise en œuvre de réformes visant à faire progresser l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, afin de faciliter l'accès aux ressources financières du FMI dans le cadre de la FRD, offrant également l'opportunité de bénéficier du rôle catalyseur de cette dernière pour mobiliser des financements d'autres partenaires officiels, ainsi que des investisseurs privés.

Au terme de la présentation du Rapport, et dans le cadre de l'obtention de la 3^{ème} chaise pour l'Afrique subsaharienne, Mr l'Administrateur a donné la structuration des trois Groupes des pays africains. Le Groupe Afrique I regroupe essentiellement les pays de l'Afrique Australe; le Groupe Afrique II contient principalement les pays de l'Afrique de l'Ouest et le Groupe Afrique III, dans lequel se trouve la RDC, renfermant les pays de l'Afrique Centrale et de l'Est.

Programme économique et financier conclu avec le FMI

Après l'interruption du programme économique du Gouvernement (PEG) en 2012 jusqu'en 2018, la collaboration entre la RDC et le FMI n'avait concerné principalement que les missions de consultation au titre de l'Article IV et le renforcement des capacités des experts nationaux. Durant cette période, le pays n'avait plus bénéficié des ressources du FMI.

Cependant, à l'issue des élections de décembre 2018, le Chef de l'Etat avait sollicité un accompagnement du FMI pour la restauration de la stabilité économique et le financement des réformes. C'est dans ce cadre que le FMI et la RDC avaient convenu de mettre en place un programme de stabilisation dans un premier temps. Il s'agissait d'un Programme de référence (Staff-Monitored Program) d'une durée de six mois et qui a bénéficié d'un soutien technique et financier des services du FMI pour la période allant d'octobre 2019 à mars 2020.

La conclusion satisfaisante de ce programme avait conduit à la conclusion d'un programme formel d'une durée de trois ans (programme triennal), appuyé par les ressources du FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) pour un montant total de 1.066 millions de DTS, soit environ 1,52 milliards de USD. Le nouveau programme avait notamment pour objectifs de (i) maintenir la stabilité macroéconomique, (ii) garantir la viabilité de la dette, (iii) accroître la marge de manœuvre budgétaire en faveur des infrastructures et dépenses sociales, (iv) promouvoir une croissance durable

et inclusive menée par le secteur privé et (v) renforcer la gouvernance et la transparence, particulièrement dans la gestion des ressources naturelles.

Ce nouveau programme couvrant la période 2021-2024 était soumis, comme d'habitude, aux critères de réalisation quantitatif, aux objectifs indicatifs et aux repères structurels à respecter par la RDC.

Les critères de réalisation quantitatifs se rapportent aux conditions particulières et mesurables rattachées aux prêts du FMI. Ils sont liés aux variables macroéconomiques soumises au contrôle des autorités nationales et portent principalement sur les agrégats monétaires et de crédit, les réserves internationales, les soldes budgétaires et la dette extérieure. Ils comprennent les planchers sur les variations des réserves internationales nettes de la BCC, les plafonds sur les niveaux des avoirs en devises de la BCC détenus auprès des correspondants domestiques, les plafonds sur les variations du crédit net de la BCC à l'Etat, les plafonds sur les variations des avoirs intérieurs nets de la BCC, les planchers sur le solde budgétaire intérieur, plafonds sur l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs et les plafonds de la valeur actuelle des contrats ou des garanties de la nouvelle dette extérieure par le secteur public.

Les objectifs indicatifs sont des indicateurs permettant de suivre la progression vers les objectifs du programme. Ils comprennent les planchers sur les recettes de l'administration centrale, les planchers sur les dépenses sociales, les plafonds sur l'accumulation des arriérés de salaires de l'administration centrale, les plafonds sur la masse salariale et les plafonds sur les dépenses du Gouvernement central exécutées sous procédures d'urgence.

Les repères structurels sont constitués des mesures de réforme, souvent non quantifiables, mais cruciales pour l'atteinte des objectifs d'un programme du FMI. Ces mesures sont utilisées comme des jalons pour évaluer l'exécution d'un programme. Elles incluent le renforcement de l'administration fiscale, l'amélioration de la transparence budgétaire, l'amélioration de la lutte contre la corruption, le renforcement de l'état de droit, etc.

En termes de conditionnalité, la Banque Centrale du Congo et le Gouvernement se sont engagés à (i) mettre fin au financement monétaire des déficits, (ii) moderniser le cadre de politique monétaire, (iii) accroître l'indépendance de la Banque Centrale, (iv) augmenter les réserves de change tout en préservant un taux de change flexible et (v) améliorer la supervision bancaire.

Pour ce qui est l'évaluation du programme par rapport aux critères quantitatifs et aux repères structurels, six revues ont été réalisées par le conseil d'administration du FMI par intervalles de six mois. Elles ont toutes été concluantes, donnant ainsi lieu aux décaissements immédiats d'un import total de 1,52 milliards de USD.

Les réformes menées aussi bien par la BCC que par le Gouvernement, ont contribué à la résilience de l'économie congolaise, notamment au plan de la croissance et de la viabilité budgétaire, en dépit d'un contexte interne et externe difficiles lié aux effets décalés de la crise sanitaire, les contrecoups de la guerre en Ukraine et la persistance du conflit dans la partie Est de la RDC.

S'agissant particulièrement des réformes menées par la BCC, il convient de relever celles liées à l'amélioration du cadre de la politique monétaire, au renforcement de la stabilité du secteur financier avec la mise en œuvre de la nouvelle loi bancaire et l'amélioration de la gouvernance nécessaire au renforcement de la crédibilité et de la stabilité de la Banque.

Il y a lieu de relever que c'était pour la première fois que le pays achevait un programme avec le FMI, attestant que les réformes clés avaient été mises en œuvre avec succès tant par la BCC que par le Gouvernement. Cela a contribué à l'amélioration de la crédibilité de la RDC vis-à-vis de ses partenaires, tant à l'échelle mondiale que régionale et auprès des bailleurs des fonds.

Par ailleurs, la nécessité de consolider les progrès réalisés après la mise en œuvre satisfaisante et l'achèvement du programme triennal 2021-2024, de promouvoir une croissance plus inclusive, d'accélérer la diversification de l'économie congolaise et d'en renforcer la résilience et la prise en compte des impératifs environnementaux ont motivé le pays à engager de nouvelles négociations avec le FMI. Celles-ci devraient permettre, dès janvier 2025, à la conclusion de deux nouveaux programmes économiques et financiers, dont l'un au titre la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et l'autre, au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD).

Les évaluations satisfaisantes conduiraient, pour la FEC, à un décaissement de 1,8 milliard de USD (représentant 125 % de la quote-part), et 1,1 milliard de USD (75 % de la quote-part) pour la FRD. Ces évaluations pourraient se faire suivant une fréquence semestrielle.

3|5|2 Coopération régionale

L'année 2024 a été marquée par la participation de la BCC aux activités organisées au niveau des Communautés économiques régionales et des structures régionales auxquels appartient la RDC. A cet effet, elle a pris part aux réunions du Comité de Gouverneurs des banques centrales de la SADC et du COMESA ainsi qu'aux travaux du Programme de coopération monétaires en Afrique (PCMA).

3|5|3 Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA)

Dans le cadre du PCMA, l'année 2024 a été marquée par des travaux relatifs aux réunions annuelles de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), tenues à Port Louis, en Ile Maurice, du 30 août au 04 septembre 2024.

Comme à l'accoutumée, le Symposium des Gouverneurs a précédé la 46^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'Association des Banques Centrales Africaines.

Symposium des Gouverneurs

Le Symposium des Gouverneurs avait pour thème : « Recours à l'analyse du big data, au taux d'intérêt et à l'intelligence artificielle dans la lutte contre l'inflation ».

En substance, cette thématique a permis aux participants de :

- partager des réflexions sur la manière dont les banques centrales devraient mettre en œuvre efficacement la politique monétaire dans un contexte marqué par des tensions inflationnistes ;
- explorer pleinement le potentiel des FinTechs et de l'Intelligence Artificielle pour renforcer les capacités des banques centrales à contrôler l'inflation de manière proactive et efficace ; et
- analyser attentivement les risques et les opportunités associés à l'utilisation de ces outils pour orienter les décisions de politique monétaire de manière efficace.

Au terme des travaux, les participants ont tiré les enseignements ci-après :

- le ciblage de l'inflation fonctionne mais n'est pas une panacée ;
- le ciblage ne suffit pas à garantir la stabilité financière ;

- une banque centrale a besoin, entre autres : d'une bonne régulation microprudentielle et macroprudentielle ; d'un niveau adéquat des réserves de change ; et d'une certaine capacité d'intervention en cas de dysfonctionnement du marché.
- 46^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA

Plusieurs points ont été débattus au cours de cette session, dont les plus saillants peuvent être déclinés comme suit :

Etat de mise en œuvre des décisions prises par le Bureau au cours de sa réunion du 7 mars 2024 au Sénégal

Les Gouverneurs ont noté avec satisfaction que vingt (20) des vingt-quatre (24) décisions prises par le Bureau en mars 2024, ont été entièrement réalisées. Ainsi, ils ont instruit le Secrétariat de l'ABCA d'assurer le suivi de la mise en œuvre des décisions non encore exécutées.

Evaluation de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA)

Le Conseil des Gouverneurs a noté le ralentissement de l'activité économique mondiale en 2023, avec un taux de croissance de 3,3% contre 3,5% en 2022. Cela est principalement dû aux perturbations des marchés énergétiques et alimentaires causées par la guerre Russo-Ukrainienne, au resserrement des conditions monétaires à l'échelle mondiale et aux événements météorologiques extrêmes.

En Afrique, l'activité économique a progressé de 3,1% en 2023 contre 4,1% en 2022.

Les efforts ont été fournis dans la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire par les pays membres, en dépit du ralentissement de l'activité productive. En effet, onze (11) pays sur les cinquante-trois (53) ont satisfait aux cinq critères de premier rang en 2023 contre 3 pays sur 52 en 2022. Concernant les critères de second rang, seuls 2 pays les ont respectés contre aucun en 2022.

Au regard de ces résultats, le Conseil a pris note du rapport sur la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire Africaine (PCMA) pour l'année 2023. En outre, il a encouragé les Sous-régions à mettre en œuvre la feuille de route relative à l'harmonisation des politiques monétaires et à rendre compte des réalisations lors de la réunion du Bureau de l'ABCA prévue en mars 2025.

Collaboration entre la CUA³ et l'ABCA sur le processus de création de la Banque Centrale Africaine

Lors de la réunion du 7 mars 2024 tenue à Dakar, au Sénégal, la CUA a demandé l'examen des observations additionnelles soulevées par les États membres et de finaliser le projet de Statuts de l'Institut Monétaire Africain (IMA) pour permettre au document de suivre le processus d'adoption restant. Cette décision est consécutive aux résultats de la 4^{ème} réunion extraordinaire du Comité Technique Spécialisé (CTS) sur les Finances, les Affaires Monétaires, la Planification Économique et l'Intégration, organisée le 19 octobre 2023 à Nairobi, au Kenya.

A cet effet, les Gouverneurs ont noté que la version des Statuts de l'IMA, approuvée lors de la 45^{ème} réunion du Conseil des Gouverneurs tenue le 4 août 2023 à Livingstone, a fait l'objet d'amendements à la suite des commentaires/informations reçus des États membres de l'UA. En marge des assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale en octobre 2024, les Gouverneurs ont convenu d'examiner le projet définitif. Ce dernier sera renvoyé à la CUA pour entérinement par les Chefs d'Etat et de Gouvernement lors de leur prochain sommet.

Activités de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA)

La CSBA a tenu sa conférence annuelle au Centre International de Conférence de Mulungushi les 29 et 30 avril 2024 à Lusaka, en Zambie, organisée par la Bank of Zambia en collaboration avec l'Institut de Stabilité Financière (ISF) de la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et Making Finance Work for Africa (MFW4A).

Au cours de la conférence, les membres de la CSBA ont discuté des risques liés au climat et à la nature, du développement des risques associés aux banques et à la dette souveraine, de la résilience opérationnelle, de l'amélioration de la résolution bancaire et de la gestion de crises.

A cet effet, les Banques Centrales membres ont été sensibilisées sur la nécessité d'accélérer la signature du Protocole d'Accord Multilatéral et à rendre compte des progrès réalisés à la prochaine réunion du Bureau prévue en mars 2025.

³ Commission de l'Union Africaine.

Rapports du Groupe de Projet sur l'intégration des systèmes de paiement et de ses deux Groupes de Travail

Les Gouverneurs ont pris note des rapports du Groupe de Projet de l'ABCA sur l'intégration des systèmes de paiement et de ses deux Groupes de Travail Lors de la réunion du Bureau de 2024 à Dakar, au Sénégal.

De ce fait, il a été recommandé au Groupe de Projet de l'ABCA d'opérationnaliser les critères par le développement d'une annexe décrivant les aspects opérationnels pertinents.

A la même occasion, les Gouverneurs ont demandé au Secrétariat de l'ABCA de transmettre le projet de document sur les critères de sélection du pays hôte en ce qui concerne les Infrastructures de Marchés Financiers d'Importance Systémique (IMFIS) aux Banques Centrales membres pour commentaires.

Par ailleurs, les Gouverneurs ont approuvé la demande d'une assistance financière et technique des partenaires de développement du Groupe de Projet pour accélérer les travaux entamés par le Groupe de Travail, en vue d'élaborer la stratégie d'intégration des paiements mobiles sur le continent.

Symposium et Séminaire continental de l'ABCA prévus en 2025

Le Conseil des Gouverneurs a retenu le thème ci-après pour le symposium «Changement climatique et stabilité macroéconomique: rôle des banques centrales». Pour le séminaire continental, il a été retenu comme thème «Améliorer les prévisions macroéconomiques pour les banques centrales dans le contexte des chocs du côté de l'offre - Tendances émergentes».

Election du Bureau de l'ABCA pour l'année 2024-2025 et lieu de la 46^{ème} réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA

La Banque Centrale de Maurice a été élue Présidente du Bureau de l'ABCA et la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) assurera la vice-présidence. Cette dernière abritera la 47^{ème} réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs en 2025.

Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC

58^{ème} Réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales (CCBG)

La Banque Centrale du Congo a participé à la 58^{ème} Réunion du CCBG, tenue le 09 mai 2024, à Ezulwini, au Royaume d'Eswatini. Cette rencontre a été précédée par les travaux des experts au cours desquels les rapports des sous-comités ainsi que ceux des secrétariats de la SADC et du CCBG ont été passés en revue.

Par la même occasion, les Gouverneurs ont examiné et approuvé les rapports de différents Sous-Comités ainsi que ceux des Secrétariats de la SADC et du CCBG.

Enfin, les Gouverneurs ont formulé les recommandations ci-après :

- redynamiser le projet de la mise en place du fonds de garantie des dépôts en vue de protéger les épargnants contre la faillite éventuelle d'une banque et accroître la bancarisation ;
- investir suffisamment dans la cyber sécurité en vue de lutter contre la cybercriminalité en mettant en place un plan de continuité d'activités en cas de cyberattaque. Sur ce point, la collaboration avec la Banque Nationale de la Belgique devrait être capitalisée ; et
- procéder au lancement des travaux sur l'harmonisation des statistiques relatives à la Balance des Paiements au sein de la sous-région.

28^{ème} Réunion des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA

Le Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des États membres du COMESA a tenu sa 28^{ème} Réunion, à Ezulwini, au Royaume d'Eswatini, les 08 et 09 novembre 2024, précédée du Symposium annuel et des réunions d'experts.

S'agissant de la réunion des Gouverneurs, les membres ont pris acte des progrès accomplis par l'Institut Monétaire du COMESA (IMC) et la Chambre de Compensation du COMESA (CCH) dans la mise en œuvre des décisions découlant de la réunion du bureau. Il s'est agi notamment de la décision de mettre le système de paiement numérique transfrontalier «REPSS» sous la responsabilité de la CCH. En outre, le REPSS devrait se conformer à la norme ISO de la messagerie financière à partir de 2025.

Concernant le CCH, il a été suggéré d'engager des discussions en bilatéral avec les Gouverneurs d'autres pays membres pour leur adhésion à ce projet.

Pour ce qui est de l'IMC, le Comité des Gouverneurs a pris note de l'état d'avancement de ses activités en 2024 et a approuvé son plan de travail pour 2025.

Par ailleurs, le Comité des Gouverneurs a validé les états financiers et le rapport sur la mise en œuvre des critères de convergence macroéconomique 2023. Il a aussi approuvé les contributions des Pays membres à son budget de 2024 et les quotes-parts des contributions au budget 2025.

Ainsi, il a été recommandé aux banques centrales de :

- recourir au système de paiement sous régional REPSS dans les transactions au sein de la zone COMESA;
- prendre part, en tant que banques centrales, aux formations réalisées dans le cadre de la sous-région pour obtenir le renforcement des capacités;
- s'aligner, dans le cadre la mise en œuvre de la politique monétaire, aux critères de convergence macroéconomique, lesquels devraient changer des cibles.

4 | Monnaie, crédit et institutions financières

L'offre et la demande de monnaie ont poursuivi leur progression en 2024. Le multiplicateur monétaire a connu une légère augmentation, suite à une hausse plus prononcée de l'offre de monnaie par rapport à celle de la base monétaire. La demande de monnaie, quant à elle, s'est inscrite à la hausse comme en témoigne la baisse de la vitesse de la circulation de la monnaie.

S'agissant du marché monétaire, il s'est observé une forte baisse du volume des transactions, expliquée par la hausse de la liquidité bancaire. Par ailleurs, le taux de réemploi du secteur bancaire a affiché un recul découlant d'une hausse moins que proportionnelle du volume des crédits par rapport à celle des dépôts.

4 | 1 Offre et demande de monnaie

Sur fond du maintien de la stabilité du multiplicateur monétaire, l'offre et la demande de monnaie ont enregistré une tendance haussière.

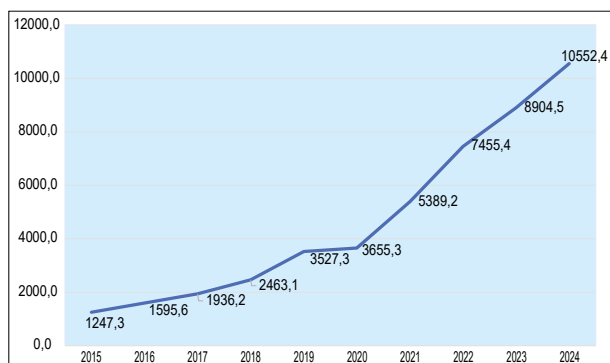
4 | 1 | 1 Offre de monnaie

La hausse de la base monétaire a résulté d'une progression des actifs extérieurs nets, atténuée par une baisse des actifs intérieurs nets. Par contre, la dilatation de l'offre de monnaie a procédé tant de la progression des actifs extérieurs nets que de celle des actifs intérieurs nets.

Base monétaire

L'offre de monnaie centrale s'est établie à 10.552,4 milliards de CDF, affichant une croissance annuelle de 18,5 % contre celle de 19,4 % enregistrée en 2023.

Graphique I | 4 | 1 Evolution de la base monétaire
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

Composantes de la base monétaire

La hausse de l'offre de monnaie centrale a été localisée tant au niveau des engagements envers les autres institutions des dépôts que de la circulation fiduciaire, à hauteur de 23,7 % et de 13,7 %. Ces augmentations ont représenté respectivement 58,4 % et 40,2 % de la croissance de la base monétaire.

La part des engagements envers les Autres Institutions des Dépôts dans la base monétaire a représenté 47,5 % en 2024, venant de 45,5 % une année plus tôt. Pour ce qui est de la circulation fiduciaire, elle est passée de 54,3 % en 2023 à 52,1 % en 2024.

Tableau I | 4 | 1 Composantes de la base monétaire
(en milliards de CDF)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation en %	
						2023	2024
BASE MONÉTAIRE	3 655,3	5 389,2	7 455,4	8 904,5	10 552,4	19,4	18,5
CIRCULATION FIDUCIAIRE	2 448,9	3 045,2	3 797,1	4 832,0	5 494,0	27,3	13,7
Circulation fiduciaire hors système bancaire	2 230,6	2 804,2	3 542,6	4 527,6	5 142,7	27,8	13,6
Circulation fiduciaire en banque	218,4	241,0	254,5	304,4	351,3	19,6	15,4
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	1 174,2	2 325,1	3 634,6	4 053,2	5 015,6	11,5	23,7
Dont							
Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la BCC	1 171,3	2 316,9	3 251,8	3 195,7	3 470,3	-1,7	8,6
Niveau notifié de la réserve obligatoire	1 594,8	2 375,6	2 375,6	2 454,7	2 291,5	3,3	-6,6
Avoirs excédentaires des banques commerciales	-423,4	-58,7	876,2	741,0	1 178,8	-15,4	59,1
** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères			378,6	845,0	1 531,6	123,2	81,2
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	32,2	18,8	23,6	19,3	42,8	-18,3	121,9

Source : Banque Centrale du Congo

Les avoirs des Autres Institutions des Dépôts en compte courant à la Banque Centrale du Congo se sont situés à 3.470,3 milliards de CDF en décembre 2024, soit une progression annuelle de 8,6 % contre une baisse de 1,7 % enregistrée en 2023. La réserve obligatoire en monnaie nationale a connu un recul annuel de 6,6 % pour se situer à 2.291,5 milliards de CDF au 31 décembre 2024. Cette situation a procédé notamment de la baisse du niveau des dépôts en monnaie nationale, nonobstant le relèvement du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale. Ce dernier est passé de 10,0 % à 12,0 % à la date du 08 août 2024.

Par ailleurs, la réserve obligatoire sur les dépôts en monnaies étrangères a atteint 1.531,6 milliards de CDF, affichant une

progression annuelle de 81,2% après celle de 123,2% en 2023. Cette progression a procédé de la hausse des dépôts en devises des Autres Institutions des Dépôts, du dégel annuel de 5,0% ainsi que de la dépréciation de la monnaie nationale.

Contreparties de la base monétaire

L'accroissement de la base monétaire a découlé d'une hausse des actifs extérieurs nets de 3.681,3 milliards de CDF, alors que les actifs intérieurs nets ont connu un recul de 2.033,4 milliards. La hausse des actifs extérieurs nets a résulté essentiellement des achats interbancaires des devises et des rachats des recettes fiscales et non fiscales en devises.

Concernant les actifs intérieurs nets, leur comportement a résulté du recul des Autres Postes Nets de 1.694,2 milliards de CDF et des crédits intérieurs de 339,2 milliards. La baisse de ces derniers a procédé principalement d'une régression des créances nettes de l'administration centrale de 707,8 milliards de CDF, contrebalancée par une hausse des créances envers les Autres Institutions des Dépôts de 358,4 milliards. Cette situation a découlé d'une hausse des dépôts de l'Etat auprès de la Banque Centrale du Congo.

L'expansion des créances envers les Autres Institutions des Dépôts a été le corolaire d'une hausse du compte RME de 651,2 milliards de CDF. Cette expansion a été atténuée par une baisse de refinancement à hauteur de 234,0 milliards de CDF, suite principalement à la hausse de la liquidité bancaire.

Tableau I|4|2 Contreparties de la base monétaire
(en milliards de CDF)

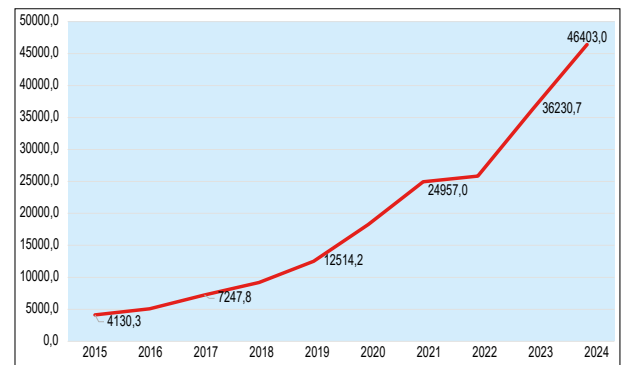
	2020	2021	2022	2023	2024	Variation en %	
						2023	2024
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	-543.2	2 989.1	4 524.1	6 660.1	10 341.4	47.2	55.3
ACTIFS INTERIEURS NETS	4 198.6	2 400.0	2 931.3	2 244.4	211.0	-23.4	-90.6
CRÉANCES INTERIEURES	3 664.7	2 985.4	3 702.8	4 429.9	4 090.7	19.6	-7.7
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 317.7	1 528.2	2 770.1	3 451.3	2 743.5	24.6	-20.5
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 470.7	3 225.5	4 008.9	4 027.6	4 027.6	0.5	0.0
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-153.0	-1 697.3	-1 238.8	-576.2	-1 284.1	53.5	-122.8
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	1 311.5	1 370.5	846.9	816.8	1 175.1	-3.6	43.9
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	35.6	86.7	85.8	161.8	172.0	88.5	6.3
AUTRES POSTES NETS	533.9	-585.3	-771.6	-2 185.5	-3 879.7	-183.3	-77.5

Source : Banque Centrale du Congo

Les passifs monétaires au sens large

Les passifs monétaires au sens large ont connu une croissance annuelle de 28,1% contre celle de 40,3% en 2023. Ils se sont situés à 46.403,0 milliards de CDF à fin décembre 2024. Cette progression de l'offre de monnaie a fait suite à la hausse tant des actifs extérieurs nets que des actifs intérieurs nets.

Graphique I|4|2 Evolution de l'offre de monnaie
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

Composantes de l'offre de monnaie

La hausse de l'offre de monnaie est localisée au niveau des dépôts transférables, des autres dépôts et des numéraires hors institutions des dépôts, à concurrence de 5.453,6 milliards de CDF, 4.103,5 milliards et de 615,1 milliards respectivement.

Tableau I|4|3 Composantes de l'offre monétaire
(en milliards de CDF)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation en %	
						2023	2024
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	18 261.1	24 957.0	25 827.3	36 230.7	46 403.0	40.3	28.1
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	2 230.6	2 804.2	3 542.6	4 527.6	5 142.7	27.8	13.6
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	10 681.9	15 167.0	14 908.5	20 690.8	26 144.4	38.8	26.4
AUTRES DÉPÔTS	5 348.7	6 985.8	7 376.3	11 012.4	15 115.9	49.3	37.3
TITRES AUTRES QU'ACTIONS	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		

Source : Banque Centrale du Congo

La progression des dépôts transférables a représenté, à elle seule, 53,6% de la croissance des passifs monétaires au sens large contre une contribution de 40,3% pour les autres dépôts et celle de 6,1% pour les numéraires hors institutions des dépôts. L'expansion des dépôts transférables et des autres dépôts a découlé notamment de la hausse des dépôts en devises des Autres Institutions des Dépôts.

L'augmentation des numéraires hors institutions des dépôts a résulté essentiellement des émissions de croissance de la Banque Centrale du Congo.

Les dépôts transférables et les autres dépôts ont représenté respectivement 56,3% et 32,6% de l'offre de monnaie, venant des niveaux respectifs de 57,1% et 30,4% en 2023. La part des numéraires est passée de 12,5% en 2023 à 11,1% en 2024.

Contreparties des passifs monétaires au sens large

La hausse de l'offre de monnaie a été consécutive à la progression des actifs extérieurs nets de 8.324,1 milliards de CDF et de celle des actifs intérieurs nets de 1.844,3 milliards.

Tableau I|4|4 Contreparties de l'offre de monnaie (en milliards de CDF)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation en %	
						2023	2024
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	9 916.9	17 474.7	15 737.3	20 888.4	29 216.5	32.7	39.9
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	8 344.2	7 482.3	10 090.0	15 342.3	17 186.5	52.1	12.0
CRÉANCES INTÉRIEURES	9 277.6	9 758.8	13 931.5	22 784.4	28 277.6	63.5	24.1
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	2 132.3	1 334.3	1 447.6	2 439.6	1 844.3	68.5	-24.4
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	7 145.3	8 424.4	12 484.0	20 344.8	26 433.3	63.0	29.9
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	170.6	209.2	210.7	254.2	276.4	20.6	8.7
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	550.5	650.3	997.1	1 621.2	1 893.7	62.6	16.8
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	6 424.2	7 565.0	11 276.1	18 469.5	24 263.2	63.8	31.4
AUTRES POSTES (NET)	-933.4	-2 276.5	-3 841.5	-7 442.1	-11 091.1	-93.7	-49.0

Source : Banque Centrale du Congo

Les actifs extérieurs nets ont représenté 81,9% de la croissance des passifs monétaires au sens large contre 18,1% pour les actifs intérieurs nets.

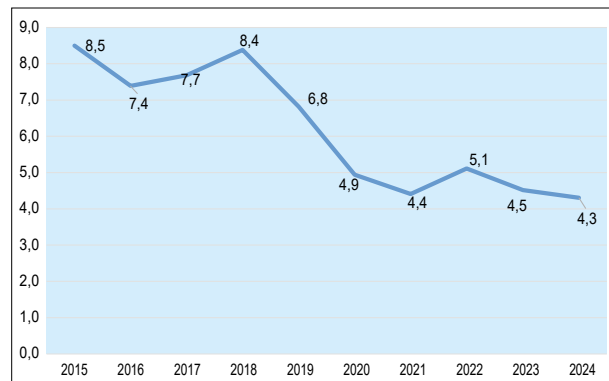
4|1|2 Demande de monnaie

La demande de la monnaie a poursuivi sa tendance à la hausse, attestée par la baisse de la vitesse de circulation de la monnaie, dans un contexte d'expansion économique.

Vitesse de circulation de la monnaie

La vitesse de circulation de la monnaie est passée de 4,5 points à 4,3 points accusant un recul de 0,2 point.

Graphique I|4|3 Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie (en points)

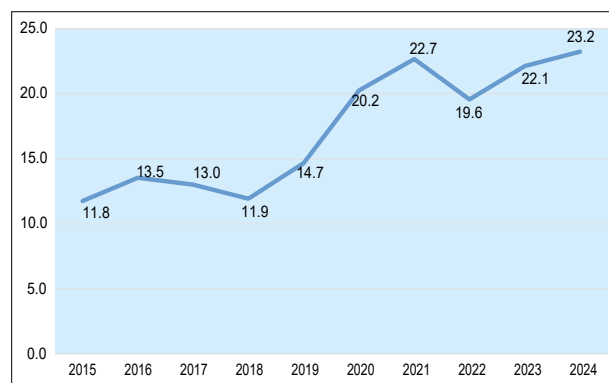


Source : Banque Centrale du Congo

4|1|3 Evolution du multiplicateur monétaire

Le multiplicateur monétaire s'est établi à 4,4 points en 2024, venant de 4,1 points en 2023. Cette augmentation a découlé d'une progression plus proportionnelle de l'offre de monnaie par rapport à celle de la base monétaire, à la suite notamment de la hausse des actifs extérieurs nets du système bancaire et de la légère dépréciation de la monnaie nationale.

Graphique I|4|4 Evolution du multiplicateur monétaire (en points)



Source : Banque Centrale du Congo

4|2 Marché monétaire

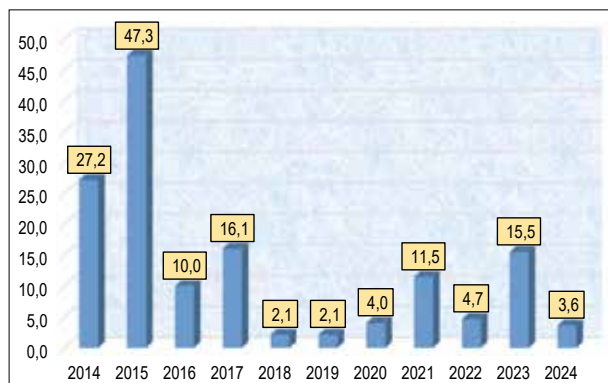
L'année 2024 a été marquée par une baisse prononcée du volume des transactions sur le marché monétaire. Cette situation a été consécutive à la hausse de la liquidité bancaire.

4|2|1 Evolution des transactions

Le volume des transactions du marché monétaire a accusé un recul important de 71,6%, pour se situer à 7.223,2 milliards de CDF, sur fond d'une hausse de la liquidité bancaire. Rapportées au PIB, ces transactions ont représenté 3,6% en 2024 contre 15,5% en 2023.

Les volumes des opérations sur les marchés en banque et interbancaire ont représenté, en pourcentage du PIB, respectivement 3,4% et 0,2%, venant des niveaux respectifs de 15,3% et 0,2%, une année plus tôt. Les transactions du Bon BCC ont atteint 0,2% du PIB en 2024 contre 0,1% en 2023.

Graphique I|4|5 Profondeur du marché monétaire (en pourcentage du PIB)



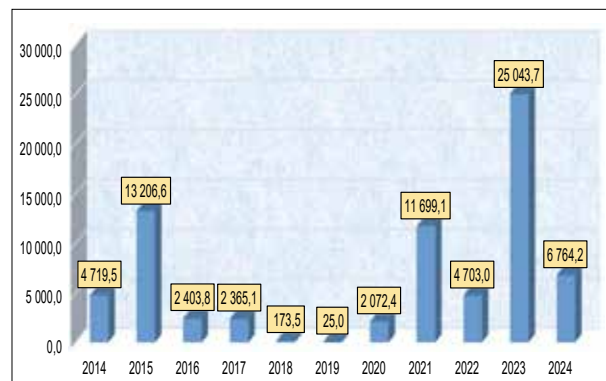
Source: Banque Centrale du Congo.

Marché en banque

Le volume de refinancement s'est situé à 6.764,2 milliards de CDF en 2024 contre 25.043,7 milliards une année auparavant. Cette situation a résulté de la baisse du volume des opérations observées tant sur le guichet des prêts à court terme que sur celui des facilités permanentes.

Sur le premier guichet, le volume des transactions a connu un recul de 78,7%, s'établissant à 739,2 milliards de CDF. Sur le second, le volume de transactions s'est chiffré à 6.025,0 milliards de CDF en 2024, contre 21.569,7 milliards enregistrés une année plus tôt.

Graphique I|4|6 Evolution du volume de refinancement (en milliards de CDF)



Source: Banque Centrale du Congo.

Marché interbancaire

En 2024, le guichet interbancaire a été plus actif par rapport à 2023. En effet, le volume global des transactions s'est situé à 459,0 milliards de CDF, soit un accroissement de 23,1%. Cette situation a été consécutive à l'augmentation de l'offre au niveau de ce marché. Le taux moyen pondéré est passé à 26,3% en 2024, venant de 14,8% l'année précédente.

Graphique I|4|7 Volume des transactions interbancaires (en milliards de CDF)



Source: Banque Centrale du Congo.

Marché du Bon BCC

L'encours du Bon BCC s'est situé à 301,7 milliards de CDF en 2024, traduisant une ponction de la liquidité de 111,7 milliards de CDF par rapport à fin 2023. Par ailleurs, l'évolution mensuelle indique des niveaux élevés de l'encours durant l'année, avec un pic de 613,0 milliards de CDF atteint le 10 juillet de l'année sous revue.

Par ailleurs, les taux moyens pondérés du Bon BCC à 7 et 28 jours sont passés des niveaux mensuels moyens de 17,0% et 16,6% en 2023 à ceux de 24,5% et 25,0% en 2024.

Tableau I|4|5 Evolution de l'encours du Bon BCC
(en milliards de CDF)

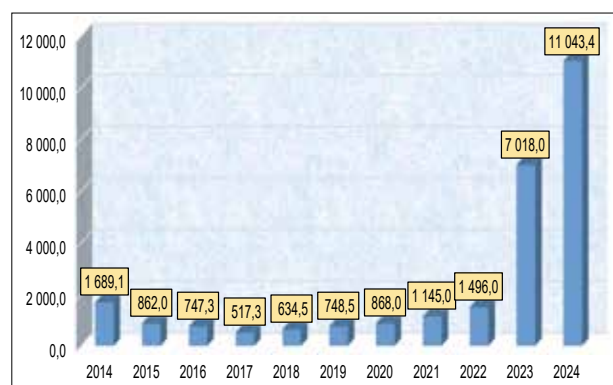
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Bon BCC volume de l'encours	107,4	47	8,5	35	42,5	55,0	15,0	110,0	208,0	190	301,7
Variation de l'encours	-56,9	-60,36	-38,5	26,5	7,5	12,5	-40,0	95,0	98,0	-18	111,7
Taux moyen pondéré (7 jours)	1,82	0,47	4,22	15,13	1,6	2,0	12,0	8,5	8,3	25	21,27
les souscriptions retenues	1 689,1	862,0	747,3	517,3	634,5	748,5	868,0	1 145,0	1 496,0	7018	11 043,4

Source: Banque Centrale du Congo.

Le volume des souscriptions reçues a connu une augmentation annuelle de 44,6 % pour atteindre 11.751,6 milliards de CDF en 2024. De même, le volume des souscriptions retenues s'est accru de 57,4 %, se situant à 11.043,3 milliards au cours de la période sous analyse. Les soumissions reçues et retenues sont restées dominées par celles de courte maturité (7 jours).

Pour ce qui est des taux appliqués, sur fond de la hausse du taux d'intérêt relevé en août 2023, il a été noté une hausse des taux moyens pondérés. En effet, le taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours s'est établi à 24,4 % en 2024, venant de 15,6 % une année plus tôt. Les taux moyens pondérés du Bon BCC à 28 et 84 jours sont passés des niveaux mensuels moyens de 17,0 % et 16,6 % en 2023 à ceux de 24,5 % et 25,0 % en 2024.

Graphique I|4|8 Volume annuel des ventes du Bon BCC
(en milliards de CDF)



Source: Banque Centrale du Congo.

Le marché des Titres publics : Bons du Trésor indexés en CDF

En 2024, le Trésor a levé des fonds sur le marché intérieur via notamment les titres publics indexés.

A fin décembre 2024, il s'est observé un encours nul du Bon du Trésor en franc congolais indexé au taux de change contre celui de 302,6 milliards de CDF à fin 2023. Cette situation a découlé de la volonté affichée par l'émetteur de

privilegier des obligations à maturité plus longue. Le taux d'intérêt est passé d'une moyenne mensuelle de 18,3 % en 2023 à celle de 26,5 % en 2024. La maturité de 6 mois a été beaucoup plus utilisée que celle de 3 mois.

Tableau I|4|6 Bons du Trésor indexés

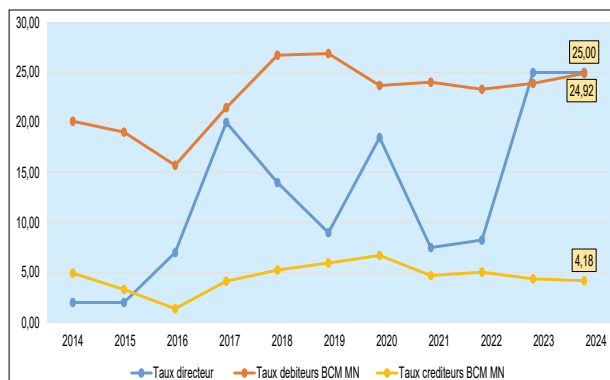
No.	1	2	3	4	5	6	Total 2024
Année	2024						
Date d'émission	09/01/2024	30/01/2024	13/02/2024	27/02/2024	09/04/2024	04/06/2024	
Instrument	BON DU TRESOR INDEXE	BON DU TRESOR INDEXE	BON DU TRESOR INDEXE	BON DU TRESOR INDEXE	BON DU TRESOR INDEXE	BON DU TRESOR INDEXE	
Maturité Mois	6 mois	6 mois	6 mois	3 mois	6 mois	6 mois	
Maturité jours	182	182	182	91	182	182	
Échéance	11/07/2024	01/08/2024	15/08/2024	30/05/2024	10/10/2024	05/12/2024	
Montant annoncé	60,0	100,0	60,0	60,0	70,0	60,0	410,0
Montant soumissionné	68,0	105,0	20,0	21,5	88,1	202,6	505,1
Montant total servi	68,0	100,0	20,0	21,5	88,1	62,5	360,1
Taux de couverture du montant mis en adjudication	113,33 %	105,00 %	33,33 %	35,83 %	125,83 %	337,61 %	123,21 %
Taux minimum proposé	26,00 %	25,00 %	28,00 %	27,50 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %
Taux maximum proposé	28,50 %	29,00 %	28,00 %	28,50 %	28,00 %	28,00 %	29,00 %
Taux limite accepté	28,50 %	28,50 %	28,00 %	28,50 %	28,00 %	25,00 %	27,75 %
Pourcentage adjugé au taux limite accepté	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	99,98 %	100,00 %	100,00 %
Taux de rendement moyen pondéré	26,96 %	26,63 %	28,00 %	27,73 %	26,28 %	25,00 %	26,46 %
Prix moyen pondéré	88,01 %	88,14 %	87,60 %	93,45 %	88,27 %	88,78 %	88,54 %
Prix marginal	87,41 %	87,41 %	87,60 %	93,28 %	87,60 %	88,78 %	87,41 %

Source: Banque Centrale du Congo.

Taux directeur de la BCC et taux des Autres Institutions des Dépôts

La Banque Centrale du Congo a maintenu son principal taux directeur inchangé à 25,0 % tout au long de l'année. Par ailleurs, les taux débiteurs des banques en monnaie nationale et en monnaies étrangères ont été relativement stables au cours de l'année sous revue. En effet, ils se sont établis à 24,92 % et 13,59 % en 2024 respectivement pour les opérations en monnaie nationale (MN) et en monnaies étrangères (ME), venant des niveaux respectifs de 23,98 % et 13,82 % en 2023. S'agissant des taux créditeurs en MN et en ME, ils sont restés relativement stables par rapport à 2023, passant de 4,38 % en 2023 à 4,18 % en MN et ceux en ME sont passés de 3,81 % en 2023 à 3,89 % en 2024.

Graphique I|4|9 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales
(en pourcentage)



Source: Banque Centrale du Congo.

Activité bancaire

L'activité bancaire est demeurée globalement dynamique en 2024, traduite par la croissance des crédits et dépôts bancaires. Après avoir enregistré une forte croissance en 2023, le taux de réemploi a affiché une légère baisse au cours de la période sous-analyse.

4|3|1 Encours global des crédits

En 2024, l'encours global des crédits bruts à l'économie s'est situé à 23.346,2 milliards de CDF, représentant une croissance annuelle de 19,7% par rapport à 2023. Ce niveau d'encours a représenté 11,7% du PIB contre 11,9% en 2023.

Quant au taux de réemploi, il s'est situé à 57,1% en 2024 contre 60,5% en 2023. Cette situation a procédé d'une hausse plus proportionnelle des dépôts par rapport aux crédits, sur fond notamment d'un ralentissement de la croissance des crédits octroyés aux industries extractives. Ces derniers ont représenté 61,8% de la croissance de l'encours global des crédits, suivis de ceux des autres activités non-sectorisées et des télécommunications des entreprises de service avec 16,8%, 16,3% et 5,8% respectivement. Les secteurs des activités financières et assurances ainsi que de celles de vente, réparations et pièces de rechange des véhicules ont affiché des contributions négatives les plus prononcées, respectivement de 5,8% et de 5,6%.

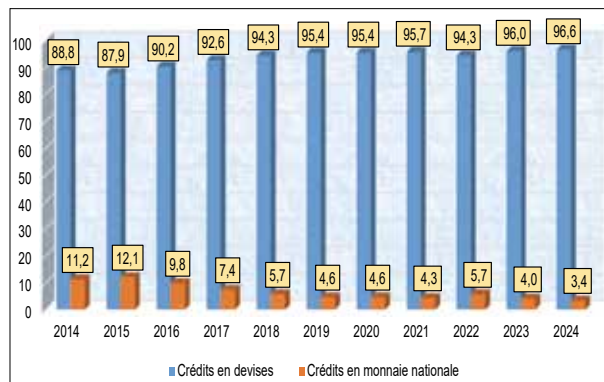
Graphique I|4|10 Evolution de l'encours des crédits
(en pourcentage du PIB)



Source: Banque Centrale du Congo.

S'agissant de la répartition selon la monnaie, les crédits en devises ont représenté 96,6% du total des crédits contre 96,0% en 2023. En effet, le niveau de la dollarisation des crédits est resté élevé nonobstant le ralentissement de l'inflation.

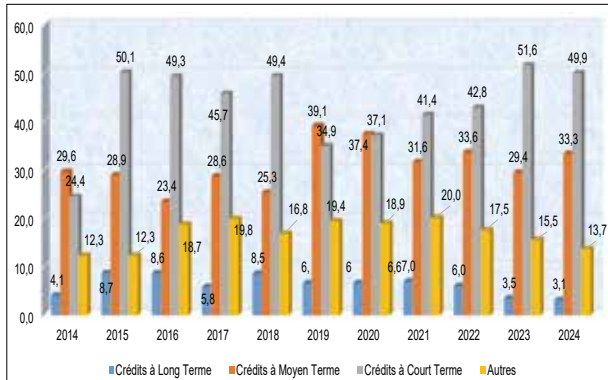
Graphique I|4|11 Crédits à décaissement suivant la monnaie de règlement
(en pourcentage du total)



Source: Banque Centrale du Congo.

En termes de maturité, en 2024, les crédits ont été dominés par ceux à court terme, représentant 49,9% du total. Ils sont suivis par ceux à moyen terme et par la rubrique « Autres crédits », composés des découverts bancaires et des provisions, lesquels ont représenté respectivement 33,3% et 13,7%. S'agissant de ceux à long terme, ils ont représenté 3,1% du total des crédits accordés.

Graphique I|4|12 Structure du crédit suivant la maturité (en pourcentage du total)



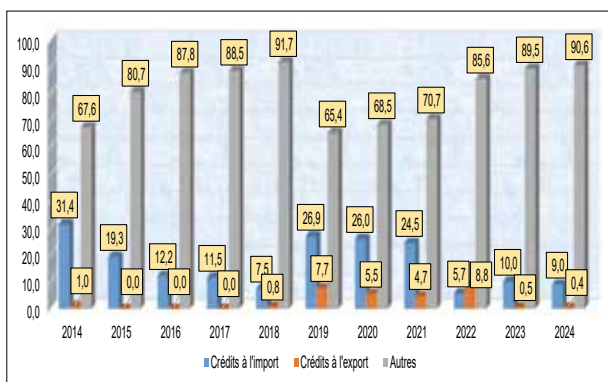
Source: Banque Centrale du Congo.

Crédits d'engagement

Les crédits d'engagement se sont chiffrés à 3.273,9 milliards de CDF, soit une croissance de 9,4% par rapport à 2023. En effet, les crédits documentaires à l'importation ont régressé de 1,2%, s'établissant à 293,6 milliards de CDF en 2024. De même, les crédits documentaires à l'exportation ont affiché une décroissance de 11,7%, se situant à 14,2 milliards de CDF.

Par contre, les autres crédits, composés des lettres de garantie et autres cautions, ont connu une croissance annuelle de 10,7%, s'établissant à 2.966,0 milliards de CDF en 2024.

Graphique I|4|13 Crédits d'engagement (en pourcentage du total)



Source: Banque Centrale du Congo.

4|3|2 Evolution de l'encours global des dépôts

En 2024, l'encours global des dépôts bancaires a affiché une croissance de 26,8%, se situant à 40.905,9 milliards de CDF, après un accroissement de 38,4% l'année précédente. Il s'est observé une augmentation des dépôts tant en devises qu'en

monnaie nationale, dans un contexte de ralentissement de l'inflation et de la dépréciation de la monnaie nationale.

Encours des dépôts par catégorie des déposants

Les dépôts sont restés dominés par ceux des entreprises privées et des ménages, lesquels ont représenté respectivement 33,4% et 32,4% du total. S'agissant des entreprises publiques, des Petites et Moyennes Entreprises (PME), des Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages (ISBLM) et des administrations publiques centrale et locale, leurs dépôts ont représenté respectivement 11,7%, 10,5%, 4,9%, 4,7% et 1,4%.

Tableau I|4|7 Encours des dépôts par catégorie des déposants (en milliards de CDF)

	2019	2020	2021	2023	2024
Administration Publique Centrale	299 481	306 942	599 270	1 299 936	1 924 433
Administration Publique Locale	40 793	184 149	214 379	355 844	588 968
Entreprises (Etablissements) Publiques	825 905	1 537 964	2 409 517	3 607 605	4 799 312
Entreprises (Etablissements) Privées	3 811 838	7 000 730	10 535 136	10 615 659	13 653 768
PME	590 515	735 759	1 458 890	3 478 071	4 291 610
Ménages	3 574 502	4 746 958	5 704 524	10 759 237	13 253 968
ISBLM	813 275	562 744	426 508	1 555 358	2 027 441
Autres	516 502	751 328	869 728	575 586	364 423
TOTAL GENERAL	10 472 809	15 826 574	22 217 951	32 247 295	40 903 924

Source: Banque Centrale du Congo

Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

Les dépôts à vue ont progressé de 27,6% pour se situer à 31.981,4 milliards de CDF en 2024. Les dépôts à terme et ceux à régime spécial ont atteint 8.064,3 milliards de CDF et 858,2 milliards respectivement, traduisant des hausses de 20,4% et de 73,7%.

Rapportés au volume total, les dépôts à vue ont représenté 78,2% contre 19,7% et 2,1% pour les dépôts à terme et ceux à régime spécial.

L'accroissement des dépôts à vue a représenté 21,5% de la variation du total des dépôts contre 4,2% pour les dépôts à terme et 1,1% pour ceux à régime spécial.

Tableau I|4|8 Evolution des dépôts bancaires
(en milliards de CDF)

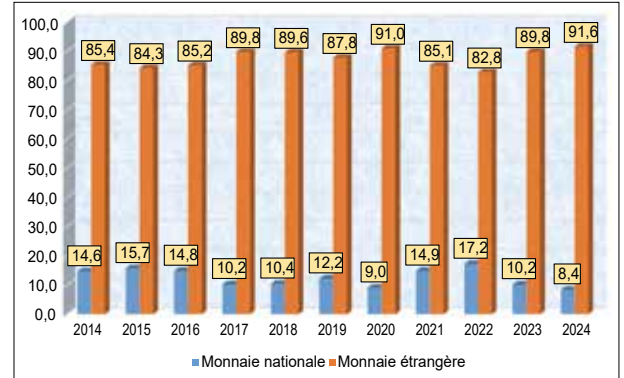
	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dépôts à vue	7 943,68	12 754,19	17 645,08	18 633,59	25 056,05	31 981,40
Dépôts à terme	2 420,80	2 942,09	4 572,87	4 359,97	6 697,31	8 064,30
Dépôts à régime spécial	108,33	130,30	219,68	304,86	493,94	858,22
Total des dépôts	10 472,81	15 826,57	22 437,63	23 298,42	32 247,30	40 903,92

Source : Banque Centrale du Congo

Encours des dépôts suivant la monnaie de constitution

Les dépôts en monnaies étrangères se sont situés à 37.472,5 milliards de CDF, soit une croissance annuelle de 29,5%. De même, les dépôts en monnaie nationale ont progressé de 4,5% pour atteindre 3.431,4 milliards de CDF à fin décembre 2024.

La structure des dépôts est restée dominée par ceux en devises, représentant 91,6% du total en 2024 contre 89,8% en 2023.

Graphique I|4|14 Structure des dépôts suivant la monnaie
(en pourcentage du total)

Source : Banque Centrale du Congo.

PARTIE II

POLITIQUES ECONOMIQUES ET PERSPECTIVES

II | 1 Mécanismes de pilotage macroéconomique

II | 1 | 1 Politique budgétaire

La politique budgétaire a été menée dans un contexte difficile, marqué notamment par les défis sécuritaires et la maîtrise de l'inflation. En termes d'objectifs, il y a lieu de souligner qu'outre la poursuite des réformes fiscales et douanières, le Gouvernement avait inscrit dans son agenda la prise en charge des services sociaux de base et le financement des projets intégrateurs.

A cet effet, le cadrage budgétaire à moyen terme (CBMT) 2024 – 2026 a mis un accent sur l'orientation de la politique budgétaire, les priorités sectorielles identifiées ainsi que sur le niveau du déficit et de son financement, en phase avec les dispositions de la Loi relative aux Finances Publiques (LoFIP).

Avec l'actualisation du Plan National Stratégique de Développement révisé (PNSD) et la publication de la nouvelle politique nationale de l'aide internationale au développement, le Gouvernement s'emploie à renforcer la gouvernance, le développement humain et la diversification économique pour atteindre une croissance inclusive.

Cadre de mise en œuvre opérationnelle de la politique budgétaire

En 2024, sur la base de la vision stratégique pour le développement économique, social et politique, la mise en œuvre opérationnelle de la politique budgétaire avait pour soubassement le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024 – 2028.

Les actions qui y sont contenues ont pris en compte les défis majeurs auxquels fait face le pays, les contraintes structurelles et les réponses idoines, en vue de favoriser l'émergence économique du pays.

Sur le plan des finances publiques, le Gouvernement a procédé à l'actualisation de certains textes au regard des évolutions actuelles, notamment :

- Décret portant règlement général de la comptabilité publique ;
- Décret relatif au Compte Unique du Trésor ;
- Décret fixant les procédures d'encaissement et de comptabilisation des recettes publiques ;

- Convention de tenue de compte unique du Pouvoir Central (CUT) entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo.

En cours d'exercice budgétaire, la loi de finances 2024 a été révisée conformément aux dispositions de la LoFIP et au regard de l'évolution de la situation économique et financière du pays, suite notamment aux chocs externes et internes.

Politiques mises en œuvre et réformes engagées

La politique budgétaire du Gouvernement postule l'élargissement de l'espace budgétaire par la poursuite des mesures d'encadrement des recettes fiscales et non fiscales ainsi que par le renforcement des capacités opérationnelles des régies financières.

Au niveau des dépenses de l'Etat, les politiques publiques et sectorielles seront financées tout en veillant sur la qualité de la dépense publique, avec un focus sur les besoins sociaux de base, notamment la gratuité de l'enseignement primaire, la Couverture Santé Universelle, la diversification de l'économie, le programme de développement local des 145 territoires et l'exécution des projets initiés dans le cadre du Partenariat public privé (PPP).

En matière d'emprunt, le Gouvernement a privilégié la politique d'endettement prudente, pour ne pas mettre en péril la viabilité budgétaire et le cadre macroéconomique.

Du point de vue budgétaire, avec l'accompagnement des partenaires financiers extérieurs, dont le FMI et la Banque mondiale, le pays a initié des réformes visant la gestion de la trésorerie de l'Etat et la comptabilité publique. Ces réformes visent à améliorer le contrôle des dépenses, renforcer la qualité de la gestion publique par la déconcentration de l'ordonnancement, avec la mise en place du Réseau National des Comptables Publics et la mise en service du Compte Unique du Trésor (CUT).

II | 1 | 2 Politique monétaire

En 2024, la Banque Centrale du Congo a maintenu l'orientation restrictive de sa politique monétaire entamée depuis 2023, dans le but de ramener l'inflation autour de son objectif de moyen terme de 7,0 %.

En effet, son taux directeur est demeuré inchangé, nonobstant la baisse des pressions inflationnistes, occasionnant la hausse du taux directeur réel. Elle a également procédé au

relèvement du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale et a poursuivi avec des élargissements des fourchettes d'appel d'offres du Bon BCC.

L'analyse du tableau de calibrage de la liquidité a révélé que la compensation des mouvements des facteurs autonomes par ceux des facteurs institutionnels, s'est traduite par une injection de la liquidité en deçà de la programmation. Dans ce contexte, les progressions des objectifs opératoire et intermédiaire, à savoir respectivement la base monétaire et l'offre de monnaie en monnaie nationale, ont été contenues en deçà de leur programmation.

Par conséquent, un retour à la stabilité macroéconomique a été amorcé, comme en témoigne le ralentissement de la dépréciation de la monnaie nationale et la baisse de l'inflation. Néanmoins, malgré la désinflation observée, le taux d'inflation est demeuré au-delà de sa cible à moyen terme.

Comportement des facteurs de la liquidité bancaire et modification des instruments

Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

Au cours de la période sous analyse, l'interaction entre les facteurs autonomes et ceux institutionnels, s'est soldée par une injection de la liquidité de 1.124,5 milliards de CDF contre un niveau programmé de 1.901,9 milliards. Cette situation a procédé essentiellement d'une injection moins que programmée de la liquidité au niveau des facteurs autonomes.

Tableau II | 1 Evolution des facteurs de la liquidité bancaire (flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2024		
	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart
Facteurs autonomes (hors circuit fiduciaire)	786,0	806,6	20,6	1295,0	500,4	-794,6	2081,0	1307,0	-774,0
Facteurs institutionnels	267,0	528,2	261,2	-87,9	-345,7	-257,8	179,1	182,5	3,4
Fact. Instit. Fact. Auton.	518,9	278,3	-240,6	1382,9	846,2	-536,8	1901,9	1124,5	-777,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Au premier semestre de l'année, il a été observé une injection de la liquidité de 278,3 milliards de CDF contre celle programmée de 518,9 milliards. Cette orientation de la liquidité d'une forte ponction opérée par les facteurs institutionnels de 528,2 milliards, bien au-delà du niveau programmé de 267,0 milliards. A contrario, les facteurs autonomes ont injecté 806,6 milliards de CDF face à un niveau programmé de 786,0 milliards.

De même, au cours du second semestre, la compensation des mouvements des facteurs autonomes par ceux des facteurs institutionnels s'est soldée par une injection de la liquidité de 846,2 milliards face à une programmation de 1.382,9 milliards. Cette situation a découlé notamment de la faible injection des facteurs autonomes de 500,4 milliards de CDF, inférieure au niveau programmé de 1.382,9 milliards.

Facteurs autonomes de la liquidité

Les facteurs autonomes ont procédé à une injection annuelle de 1.307,0 milliards de CDF, bien inférieure au niveau programmé de 2.081,0 milliards. Cette trajectoire de la liquidité bancaire a émané de la forte ponction opérée par les actifs intérieurs nets de 2.374,3 milliards de CDF contre celle programmée de 680,3 milliards. Le comportement des actifs intérieurs nets a résulté de la forte baisse des autres postes nets hors Bon BCC, incluant la réserve obligatoire en devises de 2.269,0 milliards de CDF.

Tableau II | 2 Evolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2024		
	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart
Facteurs autonomes (hors circuit fiduciaire)	786,0	806,6	20,6	1295,0	500,4	-794,6	2081,0	1307,0	-774,0
Actifs extérieurs nets (AEN)	2562,1	2577,1	14,9	199,1	1104,2	905,1	2761,3	3681,3	920,0
Actifs intérieurs nets (AIN)	-1776,2	-1770,5	5,7	1095,9	-603,8	-1699,7	-680,3	-2374,3	-1694,0
Crédits intérieurs	-3653,6	-936,7	2716,9	2850,7	831,5	-2019,2	-802,9	-105,2	697,7
Créances nettes sur l'administration centrale (CNE)	-2606,6	-1208,9	1397,7	2277,3	501,1	-1776,2	-329,3	-707,8	-378,5
Créances sur BCM (RME)	-777,6	291,2	1068,8	-0,1	360,0	360,1	-777,8	651,2	1428,9
Créances sur secteur privé	3,3	26,1	22,8	-12,2	-15,9	-3,6	-8,9	10,2	19,2
Autres	-272,7	-45,1	227,6	585,8	-13,7	-599,5	313,1	-58,8	-371,9
APN hors Bons BCC + RO en devises	1877,4	-833,8	-2711,2	-1754,8	-1435,3	319,5	122,6	-2269,0	-2391,7

Source : Banque Centrale du Congo.

L'évolution semestrielle de la liquidité bancaire laisse entrevoir ce qui suit :

- aux six premiers mois de l'année, les facteurs autonomes ont injecté 806,6 milliards de CDF, légèrement au-dessus du niveau programmé de 786,0 milliards. Les flux des actifs extérieurs nets et des actifs intérieurs nets ont été relativement proches de leurs niveaux programmés. En effet, les actifs extérieurs nets ont entraîné une injection de la liquidité de 2.577,1 milliards de CDF contre celle prévue de 2.562,1 milliards. En revanche, les actifs intérieurs nets ont occasionné un retrait de la liquidité de 1.770,5 milliards de CDF, très proche du niveau programmé de 1.776,2 milliards;

– au second semestre, il a été observé une injection de la liquidité de 500,4 milliards de CDF contre un niveau programmé de 1.295,0 milliards. Cette situation a résulté du retrait de la liquidité exercée par les actifs intérieurs nets. Ces derniers ont entraîné un reflux de la liquidité bancaire de 603,8 milliards de CDF contre une progression programmée de 1.095,9 milliards. A contrario, les actifs extérieurs nets ont entraîné une injection de la liquidité bancaire de 1.104,2 milliards de CDF face à celle prévue de 199,1 milliards.

Comportement des facteurs institutionnels

Au cours de l'année sous analyse, les facteurs institutionnels ont exercé un retrait de la liquidité de 182,5 milliards de CDF contre celui programmé de 179,1 milliards. Ce reflux de la liquidité a découlé du comportement de l'encours du Bon BCC et de celui du refinancement. Ces derniers ont occasionné des retraits de la liquidité de 111,7 milliards de CDF et 234,0 milliards contre des niveaux programmés de 40,0 milliards et de 190,0 milliards respectivement.

Par ailleurs, la réserve obligatoire en monnaie nationale a injecté 163,2 milliards de CDF alors qu'il avait été prévu un niveau de 50,9 milliards. Cette injection a procédé essentiellement des deux dégelés effectués au premier et au second semestre de l'année.

Tableau II | 3 Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité bancaire (flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2024		
	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart
Facteurs institutionnels	267,0	528,2	261,2	-87,9	-345,7	-257,8	179,1	182,5	3,4
a) Encours Bons BCC	-70,0	329,0	399,0	110,0	-217,3	-327,3	40,0	111,7	71,7
b) Réserve Obligatoire	147,0	-34,8	-181,8	-197,9	-128,4	69,5	-50,9	-163,2	-112,3
c) Encours refinancement	-190,0	-234,0	-44,0	0,0	0,0	0,0	-190,0	-234,0	-44,0

Source : Banque Centrale du Congo.

De janvier à juin 2024, il a été observé une ponction de la liquidité de 528,2 milliards de CDF, bien au-delà de celle programmée de 267,0 milliards. Ce résultat a découlé essentiellement des retraits de la liquidité opérés par l'encours de Bon BCC et celui du refinancement. En effet, l'encours du Bon BCC a ponctionné 329,0 milliards de CDF alors qu'il a été programmé une injection de 70,0 milliards. Et l'encours de refinancement a exercé un retrait de 234,0 milliards de CDF.

Au deuxième semestre, les facteurs institutionnels ont exercé une injection de la liquidité de 345,7 milliards de CDF contre celle programmée de 87,9 milliards. Cette situation a découlé des injections provenant de l'encours du Bon BCC

et de la réserve obligatoire en monnaie nationale à hauteur respectivement de 217,3 milliards de CDF et de 128,4 milliards.

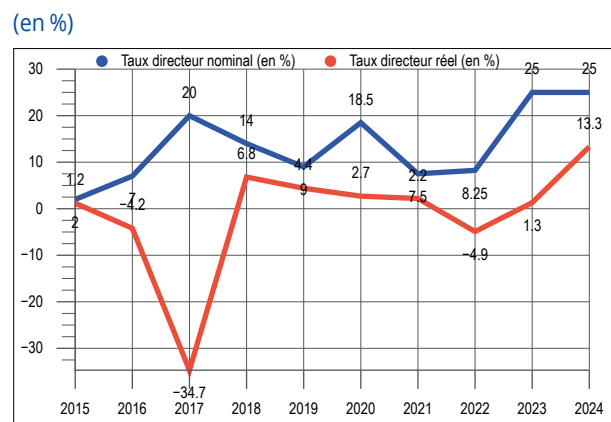
Manipulation des instruments de la politique monétaire

La Banque Centrale du Congo, en 2024, a poursuivi avec le durcissement de sa politique monétaire à l'effet de ramener l'inflation autour de sa cible.

Taux directeur

Le taux directeur nominal a été maintenu inchangé à 25,0 % l'an, en dépit de la baisse des pressions inflationnistes, entraînant une hausse du taux directeur réel. Ce dernier s'est établi à 13,3 % à fin décembre 2024, venant d'un niveau de 1,3 % une année plus tôt, confirmant le durcissement de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo.

Graphique II | 1 Evolution des taux directeurs nominal et réel (en %)



Source : Banque Centrale du Congo.

Coefficient de la réserve obligatoire

En 2024, la Banque Centrale du Congo a procédé à un nouveau relèvement du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, après celui effectué l'année passée. Ce dernier est passé de 10,0 % à 12,0 %, en date du 08 août 2024, dans le but de réduire la surliquidité bancaire.

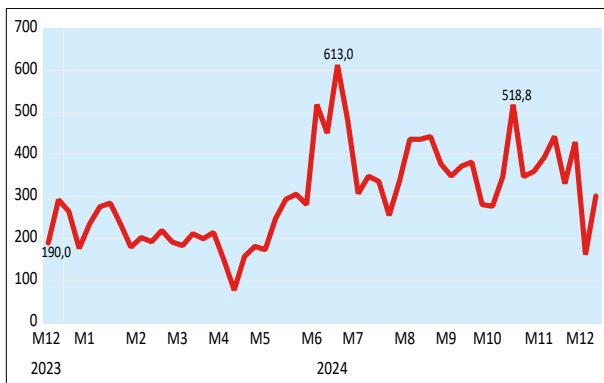
Les autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2023, à savoir : 0,0 % pour les dépôts en monnaie nationale à terme ; 13,0 % et 12,0 % respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

Fourchettes d'appels d'offres du Bon BCC

La Banque Centrale du Congo a poursuivi avec le relèvement des fourchettes d'appels d'offres du Bon BCC, entamé depuis 2023. Cette politique a visé à éponger la surliquidité bancaire en monnaie nationale. Le montant mis en adjudication s'est élevé à 22.333,0 milliards de CDF, venant de 11.640 milliards en 2023.

Par conséquent, l'encours du Bon BCC s'est situé à 301,7 milliards de CDF à fin décembre 2024, traduisant une ponction de la liquidité de 111,7 milliards. Cet encours avait atteint un pic historique de 613,0 milliards au mois de juillet.

Graphique II|2 Evolution de l'encours du Bon BCC
(en milliards de CDF)



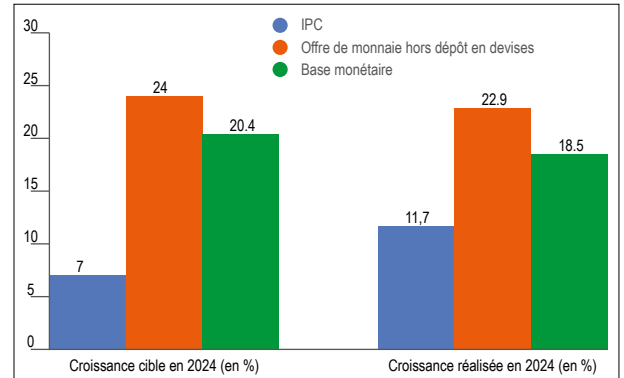
Source : Banque Centrale du Congo.

Etats des objectifs de la politique monétaire

L'objectif final de la politique monétaire a été en dépassement de sa cible à moyen terme, malgré la maîtrise des objectifs opératoire et intermédiaire. En effet, la base monétaire a affiché une augmentation annuelle de 18,5% contre une hausse programmée de 20,4%.

L'offre de monnaie, hors dépôts en devises, quant à elle, s'est accrue de 22,9%, en deçà de la variation programmée de 24,0%. Par contre, le taux d'inflation s'est situé à 11,7% contre une cible à moyen terme de 7,0%.

Graphique II|3 Objectifs de la politique monétaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

II | 1 | 3 Politique de change

Objectifs de la politique de change

En 2024, la Banque Centrale du Congo a maintenu inchangés les deux principaux objectifs de sa politique de change. Il s'est agi du lissage des fluctuations du taux de change et de l'accumulation des réserves de change.

Evaluation des objectifs de la politique de change

La Banque Centrale du Congo a réussi à réduire sensiblement le rythme de dépréciation de la monnaie nationale tout en accumulant davantage le niveau des réserves internationales.

Marché des changes

Au cours de l'année 2024, la variation du taux de change du franc congolais par rapport au dollar américain a été faible, tant sur le segment officiel que parallèle, comparativement à l'année précédente. Toutefois, quelques tensions ont été observées aux mois de janvier, février et mai sur les deux segments du marché.

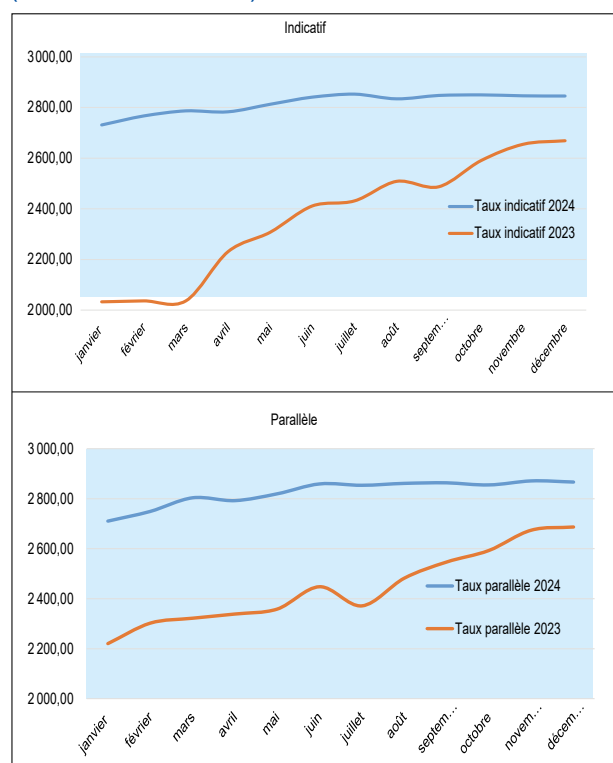
Cette situation a été expliquée, entre autres, par le besoin de reconstitution des stocks par les opérateurs économiques après les festivités de fin d'année, et par la hausse des dépenses publiques consécutives à l'installation des Institutions issues des élections de décembre 2023.

Taux de change

A fin 2024, le cours de change d'un dollar américain s'est établi à 2.845,46 CDF à l'indicatif et à 2.866,88 CDF au parallèle contre respectivement 2.668,95 et 2.686,67 en 2023. A cet effet, il s'est observé des taux de dépréciations

de 6,2% et 6,3%, respectivement à l'interbancaire et au parallèle, contre des dépréciations respectives de 24,4% et 20,4% en 2023.

Graphique II|4 Evolution du taux de change (CDF le dollar américain)



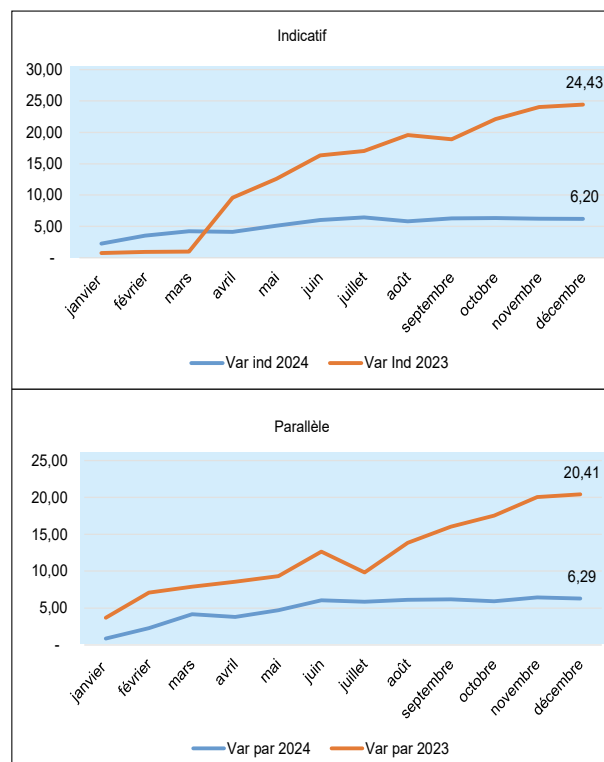
Source : Banque Centrale du Congo.

La baisse du rythme de dépréciation de la monnaie nationale face au dollar américain en 2024 a été expliquée notamment par :

- les effets positifs de la politique monétaire restrictive;
- la mobilisation accrue des recettes publiques par rapport aux prévisions du plan de trésorerie de l'Etat;
- les interventions sur le marché des changes par la cession de devises, en phase avec le programme soutenu par le FMI¹;
- l'élargissement des fourchettes de vente des Bons BCC au regard de la liquidité excédentaire.

¹ La BCC a procédé à une vente de devises pour un import de 530,8 millions de USD afin d'améliorer l'offre de devise sur le marché.

Graphique II|5 Dépréciation cumulée du taux change (CDF le dollar US)

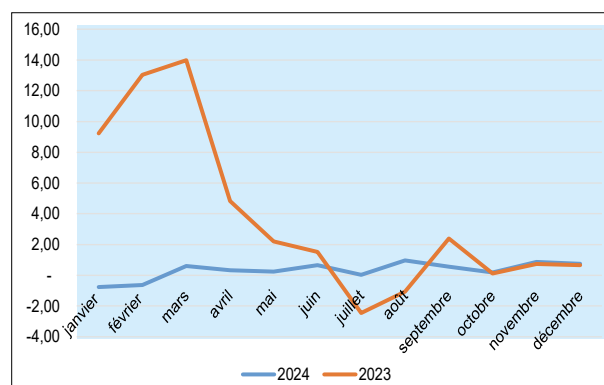


Source : Banque Centrale du Congo.

Ecart taux Indicatif-Parallèle

L'écart entre les cours indicatif et parallèle s'est nettement réduit en 2024, s'établissant en moyenne à 0,3% contre 3,7% observé en 2023, traduisant ainsi une plus grande fluidité entre les deux segments du marché.

Graphique II|6 Ecart taux indicatifs - taux parallèles (en %)



Source : Banque Centrale du Congo.

Réserves internationales

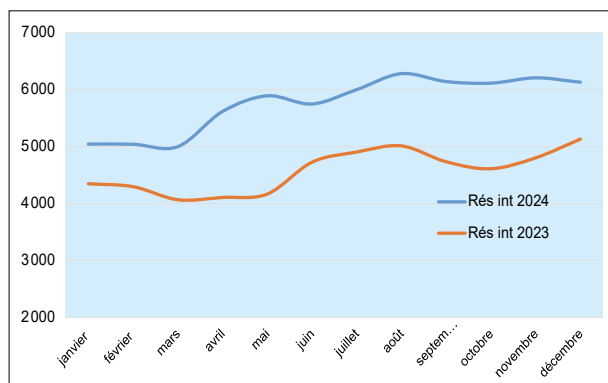
A fin décembre 2024, les réserves internationales ont totalisé 6.132,0 millions de USD, un niveau correspondant à 3,3

mois d'importations des biens et services contre 5.131,1 millions de USD (2,8 mois d'importations) enregistrée à fin 2023. Il s'est ainsi observé une accumulation annuelle de 1.000,9 millions de USD contre 748,2 millions enregistrés en 2023.

Cette accumulation a procédé, entre autres :

- des achats interbancaires des devises ;
- des rachats des recettes fiscales minières et des ressources publiques issues des émissions des titres en USD ;
- des revenus issus des intérêts créditeurs ;
- de la redevance de suivi de change.

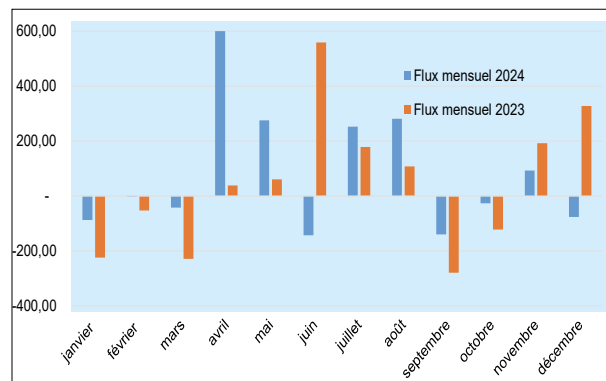
Graphique II | 7 Evolution des Réserves internationales
(en millions de USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, l'évolution mensuelle des réserves de change en devises renseigne une importante accumulation des ressources en devises enregistrée au mois d'avril 2024, soit 62 % du total accumulé. Contrairement à 2023, les recettes de l'Etat se sont accrues en 2024 à la faveur de l'échéance fiscale du mois d'avril.

Graphique II | 8 Flux mensuels des réserves de change
(en millions de USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

II | 1 | 4 Politiques structurelles

Au cours de ces dernières années, le Gouvernement a engagé une série de réformes ambitieuses visant à moderniser et à revitaliser ses différents secteurs de l'économie nationale. Ces réformes, touchant notamment à la santé, aux infrastructures et à l'éducation, ont eu pour objectif principal de répondre aux défis persistants auxquels fait face le pays et de promouvoir un développement durable et inclusif.

En ce qui concerne la réforme du système éducatif, elle s'est affichée comme étant une priorité stratégique, car elle constitue le fondement du progrès social et économique. A ce titre, il a été mis en place le « Plan Quinquennal 2024-2029 Éducation nationale et Nouvelle Citoyenneté », lequel vise à améliorer la qualité de l'éducation, à garantir un accès équitable pour tous et à intégrer les nouvelles technologies dans le processus d'apprentissage. Cette réforme éducative s'inscrit dans une vision plus large de transformation du pays, où la RDC aspire à faire de l'éducation un moteur du développement économique.

Plan Quinquennal 2024-2029 de l'Éducation nationale et Nouvelle Citoyenneté

Ce plan repose sur cinq principes directeurs devant guider l'ensemble des actions et réformes à entreprendre au cours des cinq années. Ces axes sont conçus pour assurer une transformation profonde et durable du système éducatif, et se présentent comme suit :

- **l'amélioration de la qualité de l'éducation** : cet axe vise principalement la formation des enseignants et la révision du programme scolaire. En effet, ce plan prévoit un renforcement significatif des capacités des enseignants à travers des programmes de formation continue, qui viseront à améliorer les compétences pédagogiques et à

intégrer des méthodes d'enseignement modernes. Quant à la révision du programme scolaire, elle est considérée comme étant l'un des objectifs clés visant à adapter les enseignements aux besoins du marché du travail ;

- **l'équité et l'inclusion**: vise à garantir un accès à l'éducation pour tous, en particulier pour les filles et les groupes marginalisés. Cela inclut notamment le maintien de la gratuité de l'enseignement primaire public, considérée comme un acquis constitutionnel, des campagnes de sensibilisation et des mesures incitatives pour encourager l'inscription scolaire et le développement de programmes spécifiques pour les élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux ;
- **le renforcement de la gouvernance et gestion du système éducatif**: cet axe souligne l'importance de rationaliser la gestion administrative du secteur de l'éducation et la collaboration établie avec les partenaires techniques et financiers, afin de garantir une gouvernance transparente, efficace et orientée vers les résultats ;
- **la modernisation du système éducatif par l'intégration des TIC**: la numérisation est un axe central, avec l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le système éducatif. Elle inclut le développement de ressources éducatives numériques et de plateformes d'apprentissage en ligne. Ce plan encourage la mise en place du « Système E-learning » pour élargir l'accès à l'éducation, surtout dans les régions éloignées ;
- **la promotion de la citoyenneté**: cette dernière est axée sur l'éducation à la citoyenneté laquelle prévoit d'intégrer des programmes d'éducation civique dans le cursus scolaire, afin de sensibiliser les élèves aux droits et devoirs des citoyens et à l'importance de la participation civique. L'éducation servira également à promouvoir les valeurs de la démocratie, de la paix et de la cohésion sociale, contribuant ainsi à la stabilité du pays.

En ce qui concerne la mise en œuvre du plan en 2024, en vue de la professionnalisation du corps enseignant, douze nouvelles Humanités Pédagogiques Rénovées (HPR) ont été ouvertes dans trois sites pilotes. En effet, les HPR visent à former des enseignants avec des approches pédagogiques innovantes, adaptées aux réalités congolaises. Ces derniers intègrent des formations sur les thématiques transversales, comme l'inclusion et les technologies de l'information et de la communication (TIC) et prévoit un développement professionnel continu pour les futurs et actuels enseignants.

Ainsi, ce plan quinquennal 2024-2029 représente une feuille de route ambitieuse pour transformer le système éducatif de la RDC et promouvoir une nouvelle citoyenneté. En s'articulant sur l'amélioration de la qualité et l'accès équitable à l'éducation, l'intégration des technologies, la promotion de la citoyenneté et le renforcement des partenariats, ce plan aspire à créer un environnement éducatif favorable et inclusif pour tous les Congolais.

II | 1 | 5 Perspectives macroéconomiques

Perspectives économiques mondiales

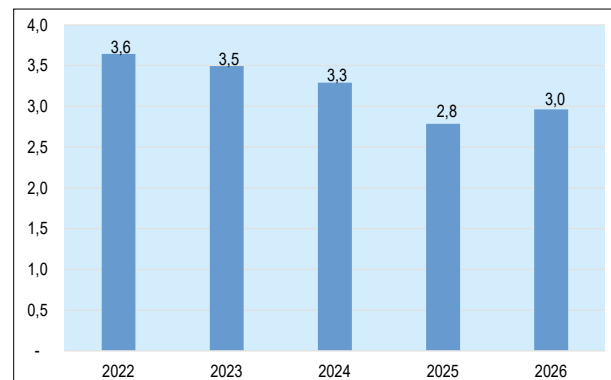
L'économie mondiale reste en proie aux incertitudes croissantes liées aux tensions commerciales et géopolitiques ainsi qu'aux effets défavorables des changements climatiques. Cette situation devrait peser sur les perspectives mondiales.

Dans sa publication sur les perspectives de l'Economie Mondiale (avril 2025), le FMI table sur une croissance de 2,8 % en 2025 et 3,0 % en 2026 contre 3,3 % en 2024. Pour sa part, la Banque Mondiale prévoit une croissance de 2,3 % en 2025 et 2,4 % en 2026 contre 2,8 % en 2024.

Toutefois, la réciprocité dans l'application des mesures de rétorsion douanières entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux, notamment la Chine et la Zone euro, pourrait accentuer le ralentissement de l'activité économique mondiale dont la croissance reste encore en berne.

Graphique II | 9 Profil de la croissance économique mondiale

(en pourcentage)



Source : BCC, sur base des données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2025 du FMI.

En ce qui concerne l'inflation, la tendance baissière devrait se poursuivre dans les économies avancées et celles émergentes et en développement. A l'échelle mondiale, l'inflation devrait s'établir à 4,3 % en 2025 et ralentirait à 3,6 % l'année suivante contre 5,7 % en 2024. Au cours de la même période, l'inflation dans les économies avancées devrait se

situer autour de l'objectif de 2,0 %, fixé par les principales banques centrales. Par contre, l'inflation devrait se situer à 4,1 % dans les économies émergentes et en développement.

Pays avancés

Activité économique

La croissance économique dans les pays avancés serait affectée par de nouvelles mesures douanières édictées par les Etats-Unis et les contre-mesures prises par d'autres économies avancées frappées par ces barrières commerciales.

En effet, la croissance des économies avancées devrait rester en deçà de la moyenne de quatre décennies précédant la pandémie de Covid-19. En 2025 et 2026, l'activité économique progresserait respectivement de 1,4 % et 1,5 %.

L'impact des mesures protectionnistes sus-évoquées varierait d'un pays à l'autre, en fonction notamment des relations commerciales entre économies.

Aux Etats-Unis, l'activité économique enregistrerait un ralentissement de 1,0 point de pourcentage en 2025 pour s'établir à 1,8 %. En 2026, elle connaîtrait une décélération de 0,1 point, avec une croissance de PIB réel de 1,7 %. Ce ralentissement serait expliqué notamment par des tensions commerciales et des prévisions de la demande faible.

En ce qui concerne la zone euro, les tensions commerciales avec les Etats-Unis combinées à l'augmentation de la dette publique, obérerait l'évolution de l'activité économique. En effet, la croissance économique baisserait à 0,8 % en 2025 et s'établirait à 1,2 % en 2026, impulsée principalement par la vigueur de la consommation suite notamment à l'accroissement des salaires réels ainsi qu'à une prévision d'un assouplissement budgétaire en Allemagne.

En 2025, la croissance économique en Allemagne est prévue comme étant nulle, avec une stagnation du PIB, avant de se relancer à 0,9 % en 2026. Cette évolution serait consécutive aux investissements publics dans les infrastructures du fait de l'assouplissement des règles budgétaires et de l'ampleur des besoins d'investissement.

S'agissant du Royaume-Uni, sa croissance économique serait supérieure à la moyenne de la zone euro. Elle se situerait à 1,1 % en 2025 pour s'établir à 1,4 % en 2026, grâce notamment à l'assouplissement du marché du travail.

Au niveau du Japon, la croissance du PIB réel est projetée à 0,6 % en 2025, soit une accélération de 0,5 point par rapport

à l'année précédente et se maintiendrait au même niveau en 2026. Cette évolution serait consécutive au renforcement attendu de la consommation privée et à l'accroissement des salaires réels.

Inflation

L'évolution des prix dans les pays avancés devrait être caractérisée par une décélération de l'inflation bien qu'elle demeurerait au-dessus de l'objectif de 2,0 %. En 2025, le taux d'inflation devrait se situer à 2,5 % et à 2,2 % en 2026.

L'inflation aux Etats-Unis resterait au-dessus du niveau cible suite à la dynamique des prix dans le secteur des services ainsi et au choc d'offre provoqué par les récentes augmentations des droits de douane. En effet, l'inflation s'établirait à 3,0 % et 2,5 %, respectivement en 2025 et 2026.

Dans la Zone euro, l'affaiblissement de la demande et la baisse des prix des produits de base contribuerait au ralentissement de l'inflation. En effet, le taux d'inflation devrait décélérer de 0,3 point en 2025 pour s'établir à 2,1 % et à 1,9 % en 2026. Dans les principales économies de la zone, l'inflation s'établirait à 2,1 % et 1,3 % en 2025, respectivement en Allemagne et en France et en 2026, elle se situerait à 1,9 % et 2,2 %.

Pays émergents et en développement

Activité économique

Les économies émergentes et en développement devraient enregistrer une croissance plus faible par rapport à la moyenne réalisée au cours des deux dernières décennies ayant précédé la pandémie de Covid-19.

En effet, la croissance de leur PIB réel ralentirait de 0,6 point en 2025 et se situerait à 3,7 %. Cette évolution serait consécutive, entre autres, aux tensions commerciales et géopolitiques au niveau mondial. En 2026, l'activité devrait légèrement augmenter de 0,2 point pour s'établir à 3,9 %.

Cette croissance serait soutenue, de manière prépondérante, par les économies émergentes et en développement d'Asie.

En Chine, la croissance de l'activité économique devrait ralentir de 1,0 point en 2025 pour se maintenir au même niveau en 2026, soit 4,0 %. Cette évolution serait tributaire notamment de l'incertitude de l'économie mondiale accentuée par les tensions commerciales avec les Etats-Unis. Toutefois, la hausse des revenus et l'augmentation des dépenses sociales pourraient contribuer à l'augmentation de la consommation.

En Inde, le PIB réel devrait progresser de 6,2 % en 2025 quoiqu'en ralentissement de 0,3 point par rapport à l'année précédente. En 2026, la croissance est projetée à 6,3 %, et devrait être soutenue par la consommation privée sous l'effet de la hausse des revenus réels.

Dans les économies de l'Afrique Subsaharienne, l'activité productive connaîtrait également une décélération de 0,2 point en 2025, avec un taux de croissance de 3,8 %, avant d'enregistrer une légère accélération de 0,4 point en 2026, soit 4,2 %.

Cette évolution serait consécutive, en grande partie, à la baisse de la demande extérieure, à la faiblesse des cours des produits de base, à l'incertitude liée aux investissements et aux conditions financières moins favorables.

En 2025, les deux grandes économies de la région devraient enregistrer des évolutions divergentes. L'Afrique du Sud enregistrerait une croissance de 1,0 % en 2025 et 1,3 % en 2026, expliquée par l'intensification des politiques protectionnistes de grandes économies combinée au ralentissement de ces économies. Cependant, l'activité économique au Nigéria progresserait de 3,0 % et de 2,7 % en 2026, sur fond du recul des cours du pétrole.

Inflation

L'inflation dans les économies émergentes et en développement devrait se chiffrer à 5,5 % en 2025 et 4,6 % en 2026, en raison de l'impact de la baisse de la demande de biens échangeables.

Les pays émergents et en développement d'Asie connaîtraient la plus faible inflation avec un taux de 1,7 % en 2025, pour remonter à 2,0 % en 2026.

Dans l'économie Chinoise, l'inflation s'établirait à 0,0 % en 2025 avant une légère accélération à 0,6 % en 2026. Cette évolution des prix tiendrait notamment de la modération de la demande intérieure combinée au ralentissement du secteur immobilier ainsi que de la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

En Inde, le taux d'inflation enregistrerait une décélération de 1,3 point en 2025 pour se situer à 3,2 % et 3,1 % en 2026. Ce comportement serait expliqué par le ralentissement des prix des produits alimentaires, lesquels représentent près de la moitié du panier de l'IPC, et de la poursuite baisse des prix de l'énergie.

Au niveau de l'Afrique subsaharienne, l'inflation devrait

également ralentir en 2025 pour s'établir à 13,3 % et 12,9 % en 2026, suite aux conflits et aux chocs climatiques. S'agissant particulièrement des principales économies de la région, l'inflation devrait ralentir de 0,6 point en Afrique du Sud en 2025, pour se situer à 3,8 % avant de se hisser à 4,5 % en 2026. Pour ce qui est de l'économie nigériane, elle connaîtrait des taux d'inflation de 26,5 % en 2025 et 37,0 % en 2026.

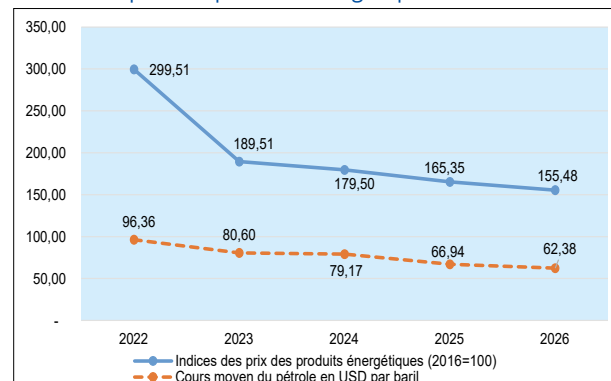
II | 1 | 6 Marchés des produits de base

Les prévisions des prix des produits de base devraient refléter le ralentissement attendu de l'activité économique mondiale. Cette évolution conduirait à un ralentissement du commerce mondial. En effet, les prix des produits de base devraient continuer de baisser pour atteindre un niveau remarquablement bas durant la période prise en compte dans les perspectives.

Pour ce qui est des produits énergétiques, leur indice des prix illustre une baisse attendue de 5,3 % en 2025 où il se situerait à 165,35 points et devrait poursuivre une autre diminution de 6,0 % pour atteindre 155,48 points. Il y a lieu d'indiquer que cet indice rassemble les prix des trois produits de base qui sont: le pétrole, le gaz naturel et le charbon.

Sur les marchés des produits pétroliers, les craintes d'intensification de la guerre commerciale pourraient freiner la demande mondiale en ajoutant la pression à la baisse, exercée par l'accroissement vigoureux de la production de pétrole en dehors de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et certains pays non membres, dont la Russie) et l'annulation des réductions de l'offre de l'OPEP+.

Graphique II | 10 Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2025).

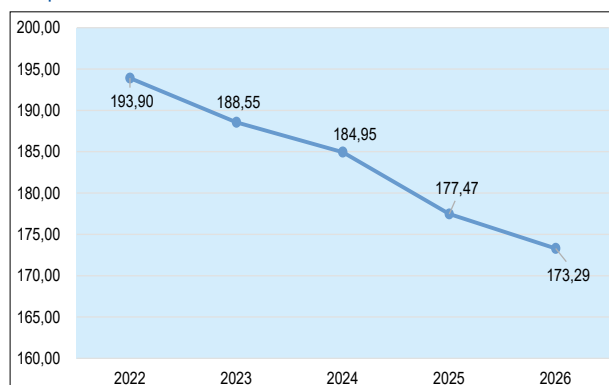
Ainsi, les marchés à terme indiquent que les prix du pétrole atteindraient en moyenne 66,9 dollars le baril en 2025

représentant une baisse de 15,5%, avant un repli de 6,8% pour atteindre 62,4 dollars en 2026.

Du côté des métaux, à l'exception des prix de l'or, qui ont continué à monter sensiblement en raison de l'incertitude géopolitique, la plupart des prix des autres métaux devraient diminuer suite à la hausse historique de droits de douane supplémentaires par l'administration américaine.

De ce fait, l'indice des prix des métaux composé des indices du cuivre, de l'aluminium, du minerai de fer, de l'étain, du nickel, du zinc, du plomb et de l'uranium, connaîtrait une contraction de 4,0% en 2025 pour se situer à 177,47 points et continuerait son repli à 173,29 points une année plus tard, soit une baisse de 2,4%.

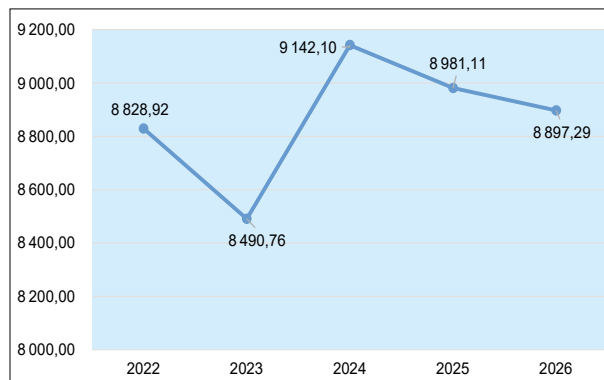
Graphique II | 11 Prévisions de l'indice des prix des métaux
(en points)



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2025).

S'agissant du cuivre, un métal prisé dans la transition énergétique, il est prévu un ralentissement en 2025. En effet, les prix moyens du cuivre baisseraient de 1,8% pour s'établir à 8.981,1 USD la tonne et poursuivrait sa régression en s'établissant à 8.897,3 USD la tonne, soit un repli de 0,9% en 2026. Il convient de signaler qu'avec une demande soutenue par la transition énergétique, la baisse du cours du cuivre serait atténuée avec une probable reprise en moyen terme.

Graphique II | 12 Prévisions des cours du cuivre
(en USD la tonne)



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2025).

II | 1 | 7 Principaux risques pesant sur les perspectives de l'économie mondiale

L'économie mondiale reste marquée par des perspectives baissières suite aux incertitudes politiques et aux détériorations des relations commerciales entre les grandes économies. Dans l'hypothèse où ces tensions commerciales s'intensifieraient, la confiance des consommateurs et des entreprises devrait poursuivre sa détérioration, pendant que l'accroissement de resserrement des conditions financières pourraient se poursuivre.

Par conséquent, les organismes internationaux qui suivent l'activité économique mondiale tels que le Fonds monétaire international, la Banque Mondiale ainsi que l'Organisation de Commerce et de Développement Economique (OCDE) ont relevé la présence des risques susceptible d'obérer les perspectives de la croissance mondiale au travers des faits suivants :

- l'intensification des tensions géopolitiques, laquelle pourrait ouvrir la voie à des changements brusques dans le système monétaire international, pouvant avoir des implications sur la stabilité macrofinancière ;
- l'escalade des mesures commerciales et l'incertitude qu'elle engendrerait qui affecteraient directement les deux premières puissances économiques mondiales et, dans la suite, un grand nombre de pays d'Asie et d'Europe à moyen terme de manière significative ;
- l'émergence de nouveaux pôles commerciaux susceptibles de fragmenter les flux d'Investissements Directs Etrangers (IDE) et pourrait peser sur l'accumulation de capital ;

- une résurgence de l'inflation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, alimentée par la fragmentation des marchés des matières premières ou par l'intensification des catastrophes liées au climat, pourrait aggraver les conditions de vie et accentuer les préoccupations en matière de sécurité alimentaire, en particulier dans les pays à faible revenu ;
- la forte augmentation de l'aversion au risque due à l'incertitude politique et la baisse des perspectives de croissance aux États-Unis qui pourraient entraîner une dépréciation du dollar américain, laquelle entraînerait une volatilité supplémentaire sur les marchés financiers ;
- une correction du marché pourrait se produire particulièrement en Europe, au cas où les négociations de paix en Ukraine ne parvenaient pas à aboutir à une solution durable ;
- pénurie de main-d'œuvre dans les économies avancées, appliquant des mesures migratoires restrictives, qui tasserait l'activité économique.

L'économie mondiale s'enfonce dans une phase telle que les forces ayant conduit la convergence économique entre les pays en développement et les économies avancées, lesquelles ont permis à des milliards de personnes de sortir de la pauvreté, sont en régression remarquable illustrée par une décélération de PIB réel par habitant.

C'est ainsi, qu'il y a nécessité de rétablir une coopération mondiale bien réfléchie, une fiscalité plus responsable et une attention accrue dans la création d'emploi. L'objectif de ces actions serait de promouvoir une croissance durable en vue d'accélérer la réduction de la pauvreté et léguer aux générations futures un niveau de vie et une qualité de vie meilleure.

II | 1 | 8 Perspectives intérieures

Croissance économique

L'activité économique en RDC devrait rester résiliente, en dépit d'un environnement socio-économique peu favorable marqué par l'escalade de conflit dans la partie Est du pays. En outre, le renforcement de la coordination des politiques conjoncturelles devrait contribuer à préserver la stabilité du cadre macroéconomique, nécessaire à la réalisation d'une croissance durable, inclusive et solide.

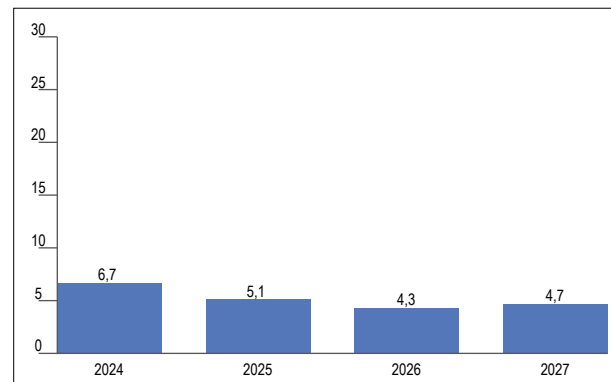
L'activité économique progresserait de 5,1 % en 2025, en ralentissement de 1,6 point par rapport à l'année précédente. Cette croissance reste soutenue par le bon comportement des exportations des produits miniers, notamment le cuivre et le cobalt. En 2026, l'économie congolaise devrait croître de 4,3 %. Bien qu'en ralentissement, la croissance devrait se maintenir au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne en 2025 et 2026.

Par ailleurs, l'économie nationale reste exposée aux risques liés à la situation sécuritaire dans la partie Est du pays et à l'évolution de l'économie mondiale. Ainsi, la diversification de l'économie s'avère nécessaire et inéluctable pour renforcer la résilience.

De même, la digitalisation des services publics ainsi que l'utilisation optimale de l'intelligence artificielle pourraient contribuer à la libération du potentiel du pays en vue d'une croissance économique robuste, diversifiée, inclusive et durable.

Graphique II | 13 Préviation de la croissance du PIB réel 2025-2027

(en pourcentage)



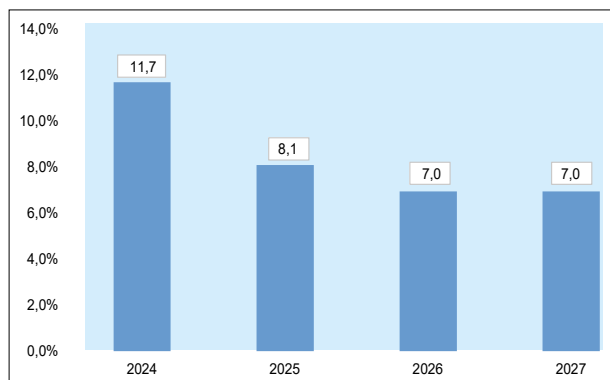
Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du cadrage de FMI.

Inflation

Le maintien de l'orientation restrictive de la politique monétaire de la BCC devrait contribuer à la poursuite de la décélération de l'inflation. En effet, l'inflation devrait passer de 11,7 % en 2024 à 8,1 % en 2025. En outre, l'objectif de moyen terme de 7,0 % fixé par la BCC pourrait être atteint en 2026.

Graphique II | 14 Prévion annuelle du taux d'inflation de 2025-2027

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du cadrage de FMI.

Finances publiques

La gestion des finances publiques devrait s'aligner au Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2024-2028) et aux engagements pris par le pays dans le cadre du programme FEC et FRD conclu avec le FMI. Dans ce contexte, le Gouvernement s'est engagé à préserver la stabilité du cadre macroéconomique et la viabilité budgétaire.

S'agissant particulièrement de la viabilité budgétaire, le Gouvernement entend poursuivre avec la rationalisation des dépenses, afin de dégager des marges budgétaires nécessaires au financement des projets d'infrastructures.

En effet, le Trésor table sur une mobilisation des recettes publiques représentant 15,0% du PIB, en moyenne, entre 2025 et 2026, et un niveau des dépenses équivalant à 16,8% du PIB. Concernant le déficit public, il représenterait 2,2% du PIB en 2025 et 1,6% en 2026.

Tableau II | 4 Prévion des recettes et des dépenses publiques 2025-2027
(en pourcentage au PIB)

Composantes	2025	2026	2027
Recettes et dons	14,8	14,9	15,4
Recettes fiscales et non fiscales	13,9	14,1	14,7
Recettes fiscales	9,2	9,8	10,0
Recettes non fiscales et CCS (*)	4,7	4,4	4,7
Dons	0,9	0,8	0,7
Total dépenses	17,0	16,5	16,9
Dépenses courantes	10,2	9,5	9,5
Dépenses en capital	4,4	4,8	5,5
Dépenses exceptionnelles	2,4	2,2	1,9
Solde général consolidé (base caisse)	-2,2	-1,6	-1,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du cadrage de FMI mai 2025.

Ressources publiques

Les prévisions renseignent une amélioration dans la mobilisation des recettes publiques. En effet, ces recettes devraient représenter en pourcentage du PIB 14,8% en 2025, 14,9% en 2026 et 15,4% en 2027. Cette évolution serait consécutive au renforcement des contrôles permettant de lutter efficacement contre la fraude tout en améliorant l'assiette fiscale.

Bien qu'en évolution, la pression fiscale demeurerait inférieure à la moyenne des économies de l'Afrique subsaharienne.

Dépenses publiques

Les dépenses publiques devraient demeurer à des niveaux inférieurs à la moyenne de celles des économies similaires de la sous-région située autour de 23,0% du PIB. En effet, de 2025 à 2027, les prévisions annuelles des dépenses rapportées au PIB seraient respectivement à hauteur de 17,0%, 16,5% et 16,9%.

La politique de rationalisation de dépenses publiques devrait permettre de dégager des marges de manœuvre budgétaires utiles au financement des investissements et des projets du Gouvernement dont la gratuité de l'enseignement, de la couverture santé universelle et du PDL-145T.

Balance des paiements

Les échanges entre la RDC et le reste du monde dégageraient un besoin de financement sur la période de 2025 à 2027.

Compte des transactions courantes

À l'instar des années précédentes, le solde du compte courant resterait déficitaire. Ces déficits seraient respectivement de 3,6%, 2,7% et de 3,2% rapportés au PIB en 2025, 2026 et 2027. Cette situation résulterait des déficits importants des comptes de services et des revenus.

Tableau II | 5 Balance des paiements 2025-2027

Composantes agrégées	En millions de USD			En pourcentage du PIB		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027
I. Comptes des transactions courantes	-2 623,1	-2 057,1	-2 604,3	-3,6	-2,7	-3,2
Biens nets	5 302,4	6 446,8	6 584,7	7,2	8,5	8,1
Services nets	-6 370,8	-6 808,0	-7 246,2	-8,7	-8,9	-9,0
Compte du revenu primaire	-2 417,4	-2 607,2	-2 780,2	-3,3	-3,4	-3,4
Compte du revenu secondaire	933,2	934,4	847,3	1,3	1,2	1,0
II. Compte de capital	763,2	790,7	771,0	1,0	1,0	1,0
Capacité(+)/Besoin(-) de financement	-1 859,9	-1 266,5	-1 833,4	-2,5	-1,7	-2,3
III. Compte financier	-1 859,9	-1 266,5	-1 833,4	-2,5	-1,7	-2,3
- dont investissements directs nets	-2 597,5	-2 778,7	-2 971,7	-3,5	-3,6	-3,7
Erreurs et omissions nettes	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du cadrage de FMI mai 2025.

Compte de capital

Structurellement excédentaire, le compte de capital devrait également dégager des excédents de 2025 à 2027, représentant environ 1,0 % du PIB sur la période.

Compte financier

Les flux des Investissements Directs Etrangers (IDE) enregistreraient des accroissements en valeur et en pourcentage du PIB. Ils seraient de 2.597,5 millions de USD en 2025 et atteindraient 2.778,7 millions en 2026 pour s'établir à 2.971,7 millions en 2027, soit 3,5 %, 3,6 % et 3,7 % du PIB.

Evolution du taux de change

L'application de la stratégie d'intervention sur le marché des changes en vue de lisser les fluctuations du taux de change et la poursuite des efforts visant à accumuler davantage de réserves internationales devraient contribuer à la préservation de la stabilité de la monnaie nationale.

Le taux de dépréciation de la monnaie nationale serait de 2,3 % en 2025, 1,4 % en 2026 et 1,3 % en 2027 contre 16,6 % en 2024.

Par ailleurs, la politique de change devrait rester guidée entre autres par l'atténuation des épisodes d'extrême volatilité du taux de change susceptibles de compromettre la stabilité macroéconomique.

Conduite de la politique monétaire

L'orientation de la politique monétaire devrait demeurer globalement restrictive afin d'ancrer les anticipations autour de l'objectif de moyen terme de 7,0 %.

En effet, le taux directeur devrait rester à des niveaux relativement élevés par rapport à l'inflation anticipée. Ainsi, avec la poursuite de la décélération de l'inflation, l'accroissement du niveau de positivité du taux réel favoriserait l'ancrage de l'anticipation d'inflation vers le niveau annuel souhaité.

Concernant les coefficients de la réserve obligatoire, ils devraient rester à des niveaux confortables en vue d'éponger la liquidité excédentaire persistante dans l'économie.

S'agissant des fourchettes d'appels d'offre du Bon BCC, il convient de relever que la poursuite de la positivité du taux d'intérêt réel devrait contribuer à l'attractivité de cet instrument. L'objectif visé est de renforcer la préférence pour les actifs en monnaie nationale par rapport à ceux en monnaie étrangère.

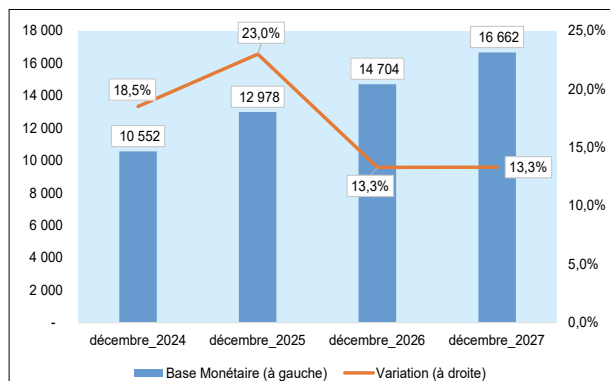
Par ailleurs, la Banque Centrale reste disposée à activer tous les instruments nécessaires pour préserver la stabilité du niveau général des prix, qui est son objectif principal.

Projection de la base monétaire

La base monétaire devrait enregistrer un accroissement de 23,0 % en 2025, suivi d'un ralentissement à 13,3 % en 2026, soit le même taux de progression en 2027. Cette progression résulterait de la hausse de 25,6 % des Actifs Extérieurs Nets (AEN) en 2025 ainsi que de 35,1 % et 30,0 % respectivement pour 2026 et 2027. Ces flux seront compensés par la baisse des Actifs Intérieurs Nets (AIN) au cours des mêmes périodes.

Graphique II | 15 Prévision de la base monétaire de 2025 à 2027

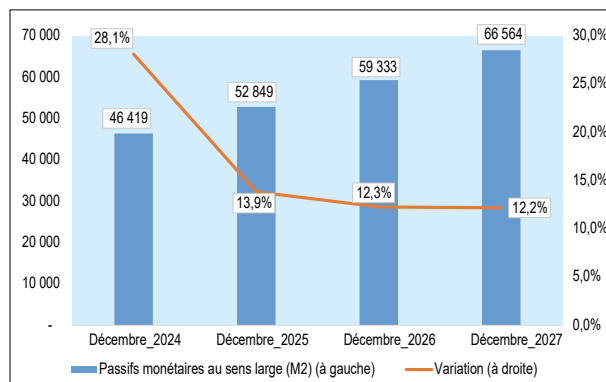
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)



Source : Banque Centrale du Congo sur base de cadrage de FMI mai 2025.

Graphique II | 16 Prévision du passif monétaire de 2025 à 2027

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)



Source : Banque Centrale du Congo sur base de cadrage de FMI mai 2025.

Projection de l'offre de monnaie

Les passifs monétaires au sens large enregistreraient une progression, en rythme annuel, durant toute la période. D'une année à l'autre ces accroissements se chiffreraient à 13,9%, 12,3% et 12,2%, respectivement pour les années 2024, 2025 et 2026. Ces augmentations, correspondant aux progressions du PIB nominal pour les mêmes années, seraient induites par l'évolution des Avoirs Extérieurs Nets qui enregistreraient des accroissements pendant la même période.

PARTIE III

ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE

1 | Administration et cadres dirigeants de la banque

1 | 1 Administration

La structure organique de la Banque Centrale, telle que définie par l'Article 33 de la loi n° 18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, est composée du Conseil de la Banque, du Gouverneur et du Collège des Commissaires aux comptes.

1 | 1 | 1 Conseil de la banque

Le Conseil de la Banque, à fin 2023, était composé de :

Président : Mme MALANGU KABEDI MBUYI, Gouverneur ;

Membres : M. Dieudonné FIKIRI ALIMASI, 1^{er} Vice-Gouverneur ;

M. William PAMBU PAMBU, 2^{ème} Vice-Gouverneur ;

M. Thomas BATETELE BOLEKI LINKA, Administrateur ;

M. Alain KAHASHA NTUMWA, Administrateur ;

M. Louis N'SA ELONGO ISEMOLI, Administrateur ;

Mme Éliane MUNKENI KIEKIE, Administrateur ;
LUSAMBA NTUMBA, Administrateur ;

Mme Chimène POLIPOLI LUNDA, Administrateur ;

M. Jean ELONGO ONGONA, Administrateur ;

Mme Marie NYANGE NDAMBO, Administrateur.

Le Conseil est l'organe qui détermine l'orientation des politiques de la Banque, en supervise l'exécution et contrôle sa gestion. Il prend tout acte intéressant la Banque, notamment la définition et la mise en œuvre des politiques monétaire et de change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

En vue de son bon fonctionnement, le Conseil a institué en son sein deux Comités, le Comité d'Audit et le Comité de Gouvernance, tous deux présidés et composés des Administrateurs.

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil de la Banque a tenu 21 réunions sur des sujets aussi bien divers que variés ayant abouti notamment aux résolutions et décisions suivantes :

- l'approbation des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2021, se soldant par une perte nette de CDF 1,0 milliard, après avoir pris connaissance des opinions respectives de l'Auditeur externe et du Collège des Commissaires aux comptes qui ont certifié les comptes annuels de la Banque ;
- la recommandation au Gouverneur, de saisir la Ministre des Finances pour la prise en charge dudit déficit conformément aux dispositions de la loi organique ;
- la recommandation au Gouverneur de charger l'Audit Interne d'examiner la consistance des réserves et de préconiser le cas échéant les mesures de correction pour éviter qu'elles ne reviennent au prochain exercice ;
- l'approbation de la Charte du Comité d'Audit et de son chronogramme d'activités ;
- l'approbation de la Charte du Comité de Gouvernance et de son chronogramme d'activités ;
- la désignation de l'Auditeur général ;
- l'entérinement de deux conventions conclues avec l'État et portant respectivement sur la régularisation des créances de la Banque sur l'État et sur la création du Comité de Stabilité Financière ;
- la demande d'un audit de la Direction de la Caisse de retraite, par un cabinet externe de renommée internationale ;
- la demande de la réévaluation des besoins de recapitalisation de la Banque en considération de l'application des normes IFRS ;
- l'adoption de l'analyse sur la recapitalisation de la Banque ;
- l'évaluation des contentieux dans lesquels la Banque est impliquée en vue d'en assurer un provisionnement conséquent et d'en évaluer les risques ;
- l'adoption d'une stratégie de paiement appropriée, en s'inspirant notamment des formules utilisées par les prestataires ayant conclu avec l'Etat des contrats de livraison des documents de sécurité, afin de minimiser le risque de retard de paiement dans le cadre du monopole en matière de production des documents de sécurité confié à la Banque Centrale ;

l'approbation du budget de la Banque pour l'exercice 2023, en équilibre, à hauteur de CDF 1.410.574 millions.

1 | 1 | 2 Activités du Comité de Gouvernance

Institué par la décision N° 02 du 14 mars 2022 du Conseil de la Banque, le Comité de Gouvernance est composé de :

- 1° Monsieur Thomas BATETELE BOLEKI LINKA : Président ;
- 2° Monsieur Georges TSHILENGI SHAMBUYI : Membre ;
- 3° Madame Chimène POLIPOLI LUNDA : Membre.

Au cours de l'exercice 2022, le Comité de Gouvernance a tenu dix (10) réunions et réalisé plus de 60% des activités reprises dans son programme.

Au nombre de ses réalisations figurent :

- la rédaction des termes de références et l'élaboration de sa charte ;
- la rédaction du code de conduite professionnelle et d'éthique de l'Administrateur ;
- la proposition d'un système d'autoévaluation du Conseil ;
- l'élaboration d'un programme de perfectionnement des Administrateurs ;
- la réalisation d'une mission de bons offices auprès de certains membres du Conseil de la Banque.

Certaines activités non réalisées en 2022 ont été, avec l'accord du Conseil, reportées à l'exercice 2023.

Au terme de son rapport, le Comité de Gouvernance a notamment formulé quelques recommandations au Conseil, à savoir :

- le remplacement d'un Administrateur, membre du Comité, décédé ;
- l'adoption et l'exécution du programme de perfectionnement des membres du Conseil ;
- la fixation, à titre indicatif, d'un budget de fonctionnement du Conseil ;
- la révision du Règlement intérieur du Conseil ;
- l'adoption du code de conduite et d'éthique des dirigeants ;
- l'adoption de différentes politiques relatives aux missions de la Banque ;

- la signature prompte des Procès-verbaux et autres actes du Conseil ;
- la finalisation du dossier des avantages des Administrateurs ;
- l'application stricte par les membres du Conseil des dispositions légales et réglementaires régissant le Conseil.

1 | 1 | 3 Gouverneur

La Banque Centrale est dirigée par le Gouverneur. Dans l'exercice de ses fonctions, ce dernier prépare et met en œuvre les résolutions du Conseil d'Administration. Il assure également la gestion courante de l'Institut d'émission et la mise en œuvre des politiques de la Banque. Il est, par ailleurs, assisté de deux Vice-Gouverneurs qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Gouverneur et les Vice-Gouverneurs sont assistés d'un cabinet dont la composition est indiquée dans le chapitre suivant :

Dans l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur est assisté d'un Comité de direction en ce qui concerne la mise en œuvre de la politique monétaire, l'octroi des crédits spéciaux, les décisions en matière d'agrément des établissements financiers assujettis au contrôle de la Banque, l'édiction des instructions, l'adoption du budget et les comptes annuels, les nominations et les promotions du personnel et l'organisation du régime complémentaire de retraite du personnel.

1 | 1 | 4 Collège des commissaires aux comptes

Le Collège des Commissaires aux comptes assure le contrôle des opérations financières de la Banque. A cet égard, il vérifie les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque. Il contrôle la régularité et la sincérité des inventaires et certifie le bilan annuel et le tableau de formation des résultats. Le Collège des Commissaires aux comptes. Il est composé de trois personnes inscrites au tableau de l'Ordre des Experts-comptables. A fin décembre 2024, le collège des Commissaires aux comptes est composé de :

- M. Augustin AKA LUNDEMVUKILA ;
- M. Adolf TSHIPEPELE KAZADI ;
- M. Cyprien BONGULUMATA LOKELE.

1 | 2 Cadres dirigeants de la banque

A fin 2024, les Cadres dirigeants de la Banque se présentent comme suit :

1 | 2 | 1 Haute direction

Mme. MALANGU KABEDI MBUYI : Gouverneure
M. Dieudonné FIKIRI ALIMASI : Vice-Gouverneur ;
M. William PAMBU PAMBU : Vice-Gouverneur

1 | 2 | 2 Cabinet du gouverneur

- M. MWANA NKWARA : Directeur de Cabinet
- M. TALEBUYI TAYEYE :
Conseiller en charge du Suivi de la politique monétaire, des Relations avec le Gouvernement et les Institutions financières Multilatérales
- M. SIASI MAMONEKENE : Conseiller en charge du Suivi de la Coopération régionale et des assistances techniques
- M. ONOYA KAHODI : Conseiller en charge du suivi des projets autres qu'informatiques
- M. Beni BUNGU LAB'NSIK : Conseiller en charge du suivi de la maintenance du système d'information et de l'implémentation des projets informatiques
- Mme. Marie-Marthe LEBUGHE NKOBAFILI : Conseillère en charge des Questions de stratégie
- M. Guy MBULA ea LOONDO : Conseiller en charge des Questions Juridiques
- M. Georges WEMBI LOAMBO : Conseiller en charge du suivi des opérations bancaires et des marchés
- M. Séraphin BAHARANYI NACIYIMBA : Conseiller en charge du Suivi de la circulation fiduciaire et des activités des entités provinciales
- M. Benjamin KAKANDA SELEMANI : Conseiller en charge du suivi des statistiques et de la mise en cohérence des secteurs de l'économie
- M. Charles TSHIBANGU KALONJI BUKONDA : Conseiller en charge des Questions Administratives

1 | 2 | 3 Directions et organes du siège

Direction des Analyses Economiques

M. DJAMBA TAMBWE ELUHU Damas : Responsable
M. DIFUMBA LUMUNA Alain : Responsable-Adjoint

Direction de la Recherche et des Statistiques

M. MUSA GALU Victor : Responsable
M. UMBA Gilles : Responsable-Adjoint

Direction de la Trésorerie

Mme PALUKU NDUSSHIRE Rachel : Responsable
M. NGAMPURU BAZIA : Responsable-Adjoint

Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

Mme MULENGEZI CHISHIBANJI : Responsable
Mme. DIMUMBE WENYI : Responsable-Adjoint en charge des opérations bancaires
M. BAPEBABO ILUNGA : Responsable-Adjoint en chargé des marchés

Direction du Suivi des Opérations de Change

Mme NKONDI NSALA Marcelline : Responsable
M. KALALA KANYINDA Gabriel : Responsable-Adjoint

Direction de la Surveillance des Systèmes de Paiement

M. LUBOA NGOVO : Responsable
M. MANDA KAPEMBWA : Responsable-Adjoint

Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers

M. RAMAZANI MWAMBO : Responsable
M. YUKI MAFUAKADI Roger : Responsable-adjoint en charge du contrôle sur pièces
M. LUBANDA KABAMBI : Responsable-adjoint en charge du Contrôle sur place
M. MPUTU NZOU : Responsable-adjoint en charge du contrôle permanent des activités de Microfinances

Direction des Agréments et de la Réglementation

M. KALUBI KAYEMBE : Responsable
M. KUTEKALA MAKAMBU : Responsable-Adjoint

Direction des Ressources Humaines

M. TSHIANGALA NTITA : Responsable
M. LUBENZO KIATELAMA : Responsable-Adjoint

Direction de la Comptabilité et du Budget

Mme MUANJI BAPANGE : Responsable
M. LUBALA MBATI : Responsable-Adjoint

Direction de la Formation

M. KUPAPA MOLA : Responsable de la Direction a.i.
M. MODJAKA DULUA : Responsable-Adjoint de la Direction a.i.

Direction des Services Généraux

Mme SHABANI ANIFA : Responsable
M. MABEKA LULA : Responsable-Adjoint en charge de l'Administration

M. BIRHEGA MUHINDO : Responsable-Adjoint en charge des Approvisionnements

Direction de l'Informatique

M. BOSONGA EKILA : Responsable
M. MPONGO NSIMBA : Responsable-Adjoint en charge du Développement et de la Maintenance
M. LUTUMBA KABAMBA MUEHU : Responsable- Adjoint en charge des Infrastructures
M. MBELU MUTOBA : Responsable-Adjoint en charge des Données.

Direction Juridique

M. GERE KWAGALEME : Responsable
Mme KASONGO MUSEKA : Responsable-Adjoint

Direction de l'Audit Interne

M. LINDJANDJA BACHAMBALE SAIDI : Auditeur Général
M. MAMBUKU NTIMASI : Superviseur du Collège des Auditeurs
M. BIGHOSHI MUSIMWA : Responsable de la Gestion des Risques

Direction de l'Inspection

M. MPUNGA TSHIYOMBO : Inspecteur Général
M. BASOKO BOWEYA : Inspecteur Général Adjoint

Direction de l'Organisation et de la Planification

M. KABAMBA ILUNGA : Responsable
M. KABURABUZA SINTINYA : Responsable-Adjoint

Direction de la Caisse de Retraite

M. KAKESE OKIWA : Responsable
M. KASEREKA VISSO : Responsable-Adjoint

Direction de la Coordination des Entités Provinciales

M. MULAMBA MUSAFIRI : Responsable
M. MAKOLO MBO : Responsable- Adjoint de la Direction a.i.

Sous-Direction de la Sécurité SIEGE et Entités Provinciales

M. GAZAMBA GUYINDAMA GHABELL

Direction de l'Hôtel des Monnaies

Mme NDAYA ILUNGA : Directeur Responsable

Direction de la Production

M. LYONZE MWILA : Responsable

Sous-Direction de la Production des Billets de banque

M. MBUYI ILUNGA : Responsable

Sous-Direction de la Production des Documents de Sécurité

M. CUNGU KILUNGA : Responsable

Direction Technique

M. MWAMBA SHABANTU : Responsable

Direction Commerciale

M. KAPOMA KATUTA : Responsable

Direction Financière

M. BAELONGANDI BILAMBO : Responsable

Sous-Direction de Contrôle et Sécurité de l'Hôtel des Monnaies

M. YANGUILE GAMA : Responsable

Directions provinciales

Direction Provinciale de Lubumbashi

M. MATONDO MBWANGI : Responsable
M. KILONDA MUENGE : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbuji-Mayi

M. KALOMBO NTUMBA : Responsable
M. KABWIKI BANZA Serge : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kananga

M. LENGWE BIN KAUMBA : Responsable
M. LAVU TALA TULA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Matadi

M. KUMBU BADIANGA : Responsable
M. EMUNGU OKENDE : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Bandundu

M. MASWA KITENGA : Responsable
M. MANGANI MAWAKANI : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbandaka

M. MABAKU KINSUMUNA : Responsable
M. ENGEA N'DJOLI : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kisangani

M. SAIDI KIBANDWA : Responsable
M. LUMALIZA AMALI : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Bukavu

M. ILUNGA KAHIMBA : Responsable
M. RUHIMBASA MULUM'ODERHWA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Goma

M. MUSAFIRI KERAKABO : Responsable
M. EMUNGU NDJOVU : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kindu

M. SAKUNGU KAKOLA : Responsable
M. MORISHO AMUNDALA : Responsable-Adjoint

Agences autonomes

Agence de Boende

M. BOTAKA BOKANGA : Chef d'Agence

Agence de Boma

M. MATOTA MBALA : Chef d'Agence

Agence de Bumba

M. TSHIBUYI LUKETE : Chef d'Agence

Agence de Gbadolite

M. KOYAKONZI AHONZIALA : Chef d'Agence

Agence d'Ilebo

M. SALUMU TCHALIMBA : Chef d'Agence

Agence d'Inongo

M. EBENGO IYUMBUTA : Chef d'Agence

Agence de Kalemie

M. KABANGE NGOIE : Chef d'Agence

Agence de Kamina

M. KABALA NSENGA : Chef d'Agence

Agence de Kasumbalesa

M. WABI NZEMBENGA : Chef d'Agence

Agence de Kikwit

M. KABA NGALA MOBY : Chef d'Agence

Agence de Kongolo

M. MUYUMBA KAHOZI : Chef d'Agence

Agence de Zongo

M. MOKE TANKOY NKOY NKO : Chef d'Agence

Agence de Buta

M. KOMBO NGBUKA : Chef d'Agence

Agence de Kolwezi

M. SANDUKU MUTOMBO : Chef d'Agence

2 | Activités de la banque

2 | 1 Gestion de la circulation fiduciaire

2 | 1 | 1 Emission et destruction des signes monétaires

Emissions monétaires brutes

Conformément à la programmation des émissions monétaires de l'exercice 2024, la valeur totale à émettre a été arrêtée à CDF 1.990,0 milliards. Cette valeur est répartie entre le Siège et les Provinces à raison, respectivement, de CDF 597,0 milliards (30,0%) et CDF 1.393,0 milliards (70,0%).

En termes de réalisations, CDF 1.931,6 milliards ont été émis au cours de l'année 2024, dont CDF 215,8 milliards (11,2%) ont servi aux retraits au Siège et CDF 1.715,8 milliards (88,8%) aux paiements en provinces.

Tableau III | 2 | 1 Emissions monétaires programmées en 2024

(en milliards de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Oc- tobre	No- vembre	Dé- cembre	Total
Siège	29,8	42,3	35,8	56,1	45,5	62,8	44,4	55,9	45,7	45,7	53,1	79,9	597,0
Provinces	69,6	98,8	83,6	130,9	106,1	146,5	103,5	130,4	106,6	106,6	123,8	186,5	1 393,0
Total	99,5	141,1	119,4	187,1	151,6	209,3	147,9	186,3	152,2	152,2	176,9	266,5	1 990,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III | 2 | 2 Emissions monétaires réalisées en 2024
(en milliards de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octobre	No- vembre	Dé- cembre	Total
Siège	9,7	1,5	1,8	11,9	15,4	30,0	23,0	19,1	22,4	30,0	26,2	24,6	215,8
Provinces	109,7	110,0	121,0	99,6	157,2	187,1	177,6	133,4	120,8	103,5	201,5	194,2	1 715,8
Total	119,5	111,5	122,8	111,5	172,6	217,2	200,6	152,6	143,2	133,5	227,8	218,8	1 931,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Au cours de l'année 2024, les émissions monétaires ont été réalisées à 97,1% du montant programmé pour ladite période.

Hormis les coupures de 20.000 FC et 10.000 FC qui ont enregistré des taux d'exécution respectivement de 110,8% et 120,7%, les émissions monétaires ont été réalisées en deçà des prévisions pour toutes les autres coupures.

Tableau III | 2 | 3 Emissions monétaires programmées et réalisées en 2024
(en milliards de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Oc- tobre	No- vembre	Dé- cembre	Total
Montant programmé = A	99,5	141,1	119,4	187,1	151,6	209,3	147,9	186,3	152,2	152,2	176,9	266,5	1 990,0
Cumul montant progr. = B	99,5	240,6	360,0	547,1	698,7	908,0	1 055,9	1 242,2	1 394,4	1 546,6	1 723,5	1 990,0	
Montant réalisé = C	119,5	111,5	122,8	111,5	172,6	217,2	200,6	152,6	143,2	133,5	227,8	218,8	1 931,6
Cumul montant réel. = D	119,5	231,0	353,7	465,2	637,8	855,0	1 055,6	1 208,2	1 351,4	1 484,9	1 712,7	1 931,6	
Ecart E = A - C	-20,0	29,6	-3,4	75,6	-20,9	-7,8	-52,8	33,7	9,0	18,7	-50,8	47,6	58,5
Tx d'exécution (en %) F = D / B	120,06%	96,00%	98,26%	85,05%	91,29%	94,16%	99,97%	97,27%	96,92%	96,01%	99,37%	97,06%	

Source : Banque Centrale du Congo.

Cette disparité reflète la difficulté qu'à l'Hôtel des Monnaies à satisfaire aux besoins en signes monétaires lui exprimés par la Direction de la Trésorerie.

Tableau III | 2 | 4 Tableau 4 : Ventilation par coupure des émissions monétaires programmées et réalisées en 2024
(en millions de CDF et de billets)

(en millions de CDF et de billets)	Programmation		Réalizations		Ecart	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Coupure						
20 000 FC	588 498,6	29,4	652 120,8	32,6	63 622,2	3,2
10 000 FC	541 357,3	54,1	653 369,2	65,3	112 011,9	11,2
5 000 FC	315 849,5	63,2	280 230,9	56,0	-35 618,6	-7,1
1 000 FC	367 811,9	367,8	224 393,3	224,4	-143 418,6	-143,4
500 FC	154 132,2	308,3	100 100,1	200,2	-54 032,1	-108,1
200 FC	10 784,5	53,9	10 673,8	53,4	-110,7	-0,6
100 FC	7 323,2	73,2	6 601,8	66,0	-721,4	-7,2
50 FC	4 242,9	84,9	4 034,2	80,7	-208,6	-4,2
Total	1 990 000,0	1 034,8	1 931 524,2	778,7	-58 475,8	-256,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Comparées à 2023, les émissions monétaires se sont accrues de 28,3% par rapport à 2024.

La part destinée aux paiements relevant du Siège est passée de 10,8% à 11,2% d'une année à l'autre tandis que celle ayant couvert les retraits aux guichets des provinces s'est fixée à 88,8% contre 89,1% pour la même période.

Excepté en coupures de 5.000 FC, 1.000 FC et 500 FC, les émissions ont, d'une année à l'autre, augmenté dans toutes les autres coupures.

Tableau III | 2 | 5 Emissions monétaires réalisées en 2023 et 2024

(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2024	Siège	9,7	1,5	1,8	11,9	15,4	30,0	23,0	19,1	22,4	30,0	26,2	24,6	215,8
	Provinces	109,7	110,0	121,0	99,6	157,2	187,1	177,6	133,4	120,8	103,5	201,5	194,2	1 715,8
	Total	119,4	111,5	122,8	111,5	172,6	217,1	200,6	152,5	143,2	133,5	227,7	218,8	1 931,6
2023	Siège	22,8	26,7	13,1	11,4	13,7	28,0	7,5	3,1	5,7	10,1	7,2	14,8	164,0
	Provinces	43,9	70,5	120,2	94,6	112,6	136,3	82,1	107,4	102,0	83,5	128,4	259,6	1 341,0
	Total	66,7	97,2	133,3	106,0	126,3	164,3	89,6	110,5	107,7	93,6	135,6	274,4	1 505,0
Variation	Siège	-13,0	-25,2	-11,3	0,5	1,7	2,0	15,6	16,1	16,7	19,9	19,0	9,7	51,8
	Provinces	65,9	39,6	0,8	5,0	44,6	50,8	95,6	26,0	18,9	20,0	73,1	-65,3	374,8
	Total	52,9	14,4	-10,5	5,5	46,3	52,8	111,2	42,1	35,6	39,9	92,1	-55,6	426,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III | 2 | 6 Ventilation par coupure des émissions monétaires réalisées en 2023 et 2024

(en millions de CDF et millions de billets)

(en millions de CDF et de billets)	2023		2024		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Coupure						
20 000 FC	369 149,4	18,5	652 120,8	32,6	282 971,4	14,1
10 000 FC	326 320,0	32,6	653 369,2	65,3	327 049,2	32,7
5 000 FC	391 761,0	78,4	280 230,9	56,0	-111 530,1	-22,3
1 000 FC	277 930,1	277,9	224 393,3	224,4	-53 536,8	-53,5
500 FC	121 158,3	242,3	100 100,1	200,2	-21 058,2	-42,1
200 FC	10 502,6	52,5	10 673,8	53,4	171,2	0,9
100 FC	5 402,5	54,0	6 601,8	66,0	1 199,4	12,0
50 FC	2 752,6	55,1	4 034,2	80,7	1 281,7	25,6
Total	1 504 976,3	811,3	1 931 524,2	778,7	426 547,9	-32,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Emissions nettes

Durant l'année 2024, un montant de **CDF 871,7 milliards** a fait l'objet d'émissions de croissance partant des émissions brutes de **CDF 1.931,6 milliards** et de flux des billets impropres stérilisés au cours de l'année sous examen après les opérations de comptage, soit **CDF 695,6 milliards** au Siège et CDF 364,2 milliards dans les Entités Provinciales.

Tableau III | 2 | 7 Evolution des émissions monétaires nettes en 2024

(en milliards de CDF)

Rubrique	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul/ an
Emissions brutes	119,5	111,5	122,8	111,5	172,6	217,2	200,6	152,6	143,2	133,5	227,8	218,8	1 931,5
Flux mensuel BIC/ Siège	24,2	22,6	24,6	87,5	84,6	72,4	92,0	138,3	64,9	57,8	25,5	1,1	695,6
Flux mensuel BIC/ Entités Prov.	26,7	28,9	25,7	32,6	31,1	22,8	27,5	25,4	37,6	37,0	30,4	38,6	364,2
Emissions nettes	68,6	60,0	72,5	-8,6	56,9	122,0	81,1	-11,1	40,7	38,8	171,8	179,2	871,7

Source : Banque Centrale du Congo.

2 | 1 | 2 Mouvements des fonds aux guichets de la BCC/Siège

Versements

Au cours de l'année 2024, les guichets du Siège ont enregistré un montant de CDF 1.563,9 milliards en termes des versements contre CDF 1.722,2 milliards une année auparavant, soit une régression de 9,2%.

Il sied de relever que 93,3% du total des versements enregistrés aux guichets du Siège durant l'année 2024 proviennent des banques agréées (soit CDF 1.458,6 milliards).

Tableau III | 2 | 8 Evolution des versements

(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2024	des Banques	133	102,3	125,2	122,5	109,1	77,6	153,9	138,9	139,7	157,4	93,9	105,1	1 458,6
	du Trésor Public	5,8	7,8	6,4	6,4	7,5	6	7	6,4	5,2	5,9	6	6	76,4
	de la BCC	0,5	8,9	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1	0,2	11,8
	des Particuliers	5,6	0	7,8	0,3	0,5	0,5	0,3	0,6	0,2	0,5	0,4	0,4	17,1
Total	144,9	119,0	139,9	129,5	117,4	84,3	161,4	146,0	145,4	164,0	100,4	111,7	1 563,9	
2023	des Banques	178,0	104,0	109,6	112,8	183,0	181,3	204,1	107,9	105,1	122,5	61,3	67,5	1 536,9
	du Trésor Public	4,5	10,9	5,2	6,8	11,5	13,7	6,7	5,9	4,9	6,0	6,0	5,9	88,0
	de la BCC	0,4	0,5	0,9	0,2	0,2	0,3	7,8	8,7	12,5	0,6	13,1	8,1	53,3
	des Particuliers	8,3	3,4	4,6	8,7	1,2	3,7	0,8	0,4	2,9	1,3	7,5	1,2	44,0
Total	191,2	118,8	120,3	128,5	195,9	199,0	219,4	122,9	125,4	130,4	87,9	82,7	1 722,2	
Variation	des Banques	-45,0	-1,7	15,6	9,7	-73,9	-103,7	-50,2	31,0	34,6	34,9	32,6	37,6	-78,3
	du Trésor Public	1,3	-3,1	1,2	-0,4	-4,0	-7,7	0,3	0,5	0,3	-0,1	0,0	0,1	-11,6
	de la BCC	0,1	8,4	-0,4	0,1	0,1	-0,1	-7,6	-8,6	-12,2	-0,4	-13,0	-7,9	-41,5
	des Particuliers	-2,7	-3,4	3,2	-8,4	-0,7	-3,2	-0,5	0,2	-2,7	-0,8	-7,1	-0,8	-26,9
Ecart	-46,3	0,2	19,6	1,0	-78,5	-114,7	-58,0	23,1	20,0	33,6	12,5	29,0	-158,3	

La répartition par coupure de ces versements renseigne qu'en valeur les coupures de 20.000 FC et 10.000 FC ont été les plus versées aux guichets du Siège avec chacune une part de 23,1%.

Tableau III | 2 | 9 Ventilation par coupure des versements

(en millions de CDF et de billets)

Coupure	2023		2024		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	218 558,4	11,0	360 766,1	18,0	142 207,7	7,0
10 000 FC	282 327,5	28,3	361 442,2	36,1	79 114,7	7,8
5 000 FC	268 738,2	53,8	225 840,0	45,2	-42 898,2	-8,6
1 000 FC	537 519,1	537,5	311 044,8	311,0	-226 474,3	-226,5
500 FC	399 635,5	799,3	215 055,8	430,1	-184 579,7	-369,2
200 FC	11 488,3	57,4	32 142,1	160,7	20 653,8	103,3
100 FC	3 372,5	33,7	35 078,6	350,8	31 706,1	317,1
50 FC	556,7	11,1	22 600,0	452,0	22 043,3	440,9
Total	1 722 196,2	1 532,1	1 563 969,5	1 804,0	-158 226,7	271,9

Retraits

Au cours de l'année 2024, les retraits aux guichets du Siège se sont chiffrés à CDF 1.715,8 milliards, en régression de 24,0 % par rapport à CDF 2.257,6 milliards enregistrés au cours de l'année 2023.

Cette tendance baissière s'explique notamment par le souci de se conformer aux mesures de restriction des paiements des titres du Trésor Public aux guichets de la Banque au profit des virements dans les banques commerciales.

En outre, les coupures de 20.000 FC, 10.000 FC et 1.000 FC ont été, en valeur, les plus utilisées aux guichets du Siège avec des parts respectives de 22,0 %, 21,7 % et 21,1 % du montant total retiré.

Tableau III | 2 | 10 Ventilation par coupure des retraits
(en millions de CDF et de billets)

Coupure	2023		2024		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	344 010,1	17,2	377 329,8	18,9	33 319,7	1,7
10 000 FC	381 641,5	38,2	371 702,0	37,2	-9 939,5	-1,0
5 000 FC	307 775,3	61,6	255 419,1	51,1	-52 356,2	-10,5
1 000 FC	729 755,6	729,8	361 931,5	361,9	-367 824,1	-367,9
500 FC	482 838,4	965,7	270 979,0	542,0	-211 859,4	-423,7
200 FC	6 941,4	34,7	19 767,8	98,8	12 826,4	64,1
100 FC	3 051,2	30,5	40 999,5	410,0	37 948,3	379,5
50 FC	1 567,0	30,7	17 666,9	353,3	16 099,9	322,6
Total	2 257 580,5	1 908,4	1 715 795,5	1 873,2	-541 785,0	-35,2

Source : Banque Centrale du Congo.

2 | 1 | 3 Encaisses au Siège

A la clôture de l'année 2024, l'encaisse en monnaie nationale s'est située à CDF 234,4 milliards contre un montant de CDF 165,9 milliards atteint à fin 2023, soit un accroissement de 41,3 %.

Tableau III | 2 | 11 Encaisses à fin 2024
(en milliards de CDF)

Coupure	Encaisse au 31/12/2023					Encaisse au 31/12/2024				
	Billet neuf	Billet propre	Billet im-propre	Billet non compté	Total	Billet neuf	Billet propre	Billet im-propre	Billet non compté	Total
20 000 FC	4,2	13,9	0,3	1,4	19,8	2,9	23,9	0,1	5,7	32,5
10 000 FC	5,6	20,1	0,4	1,6	27,6	4,7	32,0	0,1	3,7	40,4
5 000 FC	4,1	6,9	0,0	1,5	12,5	2,2	21,9	0,0	3,4	27,6
1 000 FC	2,9	13,7	20,0	1,4	37,9	3,9	12,0	47,1	1,1	64,1
500 FC	2,6	29,7	30,5	1,4	64,3	2,6	11,3	37,2	4,3	55,4
200 FC	0,0	0,2	2,2	0,0	2,4	0,1	0,1	7,6	1,0	8,9
100 FC	0,0	0,1	1,0	0,0	1,2	0,1	0,0	3,5	0,4	4,1
50 FC	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	1,2	0,2	1,4
20 FC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10 FC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	19,4	84,6	54,6	7,2	165,9	16,5	101,3	96,9	19,7	234,4
Proportion	11,7 %	51,0 %	32,9 %	4,4 %	100,0 %	7,0 %	43,2 %	41,4 %	8,4 %	100,0 %

Source : Banque Centrale du Congo.

Au 31 décembre 2024, la structure de l'encaisse en CDF montre en valeur une prédominance des billets non comptés avec une part de 43,2 % (CDF 101,3 milliards). Par contre, en volume et à la même date, la part des billets impropres est plus importante, soit 73,0 % (218,6 millions de billets).

Tableau III | 2 | 12 Encaisse de la Direction de la Trésorerie à fin décembre 2024
(millions de billet)

Coupure	Encaisse au 31/12/2023					Encaisse au 31/12/2024				
	Billet neuf	Billet propre	Billet im-propre	Billet non compté	Total	Billet neuf	Billet propre	Billet im-propre	Billet non compté	Total
20 000 FC	0,2	0,7	0,0	0,1	1,0	0,1	1,2	0,0	0,3	1,6
10 000 FC	0,6	2,0	0,0	0,2	2,8	0,5	3,2	0,0	0,4	4,0
5 000 FC	0,8	1,4	0,0	0,3	2,5	0,4	4,4	0,0	0,7	5,5
1 000 FC	2,9	13,7	20,0	1,4	37,9	3,9	12,0	47,1	1,1	64,1
500 FC	5,3	59,4	61,0	2,9	128,5	5,3	22,5	74,5	8,5	110,8
200 FC	0,2	0,9	11,2	0,1	12,4	0,5	0,6	38,2	5,0	44,3
100 FC	0,0	1,0	10,4	0,1	11,5	0,8	0,1	35,4	4,3	40,7
50 FC	0,4	0,7	1,9	0,0	3,1	0,1	0,9	23,4	3,8	28,2
20 FC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10 FC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	10,4	79,7	104,6	4,9	199,7	11,7	45,0	218,6	24,0	299,3
Proportion	5,2 %	39,9 %	52,4 %	2,5 %	100,0 %	3,9 %	15,0 %	73,0 %	8,0 %	100,0 %

Source : Banque Centrale du Congo.

2 | 1 | 4 Opérations bancaires dénouées à la Banque Centrale du Congo

La Banque Centrale du Congo tient en ses livres les comptes courants de quinze banques commerciales agréées et opérationnelles en République Démocratique du Congo, en sa qualité d'Agent de règlement des opérations de compensation, à travers le système d'informations interbancaire « Automated Transfer System », ATS en sigle.

Transactions des banques aux guichets de la Banque Centrale du Congo

En 2024, le volume global des transactions des banques commerciales à la BCC a atteint 42.905,8 millions de CDF contre 56.375,9 millions l'année précédente, soit une baisse de 23,9 %. Cette évolution est expliquée essentiellement par le recul du volume de refinancement des banques commerciales.

Tableau III | 2 | 13 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC
(en millions de CDF)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024	Variation en %
Transaction effectuées via ATS	10 938 119,8	18 961 940,5	14 917 388,6	20 515 739,0	22 748 317,7	10,9
Transaction initiées par les banques	806 166,2	9 135 428,2	14 431 944,4	16 693 255,4	20 486 983,6	22,7
don pour compte du Tesor Public		7 945 972,3	12 752 764,6	15 203 059,3	18 882 853,3	24,2
Transactions initiées par la BCC	10 131 953,6	9 826 512,3	485 444,2	3 822 483,5	2 261 334,0	-40,8
transactions effectuées en espèces	6 382 049,7	5 882 089,5	7 229 274,1	12 885 466,9	13 389 249,4	3,9
Retrait des espèces	3 468 632,8	2 719 124,5	3 257 591,7	6 970 490,8	7 043 938,3	1,1
Versement des espèces	2 913 416,9	3 162 965,1	3 971 682,4	5 914 976,1	6 345 311,0	7,3
Refinancement	2 038 429,6	10 859 146,5	4 921 500,0	22 974 700,0	6 768 207,3	-70,5
Facilités permanentes accordées	0,0	0,0	687 500,0	19 483 700,0	6 029 000,0	-69,1
Prêts à court terme octroyés	2 038 429,6	10 859 146,5	4 234 000,0	3 491 000,0	739 207,3	-78,8
Prêts à moyen terme octroyés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transactions des banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Volume des transactions	19 358 599,1	35 703 176,5	27 068 162,7	56 375 905,9	42 905 774,3	-23,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Transactions des autres clients aux guichets de la Banque Centrale du Congo

Virements bancaires effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo

Les virements bancaires ordonnés par les titulaires des comptes en les livres de la BCC se sont établis à 17.215.351,0 millions de CDF contre 16.006.245,1 millions en 2023. Cette hausse de 7,5% par rapport à l'année précédente est impulsée à hauteur de 90,0% par des virements bancaires ordonnés par l'Etat.

Tableau III | 2 | 14 Volume des virements bancaires effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

Rubriques	2020	2021	2022	2023	2024	Variation en %
Virements bancaires ordonnés par l'état	5 792 871,5	7 424 023,9	11 815 074,2	14 918 785,6	15 500 860,7	3,9
Virements bancaires ordonnés par la BCC	73 026,8	272 006,0	245 841,9	430 999,6	793 316,1	84,1
Virements bancaires ordonnés par autres clients	35 381,7	137 044,8	594 329,0	657 099,2	921 174,2	40,2
Total virements bancaires	5 901 280,0	7 833 074,7	12 655 245,1	16 006 884,5	17 215 351,0	7,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Transferts d'espèces effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo

Au cours de l'année sous examen, les transferts des fonds effectués par les tiers via les guichets de la Banque Centrale du Congo se sont chiffrés à 61.378,4 millions de CDF contre 76.947,4 millions en 2023, enregistrant une baisse de 20,2%. Ces transferts sont constitués à 61,9% des opérations effectuées via la compensation.

Tableau III | 2 | 15 Volume des transferts effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Variation en %
Transferts payés via la compensation	24 850,8	39 736,3	21 527,1	10 567,6	21 078,1	37 973,7	80,2
dont Transferts des Messageries financières	21 292,2	38 816,8	20 354,7	10 146,5	18 492,0	35 315,8	91,0
Transferts payés en espèces	23 626,2	27 463,8	33 784,7	43 707,0	55 868,9	23 404,7	-58,1
Total	48 476,9	67 200,1	55 311,8	54 274,6	76 947,0	61 378,4	-20,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Gestion des réserves de change

La BCC s'assure de la bonne tenue des avoirs en devises de la République, dont l'objectif principal est d'en préserver la valeur afin de répondre notamment aux besoins à court terme de couverture des dettes de l'Etat et de disposer de réserves de change liquides pour faire face à des chocs.

Dans ce cadre, la Banque met en place des dispositifs lui permettant d'atteindre le niveau adéquat des réserves de change.

Cadre fonctionnel et structurel

Au sein de la Banque, la gestion des réserves de change est organisée à trois niveaux :

- Niveau stratégique : Conseil de la Banque ;
- Niveau tactique : Comité de gestion des réserves de change ;
- Niveau opérationnel : Direction des Opérations Bancaires et des Marchés.

Gestion des réserves de change par la Banque Centrale du Congo

La gestion des réserves internationales à la Banque est assurée par l'établissement d'un portefeuille de référence et ce, dans le respect des orientations et recommandations reçues du Comité de gestion des réserves de change.

Volume des avoirs extérieurs de la Banque Centrale du Congo

En 2024, les avoirs extérieurs détenus par la Banque ont totalisé 6.997,9 millions de USD contre 5.583,8 millions une année auparavant, soit un accroissement des réserves de 25,3%. Il s'en est dégagé une accumulation des réserves de 1.414 millions de USD.

Concernant les réserves internationales, elles ont atteint 6.132,0 millions de USD en 2024 contre 5.131,1 millions une année auparavant. Elles ont représenté 91,9 % des avoirs en devises, le reste étant placé auprès des correspondants locaux.

Les rachats des devises issues des recettes publiques ont constitué 65 % des recettes en devises de la Banque contre 81,42 % en 2023. Par ailleurs, les rachats des recettes de l'Etat encaissées en monnaies étrangères, déduits des dépenses de l'Etat payées en devises, se sont chiffrés à 43,0 millions de USD contre 934,5 millions en 2023.

Composition des réserves internationales

En 2024, les réserves internationales du pays sont constituées à 88,0 % en dollar américain, suivi de 11,0 % de Droits de Tirages Spéciaux et 1,0 % en Euro. Cette allocation stratégique répond essentiellement aux besoins de sécurité et de liquidité. Ces devises sont essentiellement placées à la Banque des Règlements Internationaux (BRI).

Tableau III | 2 | 16 Composition des réserves de la BCC

Rubriques	Code ISO	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dollar américain	USD	93 %	95 %	64 %	81 %	82 %	88 %
dont Transferts des Messageries financières	XDR	5 %	3 %	35 %	18 %	17 %	11 %
Transferts payés en espèces	EUR	2 %	2 %	1 %	1 %	1 %	1 %
Total		100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Banque Centrale du Congo.

2 | 1 | 6 Activité du secteur de microfinance en 2024

Le paysage du secteur de microfinance congolais s'est amélioré en 2024. Le nombre de ces institutions est passé de 104 en 2023 à 108 en 2024. L'activité a connu une hausse de 21,2 % en 2024, se chiffrant à 771,93 millions de USD contre 587,24 millions une année auparavant. Cette situation est en majorité tributaire de bonnes performances réalisées par les institutions non-mutualistes, dont le total bilantaire est passé de 425,95 millions de USD à 508,36 millions en 2024.

Toutefois, il s'est observé une légère régression de la rentabilité sur fonds propres (ROE) et du rendement des actifs (ROA) du secteur de microfinance comparativement à 2023, en dépit de la bonne performance réalisée par certaines IMF.

L'encours net de crédit du secteur de microfinance a connu un accroissement de 25,8 % par rapport à 2023, pour

s'établir à 466,4 millions de USD. En outre, le volume de l'épargne mobilisée par ces institutions a atteint 470,4 millions de USD en 2024, soit un accroissement de 19,5 %. Cette hausse est principalement induite par les actions de sensibilisation à l'épargne et l'éducation financière.

En ce qui concerne les fonds propres, les institutions du système financier décentralisé ont enregistré un accroissement de 35,8 %, se fixant à 96,2 millions de USD contre 71,1 millions l'année précédente. Cette situation est la résultante des bonnes performances réalisées au cours de l'année sous revue et de l'augmentation du capital minimum des IMF.

Tableau III | 2 | 17 Évolution de l'actif
(en million USD, sauf indication contraire)

ACTIF	2020	2021	2022	2023	2024	Part	Var (%)
TOTAL GENERAL	325,18	393,01	454,51	587,24	711,93	100,0	21,2
Opérations de trésorerie (S/Total)	135,37	12908	127,81	161,76	189,05	26,6	16,9
Opérations avec la clientèle (S/Total)	153,56	225,49	283,47	370,72	466,40	65,5	25,8
Opérations diverses (S/Total)	15,44	14,74	13,85	22,31	22,70	3,2	1,7
Immobilisations (S/Total)	20,81	23,70	29,38	32,43	33,77	4,7	4,1

Source : BCC.

Tableau III | 2 | 18 Évolution du Passif
(en million USD, sauf indication contraire)

PASSIF	2020	2021	2022	déc-23	déc-24	Part	Var (%)
TOTAL GENERAL	325,18	393,01	454,51	587,24	711,93	100,0	21,2
Opérations de trésorerie (S/Total)	10,45	14,30	11,97	18,99	25,25	3,5	32,9
Opérations avec la clientèle (S/Total)	256,97	303,24	333,76	393,69	470,35	66,1	19,5
Opérations diverses (S/Total)	42,53	53,44	72,80	103,43	120,10	16,9	16,1
Fonds propres (S/Total)	15,23	22,03	35,99	71,11	96,22	13,5	35,3

Source : BCC.

2 | 2 Système national des paiements

Au cours de l'exercice 2024, l'action de surveillance de la Banque Centrale du Congo s'est concentrée sur le suivi rapproché du fonctionnement du système national de paiement. Dans ce cadre, il a été procédé à la vérification de la mise en œuvre des recommandations formulées lors des missions de contrôle, au suivi de l'évolution des projets structurés et du processus d'adoption des nouvelles normes avec une attention particulière portée sur l'inclusion financière et la protection des consommateurs.

2 | 2 | 1 Evolution annuelle des systèmes de paiement

L'activité du Système National de Paiement repose essentiellement sur les infrastructures gérées par la BCC, à savoir, le système de règlement des paiements des gros montants, RTGS en sigle, le système de télé compensation

Automatisé dénommé ACH, le Dépositaire Central des Titres (CSD), le Switch Monétique National ainsi que celles gérées par des acteurs privés à savoir Multipay et Paycode.

Sur le front du traitement des paiements de gros montant et urgents, le système de règlement des paiements de gros montants, RTGS en sigle, qui regroupe seize participants qui sont des banques commerciales et la BCC, a dénoué 144.822 ordres de paiement en 2024 contre 115.728 en 2023, soit une progression de 25,1 %. Cependant, le montant total des ordres de paiement réglés s'est établi à 80 275 milliards de CDF en 2024 contre CDF 111.949,2 milliards en 2023, traduisant une baisse imputable à une orientation plus marquée des ordres des paiements vers le système ACH.

Le nombre des échanges interbancaires dans le système ACH a maintenu sa tendance haussière en 2024 avec 161.309 ordres de paiement compensés pour un montant de 997,1 milliards de CDF contre 140.652 ordres pour 947,9 milliards en 2023.

Tableau III | 2 | 19 Evolution annuelle des échanges interbancaires ATS

Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024
Volume RTGS	108.502	117.511	107.433	115.728	144.822
Valeur RTGS (Cdf en milliards)	29.601,2	59.145,4	59.045	111.949,2	80.275
Montants échangés ACH (Cdf milliards)	644,09	730,25	808,24	947,96	997,18
Nombre des échanges ACH	142.882	147.918	144.543	140.652	161.309

Source : BCC.

Dans le cadre des réformes engagées pour renforcer la modernisation du système national de paiement, la Banque Centrale du Congo a retenu d'initier un processus de migration du compartiment RTGS de l'ATS vers l'adoption de la norme ISO 20022. Cette réforme, encore en cours de mise en œuvre, vise à améliorer l'efficacité, l'interopérabilité et la qualité, des données échangées au sein du système de règlement brut en temps réel et répondre aux attentes de la SADC vis-à-vis des pays membres. Elle couvre également la migration de toutes les banques commerciales à cette norme pour les paiements transfrontaliers en conformité avec les exigences de Swift international.

En outre, la BCC poursuit l'examen du lancement des prélèvements et les effets de commerce, notamment le billet à ordre et la lettre de change comme de nouveaux instruments dans l'environnement des échanges du système ACH.

Pour sa part, la plateforme de traitement et de gestion des titres dématérialisés CSD, gérée par la BCC, traite les Bons BCC et les titres publics (Bons du Trésor et Obligations

du Trésor). Cette plateforme a fonctionné normalement dans le respect du principe de livraison contre paiement. Pour l'exercice 2024, les transferts effectués ont atteint un montant de 40.526 milliards de CDF pour 1.683 ordres de virement brut, en hausse de 148 % en valeurs dénouées et 38 % en volumes réglés par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, dans le cadre du développement des infrastructures de paiement de détail, trois switch monétiques sont en activité sur le marché, dont deux déjà opérationnels (switch monétique national et switch Multipay) et un en cours de déploiement (switch Paycode).

2 | 2 | 2 Evolution des services de paiement mobile

L'industrie des services de paiement mobile s'est caractérisée par une augmentation des comptes mobile money enregistrés de 13 %, passant de 46 millions de comptes à 52 millions à la clôture de l'exercice 2024, dont 17 millions actifs.

En ce qui concerne le réseau d'agents mobiles, il a poursuivi son expansion avec 1.012.056 agents enregistrés à fin décembre 2024 dont 51 % actifs contre 722.801 en 2023 dont 47 % actifs. En dépit de l'augmentation du nombre d'agents mobiles, le secteur reste marqué par des disparités entre provinces. Il s'observe de fortes concentrations des agents au niveau de trois provinces : Kinshasa (266.040), Nord-Kivu (153.744) et Haut Katanga (141.102) tandis que les Provinces de Mongala (1717), Bas-Uele (913) et Tshuapa (659) sont faiblement desservies.

S'agissant des marchands accepteurs¹, le marché a compté 23.289 accepteurs, dont 86 % actifs avec au moins une transaction enregistrée au cours de 30 jours, soit 20.062 marchands. Trois provinces affichent la plus forte concentration des marchands accepteurs, à savoir, Kinshasa (12.947), Sud Kivu (2785) et Nord Kivu (2515). Par contre, le plus faible nombre des marchands accepteurs est observé dans les Provinces de Nord-Ubangi (54), Tshuapa (40) et Bas-Uele (9).

2 | 2 | 3 Surveillance des systèmes, moyens et services de paiement

La BCC a poursuivi les actions de surveillance traduites par l'analyse et l'évaluation des risques découlant des activités des infrastructures de marchés financiers et leurs opérateurs,

¹ Marchand accepteur : un commerçant ou une entreprise qui est autorisée à accepter des paiements électroniques.

des prestataires de services de paiement et des prestataires de services connexes dont les agrégateurs agissant en qualité de Fintech.

Du point de vue du contrôle, la BCC a procédé à la vérification de l'état de mise en œuvre des recommandations formulées spécialement aux agrégateurs à l'issue des évaluations sur place et en a déterminé le taux d'exécution.

Par ailleurs, la BCC a pris la décision en juin 2024, d'imposer la configuration de tous les terminaux de paiement exclusivement en monnaie nationale, en vue d'encourager l'usage du franc dans les transactions de proximité. Au terme de huit mois, cette mesure a permis la configuration de **3.492** TPE en monnaie nationale, entraînant ainsi une hausse des paiements via ces canaux d'acceptation à plus de 51,6 milliards de CDF à fin décembre 2024.

Au niveau réglementaire, la BCC a défini les règles d'interopérabilité des systèmes de paiement monétique à travers la publication de l'Instruction n°58. Cette avancée du cadre réglementaire a favorisé l'élargissement du nombre de participants au switch monétique national.

2 | 2 | 4 Participation aux systèmes de paiements régionaux

En 2024, la participation de la RDC aux systèmes de paiement régionaux a été marquée par un faible niveau des transactions consécutif à la préférence des institutions financières pour les canaux de paiement transfrontaliers alternatifs (messageries financières et correspondances bancaires).

Afin de favoriser l'utilisation des systèmes de paiement sous régionaux, la BCC envisage, dans le cadre de la Stratégie Nationale de Paiement en cours d'élaboration, la mise en place des mesures de vulgarisation et de traitement des transactions via ces systèmes.

S'agissant des principaux développements enregistrés au sein des systèmes de paiement sous régionaux, la BCC a pris part aux travaux des délibérations techniques et opérationnels ci-après :

- la conduite des études de faisabilité en cours pour l'acquisition de la nouvelle version EAPS2;
- la validation du plan directeur des systèmes de paiement de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est;
- l'analyse du fonctionnement du système PAPSS de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)

et l'identification des points d'attention dans la perspective d'une participation de la BCC.

2 | 2 | 5 Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue

Avec l'appui de la Banque mondiale via le Projet Transforme, la Banque Centrale a finalisé l'acquisition d'une plateforme financière commune clé en main ayant un ERP² et d'un CBS³ couplé à un module d'autorisation et d'acquisition des cartes biométriques devant être intégrés au switch monétique national et l'acquisition de 10.000 TPE.

2 | 2 | 6 Projets en développement au sein de l'écosystème de paiement à l'initiative de la BCC

Dans le cadre de la création de la structure en charge de la gestion du Switch Monétique national, la BCC a travaillé avec toutes les institutions financières de la place pour mettre en place une gouvernance inclusive et tournée vers le choix d'une autonomisation des activités du switch monétique national. La BCC a requis l'assistance technique de la Société Financière International (SFI) pour la finalisation des documents administratifs de gouvernance, dans la perspective de leur signature par tous les acteurs à l'horizon 2025.

Par ailleurs, la BCC a bénéficié d'un financement de la BAD pour l'acquisition du logiciel de la Centrale des Incidents de Paiement, en vue de l'application des exigences de l'Instruction n°52 et la réduction du risque d'impayé pour les utilisateurs des instruments de paiement.

2 | 3 Audit interne

2 | 3 | 1 Activités de l'Audit interne

L'Audit Interne, à l'issue de l'approbation de la tranche 2024 par le Comité d'audit et sa validation par le Gouverneur, a diligenté 8 missions au Siège et 22 auprès des entités provinciales. Ces missions ont été exécutées conformément à la section 3 du chapitre 5 de la Loi organique n°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, ainsi que l'Ordre de service n°196/23 du 08 septembre 2023 portant Charte d'audit interne.

² ERP : système de Gestion d'Entreprise

³ CBS : Système Bancaire Central

Au niveau du Siège, les missions d'audit se sont poursuivies au-delà de l'exercice du fait de l'implémentation de nouveaux outils et méthodes d'exécution avec le concours de l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne Certification (IFACI Certification).

Concernant les missions en provinces, elles ont mis en lumière la persistance de certaines vulnérabilités pour lesquelles des plans d'action de résolution ont été soumis à la Haute Direction pour une prise en charge urgente.

En parallèle, à la demande de la hiérarchie, des missions spéciales ont été exécutées en vue de renforcer davantage les performances opérationnelles de la Banque et lutter contre les actes répréhensibles.

2|3|2 Interfaçage des missions de contrôle externe et de révision comptable

L'Audit Interne a accompagné plusieurs missions d'évaluation externe au cours de l'exercice 2024. Il s'agit entre autres :

- du pilotage de la Task-Force en charge de l'évaluation des critères quantitatifs du programme FEC conclu avec le FMI;
- de la revue des comptes annuels de la Banque de l'exercice clos au 31/12/2023 qui ont été certifiés, sans réserve, par l'Auditeur externe;
- de l'assistance des entités organisationnelles de la Banque concernées dans la mise en œuvre des actions de correction formulées par le FMI, l'Auditeur externe et les Commissaires aux comptes.

En outre, les membres du Collège des Auditeurs ont travaillé avec les équipes de l'Auditeur externe ainsi que les Commissaires aux comptes dans le cadre de la clôture comptable dans différents points d'exploitation de la Banque.

2|3|4 Professionnalisation et amélioration continue de l'Audit Interne

En phase avec le point 6.5 de la Charte d'audit interne et la norme 8.3 des Normes Internationales d'Audit Interne, un diagnostic des processus de la fonction « Audit Interne » a été conduit par l'IFACI Certification à l'issue duquel a

été établi un état des lieux assorti des recommandations d'amélioration.

La phase de remédiation, initiée en fin d'exercice avec l'accompagnement de l'expert d'IFACI Certification, devrait contribuer à terme, à garantir la capacité opérationnelle et fonctionnelle en vue d'atteindre les objectifs définis par la gouvernance.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de formation 2022-2026 approuvé par le Comité d'Audit et le Gouverneur, une première équipe de 10 Auditeurs a commencé le parcours pour l'obtention de la Certification CIA (Certified Internal Auditor), reconnu mondialement. En ce qui concerne le Statut particulier et le Code de déontologie des Auditeurs internes, ils ont été soumis au Comité d'Audit pour validation.

2|3|5 Activités de la Conformité

Dans le cadre de l'élaboration de la cartographie des risques liés à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT), des missions ont été diligentées auprès de plusieurs entités provinciales aux fins de l'évaluation des risques suivant l'axe client.

Ces missions avaient comme objectifs d'évaluer les risques encourus par les clients dont les comptes sont ouverts auprès desdites entités et de procéder, le cas échéant, à l'actualisation des dossiers de comptes courants de manière à produire une cartographie des risques suivant trois axes (client, produits et services, géographiques).

Les évaluations susmentionnées ont ressorti un niveau des risques jugé « moyen » de la majorité des clients titulaires des comptes courants auprès de ces entités notamment du fait de l'absence et/ou de la non-actualisation des éléments d'identification dans les dossiers de comptes courants.

Durant cet exercice, la BCC a reçu la Mission d'appui technique de la Banque Mondiale en matière de LBC/FT dans le cadre du projet TRANSFORME, aux fins d'optimiser ses capacités dans la mise en œuvre du plan d'actions RDC-GAFI et d'accélérer la sortie de la RDC de la liste des pays sous surveillance renforcée du GAFI⁴.

⁴ Le Groupe d'Action Financière (GAFI) a mis en place l'International Cooperation Review Group (ICRG), afin d'identifier et d'examiner les pays qui ne disposent pas de systèmes suffisants de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme.

En ce qui concerne le suivi du plan d'actions RDC-GAFI à charge de la BCC, il a été mis en place une Task-Force dédiée à la préparation des livrables prévus dans le plan d'urgence dans le plus bref délai.

Par ailleurs, il importe de souligner que, sur recommandation du FMI relative à la mise en place d'une fonction Conformité au sein de la Banque avec comme piliers la LBC/FT, la déontologie et la lutte contre la fraude interne et externe, un projet de Politique et de Charte de conformité a été élaboré à cet effet.

Ainsi, la Banque Centrale a participé activement aux travaux ci-après :

- la réunion d'évaluation mutuelle et autres plénières organisées par la Commission Technique du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) ;
- les réunions de face-à-face entre la RDC et le Groupe Conjoint Afrique du Groupe d'Action Financière (GAFI) ;
- l'atelier sur la mise en œuvre des résolutions 1267 et 1373 du Conseil de Sécurité des Nations Unies en RDC, organisé par la Cellule Nationale des Renseignements Financiers (CENAREF) en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) ;
- la réunion du Groupe de Travail relative à la révision du Règlement CEMAC n°01/CEMAC/UMAC/CM sur la prévention et la répression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et de la prolifération.

2 | 4 Autres activités de la banque

2 | 4 | 1 Gestion courante

Personnel de la Banque, formation des Agents et encadrement des stagiaires.

Effectif de la Banque

La Banque a clôturé l'année 2024 avec un effectif de 1.716 agents, dont 434 femmes et 1.282 hommes. Comparativement à l'exercice précédent, il s'est observé une hausse de 32 unités, résultant de la différence entre les engagements et les départs.

Tableau III | 2 | 20 Evolution de l'effectif de la Banque
(en unité, sauf indication contraire)

Localisation	Déc. 2023		Déc. 2024		Variation en	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Siège	1.219	72,4 %	1.242	72,4 %	23	71,9 %
Entités Provinciales	465	27,6 %	474	27,6 %	9	28,1 %
Total	1.684	100 %	1.716	100 %	32	100 %

Source : Banque Centrale du Congo

Considérant l'effectif de 2024 chiffré à 1.716 agents, le personnel de la Banque s'est accru de 26 femmes et 6 hommes par rapport à l'année passée.

Tableau III | 2 | 21 Evolution du personnel par genre
(en unité, sauf indication contraire)

Localisation	Déc. 2023		Déc. 2024		Variation en	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Féminin	408	24,2 %	434	25,3 %	26	81,3 %
Masculin	1.276	75,8 %	1.282	74,7 %	6	18,7 %
Total	1.684	100 %	1.716	100 %	32	100 %

Source : Banque Centrale du Congo

Répartition du personnel par Entités organisationnelles

En 2024, la répartition des effectifs au sein de la Banque par structures organisationnelles se présente comme indiqué dans les tableau ci-dessous.

Tableau III | 2 | 22 Répartition du personnel du Siège
(en unité, sauf indication contraire)

STRUCTURES DU SIEGE		EFFECTIF PAR SEXE				
Indice	Noms	F	M	Total	% Siège	% BCC
Cab.	Cabinet de la Haute Direction	7	48	55	4,43 %	4,43 %
D.000.1	S/Dir. Sécurité du Siège et des Entités Provinciales	7	37	44	3,54 %	3,54 %
D.000.2	Cellule Technique de Passation des Marchés	5	6	11	0,89 %	0,89 %
D.020	Audit Interne	3	11	14	1,13 %	1,13 %
D.022	Audit Interne/Gestion des Risques	10	35	45	3,62 %	3,62 %
D.030	Dir. Inspection	14	40	54	4,35 %	4,35 %
D.040	Dir. Organisation et Planification	7	13	20	1,61 %	1,61 %
D.050	Structure de Suivi des Projets et Réformes	1	6	7	0,56 %	0,56 %
D.060	Dir. Analyses Economiques	7	21	28	2,25 %	2,25 %
D.070	Dir. Recherche et Statistiques	9	23	32	2,58 %	2,58 %
D.080	Dir. Opérations Bancaires et des Marchés	30	36	66	5,31 %	5,31 %
D.090	Di. Trésorerie	36	66	102	8,21 %	8,21 %
D.100	Dir. Suivi des Opérations de Change	24	21	45	3,62 %	3,62 %
D.110	Dir. Surveillance des Intermédiaires Financiers	20	47	67	5,39 %	5,39 %
D.120	Dir. Agréments et de la Réglementation	5	19	24	1,93 %	1,93 %
D.130	Dir. Surveillance des Systèmes de Paiement	7	14	21	1,69 %	1,69 %
D.140	Dir. Ressources Humaines	43	59	102	8,21 %	8,21 %
D.150	Dir. Juridique	14	19	33	2,66 %	2,66 %
D.160	Dir. Hôtel des Monnaies	10	48	58	4,67 %	4,67 %
D.161	Dir. Production	7	67	74	5,96 %	5,96 %
D.162	Dir. Commerciale	2	12	14	1,13 %	1,13 %
D.163	Dir. Technique		22	22	1,77 %	1,77 %
D.164	Dir. Financière	1	8	9	0,72 %	0,72 %

STRUCTURES DU SIEGE		EFFECTIF PAR SEXE				
Indice	Noms	F	M	Total	% Siège	% BCC
D.170	Dir. Services Généraux	25	71	96	7,73 %	7,73 %
D.180	Dir. Comptabilité et du Budget	20	28	48	3,86 %	3,86 %
D.190	Dir. Informatique	7	87	94	7,57 %	7,57 %
D.200	Dir. Formation	7	7	14	1,13 %	1,13 %
D.210	Dir. Caisse de Retraite	10	7	17	1,37 %	1,37 %
D.220	Dir. Coord. Du Réseau des Entités Provinciales	6	11	17	1,37 %	1,37 %
D.230	Dir. Stabilité Financière	2	7	9	0,72 %	0,72 %
Total Siège		346	896	1 242	100 %	72,38 %

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau III | 2 | 23 Répartition du personnel par entité provinciale (EP)
(en unité, sauf indication contraire)

STRUCTURES DU SIEGE		EFFECTIF PAR SEXE				
Indice	Noms	F	M	Total	% EP	% BCC
DP.010	DP BUKAVU	7	25	32	6,75 %	1,86 %
DP.020	DP MBANDAKA	5	24	29	6,12 %	1,69 %
DP.020.1	AA ZONGO	0	10	10	2,11 %	0,58 %
DP.020.2	AA BUMBA	1	8	9	1,90 %	0,52 %
DP.020.3	AA BOENDE	4	7	11	2,32 %	0,64 %
DP.020.4	AA GBADO	0	9	9	1,90 %	0,52 %
DP.030	DP KANANGA	7	26	33	6,96 %	1,92 %
DP.030.1	AA ILEBO	0	8	8	1,69 %	0,47 %
DP.040	DP KISANGANI	8	27	35	7,38 %	2,04 %
DP.040.1	AA BUTA	0	6	6	1,27 %	0,35 %
DP.050	DP LUBUMBASHI	27	50	77	16,24 %	4,49 %
DP.050.1	AA KASUMBALISA	2	7	9	1,90 %	0,52 %
DP.050.2	AA KOLWEZI	1	7	8	1,69 %	0,47 %
DP.050.3	AA KALEMIE	2	7	9	1,90 %	0,52 %
DP.050.4	AA KAMINA	1	7	8	1,69 %	0,47 %
DP.050.5	AA KONGOLO	0	8	8	1,69 %	0,47 %
DP.060	DP MATADI	7	25	32	6,75 %	1,86 %
DP.060.1	AA BOMA	6	18	24	5,06 %	1,40 %
DP.070	DP BANDUNDU	0	16	16	3,38 %	0,93 %
DP.070.1	AA INONGO	0	7	7	1,48 %	0,41 %
DP.070.2	AA KIKWIT	2	12	14	2,95 %	0,82 %
DP.080	DP MBUJI MAYI	2	26	28	5,91 %	1,63 %
DP.090	DP GOMA	6	24	30	6,33 %	1,75 %
DP.100	DP KINDU	0	22	22	4,64 %	1,28 %
TOTAL PROVINCES		88	386	474	100 %	27,62 %

Source : Banque Centrale du Congo

Répartition du personnel par grade

Les effectifs suivant les grades, au cours de l'année 2024, se sont présentés comme suit :

- 57,1 % des agents sont porteurs des grades de la 3^{ème} catégorie ;
- 30,6 % des agents sont porteurs des grades de la 2^{ème} catégorie ;
- 7,1 % des agents sont porteurs des grades de la 4^{ème} catégorie ;

- 4,3 % des agents, exclusivement Cadres de Direction et Assimilés, sont porteurs des grades de la 1^{ère} catégorie ;
- 0,9 % des agents sont porteurs des grades de la 5^{ème} catégorie.

Tableau III | 2 | 24 Répartition du personnel actif par grade (en unité, sauf indication contraire)

CATEGORIE DE GRADE	CADRES DE DIRECTION			DE NON CADRE DE DIRECTION			TOTAL GENERAL	%
	F	M	Total	F	M	Total		
Catégorie 1 (111 à 133)	11	63	74				74	4,3 %
Catégorie 2 (211 à 243)	3	60	63	145	318	463	526	30,6 %
Catégorie 3 (311 à 343)	-			261	718	979	979	57,1 %
Catégorie 4 (411 à 433)				14	107	121	121	7,1 %
Catégorie 5 (511 à 523)					16	16	16	0,9 %
TOTAL GENERAL	14	123	137	420	1 159	1 579	1 716	100 %

Source : Banque Centrale du Congo

Comme l'indique le tableau ci-après, le mouvement du personnel en 2024 a été caractérisé 123 engagements contre 91 sorties. Ces dernières ont été dominées par les départs en retraite normale qui ont représenté 72,3 %.

Tableau III | 2 | 25 Mouvement du personnel (en unité, sauf indication contraire)

MOUVEMENT	EFFECTIF PAR MOIS												TOTAL GENERAL
	Janv	Fev	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept	Oct	Nov	Dec	
Retraite normale (idéale)	6	5	5	6	6	5	5	6	4	4	11	3	66
Retraite anticipée		1	1				1	1	2		1		7
Décès			2	1	2			1					8
Détachement	1				1	2				1			5
Licenciement		2					1				1		4
Suspension de contrat							1						1
Total sortie	7	10	6	8	7	8	10	8	6	5	13	3	91
Engagement	11	2	20		4	2	23	13		25		23	123
Ecart	4	-8	14	-8	-3	-6	13	5	-6	20	-13	20	32

Source : Banque Centrale du Congo

Répartition du personnel par niveau d'études

Le tableau ci-dessous nous renseigne que 1.120 agents, soit 65,3 % du personnel actif, ont au moins un diplôme de niveau supérieur et/ou universitaire.

Tableau III | 2 | 26 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études
(en unité, sauf indication contraire)

	NIVEAU D'ETUDES	EFFECTIF PAR SEXE			
		F	M	Total	%
Universitaires	Licence & plus (Bac +5 et Plus)	199	595	794	46,3 %
	Graduat (Bac +3)	100	226	326	19,0 %
Total Universitaires		299	821	1 120	65,3 %
NON Universitaires	Diplôme d'Etat	101	325	426	24,8 %
	Autres	34	136	170	9,9 %
Total non universitaires		135	461	596	34,7 %
Total général		434	1 282	1 716	100,0 %

Source : Banque Centrale du Congo

Répartition du personnel par catégorie professionnelle

Au regard du caractère « élitiste » de l'Institut d'Emission, la répartition de son effectif global suivant les catégories professionnelles d'appartenance répond aux standards. En effet, la catégorie des professionnels composée de 531 unités, représente 67,3% du total alors que la base de la pyramide est constituée des agents qui exercent les emplois des « Techniciens », soit 42,6 %.

Tableau III | 2 | 27 Répartition du personnel actif par catégorie professionnelle
(en unité, sauf indication contraire)

CATEGORIE	CATEGORIE PROFESSIONNELLE	EFFECTIF PAR SEXE			
		F	M	Total	%
MANAGERS	Managers CADIRS & ASSIMILES	10	75	85	4,95 %
	Managers Resp. de Service	50	177	227	13,23 %
	S/Total Managers	60	252	312	18,18 %
PROFESSIONNELS	Professionnels CADIRS & ASSIM.	4	48	52	3,03 %
	Professionnels Principaux	0	1	1	0,06 %
	Professionnels Autres	134	344	478	27,86 %
S/Total Professionnels		138	393	531	67,31 %
TECHNICIENS	Techniciens ASSIMILES CADIRS	0	0	0	0,00 %
	Techniciens Autres	223	508	731	42,60 %
	S/Total Techniciens	223	508	731	42,60 %
SOUTIENS ADMINISTRATIFS OU TECHNIQUES		13	110	123	7,17 %
METIERS NON SPECIALISES (MNS)		0	19	19	1,11 %
TOTAL GENERAL		434	1 282	1 716	

Source : Banque Centrale du Congo

Répartition du personnel selon l'âge et l'ancienneté

La composition des effectifs de la Banque Centrale du Congo selon l'âge renseigne qu'environ 20 % des agents de la Banque, soit 343 personnes, sont âgés de plus de 60 ans. S'agissant de l'ancienneté, un cinquième de l'effectif global, soit 365 personnes (21,27 %) est composé des agents ayant déjà accompli plus 10 ans de carrière.

Tableau III | 2 | 28 Répartition du personnel actif selon l'âge et l'ancienneté
(en unité, sauf indication contraire)

TRANCHE D'AGE	TRANCHE D'ANCIENNETE A LA BANQUE								Total	%	
	0 à 5	6 à 10	11 à 15	16 à 20	21 à 25	26 à 30	31 à 35	36 à 40			41 et plus
20 à 24	5									5	0,29 %
25 à 29	45	1								46	2,68 %
30 à 34	66	38	1							105	6,12 %
35 à 39	61	114	79	4						258	15,03 %
40 à 44	24	83	159	40	1					307	17,89 %
45 à 49	23	59	88	73	11	3				257	14,98 %
50 à 54	6	23	23	63	29	9	11			164	9,56 %
55 à 59	2	9	11	48	48	19	91	3		231	13,46 %
60 à 64		5	4	31	24	25	188	61	5	343	19,99 %
Total	232	332	365	259	113	56	290	64	5	1716	100 %
%	13,52 %	19,35 %	21,27 %	15,09 %	6,59 %	3,26 %	16,90 %	3,73 %	0,29 %	100 %	

Source : Banque Centrale du Congo

Formation des Agents et encadrement des stagiaires

Au cours de l'année 2024, il a été organisé au total 48 actions de formation, dont 36 localement et 12 à l'étranger. Elles ont connu une participation totale de 1.000 agents, cadres et cadres de direction, dont 962 pour les actions locales et 38 pour les actions à l'étranger.

Formations organisées localement

En 2024, le programme de formation interne de la BCC, lequel a concerné 962 Agents et cadres, a été dominé par les sessions qui ont porté sur les matières suivantes: E-tracking (90 participants), Sécurité Incendie (55 participants), Mise à niveau des animateurs de la filière de gestion des risques (50 participants), Formation de mise à niveau en NAVISION (45 participants).

Pour ce qui est des sessions, liées à la politique monétaire et aux Opérations bancaires, il convient d'épingler notamment celles qui suivent: Développement du système de prévision et d'analyse des politiques FPAS (24 participants), Formation BSA (40 participants), Régulation et supervision bancaire (23 participants), Fourniture des liquidités d'urgence (30 participants).

Tableau III | 2 | 29 Personnel formé au pays.

N°	INTITULÉ	PÉRIODE	LIEU	INSTITUTION	NOMBRE
1	Formation des Superviseurs	19 au 29 février	KINSHASA	FMI	38
2	Gestion qualité	04 au 08 mars	KINSHASA	BCC	15
3	Formation sur l'ajustage, métrologie, soudage, fabrication mécanique et machines-outils	05 mars au 05 août	KINSHASA	INPP	1
4	Connaissance de la banque	06 au 21 mars	KINSHASA	BCC	29
5	Développement du système de prévision et d'analyse des politiques FPAS (visioconférence)	11 au 15 mars	KINSHASA	FMI	24
6	Formation sur le genre en milieu financier	18 au 22	KINSHASA	FMI	32
7	Développement du pilier 2 de Bâle II	16 au 26 avril	KINSHASA	AFRITAC/FMI	27
8	Lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme (LBC/FT)	13 au 24 mai	KINSHASA	SETYM INTERNATIONAL	25
9	Atelier de vulgarisation des nouveaux états périodiques LBC/FT	29 au 30 mai	KINSHASA		40
10	Formation sur les statistiques du secteur extérieur	17 au 21 juin	KINSHASA	FMI	10
11	Révision de l'instruction 14 relative aux normes prudentielles de gestion	19 au 28 juin	KINSHASA	FMI	16
12	Révision de l'instruction 14 relative aux normes prudentielles de gestion	19 au 28 juin	KINSHASA	FMI	17
13	Formation BSA (BCC et banques commerciales)	24 juin au 5 juillet	KINSHASA	BCC	40
14	Formation sur les nouvelles machines GLORY de traitement de billets US\$ 51 et US\$ 300	29 au 08 juillet	KINSHASA	Fournisseur HC	15
15	Analyse Bayésienne avec le logiciel MATLAB	25 juillet au 14 août	KINSHASA	UNIVERSITE DE KINSHASA	25
16	Audit Oracle Vault	12 au 20 août	KINSHASA	QUANTUM VERTEX	10
17	Normes et procédures de la DT	22 au 28 août et 29 août au 04 septembre	KINSHASA	BCC	20
18	Connaissance de la banque (2ème Session)	09 au 24 septembre	KINSHASA	BCC	15
19	Logiciel E-tracking	09 septembre au 09 octobre	KINSHASA	BCC	90
20	Manipulation des camions fourgon MAN et IVECO	09 au 30 septembre	KINSHASA	BCC/CNPR	24
21	Sécurité Incendie	16 septembre au 20 octobre	MATADI, LUBUMBASHI, BOMA et KAMINA	IPEA Center	55
22	Actes, actions et procédures administratives au regard de l'évolution du Conseil d'Etat	23 septembre au 02 octobre	KINSHASA	UNIKIN	25
23	Mise à niveau des animateurs de la filière de gestion des risques	23 septembre au 04 octobre	KINSHASA		50
24	Maitriser la démarche qualité	26 septembre au 02 Octobre	KINSHASA	MAISON GSYS	25
25	Recyclage sur la conduite des véhicules Fourgon Man	30 septembre au 04 octobre	KINSHASA	CNPR	20
26	Passation des marchés	30 septembre au 04 octobre	KINSHASA	Cabinet KMG	25
27	Formation de mise à niveau en NAVISION	14 au 18 octobre 1er session, du 21 au 25 octobre 2ème session	KINSHASA	BCC	45
28	Connaissance de la banque (3ème Session)	21 octobre au 06 novembre	KINSHASA	BCC	26

N°	INTITULÉ	PÉRIODE	LIEU	INSTITUTION	NOMBRE
29	Surveillance des bâtiments et procédure radio	11 au 15 novembre 1ère groupe et 8 au 12 novembre 2ème groupe	KINSHASA	Maison G4S	20
30	Comptabilisation des recettes des Régies Financières dans les agences Mandataires	11 au 22 novembre 1ère groupe et du 02 au 13 décembre	KINSHASA	BCC	39
31	Régulation et supervision bancaire	25 novembre au 06 octobre	KINSHASA	AFRITAC/FMI	23
32	Fourniture des liquidité d'urgence	02 au 06 décembre	KINSHASA	FMI	30
33	Lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme	02 au 20 décembre	KINSHASA	SETYM INTERNATIONAL	26
34	Sanction compliance specialist	9 au 13 décembre 2025	KINSHASA	GLOBAL COMPLIANCE INSTITUTE	5
35	Fintech et transformation digitale	11 au 17 décembre 2025	KINSHASA	GIM ACADEMY	15
36	Comptabilisation des suspens dans Navision	17 au 23 décembre 2024	KINSHASA	BCC	20
Total					962

Formation à l'Étranger

Sur les 12 actions de formation à l'étranger, auxquelles ont pris part 38 Agents de la Banque Centrale du Congo, l'ILE MAURICE en a abrité 4 suivi de la France et l'ALLEMAGNE pour deux actions chacune.

Tableau III | 2 | 30 Actions de formation à l'étranger

N°	INTITULE	PERIODE	LIEU	INSTITUTION	NOMBRE
1	Séminaire sur les Techniques de prévision immédiate et l'élaboration des Indicateurs à Haute Fréquence (HFI)	8 au 19 avril	ILE MAURICE	FMI	2
2	Indice de production industrielle	du 16 au 21 avril	BAMAKO	FMI	DRS
3	Cours sur les Monnaies Numériques des Banques Centrales (MNBC)	27 au 31 mai	ILE MAURICE	FMI	2
4	Formation sur la Programmation et les Politiques Financières (PPF)	03 au 14 juin	ILE MAURICE	FMI	2
5	Formation sur l'utilisation des machines BPS M7/Notapack10	du 24 au 27 juin	DUBAI		6
6	Formation sur la certification COSO ERM à IFACI	26 au 28 juin	PARIS	IFACI	3
7	Formation sur la certification BCM ISO 22301 Lead Implementer	17 au 21 juin	PARIS	GLOBAL KNOWLEDGE	2
8	Implémentation et Développement des Modules dans IBM Cloud Pack for Business Automation	août. (Date ?)	ILE MAURICE	SUNHRALEX	5
9	Optimisation de la Bande passante RIVERBED		CASSABLANCA	ATS	4
10	Maintenance des systèmes BPS M7 et Notapack 10	novembre (Date ?)	Allemagne	GIESECKE	6
11	Maintenance du système de briqueage cube x150	11 au 15 novembre	Allemagne	GIESECKE	3
12	Implémentation de la solution CyberARK			CYBERACK	3
Total					38

Source : BCC.

Programme de Stage académique

La Banque Centrale du Congo a accueilli au total 929 stagiaires au cours de l'année 2024. La répartition par entité organisationnelle, repris dans le tableau ci-dessous, a renseigné une affectation plus importante dans les Directions suivantes : l'Informatique (197), les Analyses Économiques (167) et les Opérations Bancaires (90).

Tableau III | 2 | 31 Les entités organisationnelles d'affectation

Noms des Directions	Nombre des stagiaires reçus
DIRECTION DES ANALYSES ECONOMIQUES	167
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	75
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE	197
DIRECTION DES OPERATIONS BANCAIRES ET DES MARCHES	90
DIRECTION DE RECHERCHE ET DES STATISTIQUES	46
DIRECTION JURIDIQUE	55
DIRECTION DE LA CAISSE DE RETRAITE	60
DIRECTION DE LA FORMATION	19
DIRECTION DES SUIVIS DES OPERATIONS DE CHANGE	80
DIRECTION DE LA COORDINATION DES ENTITES PROVINCIALES	43
DIRECTION DE L'ORGANISATION ET PLANIFICATION	10
DIRECTION DE LA SURVEILLANCE DES SYSTEMES DE PAIEMENT	60
DIRECTION DES SERVICES GENERAUX	27
TOTAL	929

Source : BCC.

L'Université de Kinshasa, l'Université Catholique du Congo et l'Université Protestante figurent en tête de liste des institutions académiques de provenance des stagiaires, tel que répertoriée dans le tableau ci-dessous.

Tableau III | 2 | 32 Provenance des stagiaires reçus

N°	UNIVERSITES	NOMBRE D'ETUDIANTS
1	UNIVERSITE PROTESTANTE AU CONGO	111
2	UNIVERSITE PEDAGOGIQUE NATIONALE	40
3	UNIVERSITE CATHOLIQUE DU CONGO	123
4	HAUTE ECOLE DE COMMERCE	78
5	INSTITUT SUPERIEUR D'INFORMATIQUE PROGRAMMATION ET ANALYSE	64
6	UNIVERSITE LIBRE DE KINSHASA	59
7	INSTITUT SUPERIEUR PEDAGOGIQUE	61
8	UNIVERSITE DE KINSHASA	109
9	UNIVERSITE WILLIAM BOOTH	08
10	UNIVERSITE PANAFRICAINNE DU CONGO	03
11	UNIVERSITE REVEREND KIM	80
12	INSTITUT SUPERIEUR DES TECHNIQUES APPLIQUEES	13
13	INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION	11
14	LEADERSHIP ACADEMIA UNIVERSITY	29
15	CYPRUS SCIENCE UNNERS	04
16	UNIVERSITE CATHOLIQUE CARDINAL MALULA	16
17	NOTRE DAME DE TSUMBE	08
18	MAPON	01
19	MAZENOD	01
20	BEL CAMPUS	01
21	CEPROMAD	01
22	UNIVERSITE DE KIKWIT	04
23	UNIVERSITE DE KISANGANI	01
24	UNIVERSITE LOYOLA	01
25	UNIVERSITE DE LA SALLE	03
26	EMPREINTE TECH	02
26	ICAM	07
27	UPKV	02
28	MEKSNES RABAT	04
29	HIGH TECH RABAT	02
30	ISIC	03
31	TIME UNIVERSITY	01
32	INPP	03

N°	UNIVERSITES	NOMBRE D'ETUDIANTS
33	IPGE	04
34	ISG	11
35	ISPT	03
36	EIFI	02
37	ESFORCA	02
38	UNIVERSITE DE KASAI	01
39	ISS KIN	33
40	ESGAE	01
41	UPAC	03
42	ISIC CHAMINADE	01
43	ISAM	07
44	BEL CAMPUS	07
	TOTAL	929

Tableau III | 2 | 33 Niveaux d'études des étudiants affectés

NIVEAU D'ETUDE	NOMBRE
L2	264
L1	56
G3	244
G4	19
M1	27
G1	81
G2	86
L3	100
M2	50
CCNA3	02
TOTAL	929

Tableau III | 2 | 34 GENRES

LES GENRES	NOMBRE
MASCULIN	479
FEMININ	450
TOTAL	929

3 | Comptes de la Banque

Les comptes annuels de la BCC à la fin de l'exercice comptable 2024 ont été influencés par :

- l'encaissement de deux tranches du capital social de la Banque libéré par le Trésor Public en mai et novembre 2024, conformément à la convention de recapitalisation entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo, signée en novembre 2023 ;
- l'achèvement du Programme Economique du Gouvernement avec le FMI qui s'est soldé par l'encaissement, en juillet 2024, de la dernière tranche du prêt FEC.

3 | 1 Bilan

Au 31 décembre 2024, le total du bilan s'établit à CDF 25.482.889 millions contre 20.661.939 millions au 31 décembre 2023, soit un accroissement de CDF 4.820.950 millions.

3 | 1 | 1 Actif

L'augmentation des Avoirs et créances en or et ME hors DTS de CDF 5.145.849 millions d'une part, et la diminution des Avoirs et créances en DTS, Avoirs et créances en MN ainsi des Autres actifs, lesquels renseignent respectivement CDF 51.264 millions, CDF 213.000 millions et CDF 60.634 millions, d'autre part.

- la progression des Avoirs et créances en or et ME hors DTS s'explique essentiellement par l'augmentation des Avoirs et créances en ME sur les non-résidents et des Avoirs et créances en ME sur les Résidents, respectivement de CDF 4.567.286 millions et CDF 578.563 millions
- la régression de CDF 51.264 millions qui s'observe dans les Avoirs et créances en DTS est expliquée par la baisse des Avoirs et créances auprès du FMI et les écarts de conversion ;
- l'amenuisement des Avoirs et créances en MN est consécutif à la diminution des concours en MN aux établissements de crédit de CDF 213.000 millions ;
- la diminution observée sur les Autres actifs est expliquée par l'accroissement des postes « Immobilisations » de

CDF 30.654 millions, « Avoirs et créances divers » de CDF 44.865 millions, « Autres actifs divers » de CDF 28.171 millions, d'une part, et de la baisse du poste « Régularisation et suspens » de CDF 159.515 millions, d'autre part.

Tableau III | 3 | 1 Actif du bilan de la Banque Centrale du Congo
(En millions de CDF)

ACTIF	31/12/2023	31/12/2024	Variation
AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	12 751 357	17 897 206	5 145 849
AVOIRS ET CREANCES EN OR	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN ME	12 751 357	17 897 206	5 145 849
TITRES EN ME	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN DTS	2 354 039	2 302 775	-51 264
AVOIRS ET CREANCES EN DTS AUPRES DU FMI	2 354 039	2 302 775	-51 264
AVOIRS ET CREANCES A VUE EN DTS AUPRES D'AUTRES IPNR	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN MN	3 904 317	3 691 317	-213 000
CONCOURS EN MN AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT	309 000	96 000	-213 000
TITRES EN MN	3 595 317	3 595 317	0
AUTRES ACTIFS	1 652 226	1 591 592	-60 634
IMMOBILISATIONS	624 976	651 016	26 040
AVOIRS ET CREANCES DIVERS	215 627	260 492	44 865
REGULARISATIONS ET SUSPENS	379 503	219 793	-159 710
AUTRES ACTIFS DIVERS	432 120	460 291	28 171
TOTAL ACTIF	20 661 939	25 482 889	4 820 951

Source: Banque Centrale du Congo.

3 | 1 | 2 Passif

L'augmentation des engagements en MN de CDF 1.380.183 millions, des engagements en or et en ME hors DTS de CDF 25.311 millions, des engagements en DTS de CDF 846.075 millions, des autres passifs de CDF 1.687.799 millions, des provisions pour risques et charges de CDF 288.737 millions, des Fonds propres de CDF 383.811 millions et du résultat de CDF 209.034 millions.

- La variation positive qui s'observe sur les engagements en MN est consécutif à l'augmentation des postes « Billets et pièces en circulation », « Dépôts en MN des résidents » et des « reprises de liquidité » respectivement de CDF 712.267 millions, CDF 556.216 millions et de CDF 111.700 millions.
- La hausse des engagements en Or et ME hors DTS est expliquée essentiellement par la progression des « Comptes Lori en ME des Pouvoirs Publics » de CDF 25.007 millions.

- L'accroissement des engagements en DTS est justifié principalement par la variation positive des engagements en DTS envers le FMI de CDF 846.075 millions et par l'effet des cours de change.
- L'augmentation des autres passifs est due à la hausse des postes « Engagements divers », « Régularisations et suspens » ainsi que « Autres passifs divers » respectivement de CDF 55.374 millions, CDF 400.688 millions et CDF 1.231.737 millions.
- La variation positive de « provisions pour risques » est consécutive principalement aux « litiges » et « départs en retraite » respectivement de CDF 118.974 millions et CDF 113.528 millions.

L'augmentation de « Fonds propres » est expliquée principalement par l'affectation à la réserve générale du résultat de l'exercice 2023 de CDF 250.533 millions et à l'encaissement des deux tranches du capital libéré de CDF 85.200 millions

Le résultat de l'exercice est en hausse de CDF 209.034 millions passant de CDF 250.533 millions à fin 2023 à CDF 459.567 millions au 31 décembre 2024.

Tableau III | 3 | 2 Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

PASSIF	31/12/2023	31/12/2024	Variation
ENGAGEMENTS EN MN	8 553 754	9 933 936	1 380 182
BILLETTS ET PIÈCES EN CIRCULATION	4 831 991	5 544 258	712 267
DEPOTS EN MN DES RESIDENTS	3 531 688	4 087 904	556 216
DEPOTS EN MN DES NON-RESIDENTS	75	75	0
REPRISES DE LIQUIDITE	190 000	301 700	111 700
ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	128 685	153 996	25 311
ENGAGEMENTS EN OR	0	0	0
ENGAGEMENTS EN ME	128 685	153 996	25 311
ENGAGEMENTS EN DTS	7 961 452	8 807 527	846 075
ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LE FMI	7 947 522	8 793 112	845 590
ENGAGEMENTS EN DTS Env. LES AUTRES IFNR	13 930	14 415	485
AUTRES PASSIFS	2 882 359	4 570 158	1 687 799
ENGAGEMENTS DIVERS	249 827	305 201	55 374
REGULARISATIONS ET SUSPENS	282 441	683 129	400 688
AUTRES PASSIFS DIVERS	2 350 091	3 581 827	1 231 736
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	223 654	512 391	288 737
FONDS PROPRES	661 502	1 045 312	383 810
RESULTAT DE L'EXERCICE	250 533	459 567	209 034
TOTAL PASSIF	20 661 939	25 482 889	4 820 950

Source: Banque Centrale du Congo.

3 | 2 Tableau de formation du résultat

Le résultat de l'exercice 2024 se situe à CDF 459.567 millions contre CDF 250.533 millions en 2023, dégageant ainsi une progression de CDF 209.034 millions. Cette performance est induite par l'augmentation des produits d'exploitation bancaire et monétaire ainsi qu'une maîtrise des charges

En résumé, à fin décembre 2024, les produits se sont situés à CDF 2.539.851 millions contre les charges de CDF 2.080.284 millions

Tableau III | 3 | 3 Tableau de formation du résultat
(en millions de CDF)

RUBRIQUES	31/12/2023	31/12/2024	Variation
1. Produits d'exploitation monétaire	251 301	318 819	67 518
2. Charges d'exploitation monétaire	207 080	206 733	-347
3. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE (3)=(1)-(2)	44 221	112 086	67 865
4. Produits d'exploitation bancaire	1 388 281	2 023 267	634 986
5. Charges d'exploitation bancaire	177 077	225 155	48 078
6. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (6)=(4)-(5)	1 211 204	1 798 112	586 908
7. Matières et Fournitures consommées	29 787	24 642	-5 145
8. Services consommés	100 543	101 961	1 418
9. VALEUR AJOUTEE (9)=(3)+(6)-(7)-(8)	1 125 095	1 783 595	658 500
10. Produits divers	40 943	10 145	-30 797
11. Subvention d'exploitation	0	0	0
12. Reprises sur provisions exigibles	143 704	97 479	-46 225
13. Charges diverses	124 539	154 729	30 189
14. Charges du Personnel	540 092	835 723	295 631
15. Dotation aux Provisions exigibles	222 557	386 216	163 660
16. RESULTAT BRUT D'EXPL. (16)=(9)+(10)+(11)+(12)-(13)-(14)-(15)	422 554	514 552	91 998
17. Reprises s/Amort & Provisions N-exigibles	2 043	3 255	1 213
18. Dotation Amort & Provisions N-exigibles	46 388	62 278	15 890
19. RESULTAT COURANT D'EXPL. (19)=(16)+(17)-(18)	378 209	455 529	77 320
20. Produits exceptionnels et hors-exploitation	69 018	86 885	17 868
21. Charges exceptionnelles et hors-exploitation	196 693	82 847	-113 846
22. RESULTAT EXCEPT. & H-EXPL.(22)=(20)-(21)	-127 676	4 038	131 714
Résultat courant d'exploitation (19)	378 209	455 529	77 320
Résultat exceptionnel et hors-exploitation (22)	-127 676	4 038	131 714
23. RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER (23)=(19)+(22)	250 533	459 567	209 034

Source: Banque Centrale du Congo.

L'analyse par palier du résultat de l'exercice 2024 se présente de la manière suivante :

3 | 2 | 1 Marge d'exploitation monétaire

A fin décembre 2024, la marge d'exploitation monétaire s'est établie à CDF 112.086 millions contre CDF 44.221 millions au 31 décembre 2023, soit une augmentation de CDF 67.864 millions.

Cette progression est expliquée principalement par l'augmentation des produits d'exploitation monétaire qui sont passés de CDF 251.301 millions en 2023 à CDF

318.819 millions en 2024. Les charges d'exploitation monétaire, quant à elles, sont restées stables d'une année à l'autre.

3|2|2 Marge d'exploitation bancaire

La marge d'exploitation bancaire de l'exercice 2024 s'est établie à CDF 1.798.112 millions enregistrant une augmentation de CDF 586.908 millions par rapport à l'exercice précédent.

Cette augmentation résulte de l'effet conjugué de l'accroissement des produits d'exploitation bancaire de CDF 634.986 millions, portée essentiellement par la hausse des intérêts perçus (CDF 424.318 millions), et d'une évolution modérée des charges d'exploitation bancaire limitée à CDF 48.078 millions.

3|2|3 Valeur ajoutée

Au 31 décembre 2024, la valeur ajoutée se situe à CDF 1.783.595 millions contre CDF 1.125.095 millions une année auparavant, soit une augmentation de CDF 658.500 millions. Cette évolution favorable résulte de l'augmentation simultanée de la marge d'exploitation bancaire et de la marge d'exploitation monétaire conjuguée à une légère baisse des consommations intermédiaires.

3|2|4 Résultat Brut d'exploitation

A fin décembre 2024, le résultat brut d'exploitation se chiffre à CDF 514.552 millions contre CDF 422.554 millions au 31 décembre 2023, soit une progression de CDF 91.998 millions.

3|2|5 Résultat courant d'exploitation

Le résultat courant d'exploitation s'est établi à CDF 455.529 millions au 31 décembre 2024 contre CDF 378.209 millions une année auparavant, soit une évolution favorable de CDF 77.320 millions.

3|2|6 Résultat exceptionnel et hors exploitation

Le résultat exceptionnel déficitaire de CDF 127.676 millions au 31 décembre 2023, est excédentaire en 2024, se fixant à CDF 4.038 millions, soit une amélioration significative de CDF 131.714 millions. Cette évolution est expliquée par la baisse des charges exceptionnelles et hors exploitation en 2024, spécialement les amendes et pénalités fiscales.

3|2|7 Résultat de la période à affecter

Le résultat de la période à affecter est de CDF 459.567 millions contre CDF 250.533 millions au 31 décembre 2023, dégageant une nette amélioration de CDF 209.034 millions.

3|3 Opinion de l'auditeur externe sur les états financiers de la Banque Centrale du Congo

Banque Centrale du Congo (BCC)

Rapport de l'auditeur indépendant
sur les comptes annuels
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Le 4 septembre 2025





Ernst & Young RDC
2^{ème} étage, Immeuble Onze Treize
110, Boulevard du 30 juin
Gombe – Kinshasa
République Démocratique du Congo

Tel: +(243) 999 30 68 68
www.ey.com/cd

Au Conseil de la
BANQUE CENTRALE DU CONGO
« BCC »
563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa/Gombe
République Démocratique du Congo

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre organisation, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024 sur l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo tels qu'ils sont joints au présent rapport.

AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo (BCC) qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, le tableau de formation du résultat, le tableau de flux de trésorerie, ainsi que les notes annexes.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans le plan comptable de la banque.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) conformément aux dispositions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la banque conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes N°4.1 (dernier paragraphe) et 10.1 des notes annexes des états financiers annuels, qui décrivent respectivement la situation des immobilisations non comptabilisées par la Banque Centrale du Congo et la situation du capital social non libéré à date.



Responsabilités du Gouverneur et du comité d'audit de la banque relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis et arrêtés par le Gouverneur le 21 août 2025 sur base des éléments disponibles à cette date.

Le Gouverneur, assisté du Comité de Direction, est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans le plan comptable de la banque, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

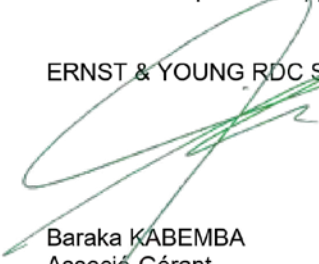
Il incombe au comité d'audit de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport de l'auditeur indépendant.

ERNST & YOUNG RDC SARL


Baraka KABEMBA
Associé-Gérant
Expert-comptable agréé ONEC n° E-1200112
et agréé Banque Centrale du Congo



Le 4 septembre 2025



Annexe 1

Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers du 4 septembre 2025

Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport d'audit indépendant.

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (ISA) et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et GIE.

De manière plus détaillée :

- nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA, ainsi qu'aux règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes ;
- nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA ;
- nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers ;
- nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables ;
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;



- nous fournissons également au Conseil de la Banque une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes. Parmi les points communiqués au Conseil de la Banque, nous déterminons quels ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation en empêchent la communication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction, le cas échéant, au Conseil de la Banque ;
- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établit ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;
- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;
- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;



- nous obtenons des déclarations écrites du Conseil de la Banque et, le cas échéant, du Gouverneur de la Banque, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- nous devons signaler au prochain Conseil de la Banque, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

ANNEXES - TABLEAUX

1 | Développements économiques

Tableau I | 1 | 6 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut
(en points de croissance, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(e)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Secteur primaire	2,0	0,4	2,2	4,7	0,8	3,1	3,4	7,2	6,6	5,0
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,8	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
Extraction	1,3	-0,2	2,0	4,4	0,3	2,7	3,0	6,8	6,3	4,7
Secteur secondaire	1,2	0,4	1,2	0,7	1,5	-0,8	0,5	0,4	0,9	0,5
Industries manufacturières	1,5	1,0	0,3	-0,1	0,7	-0,8	0,4	0,2	0,3	0,2
Bâtiment et travaux publics	-0,3	-0,7	0,8	0,8	0,9	0,0	0,0	0,2	0,6	0,2
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Secteur tertiaire	3,5	1,7	1,2	0,5	2,1	0,1	2,1	1,2	1,1	1,2
Commerce	1,5	0,9	0,7	0,3	0,6	-0,5	0,5	0,4	0,3	0,3
Transports et telecommunications	1,2	0,4	0,3	-0,2	0,5	1,2	1,2	0,6	0,5	0,8
Autres services hors adm. publique	0,7	0,3	0,2	0,4	0,8	-0,4	0,3	0,3	0,3	0,1
Services d'administration publique	0,1	0,1	0,0	0,0	0,3	-0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
SIFIM	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PIB au coût des facteurs	6,7	2,5	4,6	5,8	4,4	2,3	6,0	8,8	8,6	6,7
Taxes sur les produits	0,2	-0,1	-0,9	0,0	-0,1	-0,6	0,2	0,1	0,0	-0,1
PIB aux prix constants	6,9	2,4	3,7	5,8	4,4	1,7	6,2	8,9	8,6	6,7

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 7 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel
(en pourcentage au PIB aux prix de 2005)

Composantes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(e)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Demande intérieure	116,4	112,7	116,1	134,3	123,0	126,5	146,2	154,6	246,8	263,9
Consommation	89,1	83,5	81,4	78,8	79,7	77,6	77,4	74,4	69,8	67,6
Investissements bruts	27,3	29,2	34,7	55,5	43,2	48,8	68,8	80,1	177,0	196,3
Demande extérieure nette	-16,4	-12,7	-16,1	-34,3	-23,0	-26,5	-46,2	-54,6	-146,8	-163,9
Exportations de biens et services	28,1	27,2	28,1	30,4	29,5	31,3	31,9	34,8	37,1	39,2
Importations de biens et services	-44,4	-39,8	-44,2	-64,6	-52,5	-57,8	-78,1	-89,4	-183,9	-203,1
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 8 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2005)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(p)	2022	2023	2024
Secteur primaire	3 850 312,1	4 357 309,9	4 564 150,9	4 603 663,6	4 849 291,9	5 383 386,8	5 477 271,8	5 868 579,8	6 307 307,8	7 289 096,9	8 277 886,3	9 092 665,0
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 623 832,3	1 700 798,4	1 780 002,3	1 838 031,4	1 867 631,5	1 897 024,4	1 956 662,5	2 006 207,5	2 053 374,4	2 102 398,3	2 148 881,2	2 195 140,7
Agriculture	1 562 980,1	1 624 998,6	1 699 109,5	1 751 841,8	1 781 700,3	1 812 154,3	1 868 838,6	1 926 082,8	1 980 689,9	2 027 763,8	2 094 170,6	2 150 290,0
vivrière	1 541 027,6	1 600 768,6	1 673 552,5	1 724 827,7	1 754 149,8	1 783 970,3	1 838 628,6	1 894 726,8	1 952 536,7	2 002 347,6	2 063 441,1	2 126 398,5
rente	21 952,5	24 230,0	25 557,0	27 014,1	27 550,5	28 184,0	30 210,0	31 356,0	28 153,2	25 416,2	30 729,5	23 891,5
ylviculture	58 097,9	72 938,7	77 816,8	83 021,1	82 667,4	81 508,1	84 360,9	76 557,6	69 010,2	70 864,3	50 827,1	40 850,4
élevage, pêche et chasse	2 754,4	2 861,1	3 076,0	3 168,5	3 263,8	3 361,9	3 463,0	3 567,1	3 674,3	3 770,1	3 883,5	4 000,3
Extraction	2 226 479,7	2 656 511,5	2 784 148,6	2 765 632,2	2 981 660,4	3 486 362,4	3 520 609,3	3 862 372,3	4 253 933,4	5 186 698,7	6 129 005,1	6 897 524,3
Secteur secondaire	1 444 709,1	1 551 625,9	1 672 750,0	1 713 350,6	1 843 837,4	1 923 817,3	2 111 770,7	2 007 621,3	2 072 609,6	2 130 340,0	2 257 355,3	2 331 825,9
Industries manufacturières	990 025,7	1 088 390,4	1 237 851,7	1 344 870,4	1 378 148,7	1 366 482,5	1 450 009,0	1 345 497,0	1 400 821,4	1 434 931,1	1 472 435,3	1 511 972,9
Industries alimentaires,boissons et tabac	814 907,6	922 882,5	1 044 717,0	1 142 128,9	1 158 376,9	1 138 128,3	1 206 360,2	1 126 501,9	1 178 716,7	1 207 983,9	1 238 774,8	1 276 842,0
Autres industries manufacturières	175 118,1	165 507,9	193 134,7	202 741,5	219 771,8	228 354,2	243 648,7	218 995,0	222 104,7	226 947,2	233 660,5	235 130,9
Bâtiment et travaux publics	390 908,0	395 452,1	370 176,5	297 717,7	391 201,1	478 975,4	582 205,9	581 353,9	587 865,0	608 730,5	694 211,6	728 414,9
Electricité, gaz, vapeur et eau	63 775,4	67 783,4	64 721,8	70 762,5	74 487,6	78 359,3	79 555,8	80 770,5	83 923,1	86 678,4	90 708,5	91 438,1
Secteur tertiaire	3 636 116,2	3 880 315,4	4 232 857,0	4 421 320,2	4 552 969,8	4 605 408,4	4 861 953,1	4 872 045,0	5 144 016,2	5 313 316,2	5 475 336,8	5 675 536,3
Commerce	1 350 938,3	1 415 698,1	1 569 026,6	1 669 686,1	1 749 343,7	1 780 599,5	1 852 713,8	1 792 231,0	1 862 043,9	1 912 840,0	1 950 504,6	2 005 364,3
Transports et telecommunications	1 150 781,0	1 220 218,4	1 339 108,5	1 386 116,7	1 422 861,3	1 402 765,7	1 468 162,5	1 615 436,3	1 773 124,1	1 853 737,8	1 934 777,7	2 058 178,8
Autres services hors adm. publique	835 326,1	926 120,3	997 374,1	1 028 076,9	1 049 135,3	1 100 546,6	1 191 994,7	1 137 795,3	1 176 791,1	1 211 545,0	1 255 974,7	1 279 244,2
Services d'administration publique	355 261,1	382 750,0	397 088,9	412 481,9	408 471,9	406 818,0	443 487,2	417 264,4	425 649,9	434 326,7	439 004,6	443 740,2
SIFIM	-56 190,2	-64 471,5	-69 741,1	-75 041,4	-76 842,4	-85 321,5	-94 405,0	-90 682,0	-93 592,9	-99 133,3	-104 924,8	-110 991,1
PIB au coût des facteurs	8 931 137,3	9 789 251,2	10 469 757,9	10 738 334,4	11 246 099,0	11 912 612,5	12 450 995,5	12 748 246,1	13 523 933,5	14 732 753,1	16 010 578,4	17 100 027,3
Taxes sur les produits	288 570,0	303 589,0	321 122,1	311 459,7	215 515,1	216 196,1	209 604,2	132 068,5	154 980,4	166 928,4	171 830,0	163 714,8
PIB à prix constants	9 219 707,4	10 092 840,2	10 790 880,0	11 049 794,1	11 461 614,2	12 128 808,6	12 660 599,7	12 880 314,6	13 678 914,0	14 899 681,5	16 182 408,5	17 263 742,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 9 Croissances sectorielles et globale de l'activité économique
(Variations en pourcentage, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(p)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Secteur primaire	7,6	13,2	4,7	0,9	5,34	11,01	1,74	7,14	7,48	15,57	13,6	9,8
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	4,2	4,7	4,7	3,3	1,61	1,57	3,14	2,53	2,35	2,39	2,2	2,2
Agriculture	4,3	4,0	4,6	3,1	1,70	1,71	3,13	3,06	2,84	2,38	3,3	2,7
vivrière	4,3	3,9	4,5	3,1	1,70	1,70	3,06	3,05	3,05	2,55	3,1	3,1
rente	3,3	10,4	5,5	5,7	1,99	2,30	7,19	3,79	-10,21	-9,72	20,9	-22,3
ylviculture	2,5	25,5	6,7	6,7	-0,43	-1,40	3,50	-9,25	-9,86	2,69	-28,3	-19,6
élevage, pêche et chasse	2,8	3,9	7,5	3,0	3,01	3,01	3,01	3,01	3,01	2,61	3,0	3,0
Extraction	10,1	19,3	4,8	-0,7	7,81	16,93	0,98	9,71	10,14	21,93	18,2	12,5
Secteur secondaire	11,0	7,4	7,8	2,4	7,62	4,34	9,77	-4,93	3,24	2,79	6,0	3,3
Industries manufacturières	10,1	9,9	13,7	8,6	2,47	-0,85	6,11	-7,21	4,11	2,43	2,6	2,7
Industries alimentaires,boissons et tabac	14,2	13,2	13,2	9,3	1,42	-1,75	6,00	-6,62	4,64	2,48	2,5	3,1
Autres industries manufacturières	-5,8	-5,5	16,7	5,0	8,40	3,91	6,70	-10,12	1,42	2,18	3,0	0,6
Bâtiment et travaux publics	14,1	1,2	-6,4	-19,6	31,40	22,44	21,55	-0,15	1,12	3,55	14,0	4,9
Electricité, gaz, vapeur et eau	7,2	6,3	-4,5	9,3	5,26	5,20	1,53	1,53	3,90	3,28	4,6	0,8
Secteur tertiaire	8,1	6,7	9,1	4,5	2,98	1,15	5,57	0,21	5,58	3,29	3,0	3,7
Commerce	8,2	4,8	10,8	6,4	4,77	1,79	4,05	-3,26	3,90	2,73	2,0	2,8
Transports et telecommunications	9,5	6,0	9,7	3,5	2,65	-1,41	4,66	10,03	9,76	4,55	4,4	6,4
Autres services hors adm. publique	6,5	10,9	7,7	3,1	2,05	4,90	8,31	-4,55	3,43	2,95	3,7	1,9
Services d'administration publique	4,3	7,7	3,7	3,9	-0,97	-0,40	9,01	-5,91	2,01	2,04	1,1	1,1
SIFIM	-6,0	14,7	8,2	7,6	2,40	11,03	10,65	-3,94	3,21	5,92	5,8	5,8
PIB au coût des facteurs	8,3	9,6	7,0	2,6	4,73	5,93	4,52	2,39	6,08	8,94	8,7	6,8
Taxes sur les produits	14,1	5,2	5,8	-3,0	-30,80	0,32	-3,05	-36,99	17,35	7,71	2,9	-4,7
PIB à prix constants	8,5	9,5	6,9	2,4	3,73	5,8	4,4	1,7	6,2	8,9	8,6	6,7

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 10 Contribution des différents secteurs à la croissance économique
(en points de croissance)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(p)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Secteur primaire	3,2	5,5	2,0	0,4	2,2	4,7	0,8	3,1	3,4	7,2	6,6	5,0
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,8	0,8	0,8	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
Agriculture	0,8	0,7	0,7	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3
vivrière	0,8	0,6	0,7	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
rente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sylviculture	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	2,4	4,7	1,3	-0,2	2,0	4,40	0,28	2,7	3,0	6,8	6,3	4,7
Secteur secondaire	1,7	1,2	1,2	0,4	1,2	0,7	1,5	-0,8	0,5	0,4	0,9	0,5
Industries manufacturières	1,1	1,1	1,5	1,0	0,3	-0,1	0,7	-0,8	0,4	0,2	0,3	0,2
Industries alimentaires, boissons et tabac	1,2	1,2	1,2	0,9	0,1	-0,2	0,6	-0,6	0,4	0,2	0,2	0,2
Autres industries manufacturières	-0,1	-0,1	0,3	0,1	0,2	0,1	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Bâtiment et travaux publics	0,6	0,0	-0,3	-0,7	0,8	0,8	0,9	0,0	0,1	0,2	0,6	0,2
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur tertiaire	3,2	2,6	3,5	1,7	1,2	0,5	2,1	0,1	2,1	1,2	1,1	1,2
Commerce	1,2	0,7	1,5	0,9	0,7	0,3	0,6	-0,5	0,5	0,4	0,3	0,3
Transports et télécommunications	1,2	0,8	1,2	0,4	0,3	-0,2	0,5	1,2	1,2	0,6	0,5	0,8
Autres services hors adm. publique	0,6	1,0	0,7	0,3	0,2	0,4	0,8	-0,4	0,3	0,3	0,3	0,1
Services d'administration publique	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,3	-0,2	0,1	0,1	0,0	0,0
SIFIM	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PIB au coût des facteurs	8,1	9,3	6,7	2,5	4,6	5,8	4,4	2,3	6,0	8,8	8,6	6,7
Taxes sur les produits	0,4	0,2	0,2	-0,1	-0,9	0,0	-0,1	-0,6	0,2	0,1	0,0	-0,1
PIB aux prix constants	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,4	1,7	6,2	8,9	8,6	6,7

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 11 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut
(en pourcentage)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(p)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Secteur primaire	37,5	58,1	29,6	15,3	59,6	80,1	17,7	178,1	54,9	80,4	77,1	75,3
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	9,2	8,8	11,3	22,4	7,2	4,4	11,2	22,5	5,9	4,0	3,6	4,3
Agriculture	9,0	7,1	10,6	20,4	7,3	4,6	10,7	26,1	6,8	3,9	5,2	5,2
vivrière	8,9	6,8	10,4	19,8	7,1	4,5	10,3	25,5	7,2	4,1	4,8	5,8
rente	0,1	0,3	0,2	0,6	0,1	0,1	0,4	0,5	-0,4	-0,2	0,4	-0,6
Sylviculture	0,2	1,7	0,7	2,0	-0,1	-0,2	0,5	-3,6	-0,9	0,2	-1,6	-0,9
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	28,3	49,3	18,3	-7,2	52,5	75,6	6,4	155,5	49,0	76,4	73,5	71,1
Secteur secondaire	19,9	12,2	17,4	15,7	31,7	12,0	35,3	-47,4	8,1	4,7	9,9	6,9
Industries manufacturières	12,5	11,3	21,4	41,3	8,1	-1,7	15,7	-47,6	6,9	2,8	2,9	3,7
Industries alimentaires, boissons et tabac	14,1	12,4	17,5	37,6	3,9	-3,0	12,8	-36,3	6,5	2,4	2,4	3,5
Autres industries manufacturières	-1,5	-1,1	4,0	3,7	4,1	1,3	2,9	-11,2	0,4	0,4	0,5	0,1
Bâtiment et travaux publics	6,7	0,5	-3,6	-28,0	22,7	13,2	19,4	-0,4	0,8	1,7	6,7	3,2
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,6	0,5	-0,4	2,3	0,9	0,6	0,2	0,6	0,4	0,2	0,3	0,1
Secteur tertiaire	37,7	28,0	50,5	72,8	32,0	7,9	48,2	4,6	34,1	13,9	12,6	18,5
Commerce	14,2	7,4	22,0	38,9	19,3	4,7	13,6	-27,5	8,7	4,2	2,9	5,1
Transports et télécommunications	13,9	8,0	17,0	18,2	8,9	-3,0	12,3	67,0	19,7	6,6	6,3	11,4
Autres services hors adm. publique	7,1	10,4	10,2	11,9	5,1	7,7	17,2	-24,7	4,9	2,8	3,5	2,2
Services d'administration publique	2,0	3,1	2,1	5,9	-1,0	-0,2	6,9	-11,9	1,1	0,7	0,4	0,4
SIFIM	0,5	-0,9	-0,8	-2,0	-0,4	-1,3	-1,7	1,7	-0,4	-0,5	-0,5	-0,6
PIB au coût des facteurs	95,1	98,3	97,5	103,7	123,3	99,9	101,2	135,3	97,1	99,0	99,6	100,8
Taxes sur les produits	4,9	1,7	2,5	-3,7	-23,3	0,1	-1,2	-35,3	2,9	1,0	0,4	-0,8
PIB aux prix constants	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 12 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit
(en pourcentage du PIB à prix constants)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
Secteur primaire	41,8	43,2	42,3	41,7	42,3	44,4	43,3	45,6	46,1	48,9	51,2	52,7
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	17,6	16,9	16,5	16,6	16,3	15,6	15,5	15,6	15,0	14,1	13,3	12,7
Agriculture	17,0	16,1	15,7	15,9	15,5	14,9	14,8	15,0	14,5	13,6	12,9	12,5
vivrière	16,7	15,9	15,5	15,6	15,3	14,7	14,5	14,7	14,3	13,4	12,8	12,3
rente	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Sylviculture	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5	0,3	0,2
Élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	24,1	26,3	25,8	25,0	26,0	28,7	27,8	30,0	31,1	34,8	37,9	40,0
Secteur secondaire	15,7	15,4	15,5	15,5	16,1	15,9	16,7	15,6	15,2	14,3	13,9	13,5
Industries manufacturières	10,7	10,8	11,5	12,2	12,0	11,3	11,5	10,4	10,2	9,6	9,1	8,8
Industries alimentaires, boissons et tabac	8,8	9,1	9,7	10,3	10,1	9,4	9,5	8,7	8,6	8,1	7,7	7,4
Autres industries manufacturières	1,9	1,6	1,8	1,8	1,9	1,9	1,9	1,7	1,6	1,5	1,4	1,4
Bâtiment et travaux publics	4,2	3,9	3,4	2,7	3,4	3,9	4,6	4,5	4,3	4,1	4,3	4,2
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5
Secteur tertiaire	39,4	38,4	39,2	40,0	39,7	38,0	38,4	37,8	37,6	35,7	33,8	32,9
Commerce	14,7	14,0	14,5	15,1	15,3	14,7	14,6	13,9	13,6	12,8	12,1	11,6
Transports et télécommunications	12,5	12,1	12,4	12,5	12,4	11,6	11,6	12,5	13,0	12,4	12,0	11,9
Autres services hors adm. publique	9,1	9,2	9,2	9,3	9,2	9,1	9,4	8,8	8,6	8,1	7,8	7,4
Services d'administration publique	3,9	3,8	3,7	3,7	3,6	3,4	3,5	3,2	3,1	2,9	2,7	2,6
SIFIM	-0,6	-0,6	-0,6	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,6	-0,6
PIB au coût des facteurs	96,9	97,0	97,0	97,2	98,1	98,2	98,3	99,0	98,9	98,9	98,9	99,1
Taxes sur les produits	3,1	3,0	3,0	2,8	1,9	1,8	1,7	1,0	1,1	1,1	1,1	0,9
PIB aux prix constants	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 13 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF courants)

Branches d'activité	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
Secteur primaire	13 628 921,6	14 232 480,4	21 071 943,5	29 950 539,3	28 617 139,9	31 306 292,2	42 638 371,1	53 877 178,8	60 228 903,8	73 551 349,2
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	6 450 068,6	6 978 142,6	10 969 692,2	14 577 353,2	16 580 795,0	18 832 886,0	20 969 845,0	23 422 138,6	28 562 484,6	34 140 763,6
Agriculture	6 203 304,2	6 702 671,5	10 544 749,2	14 028 207,4	15 948 008,4	18 191 575,9	20 333 051,2	22 688 415,1	27 876 554,2	33 474 325,7
Vivrière	6 115 548,75	6 605 460,6	10 391 392,0	13 823 003,7	15 702 943,9	17 909 252,5	20 055 795,6	22 407 031,9	27 440 781,6	33 072 760,5
Rente	87 755,42	97 210,9	153 357,2	205 203,7	245 064,5	282 323,4	277 255,6	281 383,2	435 772,7	401 565,2
Sylviculture	235 524,02	263 336,9	405 608,8	523 096,3	603 210,8	607 593,3	599 052,1	691 534,2	634 285,5	604 220,1
Élevage, pêche et chasse	11 240,43	12 134,2	19 334,2	26 049,5	29 575,8	33 716,8	37 741,7	42 189,2	51 644,8	62 217,7
Industrie extractive	7 178 852,97	7 254 337,8	10 102 251,3	15 373 186,1	12 036 344,8	12 473 406,2	21 668 526,1	30 455 040,3	31 666 419,2	39 410 585,7
Secteur secondaire	7 464 236,0	8 188 339,3	13 388 447,9	18 011 456,6	21 792 349,3	24 693 446,4	28 259 741,2	32 644 514,0	44 354 099,9	53 627 921,0
Industries manufacturières	6 014 081,6	6 852 323,8	10 849 621,5	14 057 288,7	16 617 421,0	17 126 489,9	19 513 313,7	22 471 713,2	29 485 921,4	35 901 277,7
Agro industrielles	5 177 956,19	5 932 477,8	9 307 232,0	11 961 059,2	14 125 460,3	14 640 449,5	16 755 541,6	19 303 895,4	25 315 079,0	30 926 686,3
Autres industries manufacturières	836 125,38	919 846,0	1 542 389,5	2 096 229,5	2 491 960,7	2 486 040,4	2 757 772,1	3 167 817,8	4 170 842,4	4 974 591,4
Batiments et Travaux publics	1 163 849,56	980 965,9	1 993 879,7	3 193 154,3	4 324 446,1	6 898 122,7	7 629 473,3	8 881 304,4	13 227 487,2	15 615 902,3
Electricité, gaz et eau	286 304,91	355 049,6	544 946,7	761 013,6	850 482,2	668 833,7	1 116 954,2	1 291 496,4	1 640 691,3	2 110 741,1
Secteur tertiaire	11 364 783,1	12 399 597,8	18 328 996,3	24 887 364,8	29 765 942,3	31 319 927,4	35 543 979,0	41 095 003,5	53 340 541,2	65 927 349,5
Commerce de gros et de détail	3 703 175,77	4 129 905,8	6 693 143,4	8 911 052,1	10 330 426,6	11 566 451,5	13 143 851,9	15 179 104,5	19 793 470,8	24 112 454,0
Transports et communications	3 582 392,00	3 859 941,4	4 766 172,0	6 238 320,1	7 128 199,2	8 083 828,9	9 274 479,4	10 822 920,4	13 960 121,2	18 329 972,6
Services marchands	2 514 884,15	2 716 312,2	4 287 753,1	5 881 942,3	7 097 366,4	7 519 222,7	8 506 256,0	9 843 810,6	12 882 771,2	15 550 297,6
Services non marchands	1 822 899,93	1 985 013,0	3 043 776,0	4 526 806,5	6 036 841,6	5 032 023,4	5 614 612,7	6 434 203,2	8 308 135,1	9 945 626,2
SIFIM	-258 568,8	-291 574,6	-461 848,2	-670 756,1	-826 891,4	-881 599,1	-995 221,0	-1 185 035,2	-1 603 957,1	-2 011 000,9
PIB au coût des facteurs	32 457 940,7	34 820 417,4	52 789 387,8	72 849 360,7	80 175 431,5	87 319 665,9	106 442 091,3	127 616 696,3	157 923 544,9	193 106 619,7
Droits et Taxes sur les produits	2 653 285,3	2 696 975,0	2 886 705,4	4 331 177,9	5 138 716,5	2 861 381,9	3 672 655,2	4 447 010,0	5 853 830,0	6 610 558,3
PIB aux prix du marché	35 111 226,0	37 517 392,4	55 676 093,2	77 180 538,6	85 314 148,0	90 181 047,8	110 114 746,4	132 063 706,3	163 777 375,0	199 717 178,1

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 14 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit
(en pourcentage du PIB à prix courants)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(e)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Secteur primaire	39,5	40,6	38,8	37,9	37,8	39,3	33,5	34,7	38,7	40,8	36,8	36,8
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	19,3	18,6	18,4	18,6	19,7	19,2	19,4	20,9	19,0	17,7	17,4	17,1
Agriculture	18,5	17,7	17,7	17,9	18,9	18,5	18,7	20,2	18,5	17,2	17,0	16,8
Vivrière	18,3	17,4	17,4	17,6	18,7	18,2	18,4	19,9	18,2	17,0	16,8	16,6
Rente	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2
Sylviculture	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,4
Élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie extractive	20,2	22,1	20,4	19,3	18,1	20,1	14,1	13,8	19,7	23,1	19,3	19,7
Secteur secondaire	21,1	20,9	21,3	21,8	24,0	23,7	25,5	27,4	25,7	24,7	27,1	26,9
Industries manufacturières	15,4	15,6	17,1	18,3	19,5	18,5	19,5	19,0	17,7	17,0	18,0	18,0
Agro industrielles	12,9	13,4	14,7	15,8	16,7	15,7	16,6	16,2	15,2	14,6	15,5	15,5
Autres industries manufacturières	2,5	2,1	2,4	2,5	2,8	2,8	2,9	2,8	2,5	2,4	2,5	2,5
Batiments et Travaux publics	4,8	4,5	3,3	2,6	3,6	4,2	5,1	7,6	6,9	6,7	8,1	7,8
Electricité, gaz et eau	0,9	0,9	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,7	1,0	1,0	1,0	1,1
Secteur tertiaire	31,7	31,0	32,4	33,1	32,9	32,0	34,9	34,7	32,3	31,1	32,6	33,0
Commerce de gros et de détail	10,4	9,9	10,5	11,0	12,0	11,7	12,1	12,8	11,9	11,5	12,1	12,1
Transports et communications	9,9	9,7	10,2	10,3	8,6	8,2	8,4	9,0	8,4	8,2	8,5	9,2
Services marchands	6,7	6,9	7,2	7,2	7,7	7,7	8,3	8,3	7,7	7,5	7,9	7,8
Services non marchands	5,3	5,2	5,2	5,3	5,5	5,2	7,1	5,6	5,1	4,9	5,1	5,0
SIFIM	-0,7	-0,7	-0,7	-0,8	-0,8	-0,9	-1,0	-1,0	-0,9	-0,9	-1,0	-1,0
PIB au coût des facteurs	92,3	92,5	92,4	92,8	94,8	95,0	94,0	96,8	96,7	96,6	96,4	96,7
Droits et Taxes sur les produits	7,7	7,5	7,6	7,2	5,2	5,0	6,0	3,2	3,3	3,4	3,6	3,3
PIB aux prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 15 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF aux prix de 2005)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(e)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Demande intérieure nette	11 540 518,0	12 309 640,5	12 556 818,2	12 450 894,5	13 305 481,3	16 286 307,2	15 567 621,2	16 288 626,9	19 998 789,6	23 028 826,0	39 932 301,2	45 559 327,6
Consommation	8 463 528,9	9 084 945,8	9 635 918,2	9 277 569,5	9 327 143,1	11 078 824,4	10 577 856,6	9 999 472,1	10 584 883,7	11 089 494,6	11 288 835,3	11 677 690,1
Secteur public	1 251 500,1	1 312 213,2	1 346 200,0	947 726,4	636 494,0	701 166,8	747 175,6	777 963,9	947 149,0	1 157 256,4	1 008 492,1	1 077 471,4
Secteur privé	7 212 028,9	7 772 732,6	8 289 718,2	8 329 843,1	8 690 649,1	10 377 657,6	9 830 681,0	9 221 508,2	9 637 734,7	9 932 238,2	10 280 343,1	10 600 218,7
Investissements bruts	3 076 989,1	3 224 694,7	2 920 900,0	3 173 325,1	3 978 338,2	5 207 482,8	4 989 764,6	6 289 154,9	9 413 905,9	11 939 331,4	28 643 465,9	33 881 637,5
FBCF	3 060 724,0	3 224 694,7	2 920 900,0	3 172 325,1	3 978 336,9	5 206 456,0	4 960 714,0	6 232 736,6	9 349 759,1	11 914 882,5	28 626 026,9	33 726 570,2
Secteur public	705 181,0	806 173,7	457 200,0	348 255,5	312 479,5	311 559,6	359 247,6	373 132,2	577 143,1	1 186 960,3	1 859 920,3	2 419 765,9
Secteur privé	2 355 543,0	2 418 521,0	2 463 700,0	2 824 069,6	3 665 857,4	4 894 896,4	4 601 466,5	5 859 604,3	8 772 616,0	10 727 922,2	26 766 106,6	31 306 804,3
Variation des stocks	16 265,1	0,0	0,0	1 000,0	1,3	1 026,8	29 050,5	56 418,3	64 146,8	24 448,9	17 439,0	155 067,2
Demande extérieure nette	-2 320 810,7	-2 216 800,3	-1 765 938,2	-1 401 100,4	-1 843 867,1	-4 157 498,6	-2 907 021,5	-3 408 312,3	-6 319 875,7	-8 129 144,4	-23 749 892,7	-28 295 585,6
Exportations de biens et services	2 396 542,6	2 909 088,4	3 028 300,0	3 001 784,1	3 222 242,3	3 681 237,1	3 734 347,6	4 032 961,7	4 364 947,2	5 190 397,8	6 010 016,4	6 773 636,1
Exportations des biens	2 304 288,2	2 833 329,0	2 969 200,0	2 953 295,4	3 172 789,2	3 639 506,2	3 689 195,8	3 982 131,4	4 306 299,8	5 169 188,9	5 990 185,7	6 642 144,0
Produits miniers	1 981 223,4	2 443 792,2	2 574 900,0	2 557 775,2	2 768 643,7	3 237 288,7	3 269 088,9	3 586 435,6	3 950 022,7	4 816 149,0	5 691 134,9	6 404 749,4
Autres produits	323 064,8	389 536,8	394 300,0	395 520,2	404 145,4	402 217,5	420 106,9	395 695,8	356 277,2	353 039,8	299 050,8	237 394,6
Exportations des services	92 254,5	75 759,4	59 100,0	48 488,7	49 453,1	41 730,9	45 151,9	50 830,3	58 647,4	21 209,0	19 830,7	131 492,1
Importations de biens et services	-4 717 353,3	-5 125 888,7	-4 794 238,2	-4 402 884,5	-5 066 109,4	-7 838 735,8	-6 641 369,1	-7 441 274,0	-10 684 822,8	-13 319 542,3	-29 759 909,1	-35 069 221,7
Importations des biens	-3 894 596,0	-4 112 610,5	-4 028 177,5	-3 522 050,9	-4 035 627,4	-6 591 157,1	-5 663 240,1	-6 263 361,7	-8 987 536,0	-11 448 367,4	-25 852 525,0	-30 771 181,8
Consommations	-719 096,4	-753 567,7	-814 927,8	-1 006 161,7	-1 050 709,4	-1 143 896,1	-994 514,3	-698 813,9	-1 129 082,8	-1 320 219,9	-1 973 967,3	-2 271 905,5
Equipements	-1 805 988,2	-1 859 427,8	-1 685 815,3	-1 502 015,9	-1 712 212,1	-1 714 703,4	-1 371 152,1	-1 230 852,1	-1 910 077,2	-2 547 607,0	-4 500 059,4	-4 579 360,8
Intermédiaires	-1 369 511,4	-1 499 614,9	-1 527 434,4	-1 013 873,3	-1 272 706,0	-3 732 557,6	-3 297 573,8	-4 333 695,7	-5 948 376,0	-7 580 540,6	-19 378 498,2	-23 919 915,5
Importations des services	-822 757,3	-1 013 278,2	-766 060,7	-880 833,6	-1 030 482,0	-1 247 578,6	-978 129,0	-1 177 912,3	-1 697 286,8	-1 871 174,8	-3 907 384,2	-4 298 039,9
Produit Intérieur Brut	9 219 707,4	10 092 840,2	10 790 880,0	11 049 794,1	11 461 614,2	12 128 808,6	12 660 599,7	12 880 314,6	13 678 914,0	14 899 681,5	16 182 408,5	17 263 742,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 16 Croissance des différentes composantes de la demande globale
(en pourcentage)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(e)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Demande intérieure	7,9	6,7	2,0	-0,8	6,9	22,4	-4,4	4,6	22,8	15,2	73,4	14,1
Consommation	11,4	7,2	6,0	-4,1	1,1	18,8	-4,5	-5,5	5,9	4,8	1,8	3,4
Consommation publique	4,6	4,9	2,6	-29,6	-32,8	10,2	6,6	4,1	21,7	22,2	-12,9	6,8
Consommation privée	12,7	7,6	6,5	0,1	5,0	19,4	-5,3	-6,2	4,5	3,1	3,5	3,1
Investissements bruts	-0,7	5,2	-9,1	9,7	23,3	30,9	-4,2	26,0	49,7	26,8	139,9	18,3
FBCF	-0,8	5,4	-9,4	10,5	23,3	30,9	-4,7	25,6	50,0	27,4	140,3	17,8
Secteur public	3,9	14,3	-43,3	-23,8	-29,7	-0,3	15,3	3,9	54,7	105,7	56,7	30,1
Secteur privé	-2,1	2,7	1,9	16,8	29,7	33,5	-6,0	27,3	49,7	22,3	149,5	17,0
Variation des stocks	6,8	-27,2	73,8	-95,1	-100,0	-	2 729,2	94,2	13,7	-61,9	-28,7	789,2
Demande extérieure nette	5,5	-4,5	-20,3	-20,7	31,6	125,5	-30,1	17,2	85,4	28,6	192,2	19,1
Exportations de biens et services	10,5	21,4	4,1	-0,9	7,3	14,2	1,4	8,0	8,2	18,9	15,8	12,7
Exportations des biens	12,4	23,0	4,8	-0,5	7,4	14,7	1,4	7,9	8,1	20,0	15,9	10,9
Produits miniers	14,1	23,3	5,4	-0,7	8,2	16,9	1,0	9,7	10,1	21,9	18,2	12,5
Autres produits	2,7	20,6	1,2	0,3	2,2	-0,5	4,4	-5,8	-10,0	-0,9	-15,3	-20,6
Exportations des services	-21,6	-17,9	-22,0	-18,0	2,0	-15,6	8,2	12,6	15,4	-63,8	-6,5	563,1
Importations de biens et services	8,0	8,7	-6,5	-8,2	15,1	54,7	-15,3	12,0	43,6	24,7	123,4	17,8
Importations des biens	4,1	5,6	-2,1	-12,6	14,6	63,3	-14,1	10,6	43,5	27,4	125,8	19,0
Consommations	8,2	4,8	8,1	23,5	4,4	8,9	-13,1	-29,7	61,6	16,9	49,5	15,1
Equipements	-0,5	3,0	-9,3	-10,9	14,0	0,1	-20,0	-10,2	55,2	33,4	76,6	1,8
Intermédiaires	8,5	9,5	1,9	-33,6	25,5	193,3	-11,7	31,4	37,3	27,4	155,6	23,4
Importations des services	31,7	23,2	-24,4	15,0	17,0	21,1	-21,6	20,4	44,1	10,2	108,8	10,0
Produit Intérieur Brut	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,4	1,7	6,2	8,9	8,6	6,7

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 17 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale
(en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

Composantes	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(e)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Demande intérieure	116,4	112,7	116,1	134,3	123,0	126,5	146,2	154,6	246,8	263,9
Consommation	89,1	83,5	81,4	91,3	83,5	77,6	77,4	74,4	69,8	67,6
Secteur public	12,5	8,6	5,6	5,8	5,9	6,0	6,9	7,8	6,2	6,2
Secteur privé	76,6	74,9	75,8	85,6	77,6	71,6	70,5	66,7	63,5	61,4
Investissements bruts	27,3	29,2	34,7	42,9	39,4	48,8	68,8	80,1	177,0	196,3
FBCF	27,1	29,2	34,7	42,9	39,2	48,4	68,4	80,0	176,9	195,4
Secteur public	4,2	3,2	2,1	2,6	2,8	2,9	4,2	8,0	11,5	14,0
Secteur privé	22,8	26,0	32,6	40,4	36,3	45,5	64,1	72,0	165,4	181,3
Variation des stocks	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	0,5	0,2	0,1	0,9
Demande extérieure nette	-16,4	-12,7	-16,1	-34,3	-23,0	-26,5	-46,2	-54,6	-146,8	-163,9
Exportations de biens et services	28,1	27,2	28,1	30,4	29,5	31,3	31,9	34,8	37,1	39,2
Exportations des biens	27,5	26,7	27,7	30,0	29,1	30,9	31,5	34,7	37,0	38,5
Produits miniers	23,9	23,1	24,2	26,7	25,8	27,8	28,9	32,3	35,2	37,1
Autres produits	3,7	3,6	3,5	3,3	3,3	3,1	2,6	2,4	1,8	1,4
Exportations des services	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,8
Importations de biens et services	-44,4	-39,8	-44,2	-64,6	-52,5	-57,8	-78,1	-89,4	-183,9	-203,1
Importations des biens	-37,3	-31,9	-35,2	-54,3	-44,7	-48,6	-65,7	-76,8	-159,8	-178,2
Consommations	-7,6	-9,1	-9,2	-9,4	-7,9	-5,4	-8,3	-8,9	-12,2	-13,2
Equipements	-15,6	-13,6	-14,9	-14,1	-10,8	-9,6	-14,0	-17,1	-27,8	-26,5
Intermédiaires	-14,2	-9,2	-11,1	-30,8	-26,0	-33,6	-43,5	-50,9	-119,8	-138,6
Importations des services	-7,1	-8,0	-9,0	-10,3	-7,7	-9,1	-12,4	-12,6	-24,1	-24,9
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1 | 18 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF, à prix courants)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(p)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Demande intérieure	31 425 787,0	36 140 766,4	37 248 518,8	40 523 408,1	57 786 403,7	80 894 985,3	88 299 996,3	91 337 037,4	109 795 030,8	137 973 767,6	173 161 470,1	205 007 969,7
Consommation	24 861 881,2	28 186 017,6	30 558 945,4	33 995 405,9	43 874 240,7	64 995 053,7	70 729 940,3	69 150 442,7	79 489 995,1	96 549 394,5	120 745 583,6	142 454 686,1
Secteur public	2 459 701,0	2 764 823,0	4 083 731,0	2790527,7	3038146,0	4875953,0	5911543,0	6831789,9	9 097 456,0	12 367 328,9	12 872 177,0	16 218 318,0
Secteur privé	22 402 180,2	25 421 194,6	26 475 214,4	31204878,2	40836094,7	60119100,7	64818397,3	62318652,7	70 392 539,1	84 182 065,6	107 873 406,6	126 236 368,0
Investissements bruts	6 563 905,8	7 954 748,7	6 689 573,4	6 528 002,2	13 912 163,1	15 899 931,6	17 570 056,1	22 186 594,7	30 305 035,7	41 424 373,1	52 415 886,5	62 553 283,7
FBCF	6 532 886,8	7 915 846,8	6 624 177,4	6 439 828,2	13 793 049,3	15 739 021,4	17 352 683,3	21 892 947,0	29 908 348,5	40 888 490,3	51 691 965,2	61 575 342,1
Secteur public	617 054,0	1 927 552,0	1 746 314,9	1181643,1	1060253,9	1 349 607,0	2 036 238,0	2 212 325,2	3 798 101,9	8 543 697,5	9 766 752,7	14 984 760,0
Secteur privé	5 915 832,8	5 988 294,8	4 877 862,5	5258185,1	12732795,4	14 389 414,4	15 316 445,3	19 680 621,8	26 110 246,6	32 344 792,8	41 925 212,6	46 590 582,1
Variation des stocks	31 019,0	38 901,9	65 396,0	88174,0	119113,8	160 910,2	217 372,8	293 647,76	396 687,3	535 882,8	723 921,3	977 941,6
Demande extérieure nette	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-2 137 292,8	-3 006 015,7	-2 110 310,6	-3 714 446,7	-2 985 848,3	-1 155 989,6	319 715,6	-5 910 061,3	-9 384 095,2	-5 290 791,6
Exportations de biens et services	10 952 411,2	11 691 156,8	9 684 064,1	8 987 832,4	19 626 113,6	25 124 988,5	22 068 778,1	25 796 245,0	44 470 753,8	57 694 487,1	69 106 800,6	98 473 559,8
Exportations des biens	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	8 887 353,8	19 467 596,3	24 938 731,4	21 819 085,9	25 530 316,7	44 135 158,0	57 554 584,0	68 991 765,5	97 574 038,6
Produits miniers	9 559 650,4	10 173 720,5	8 964 237,4	8 696 219,26	19 256 823,77	24 718 717,7	21 635 177,7	25 250 358,86	43 726 082,8	56 891 054,4	68 694 403,9	96 123 777,2
Autres produits	1 120 456,6	1 226 177,4	559 308,3	191134,58	210772,54	220 013,7	183 908,2	279957,89	409 075,2	663 529,7	297 361,7	1 450 261,4
Exportations des services	272 304,2	291 258,9	160 518,4	100478,58	158517,25	186 257,1	249 692,2	265928,25	335 595,8	139 903,0	115 035,0	899 521,2
Importations de biens et services	-12 327 019,0	-14 607 934,7	-11 821 357,0	-11 993 848,2	-21 736 424,1	-28 839 435,1	-25 054 626,4	-26 952 234,6	-44 151 038,2	-63 604 548,4	-78 490 895,8	-103 764 351,4
Importations des biens	-9 940 207,4	-11 756 200,0	-9 791 929,3	-9 589 064,2	-18 866 814,9	-24 293 546,3	-21 326 432,0	-21 968 989,6	-36 297 215,5	-53 571 241,9	-65 261 197,2	-86 602 867,0
Consommations	-2 255 855,8	-3 477 772,8	-2 603 773,5	-2781766,40	-6154016,09	-7 567 262,3	-6882000,91	-5367377,20	-9 485 341,2	-12 852 194,9	-12 134 031,3	-16 469 332,1
Equipements	-5 405 102,2	-6 897 624,7	-6 319 750,4	-6058749,57	-10889465,88	-11 554 304,9	-9664779,11	-9629617,69	-16 344 840,3	-25 261 903,0	-28 176 432,5	-33 813 738,0
Intermédiaires	-2 279 249,3	-1 380 802,5	-868 405,5	-748548,24	-1823332,92	-5 171 979,1	-4779652,00	-6971994,75	-10 467 033,9	-15 457 144,0	-24 950 733,4	-36 319 797,0
Importations des services	-2 386 811,6	-2 851 734,8	-2 029 427,6	-2404783,95	-2869609,25	-4 545 888,9	-3728194,37	-4983244,98	-7 853 822,7	-10 033 306,5	-13 229 698,6	-17 161 484,4
Produit Intérieur Brut	30 051 179,2	33 223 988,4	35 111 226,0	37 517 392,4	55 676 093,2	77 180 538,6	85 314 148,0	90 181 047,8	110 114 746,4	132 063 706,3	163 777 375,0	199 717 178,1

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1 | 19 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale
(en pourcentage du PIB à prix courant)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(p)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Demande intérieure nette	104,6	108,8	106,1	108,0	103,8	104,8	103,5	101,3	99,7	104,5	105,7	102,6
Consommation	82,7	84,8	87,0	90,6	78,8	84,2	82,9	76,7	72,2	73,1	73,7	71,3
Secteur public	8,2	8,3	11,6	7,4	5,5	6,3	6,9	7,6	8,3	9,4	7,9	8,1
Secteur privé	74,5	76,5	75,4	83,2	73,3	77,9	76,0	69,1	63,9	63,7	65,9	63,2
Investissements bruts	21,8	23,9	19,1	17,4	25,0	20,6	20,6	24,6	27,5	31,4	32,0	31,3
FBCF	21,7	23,8	18,9	17,2	24,8	20,4	20,3	24,3	27,2	31,0	31,6	30,8
Secteur public	2,1	5,8	5,0	3,1	1,9	1,7	2,4	2,5	3,4	6,5	6,0	7,5
Secteur privé	19,7	18,0	13,9	14,0	22,9	18,6	18,0	21,8	23,7	24,5	25,6	23,3
Variation des stocks	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5
Demande extérieure nette	-4,6	-8,8	-6,1	-8,0	-3,8	-4,8	-3,5	-1,3	0,3	-4,5	-5,7	-2,6
Exportations de biens et services	36,4	35,2	27,6	24,0	35,3	32,6	25,9	28,6	40,4	43,7	42,2	49,3
Exportations des biens	35,5	34,3	27,1	23,7	35,0	32,3	25,6	28,3	40,1	43,6	42,1	48,9
Produits miniers	31,8	30,6	25,5	23,2	34,6	32,0	25,4	28,0	39,7	43,1	41,9	48,1
Autres produits	3,7	3,7	1,6	0,5	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4	0,5	0,2	0,7
Exportations des services	0,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,5
Importations de biens et services	-41,0	-44,0	-33,7	-32,0	-39,0	-37,4	-29,4	-29,9	-40,1	-48,2	-47,9	-52,0
Importations des biens	-33,1	-35,4	-27,9	-25,6	-33,9	-31,5	-25,0	-24,4	-33,0	-40,6	-39,8	-43,4
Consommations	-7,5	-10,5	-7,4	-7,4	-11,1	-9,8	-8,1	-6,0	-8,6	-9,7	-7,4	-8,2
Equipements	-18,0	-20,8	-18,0	-16,1	-19,6	-15,0	-11,3	-10,7	-14,8	-19,1	-17,2	-16,9
Intermédiaires	-7,6	-4,2	-2,5	-2,0	-3,3	-6,7	-5,6	-7,7	-9,5	-11,7	-15,2	-18,2
Importations des services	-7,9	-8,6	-5,8	-6,4	-5,2	-5,9	-4,4	-5,5	-7,1	-7,6	-8,1	-8,6
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 20 Produit Intérieur Brut

Années	Estimations aux prix de 2005				Estimations à prix courants				Déflateur du PIB (2005 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)		
1990	8 186 454,9	17 279,0	144,4	-6,6	0,0000373	15 559,58	0,0000000	94,8	0,0000000	108,5
1991	7 497 155,4	15 824,1	132,2	-8,4	0,0007735	14 887,19	0,0000000	1 975,4	0,0000000	2 166,3
1992	6 709 954,0	14 162,6	118,3	-10,5	0,0293734	13 650,42	0,0000005	3 697,5	0,0000004	4 143,0
1993	5 803 258,9	12 248,8	102,3	-13,5	0,4479538	17 866,21	0,0000079	1 425,0	0,0000077	1 663,3
1994	5 578 636,5	11 774,7	98,4	-3,9	115,3692934	9 662,80	0,0020347	25 654,7	0,0020681	26 691,7
1995	5 618 637,8	11 859,2	99,1	0,7	659,5575702	9 368,04	0,0116323	471,7	0,0117387	467,6
1996	5 556 071,7	11 727,1	98,0	-1,1	4 818,7326349	9 601,95	0,0849855	630,6	0,0867291	638,8
1997	5 255 549,5	11 092,8	92,7	-5,4	12 983,8400118	9 885,31	0,2289893	169,4	0,2470501	184,9
1998	5 164 264,5	10 900,1	91,1	-1,7	16 620,2208301	10 344,58	0,2931222	28,0	0,3218313	30,3
1999	4 943 744,8	10 434,7	87,2	-4,3	86 223,5289069	21 460,37	1,5206797	418,8	1,7440934	441,9
2000	4 602 626,4	9 714,7	81,2	-6,9	494 251,7814340	22 650,39	8,7168627	473,2	10,7384727	515,7
2001	4 505 970,9	9 510,7	79,5	-2,1	2 341 846,2277081	11 334,25	41,3019291	373,8	51,9720675	384,0
2002	4 662 260,0	9 840,5	82,2	3,5	3 198 119,2920301	9 230,20	56,4035737	36,6	68,5959011	32,0
2003	4 932 264,5	10 410,4	87,0	5,8	3 824 458,6933104	9 443,13	67,4499974	19,6	77,5396110	13,0
2004	5 259 764,4	11 101,7	92,8	6,6	4 327 493,6419573	10 864,97	76,3217642	13,2	82,2754269	6,1
2005	5 670 065,0	11 967,7	100,0	6,1	5 670 065,0000000	11 967,70	100,0000000	31,0	100,0000000	21,5
2006	5 971 768,0	12 604,5	105,3	5,3	6 767 519,5454000	14 459,04	119,3552375	19,4	113,3252254	13,3
2007	6 345 569,5	13 393,5	111,9	6,3	8 648 878,5137204	16 739,32	152,5357913	27,8	136,2979088	20,3
2008	6 740 637,9	14 227,3	118,9	6,2	11 067 568,5144426	19 724,03	195,1929742	28,0	164,1917073	20,5
2009	6 933 087,5	14 633,5	122,3	2,9	15 101 187,9014711	18 725,46	266,3318304	36,4	217,8133188	32,7
2010	7 425 889,7	15 673,7	131,0	7,1	19 536 676,9254905	21 567,21	344,5582533	29,4	263,0887034	20,8
2011	7 936 395,2	16 751,2	140,0	6,9	23 759 424,6000000	25 841,18	419,0326672	21,6	299,3730034	13,8
2012	8 498 839,5	17 938,3	149,9	7,1	26 954 556,8000000	29 318,77	475,3835591	13,4	317,1557347	5,9
2013	9 219 707,4	19 459,9	162,6	8,5	30 051 179,2000000	32 676,03	529,9970847	11,5	325,9450438	2,8
2014	10 092 840,2	21 302,8	178,0	9,5	33 223 988,4618189	35 909,04	585,9542785	10,6	329,1837359	1,0
2015	10 790 877,9	22 776,1	190,3	6,9	35 111 225,9719369	37 917,71	619,2385091	5,7	325,3787716	-1,2
2016	11 049 794,1	23 322,6	194,9	2,4	37 517 392,3916505	37 134,86	661,6748202	6,9	339,5302393	4,3
2017	11 461 614,2	24 191,8	202,1	3,7	55 676 093,1273583	37 980,58	981,9304210	48,4	485,7613629	43,1
2018	12 128 808,6	25 600,1	213,9	5,8	77 180 538,6890554	47 568,21	1 361,1931907	38,6	636,3406437	31,0
2019 ^(a)	12 660 599,7	26 722,5	223,3	4,4	85 314 148,0143706	51 775,83	1 504,6414462	10,5	673,8555042	5,9
2020 ^(a)	12 880 314,6	27 186,2	227,2	1,7	90 181 047,8030943	48 641,98	1 590,4764373	5,7	700,1463110	3,9
2021 ^(a)	13 678 914,0	28 871,8	241,2	6,2	110 114 746,4358120	55 351,01	1 942,0367568	22,1	804,9962632	15,0
2022 ^(a)	14 899 681,5	31 448,5	262,8	8,9	132 063 706,3456350	65 817,29	2 329,1391959	19,9	886,3525443	10,1
2023 ^(a)	16 182 408,5	34 155,9	285,4	8,6	163 777 374,9715330	70 268,62	2 888,4567456	24,0	1 012,0704539	14,2
2024 ^(a)	17 263 742,0	36 438,3	304,5	6,7	199 717 178,0935790	71 489,95	3 522,3084408	21,9	1 156,8591436	14,3

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 21 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages
(base 2015 = 100)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (p)	2021 (p)	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)
I. VOLUME DE PRODUCTION											
1. Production agricole, forêt, élevage, chasse et pêche	87,88	100,00	102,99	98,38	102,59	103,90	106,26	109,10	108,01	120,72	123,32
2. Production agricole	93,53	100,00	102,83	105,48	108,19	111,22	115,25	120,94	115,80	123,25	126,55
3. Production agricole vivrière	86,75	100,00	101,82	96,34	101,48	103,03	105,25	107,98	107,39	123,30	127,06
4. Production agricole de rente	83,75	100,00	101,38	92,29	98,51	99,41	100,83	102,25	103,66	120,24	93,48
5. Sylviculture	92,65	100,00	107,90	107,95	108,02	108,10	111,15	114,47	111,24	65,32	52,50
6. Elevage, pêche et chasse	92,38	100,00	108,29	94,54	97,26	100,08	102,11	105,11	102,43	126,25	130,05
7. Extraction	113,82	100,00	98,42	125,13	144,73	146,69	161,08	176,42	221,96	220,14	247,74
8. Extraction des métaux non ferreux	126,45	100,00	99,08	135,14	158,08	164,42	185,07	206,75	271,36	248,12	284,21
9. Autres produits d'extraction	84,23	100,00	96,87	101,68	113,46	105,13	104,85	105,34	106,20	112,13	113,57
10. Production de pétrole brut	101,39	100,00	95,03	91,37	101,76	98,96	105,93	102,52	103,33	102,22	83,41
11. Production manufacturière	102,92	100,00	99,16	96,08	96,55	102,44	104,65	108,31	112,84	116,29	118,90
12. Production industries alimentaires, boissons et tabacs	100,07	100,00	102,15	101,46	98,31	108,06	110,50	115,75	121,00	124,71	126,59
13. Production d'autres industries manufacturières	105,78	100,00	96,15	90,68	94,78	96,80	98,77	100,83	104,63	107,82	111,17
14. Production de ciment	82,56	100,00	63,50	225,59	293,08	346,78	322,00	408,61	482,16	576,35	658,50
15. Production d'eau	95,92	100,00	104,25	103,21	98,45	91,86	94,82	92,02	104,16	110,38	105,41
16. Production d'électricité	97,74	100,00	99,56	105,90	118,27	128,20	138,82	147,24	173,01	151,48	150,84
II. VOLUME DE CONSOMMATION											
1. Consommation d'eau	95,92	100,00	98,54	95,55	97,39	97,43	97,24	97,10	97,17	97,13	105,41
2. Consommation intérieure d'électricité	105,99	100,00	96,11	99,51	104,66	119,04	87,04	113,72	126,21	105,61	150,84
3. Consommation intérieure de ciment	79,63	100,00	57,78	221,56	288,67	236,30	318,44	386,39	587,19	643,03	658,50
4. Consommation des produits pétroliers	105,99	100,00	96,11	99,51	104,66	118,91	121,32	118,96	159,42	...	...
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT											
1. Manutention dans les principaux ports	101,05	100,00	79,32	50,51	50,06	53,28	55,85	57,04	60,82	72,01	69,51
2. Trafic des marchandises et des personnes	95,50	100,00	106,11	136,10	140,25	148,59	152,67	162,10	169,78	179,22	188,25
IV. PRIX											
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	106,53	100,00	97,71	97,55	117,32	132,89	127,38	134,97	190,68	232,90	301,07
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C.											
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES	96,00	100,00	105,53	117,12	128,04	132,12	137,05	147,36	154,04	165,84	179,62
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES	98,87	100,00	101,04	105,81	110,75	112,39	114,31	116,48	119,50	123,35	127,77
5. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York											
V. Indice de volume du P.I.B.											
	93,53	100,00	102,40	106,22	112,40	117,33	119,36	126,80	138,08	149,96	159,98

Source : Banque centrale du Congo sur base des données fournies par les structures contributrices.

Tableau I | 1 | 22 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse
(en milliers de tonnes, sauf indication contraire)

	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)
I. CULTURES VIVRIERES										
Céréales										
Maïs grains	2 086	2 138	2 191	2 245	2 301	2 186	2 234	2 241	2 220	2 232
Riz paddy	1 282	1 295	1 365	1 378	1 500	1 476	1 581	1 519	1 525	1 542
Millet & sorgho	46	46	47	48	48	48	49	48	48	48
Blé & orge	41	49	52	57	61	65	67	64	65	65
Racines et tubercules										
Manioc tubercules	35 823	36 804	37 813	38 848	39 913	42 769	45 673	42 785	43 743	44 067
Patate douce	491	504	505	533	533	558	575	555	563	564
Taro	68	68	68	68	68	69	69	68	69	69
Pomme de terre	100	101	102	105	108	104	105	106	105	106
Oignons, ails...	205	211	228	246	266	274	282	274	277	278
Igname	103	106	110	113	116	115	118	116	117	117
Légumes et légumineuses										
Haricots	250	251	252	253	253	260	264	259	261	261
Vandzou	11	11	12	12	12	14	14	13	14	14
Feuille de manioc	1 108	1 141	1 162	1 197	1 233	1 256	1 293	1 261	1 270	1 275
Tomates	181	187	197	211	226	233	240	233	235	236
Piments et poivre	132	146	161	178	196	216	223	212	217	217
Autres légumes	387	399	410	422	435	447	460	447	451	453
Oléagineux										
Arachides	430	439	447	456	465	465	476	469	470	472
Soja	21	22	23	23	24	26	26	25	26	26
Noix de palme (palmier à huile)	4 683	4 824	4 844	4 864	4 869	5 293	5 452	5 205	5 317	5 324
Autres oléagineux	148	155	161	168	176	183	189	183	185	185
Fruits										
Bananes plantains	5 551	5 718	5 779	5 952	5 977	4 867	4 884	5 243	4 998	5 042
Bananes douces	855	879	903	927	953	806	807	855	823	828
Autres fruits	747	754	761	783	787	751	752	763	755	757
II. ELEVAGE										
Bovins (en milliers de têtes)	1 064	1 127	1 195	1 267	1 343	1 344	1 490	1 392	1 409	1 430
Ovins (en milliers de têtes)	909	910	910	911	911	914	916	914	915	915
Caprins (en milliers de têtes)	4 079	4 083	4 087	4 091	4 091	4 119	4 126	4 112	4 119	4 119
Porcins (en milliers de têtes)	997	1 001	1 005	1 006	1 006	1 000	1 003	1 003	1 002	1 003
Volailles (en milliers de têtes)	20 370	20 430	20 492	20 512	20 533	18 676	18 793	19 334	18 934	19 021
Oeufs (en millions d'oeufs)	1 084	1 083	1 087	1 116	1 119	1 151	1 185	1 152	1 163	1 167
Lait (en millions de litres)	91	101	113	126	141	145	149	145	146	147
III. SYLVICULTURE										
Bois de chauffage	91 887	99 111	99 131	99 181	99 230	102 187	105 253	102 223	103 221	103 566
Charbon de bois	3 656	4 010	4 026	4 040	4 057	4 074	4 196	4 109	4 127	4 144
IV. PECHE ET CHASSE										
Poissons frais	469	483	498	512	529	539	555	541	545	547
Gibier	336	346	356	367	377	387	399	388	391	393

Source : Banque centrale du Congo

Tableau I | 1 | 23 Production agro-industrielle
(en tonnes)

PRODUITS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(p)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
PLANTES STIMULANTES										
Café robusta	37 782	37 906	37 660	44 414	55 723	55 904	55 030	23 130	25 605	21 502
exportations : Source ONC	2 887	4 726	4 744	5 415	5 010	5 712	4 437	2 679	5 669	4 761
Café arabica	17 014	7 471	9 517	7 071	8 320	8 599	9 268	8 390	7 545	5 474
exportations	15 229	6 687	8 518	6 329	7 447	8 251	8 296	8 050	6 753	4 900
Cacao	13 230	18 402	6 146	19 511	32 543	45 957	69 534	38 809	67 721	56 866
exportations	11 081	15 413	5 148	16 342	27 257	38 492	58 238	32 505	56 720	47 629
Thé	4 349	4 368	4 387	4 407	4 426	4 446	4 608	4 629	4 649	4 670
Tabac	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
BOIS										
Grumes (m ³)	528 359	502 271	504 429	506 596	508 772	510 957	513 152	515 357	517 570	498 789
exportations	250 515	238 145	110 168	196 220	248 065	250 133	106 977	109 851	192 049	185 080
OLEAGINEUX ⁽¹⁾	16 668	17 480	18 079	18 959	19 609	20 564	21 269	22 304	23 069	23 859
Huile de palme	13 423	13 339	13 356	13 587	13 999	16 377	46 998	50 659	50 659	50 659
Huile de palmistes	1 654	2 077	2 072	2 072	2 053	9 489	30 431	33 272	33 272	33 272
exportations	1 361	1 360	1 358	1 358	1 345	6 216	19 934	21 795	21 795	21 795
Tourteaux de palmistes	10 477	10 831	11 195	11 573	11 963	12 366	12 386	12 895	13 309	13 736
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES										
Coton-fibres	2 531	2 142	1 984	1 860	1 754	1 746	1 776	1 631	1 555	1 483
Huile de coton	39	36	32	29	25	25	26	22	20	18
Tourteaux de coton	210	193	176	160	144	153	155	138	129	121
Fibres Urena-Punga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES MEDICINALES										
Quinquina	2 293	2 304	2 316	2 327	2 339	2 351	2 362	2 374	2 385	2 397
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES A CAOUTCHOUC										
Caoutchouc	2 355	2 596	2 536	17 414	19 119	7 990	6 517	7 260	8 178	6 133
exportations	1 346	1 324	1 293	14 914	16 375	6 843	5 582	6 218	7 004	5 253
PLANTES SACCHARIFERES										
Canne à sucre	2 181 700	2 247 151	2 252 769	2 258 401	2 264 047	2 269 028	2 280 982	2 285 409	2 291 244	2 297 093

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier. Production exportée.

Tableau I | 1 | 24 Production minière et métallurgique

Produits	Unité	2015	2016	2017	2018	2019 ^(p)	2020 ^(p)	2021 ^(p)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
Cuivre	tonnes	1 039 007	1 023 687	1 094 638	1 221 648	1 420 386	1 601 208	1 802 897	2 394 630	2 842 022	3 100 234
dont : - Gécamines	tonnes	16 811	10 444	15 864	18 037	2 974	3 515	3 996	4 629	6 210	4 738
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	1 022 196	1 013 243	1 078 773	1 203 611	1 417 412	1 597 693	1 798 902	2 390 001	2 835 812	3 095 497
Zinc	tonnes	12 675	12 587	12 337	1 047	6 134	15 305	16 079	12 309	11 287	43 590
dont : - Gécamines	tonnes	6 319	9 028	9 163	777	3 669	4 868	4 820	3 538	3 770	0
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	6 356	3 559	3 174	269	2 465	10 438	11 259	8 771	7 517	43 590
Cobalt	tonnes	83 529	68 822	82 461	111 358	77 964	86 591	93 144	111 309	140 121	198 777
dont : - Gécamines	tonnes	1 041	39	184	241	1 509	14 339	15 419	19 907	23 420	0
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	82 488	68 783	82 277	111 117	76 455	72 252	77 726	91 402	116 701	198 777
Or fin ⁽¹⁾	kilos	31 791	30 664	31 586	36 777	31 586	31 501	31 903	32 337	34 526	27 938
Diamant	milliers de carats	15 789	15 523	18 891	15 131	18 891	16 560	12 179	14 088	8 306	9 241
dont : - MIBA et autres industriels	milliers de carats	1 505	3 146	3 488	3 202	3 488	6 484	4 525	5 576	4 690	2 790
- Artisanal	milliers de carats	14 284	12 377	15 404	11 929	15 404	10 076	7 654	8 511	3 616	6 451
Cassitérite	tonnes	8 304	11 824	17 682	16 273	19 984	26 678	29 023	29 239	34 463	42 953
Wolframite	tonnes	106	154	248	380	406	226	209	205	457	337
Colombo-tantalite	tonnes	2 102	2 414	1 996	2 267	1 256	1 712	2 422	2 500	1 795	2 849
Pétrole brut	milliers de barils	8 247	7 837	7 536	8 393	8 162	8 737	8 499	8 499	8 430	6 879
Indice de la production minière											
et hydrocarbure (2015=100)		100,0	94,0	102,4	122,1	90,7	129,6	149,0	125,3	132,3	185,3

Source : Ministère des mines

Y compris la production artisanale.

Tableau I | 1 | 25 Principales productions manufacturières

	Unité	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS											
Industries alimentaires :											
Lait pasteurisé	10 ³ litres	79	81	84	86	89	90	89	90	89	88
Farine de maïs	tonnes	18 700	19 261	19 838	20 434	21 047	21 365	22 836	23 181	24 777	26 481
Farine de froment	tonnes	202 703	239 903	240 612	213 107	203 302	194 945	204 936	211 516	222 355	233 750
Riz décortiqué	tonnes	219	223	221	222	223	249	213	224	229	234
Sucre	tonnes	118 463	120 863	120 761	121 844	122 678	127 682	118 202	121 637	122 573	123 517
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	214	220	196	202	198	216	191	201	201	201
Pain	tonnes	225 279	233 164	241 325	249 771	258 513	263 089	272 328	281 349	289 302	297 480
Graisses et huiles de table	tonnes	1 601	1 649	1 544	1 518	1 456	1 635	1 504	1 505	1 520	1 535
Huiles de palme	tonnes	13 423	13 339	13 356	13 564	13 999	16 377	46 998	50 659	50 659	50 659
Margarine	tonnes	774	797	821	845	871	884	893	922	942	962
Aliments pour animaux	tonnes	28 402	29 254	30 132	31 036	31 967	32 451	32 781	33 853	34 574	35 309
Pêche lacustre	tonnes	1 103	1 136	1 170	1 205	1 242	1 260	1 273	1 315	1 343	1 371
Industries des boissons :											
Boissons alcoolisées	10 ³ d'hl	4 850	4 679	4 464	4 250	4 804	5 396	5 625	6 080	6 280	6 280
Boissons gazeuses	10 ³ d'hl	2 224	2 133	2 131	2 088	2 893	2 592	2 619	2 628	2 696	2 696
Industries du tabac :											
Cigarettes	10 ⁶ d'unités	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES											
Industries de tissu, confection et bonneterie :											
Bonneterie	10 ³ de pièces	65	63	61	59	57	55	56	54	53	51
Couvertures	10 ³ de pièces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sacs	10 ³ de pièces	914	731	585	468	374	299	301	235	192	156
Toiles d'emballages	milliers de m	11	11	12	12	12	13	13	14	14	14
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m ²	144	145	146	146	147	148	151	151	152	153
Tissus imprimés	milliers de m ²	22	11	5	3	1	1	1	0	0	0
Tissus polyester	milliers de m ²	5	2	1	1	0	0	0	0	0	0
Filatures	tonnes	35	28	22	18	14	11	12	9	7	6
Industries des chaussures et cuirs :											
Chaussures	10 ³ de paires	356	213	129	124	74	76	69	58	41	29
Industries de la chimie de consommation :											
Savons	tonnes	10 399	10 711	11 033	11 364	11 705	12 056	12 406	12 781	13 163	13 556
Peintures, vernis, émaux	tonnes	49 960	51 459	53 002	54 592	56 230	57 917	59 600	61 401	63 234	65 122
Allumettes	cartons	158 066	162 808	151 196	153 499	149 113	153 114	170 466	166 852	167 964	169 083
Explosifs	tonnes	5	4	3	5	10	11	12	25	29	33
Acétylène	kilos	13 443	12 394	13 403	18 472	31 209	30 011	29 515	47 839	57 873	70 013
Oxygène	10 ³ de m ³	13	9	11	...	...	...	...	...	...	...
Chaux	kilos	4 050	4 331	4 100	4 385	4 151	4 439	3 425	3 703	3 534	3 372
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés :											
Lubrifiants	litres	538 608	554 766	571 409	588 551	606 208	624 394	499 755	539 837	539 097	538 357
Industries du plastique :											
Pneus pour automobiles	10 ³ de pièces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Casiers et bacs de 32 litres	10 ³ de pièces	431	515	436	521	442	528	609	636	611	587
Divers articles plastiques	10 ³ de pièces	2 989	3 266	3 368	3 738	3 992	4 624	5 241	5 714	6 340	7 036
Industries des fabrications métalliques légères :											
Articles galvanisés	10 ³ de pièces	216	214	185	182	173	167	191	180	175	170
Machettes et houes	10 ³ de pièces	205	211	199	196	193	187	204	197	196	194
Pelles et bêches	10 ³ de pièces	28	29	28	27	27	26	28	27	27	27
Tôles galvanisées	10 ³ de pièces	410	422	398	392	386	375	329	330	319	308
Articles de ménage en aluminium	tonnes	65	67	63	62	61	59	58	57	56	55
Valises et malles	pièces	166	170	161	159	157	153	149	147	145	142
Bouchons couronnes	10 ⁶ de pièces	783	806	814	809	794	766	774	761	744	727
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction :											
Imprimés	10 ³ de pièces	461	476	484	496	511	529	600	603	634	666
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton											
Papiers et cartons	tonnes	569	584	597	614	629	644	744	743	776	811
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	80 433	82 846	85 331	87 891	90 528	93 244	95 911	98 818	101 761	104 792

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I | 1 | 26 Principales productions manufacturières

	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ^(p)	2020 ^(e)	2021 ^(e)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES													
Industries des fabrications métal, lourdes :													
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	423,5	435,9	465,7	497,4	533,4	549,6	556,3	567,1	607,7	615,6	628,7	649,4
Chaudronnerie	tonnes	237,6	238,8	239,9	241,0	242,4	243,6	245,0	246,3	248,4	249,6	251,1	259,3
Fonderie fonte et acier	tonnes	103,4	106,7	113,4	120,3	127,8	132,3	134,8	138,6	139,0	143,8	146,4	151,2
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	4,1	3,2	3,0	2,6	2,8	3,5	3,5	3,8	3,9	4,6	4,7	4,8
Industrie du matériel de transport :													
Réparations navales	pièces	36,1	41,0	47,3	33,0	32,7	24,9	25,2	26,8	26,3	21,8	23,3	24,1
Constructions navales	pièces	11,0	19,0	19,5	22,0	21,2	22,8	23,2	24,4	24,1	25,7	26,2	27,0
Industries des minéraux non métalliques :													
Ciment Portland normal	10 ³ de tonnes	446,61	329,21	398,7	253,2	899,5	1 169,5	1 382,8	1 284,9	1 558,0	1 949,5	2 298,2	2 374,0
Ciment métallurgique	10 ³ de tonnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits en béton	tonnes	1 346,2	1 399,1	1 454,4	1 511,8	1 573,7	1 637,5	1 704,0	1 772,0	1 832,1	1 909,1	1 984,0	2 049,5
Carrelages	milliers de m ²	25,2	27,1	29,9	30,5	32,8	33,4	35,4	38,9	40,6	42,1	45,5	47,0
Fibro-ciment	milliers de m ²	224,9	235,9	247,6	248,0	259,2	265,5	281,0	300,1	287,7	304,6	320,2	330,7
Concassés	10 ³ de tonnes	361,2	285,1	306,8	326,1	340,8	396,8	324,0	323,2	410,6	402,2	356,3	368,0
Bouteilles	10 ³ de pièces	44 580	38 860	28 263,9	23 677,1	20 527,1	23 853,4	26 978,0	26 407,3	26 978,3	31 288,1	32 748,0	32 707,3
Industries de transformation de bois :													
Tranchages	m ³	4 069,4	4 215,3	4 368,8	4 526,7	4 690,9	4 860,7	5 036,9	4 860,0	4 885,8	5 056,7	5 078,2	5 245,7
Contreplaqués	m ³	773,0	797,4	822,7	848,8	875,7	903,5	932,1	875,7	916,1	933,7	931,7	962,4
Bois sciés	m ³	39 980,97	40 370,59	43 070,5	43 973,9	24 681,7	36 572,1	39 971,0	37 093,0	34 741,3	34 794,1	34 794,1	35 942,0
Matelas	10 ⁶ de pièces	3 751,0	3 863,5	3 979,4	4 098,8	4 221,7	4 348,4	4 478,9	4 348,4	4 428,7	4 544,5	4 569,4	4 720,2
Stylo à billes	10 ³ de pièces	8 221,9	9 059,1	9 982,8	11 000,0	12 121,1	13 356,4	14 717,6	15 249,6	15 495,2	17 283,0	18 336,3	18 941,2
Menuiserie métallique	tonnes	71,6	73,8	76,0	78,3	80,6	83,1	85,5	88,1	99,5	100,4	105,0	108,5
Mobiliers métalliques	pièces	774,6	816,6	861,6	908,7	958,6	1 011,1	1 066,5	1 086,9	1 088,2	1 156,7	1 194,3	1 233,7

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I | 1 | 27 Indice de la production des industries manufacturières
(base 2015 = 100)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ^(p)	2020 ^(e)	2021 ^(e)	2022 ^(e)	2023 ^(e)	2024 ^(e)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS												
Produits alimentaires	86,7	100,1	100,0	102,2	101,5	98,3	108,1	110,5	115,7	121,0	124,7	126,6
Boissons	93,8	96,6	100,0	108,0	109,7	107,0	107,3	108,1	114,9	118,9	122,5	126,3
Tabacs	97,3	103,5	100,0	96,3	93,2	89,6	108,8	112,9	116,5	123,1	126,9	126,9
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES												
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	68,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chaussures et cuirs	114,3	105,8	100,0	96,1	90,7	94,8	96,8	98,8	100,8	104,6	107,8	111,2
Chimie de consommation	151,5	122,2	100,0	82,9	69,6	59,1	50,8	44,1	44,7	38,7	35,0	31,9
Fabrication des produits pétroliers raffinés	277,8	166,7	100,0	60,0	36,1	34,7	20,8	21,4	19,4	16,2	11,5	8,1
Plastique	92,4	97,0	100,0	102,4	98,6	102,7	107,0	109,2	116,7	124,0	129,6	136,1
Fabrications métalliques légères	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,6	115,9	92,8	100,2	100,1	100,0
Edition, imprimerie et reproduction	93,9	95,4	100,0	110,6	111,3	124,6	129,7	150,7	171,1	185,7	203,3	222,9
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	92,6	96,2	100,0	102,5	98,7	97,6	95,6	92,6	92,6	90,8	88,8	86,8
Fabrication métalliques lourdes	93,3	97,5	100,0	103,2	105,0	107,6	110,9	114,9	130,3	130,9	137,5	144,5
Matériel de transport	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,5	115,9	119,3	122,9	126,6	130,4
Minéraux non métalliques	93,5	95,4	100,0	104,8	110,3	113,0	114,3	116,3	121,5	123,3	125,4	129,5
Transformation de bois	70,6	89,8	100,0	82,4	80,8	71,4	72,4	76,8	75,4	71,1	74,0	76,5
Autres non classées ailleurs	153,0	134,0	100,0	84,8	77,0	89,1	100,0	98,1	101,3	116,9	123,0	123,4
C. INDICE GLOBAL	92,9	94,0	100,0	102,3	62,7	87,7	95,2	88,7	84,0	84,5	84,5	87,3
	86,0	92,7	100,0	108,0	116,7	126,2	136,6	139,4	141,7	154,9	162,5	167,8
	100,5	102,9	100,0	99,2	96,1	96,6	102,4	104,7	108,3	112,8	116,3	118,9

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I | 1 | 28 Production, exportation et consommation intérieure de ciment
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation des stocks
	Ciment Portland Normand	Ciment métallurgique	Total production ciment (1)	Exportation (1)	Consommation locale(2)	Total	
2011	456 612	...	456 612	37 958	417 983	455 941	670
2012	413 181	...	413 181	29 807	385 206	415 012	-1 831
2013	446 610	...	446 610	26 894	420 975	447 868	-1 258
2014	329 205	...	329 205	12 573	316 911	329 484	-279
2015	398 749	...	398 749	1 122	397 970	399 092	-343
2016	253 201	...	253 201	-	229 967	229 967	23 234
2017	899 533	...	899 533	-	881 733	881 733	17 800
2018	1 168 643	...	1 168 643	-	1 148 800	1 148 800	19 842
2019	1 382 769	...	1 382 769	-	940 414	940 414	442 355
2020	1 283 968	...	1 283 968	-	1 267 277	1 267 277	16 692
2021	1 629 327	...	1 629 327	-	1 537 714	1 537 714	91 613
2022	2 072 888	...	2 072 888	-	2 336 845	2 336 845	-263 957
2023	2 298 206	...	2 298 206	-	2 559 063	2 559 063	-260 857
2024	2 473 003	...	2 473 003	-	2 403 331	2 403 331	69 672

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

(1) Uniquement ciment Portland normal.

(2) Y compris ciment métallurgique.

Tableau I | 1 | 29 Consommation de produits pétroliers
(en m3)

Produits	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Essence auto	407 197	362 760	357 980	388 868	484 574	497 149	478 862	499 933	426 594	500 058
Carburant aviation	152 802	142 381	144 337	153 349	165 969	122 787	150 310	99 601	163 034	146 152
Pétrole	2 029	1 100	1 040	2 558	3 525	16 671	7 323	8 740	4 531	9 342
Gasoil	637 604	482 290	503 611	777 800	791 607	838 082	809 908	1 331 075	684 724	835 234
Fuel oil	16 876	18 754	17 743	14 318	897	1 238	8 039	12 271	6 743	1 293
Total	1 216 519	1 007 285	1 024 711	1 336 893	1 446 775	1 475 927	1 454 442	1 951 619	1 285 627	1 492 079

Source : SEP-Congo.

Tableau I | 1 | 30 Production et consommation d'électricité par province
(en milliers de Mwh)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I. Production brute ⁽¹⁾											
dont:											
centrales hydroélectriques	8 718	8 918	8 881	9 440	10 548	11 433	12 382	13 134	13 073	13 512	13 455
centrales thermiques	10	12	10	16	13	14	15	15	15	15	15
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	8 728	8 930	8 891	9 457	10 561	11 448	12 397	13 149	13 088	13 527	13 470
II. Consommation											
intérieure nette :											
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
dont : ville de Kinshasa	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
haute tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
basse tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
éclairage public	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	7 716	7 265	6 983	7 230	7 604	8 648	6 323	8 262	9 169	7 672	9 070
III. Exportations ⁽²⁾	369	422	395	409	412	420	416	414	416	416	418
IV. Importations et Achats locaux ⁽³⁾	20	20	20	20	22	23	24	22	23	23	29
V. Pertes ⁽⁴⁾	664	1 262	1 533	1 852	2 568	2 402	5 633	4 451	3 481	5 415	3 953

Source: S.N.E.L.

(1) I = II + III - IV + V non compris les autoproducteurs.

Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I | 1 | 31 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO			S. N. EL.		
	(Eau potable)		Nombre d'abonnés	(Electricité)		Nombre d'abonnés
	Production (en mios de m3)	Consommation (en mios de m3)		Production (en milliers de MWh)	Consommation (1) (en milliers de MWh)	
2012	271 760	166 868	528 182	7 547	6 678	528 182
2013	288 073	68 416	536 903	8 349	7 424	596 691
2014	298 329	176 377	552 735	8 728	7 716	777 122
2015	311 021	181 450	580 263	8 930	7 265	825 842
2016	324 241	178 798	600 759	8 891	6 983	864 088
2017	320 993	173 376	610 128	9 457	7 230	613 163
2018	306 199	176 715	619 280	10 561	7 604	662 704
2019	285 690	176 779	628 569	11 448	8 648	715 720
2020	294 910	176 442	722 854	12 397	6 323	844 550
2021	286 213	176 181	831 283	13 149	8 262	996 569
2022	324 327	176 311	955 975	13 088	9 169	1 175 951
2023	343 292	176 246	1 099 371	13 527	7 672	1 387 623
2024	327 856	218 676	1 181 824	13 470	9 070	1 512 509

Sources : REGIDESO et SNEL.

(1): Il s'agit de la consommation intérieure

Tableau I | 1 | 32 Activité de principaux organismes de transport
(en millions d'unités)

Marchandises (tkm)	2015	2016	2017	2018	2019 ⁽¹⁾	2020 ⁽¹⁾	2021 ⁽¹⁾	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽¹⁾	2024 ⁽¹⁾
I. TRANSPORT FLUVIAL	86,95	84,04	84,66	84,91	84,57	85,96	83,94	84,85	85,08	84,96
1. ONATRA	86,95	84,04	84,66	84,91	84,57	85,96	83,94	84,85	85,08	84,96
Voies fluviales	83,61	80,50	80,97	81,29	81,17	82,33	80,48	81,24	81,46	81,44
Bas-fleuve	3,34	3,54	3,69	3,61	3,40	3,64	3,46	3,61	3,61	3,52
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	55,58	55,64	89,11	94,01	48,05	35,26	28,59	33,17	35,84	28,10
1. S.N.C.C. ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Sud (OCS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Est (SFE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA (CFMK)	55,58	55,64	89,11	94,01	48,05	35,26	28,59	33,17	35,84	28,10
III. TRANSPORT AERIEN	71,27	76,81	95,53	118,84	142,04	158,41	147,12	157,04	162,30	163,67
IV. TRANSPORT ROUTIER	6 784,87	7 190,16	9 410,80	9 679,86	10 319,27	10 609,62	11 343,57	11 898,75	12 597,47	13 277,08
Total transport marchandises	6 998,66	7 406,65	9 680,10	9 977,61	10 593,94	10 889,25	11 603,22	12 173,81	12 880,69	13 553,81
Voyageurs (Voyageurs km)										
I. TRANSPORT FLUVIAL	0,23	0,22	0,23	0,26	0,25	0,25	0,26	0,28	0,29	0,28
1. ONATRA	0,23	0,22	0,23	0,26	0,25	0,25	0,26	0,28	0,29	0,28
Voies fluviales	0,19	0,18	0,19	0,21	0,20	0,21	0,21	0,22	0,23	0,22
Bas-fleuve	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,06	0,06
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	190,24	153,93	143,12	152,50	150,96	144,07	142,91	143,06	144,15	143,19
1. S.N.C.C.	141,27	139,33	140,21	140,52	140,74	141,09	140,26	141,13	141,30	141,37
Réseau Sud (OCS)	141,27	139,33	140,21	140,52	140,74	141,09	140,26	141,13	141,30	141,37
Réseau Est (SFE).....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Réseau Nord (CFU).....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2. ONATRA	48,96	14,61	2,91	11,98	10,22	2,98	2,64	1,93	2,85	1,82
Voie ferrée (CFMK)	1,25	2,23	0,14	3,45	3,45	0,75	0,70	0,73	1,26	0,82
T.U.K.	47,71	12,37	2,77	8,53	6,77	2,23	1,94	1,20	1,59	0,99
III. TRANSPORT AERIEN	874,94	984,88	994,56	1 007,35	1 018,78	1 031,11	1 012,29	1 009,09	998,21	991,26
IV. TRANSPORT ROUTIER	235,61	280,52	322,58	339,97	373,48	402,17	437,23	473,17	513,19	556,01
Total transport voyageurs	1 301,02	1 419,56	1 460,49	1 500,07	1 543,47	1 577,61	1 592,69	1 625,59	1 655,84	1 690,74
Indice de trafic des marchandises et des personnes (2015 = 100)	100,00	106,11	136,10	140,25	148,59	152,67	162,10	169,78	179,22	188,25

Sources : Rapports des sociétés de Transport.
(1) Données indisponibles depuis 2005.

Tableau I | 1 | 33 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports
(en milliers de tonnes)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020 ^(a)	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
Port de Matadi	2 944,2	2 331,6	1 435,2	1 400,0	1 532,1	1 638,1	1 724,0	1 809,4	2 086,1	1 976,9
Entrées	2 538,0	1 968,8	1 216,2	1 166,9	1 308,6	1 391,6	1 443,5	1 508,7	1 842,7	1 735,6
Sorties	406,2	362,8	219,1	233,1	223,5	246,5	280,6	300,7	243,4	241,4
Port public de Kinshasa	187,1	179,9	167,6	225,4	163,5	138,8	139,5	204,4	251,8	281,1
Réseau fluvial	142,6	134,5	101,4	139,7	118,5	101,5	103,8	171,8	237,6	261,3
Chargement	54,2	44,1	28,0	20,7	26,1	18,2	11,3	14,4	27,7	22,0
Déchargement	88,4	90,4	73,4	119,0	92,4	83,3	92,5	157,4	209,9	239,3
C.F.M.K.	44,4	45,4	66,2	85,6	45,0	37,3	35,7	32,6	14,2	19,8
Chargement	9,5	14,3	11,3	8,7	6,1	2,1	6,0	2,1	0,0	0,0
Déchargement	34,9	31,1	54,9	77,0	38,9	35,1	29,7	30,5	14,2	19,8
Port de Boma	192,9	135,2	119,9	102,0	96,8	92,3	43,1	13,4	38,0	41,6
Chargement	16,0	16,1	12,2	12,8	10,1	8,6	8,7	0,7	11,8	2,4
Déchargement	176,9	119,1	107,7	89,2	86,7	83,6	34,4	12,7	26,2	39,2
Port de Kalemie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Port de Kalundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	3 324,2	2 646,8	1 722,7	1 727,3	1 792,4	1 869,2	1 906,6	2 027,2	2 375,9	2 299,6
Indice de manutention ⁽¹⁾										
(2015 = 100)	100,0	79,3	50,5	50,1	53,3	55,9	57,0	60,8	72,0	69,5

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

Tableau I | 1 | 34 Communication téléphonique
(en milliers)

	PERIODES	Unités consommées	Sms	Mégas
2018	Janvier	1 019 106	1 097 500	2 404 046
	Février	975 697	1 019 411	2 465 778
	Mars	1 155 174	1 194 621	2 926 658
	Avril	1 114 078	1 198 894	3 077 179
	Mai	1 209 704	1 332 156	3 239 826
	Juin	1 235 292	1 389 765	3 505 502
	Juillet	1 316 659	1 549 229	3 800 875
	Août	1 321 653	1 569 633	4 055 155
	Septembre	1 202 333	1 486 784	4 028 359
	Octobre	1 226 908	1 567 944	4 406 959
	Novembre	1 148 742	1 533 732	4 454 201
	Décembre	1 082 656	987 870	4 810 307
	Total 2018	14 008 001	15 927 540	43 174 846
2019	Janvier	1 058 292	33 529	2 065 934
	Février	882 762	49 445	4 632 791
	Mars	979 470	51 369	5 292 274
	Avril	955 671	833 298	5 603 841
	Mai	980 678	995 983	6 097 829
	Juin	972 756	972 344	6 680 082
	Juillet	1 045 907	1 028 993	7 387 443
	Août	1 029 368	998 314	7 509 251
	Septembre	1 081 019	906 918	7 332 911
	Octobre	1 126 212	892 028	7 574 644
	Novembre	1 173 448	877 962	7 824 346
	Décembre	1 222 819	864 601	8 082 280
	Total 2019	12 508 403	8 504 784	76 083 624
2020	Janvier	1 075 266	1 007 168	9 388 351
	Février	1 036 318	1 018 456	6 488 146
	Mars	1 148 588	1 176 749	12 025 805
	Avril	1 002 664	1 171 121	12 643 312
	Mai	1 049 167	1 125 974	12 215 698
	Juin	1 042 579	1 123 328	17 615 932
	Juillet	1 099 668	1 152 410	14 460 674
	Août	1 101 302	1 230 620	14 347 956
	Septembre	1 111 575	1 315 878	14 423 469
	Octobre	1 139 850	1 340 747	15 390 956
	Novembre	1 084 194	1 326 026	15 866 037
	Décembre	1 157 354	1 382 896	18 004 155
	Total 2020	13 048 525	14 371 374	162 870 491
2021	Janvier	1 112 834	1 129 526	11 922 608
	Février	1 071 562	1 087 635	11 480 431
	Mars	1 216 724	1 234 975	13 035 665
	Avril	1 209 084	1 227 220	12 953 806
	Mai	1 284 670	1 303 940	13 763 617
	Juin	1 346 625	1 366 824	14 427 380
	Juillet	1 359 754	1 380 150	14 568 041
	Août	1 373 795	1 394 402	14 718 474
	Septembre	1 367 084	1 387 591	14 646 581
	Octobre	1 374 597	1 395 216	14 727 075
	Novembre	1 302 515	1 322 053	13 954 800
	Décembre	1 410 812	1 431 975	15 115 071
	Total 2021	15 430 056	15 661 506	165 313 549

	PERIODES	Unités consommées	Sms	Mégas
2022	Janvier	1 344 578	1 160 153	12 585 505
	Février	1 238 785	1 068 871	12 118 742
	Mars	1 394 628	1 203 339	13 760 448
	Avril	1 325 997	1 144 121	13 674 037
	Mai	1 319 803	1 138 777	14 528 874
	Juin	1 346 810	1 162 079	15 229 542
	Juillet	1 330 870	1 148 326	15 378 025
	Août	1 332 494	1 149 727	15 536 821
	Septembre	1 336 725	1 153 377	15 460 930
	Octobre	1 333 363	1 150 477	15 545 900
	Novembre	1 334 194	1 151 194	14 730 687
	Décembre	1 334 760	1 151 683	15 955 469
	Total 2022	15 973 007	13 782 126	174 504 982
2023	Janvier	1 344 578	1 160 153	13 285 259
	Février	1 238 785	1 068 871	12 792 545
	Mars	1 394 628	1 203 339	14 525 529
	Avril	1 325 997	1 144 121	14 434 314
	Mai	1 319 803	1 138 777	15 336 680
	Juin	1 346 810	1 162 079	16 076 305
	Juillet	1 330 870	1 148 326	16 233 043
	Août	1 332 494	1 149 727	16 400 668
	Septembre	1 336 725	1 153 377	16 320 558
	Octobre	1 333 363	1 150 477	16 410 252
	Novembre	1 334 194	1 151 194	15 549 713
	Décembre	1 334 760	1 151 683	16 842 594
	Total 2023	15 973 007	13 782 126	184 207 459
2024	Janvier	1 344 578	1 160 153	14 023 920
	Février	1 238 785	1 068 871	13 503 810
	Mars	1 394 628	1 203 339	15 333 148
	Avril	1 325 997	1 144 121	15 236 862
	Mai	1 319 803	1 138 777	16 189 399
	Juin	1 346 810	1 162 079	16 970 148
	Juillet	1 330 870	1 148 326	17 135 600
	Août	1 332 494	1 149 727	17 312 545
	Septembre	1 336 725	1 153 377	17 227 981
	Octobre	1 333 363	1 150 477	17 322 662
	Novembre	1 334 194	1 151 194	16 414 277
	Décembre	1 334 760	1 151 683	17 779 042
	Total 2024	15 973 007	13 782 126	194 449 394

Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), sur base des données de l'ARPTC

Tableau I | 1 | 35 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation (INS)

Numéro	LIBELLES	FONCTIONS DE CONSOMMATION	Pondérations	Fin décembre		Contributions	
				2023	2024	En pts	En %
I.	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées		70,02	380,38	421,02	6,84	58,56
II.	Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants		2,16	253,43	269,13	0,08	0,70
III.	Articles d'habillement et chaussures		4,53	425,89	468,36	0,46	3,96
IV.	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles		3,80	977,50	1 113,72	1,25	10,65
V.	Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer		3,61	348,39	390,61	0,37	3,14
VI.	Santé		1,96	521,08	577,31	0,27	2,27
VII.	Transports		4,42	385,96	473,45	0,93	7,96
VIII.	Communications		0,48	314,18	335,93	0,03	0,21
IX.	Loisir et culture		2,18	340,50	382,35	0,22	1,88
X.	Enseignement		1,03	415,10	439,35	0,06	0,51
XI.	Restaurants et hôtels		1,49	645,01	782,08	0,49	4,20
XII.	Biens et services divers		4,32	575,54	642,65	0,70	5,97
INDICE GENERAL			100,00	415,77	464,36	11,69	100,00

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données de l'Institut National de la Statistique.

Tableau I | 1 | 36 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers (en CDF le litre)

Date de révision des prix	ESSENCE				PETROLE				GASOIL			FUEL OIL		GPI GAZ		JET A1	
	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	OUEST	OUEST	EST	SUD
2020																	
07 mai	1 995.0	1 500.0	1 390.0	-	1 420.0	1 400.0	1 300.0	-	1 985.0	1 540.0	1 450.0	-	1 091.2	2 824.6	-	-	-
12 août	1 995.0	1 950.0	1 820.0	1 800.0	1 430.0	1 630.0	1 700.0	1 500.0	1 985.0	1 970.0	1 920.0	1 850.0	1 148.7	3 242.4	1 519.6	1 991.3	2 052.1
2021																	
28 juillet	1 995.0	2 150.0	2 100.0	1 880.0	1 430.0	1 860.0	1 870.0	1 550.0	1 985.0	2 110.0	2 260.0	1 900.0	1 301.9	3 242.4	1 575.4	2 416.1	2 277.2
2022																	
21 janvier	-	2 450.0	-	-	-	1 950.0	-	-	-	2 400.0	-	-	-	-	-	-	-
22 janvier	-	-	2 495.0	-	-	-	2 050.0	-	-	-	2 490.0	-	-	-	-	-	-
26 janvier	2 095.0	-	-	2 450.0	1 700.0	-	-	1 950.0	2 085.0	-	-	2 400.0	1 462.3	4 053.2	-	-	-
16 avril	2 195.0	2 650.0	2 695.0	-	1 800.0	2 150.0	2 250.0	-	2 185.0	2 650.0	2 690.0	-	-	-	-	-	-
30 mai	2 345.0	2 800.0	2 845.0	2 800.0	1 950.0	2 300.0	2 400.0	2 300.0	2 335.0	2 750.0	2 840.0	2 750.0	-	-	1 725.4	2 566.1	2 427.2
07 juillet	2 495.0	3 100.0	3 145.0	3 100.0	2 100.0	2 600.0	2 700.0	2 600.0	2 485.0	3 050.0	3 140.0	3 050.0	1 462.3	4 053.2	1 875.4	2 866.1	2 727.2
16 septembre	2 695.0	3 400.0	3 345.0	3 400.0	2 300.0	2 750.0	2 850.0	2 750.0	2 685.0	3 350.0	3 335.0	3 350.0	-	-	2 075.4	3 016.1	2 877.2
28 novembre	2 855.0	3 400.0	3 345.0	3 400.0	2 450.0	2 900.0	3 000.0	2 900.0	2 845.0	3 450.0	3 485.0	3 450.0	-	-	2 855.6	2 952.6	3 110.1
2023																	
08 juin	2 995.0	3 540.0	3 485.0	3 540.0	2 450.0	2 900.0	3 000.0	2 900.0	2 985.0	3 590.0	3 665.0	3 590.0	2 061.1	4 831.6	2 855.6	2 952.6	3 110.1
23 octobre	3 225.0	3 970.0	3 915.0	3 540.0	2 650.0	3 200.0	3 300.0	2 900.0	3 215.0	4 020.0	4 145.0	3 590.0	2 061.1	4 831.6	2 855.6	2 952.6	3 110.1
2024																	
25/04/2024	3 475.0	4 220.0	4 165.0	4 220.0	2 900.0	3 450.0	3 550.0	3 450.0	3 465.0	4 270.0	4 395.0	4 270.0	2 084.0	4 831.6	2 675.0	3 816.0	3 677.0
25/05/2024	3 440.0	-	-	-	2 875.0	-	-	-	3 435.0	-	-	-	2 021.0	-	2 675.0	-	-
03/10/2024	2 990.5	3 776.0	4 165.0	-	-	3 273.0	3 550.0	-	2 979.7	3 762.0	4 395.0	-	-	-	-	-	-

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I|2|15 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (c)	2024
1.Recettes totales plus dons	5 725 725,9	4 962 421,1	7 504 582,9	9 681 668,7	14 447 562,7	13 574 592,0	18 465 939,4	25 152 442,1	26 450 948,8	33 640 959,2
a) Recettes des administrations publiques	4 438 795,2	3 656 554,0	5 329 980,8	7 915 213,5	7 335 918,0	8 616 523,7	13 821 205,6	18 479 403,4	20 788 879,3	27 519 125,6
Cadre budgétaire	4 438 795,2	3 656 554,0	5 328 393,7	7 896 312,7	7 311 306,9	8 583 212,8	13 787 102,9	18 433 181,2	20 728 921,2	27 442 703,3
A financement extérieur spécifique	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0	207 666,0	1 609 908,3	2 242 042,5	0,0	38 554,0	434 391,6
Sécurité Sociale (1)	-	-	1 587,06	18 900,73	24 611,08	33 310,82	34 102,76	46 222,18	59 958,13	76 422,25
b) Donations	1 286 930,7	1 305 867,1	2 174 602,1	1 766 455,2	7 111 644,7	4 958 068,3	4 644 733,7	6 673 038,8	5 662 069,5	6 121 833,6
Courantes (2)	163 769,3	203 358,4	284 763,8	486 543,2	4 122 134,0	1 213 424,9	1 231 534,8	1 079 913,5	779 311,3	817 724,1
En capital (3)	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	2 989 510,7	3 744 643,4	3 413 198,9	5 593 125,3	4 882 758,2	5 304 109,6
2.Dépenses courantes	4 162 819,4	3 748 853,4	4 516 025,1	6 888 670,8	11 201 391,7	8 446 273,9	11 567 871,4	17 649 944,5	16 321 749,3	25 810 349,6
' Cadre budgétaire (4)	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,6	7 079 257,7	7 232 849,0	10 336 336,5	16 570 031,1	15 542 438,0	24 992 625,6
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique (5)	163 769,3	203 358,4	284 763,8	486 543,2	4 122 134,0	1 213 424,9	1 231 534,8	1 079 913,5	779 311,3	817 724,1
3.Epargne budgétaire (6)	439 745,1	111 059,0	1 097 132,4	1 494 185,2	232 049,2	1 350 363,9	3 450 766,3	1 863 150,1	5 186 483,1	2 450 077,7
4.Dépenses en capital	1 746 314,9	1 644 672,7	2 988 561,9	2 955 359,2	3 887 177,6	4 325 900,7	4 941 859,2	6 876 040,9	7 733 082,6	13 306 995,8
Cadre budgétaire (7)	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6	1 675 447,2	897 666,9	581 257,3	1 528 660,3	1 282 915,6	2 850 324,4	8 002 886,2
A financement extérieur spécifique (8)	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	2 989 510,7	3 744 643,4	3 413 198,9	5 593 125,3	4 882 758,2	5 304 109,6
5.Total dépenses= 2 + 4	5 909 134,3	5 393 526,1	7 504 587,0	9 844 030,0	15 088 569,4	12 772 174,6	16 509 730,6	24 525 985,4	24 054 831,9	39 117 345,4
Cadre budgétaire	4 622 203,6	4 087 659,0	5 329 984,9	8 077 574,8	7 976 924,6	7 814 106,3	11 864 996,9	17 852 946,7	18 392 762,4	32 995 511,8
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique (9)	1 286 930,7	1 305 867,1	2 174 602,1	1 766 455,2	7 111 644,7	4 958 068,3	4 644 733,7	6 673 038,8	5 662 069,5	6 121 833,6
6.Solde (1 - 5)	-183 408,4	-431 105,0	-4,1	-162 361,3	-641 006,6	802 417,4	1 956 208,8	626 456,7	2 396 116,9	-5 476 386,2
Cadre budgétaire	-183 408,4	-431 105,0	-1 591,2	-181 262,1	-665 617,7	769 106,6	1 922 106,0	580 234,5	2 336 158,8	-5 552 808,5
Sécurité sociale	-	0,0	1 587,1	18 900,7	24 611,1	33 310,8	34 102,8	46 222,2	59 958,1	76 422,2
A financement extérieur spécifique	-1 263 679,7	-1 304 470,1	-1 390 762,1	-915 917,2	-6 903 978,7	-3 348 160,0	-2 402 691,2	-6 673 038,8	-5 623 515,5	-5 687 442,0
7.Ajustement statistique (10)	-61 067,1	-47 946,0	-7 110,8	154 643,8	-224 359,2	-1 340 708,7	-1 380 014,6	-881 469,4	-3 799 158,6	4 988 535,9
8.Solde global	-244 475,5	-479 051,0	-8 702,0	-26 618,3	-889 976,9	-571 602,1	542 091,4	-301 234,9	-1 462 999,8	-564 272,6
9.Financement	244 475,5	479 051,0	8 702,0	26 618,3	889 976,9	571 602,1	-542 091,4	301 234,9	1 462 999,8	564 272,6
Intérieur monétaire net	244 475,5	479 051,0	8 702,0	26 618,3	777 976,9	4 802,1	-797 959,4	113 234,9	991 999,8	-595 254,2
Banque Centrale du Congo	194 149,5	511 006,0	-51 992,6	229 311,6	602 808,6	213 336,0	-789 495,7	1 241 967,2	681 199,6	-707 839,9
Banques commerciales	50 326,0	-31 955,0	60 694,6	-202 693,4	175 168,3	-208 533,9	-8 463,7	-1 128 732,2	310 800,2	112 585,6
Int. non monét. net	-	-	-	-	112 000,0	566 800,0	255 868,0	188 000,0	471 000,0	1 578 069,3
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-418 542,5
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Données de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat (CNSSAP). Données provisoires pour 2023 et 2024

(2) Cfr tableau II.10.

(3) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cfr tableaux III.19 et III.20.

(4) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.19 & III.20.Cfr

(5) tableau II.18.

(6) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(7) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(8) Cfr tableau III.21 et III.22

(9) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(10) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8. Pour l'année 2022. La forte augmentation du solde et de l'ajustement statistique est dû à la prise en compte des créances titrisées de l'Etat dans les engagements au bilan de la BCC.

Tableau I|2|16 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat(1)
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
A.RECETTES FISCALES	5 138 613,0	3 633 913,0	5 333 077,8	5 360 272,1	6 817 966,3	4 996 256,1	8 773 027,5	11 820 897,8	18 714 580,6	20 346 592,0
1.Impôts sur le commerce extérieur ⁽²⁾	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9	2 045 978,0	1 281 874,4	2 235 092,5	3 411 208,8	3 341 573,6	4 127 624,0
-Droits de sortie	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1	15 997,9	6 935,9	13 031,5	126 933,7	85 835,4	124 239,8
-Droits d'entrée	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8	2 029 980,1	1 274 938,6	2 222 061,0	3 284 275,1	3 255 738,2	4 003 384,2
-Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Impôts sur les revenus ⁽³⁾	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3	2 685 120,6	1 784 064,5	3 616 687,3	4 625 301,2	10 398 123,6	10 034 580,6
-Personnes physiques	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0	1 145 108,4	1 081 026,0	1 616 241,4	2 069 752,7	2 326 313,2	3 099 167,6
-Sociétés et entreprises	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3	1 540 012,2	703 038,5	2 000 445,9	2 555 548,5	8 071 810,5	6 935 413,0
-Amendes et accroissements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts sur biens et services. ⁽⁴⁾	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9	1 818 389,2	1 694 222,2	2 575 698,4	3 381 320,6	4 490 578,6	5 547 778,3
4.Autres recettes fiscales	260 331,2	113 401,2	158 357,5	174 581,1	268 478,5	236 095,0	345 549,3	403 067,1	484 304,8	636 609,1
a. I.E.R à charge des employeurs	72 009,9	50 749,5	59 426,8	63 627,2	105 500,1	142 642,9	240 425,7	278 369,1	305 214,4	430 727,9
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	3 816,2	1 840,9	2 419,4	1 882,8	1 808,3	285,3	277,2	688,1	874,5	1 838,5
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f. Pétroliers	184 505,1	60 810,8	96 511,2	109 071,0	161 170,0	93 166,7	104 846,4	124 009,9	178 215,9	204 042,7
B.RECETTES NON FISCALES	865 577,5	659 727,8	168 052,3	163 606,5	282 488,2	300 622,3	194 090,0	398 129,6	218 668,7	420 104,0
1.Recettes adm, judiciaires et domaniales	615 522,0	586 930,5	56 560,0	59 203,7	97 086,1	54 392,6	57 898,6	131 733,8	79 128,9	152 021,6
2.Portefeuille	250 055,5	72 797,2	111 492,3	104 402,8	185 402,1	246 229,7	136 191,4	266 395,8	139 539,8	268 082,4
3.Divers ⁽⁵⁾	-	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	1 582 028,5	1 203 830,8	3 932 375,1	2 324 708,0	1 311 014,1	3 450 750,7	4 444 553,9	5 374 555,6	7 512 587,5	1 722 254,7
1 Dons projets	-	372 838,1	1 889 842,9	143 279,6	281 659,5	302 253,5	918 065,3	500 733,3	779 311,3	0,0
2.Prêts projets	1 531 043,3	606 238,1	1 951 297,6	1 372 527,1	879 354,6	1 734 248,5	2 523 138,6	3 870 472,3	4 882 758,2	0,0
3.Ressources PPTE	50 985,2	30 406,7	6 134,3	8 541,3	-	-	-	-	-	-
4. Contrat chinois-SICOMIN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	840 839,5
5.Appui budgétaire	-	101 002,6	-	725 360,0	-	1 064 248,6	1 003 350,0	1 003 350,0	1 850 518,0	-
6.Autres(Remboursement BCC)	-	93 345,0	85 100,0	-	-	-	-	-	-	-
7.Produit des emprunts intérieurs	-	-	-	75 000,0	150 000,0	350 000,0	-	-	-	881 415,2
D.BUDGETS POUR ORDRE⁽⁶⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL (A+B+C+D)	7 586 219,0	5 497 471,6	9 433 505,2	7 848 586,6	8 411 468,7	8 747 629,2	13 411 671,4	17 593 582,9	26 445 836,8	22 488 950,7

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances)

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cfr tableau II.11.

(3) Cfr tableau II.13.

(4) Cfr tableau II.15.

(5) Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).

(6) Il s'agit des recettes des provinces

Tableau I | 2 | 17 Recettes des Administrations Publiques
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I.RECETTES DU CADRE BUDGET	4 438 795,2	3 656 554,0	5 328 393,7	7 896 312,7	7 311 306,9	8 583 212,8	13 787 102,9	18 433 181,2	20 728 921,2	27 442 703,3
I.1 RECETTES COURANTES (1)	4 415 544,2	3 655 157,0	4 544 553,7	7 045 774,7	7 103 640,9	6 973 304,5	11 545 060,4	18 433 181,2	20 690 367,2	25 430 242,4
A.RECETTES FISCALES	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	5 599 638,4	5 723 510,4	5 739 814,9	9 403 829,1	15 325 663,0	16 740 258,9	21 005 152,6
1.Impôts sur lecommerce extérieur ⁽²⁾	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 448 703,4	2 260 498,1	2 915 050,6	3 805 389,6	4 246 141,2
-Droits de sortie	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	83 125,1	40 097,7	49 679,8	39 296,9
-Droits d'entrée	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	2 177 373,0	2 874 952,9	3 755 709,8	4 206 844,3
-Divers	-	-	-	-	-	1 178,86	-	-	-	-
2.Impôts s/revenus	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	4 053 261,1	8 579 925,6	8 129 705,6	10 504 444,5
-Revenus des personnes physiques	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4	936 451,2	1 474 291,9	1 809 669,5	2 318 720,5	2 645 141,1	3 754 956,2
-Revenus des sociétés et entreprises	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5	1 506 003,3	718 636,7	2 243 591,6	6 261 205,0	5 484 564,4	6 749 488,3
-Amendes et accrois.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts s/biens et services ⁽³⁾	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2 860 488,9	3 522 680,4	4 453 179,8	5 701 846,3
4.Autres recettes fiscales	50 362,8	43 852,2	59 233,6	91 700,8	121 199,8	192 520,4	229 580,9	308 006,4	351 984,0	552 720,6
a. I.E.R à charge des employeurs	48 502,5	43 342,9	59 172,6	91 488,1	121 125,1	138 714,7	229 128,3	307 227,6	351 434,8	552 142,3
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b. Divers	1 860,3	509,3	61,0	212,8	74,7	53 805,7	452,6	778,7	549,2	577,3
c. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	565 251,6	526 636,5	887 798,7	1 446 136,3	1 380 130,6	1 233 489,6	2 141 231,3	3 107 518,2	3 950 108,3	4 425 089,8
1.Recettes administratives, judiciaires et domaniales	450 442,5	436 230,7	709 387,5	1 199 695,7	1 218 456,7	1 140 927,6	1 893 098,3	2 745 469,8	3 532 004,3	4 004 985,8
2.Portefeuille	86 708,8	28 866,1	84 661,0	79 697,5	103 168,2	59 066,9	158 342,0	231 035,2	266 806,1	268 082,4
3.Royalties	28 100,3	11 918,6	48 008,7	45 194,1	58 503,7	33 495,1	89 791,0	131 013,2	151 297,8	152 021,6
5.Divers ⁽⁴⁾	-	49 621,0	45 741,5	121 548,0	-	-	-	-	-	-
I.2 RECETTES EXCEPTIONNELLES	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0	207 666,0	1 609 908,3	2 242 042,5	0,0	38 554,0	2 012 460,9
1 Dons projets	-	-	-	-	207 666,0	323 485,5	202 143,0	0,0	0,0	0,0
2.Prêts projets	-	-	-	-	-	1 286 422,8	2 039 899,5	0,0	0,0	0,0
3.Ressources PPTÉ	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0	-	-	-	-	38 554,0	434 391,6
5. Contrat chinois-SICOMIN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6.Produit des emprunts intérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 578 069,3
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	4 438 795,2	3 656 554,0	5 328 393,7	7 896 312,7	7 311 306,9	8 583 212,8	13 787 102,9	18 433 181,2	20 728 921,2	27 442 703,3

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)

(2) Non compris la Gécamines.

(3) Cfr tableau II.16.

(4) Bonus sur le contrat chinois, vente de participation et reliquat paie.

Tableau I|2|18 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur (1)
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
A.DROITS DE SORTIE	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1	15 997,9	6 935,9	13 031,5	126 933,7	85 835,4	124 239,8
1. Droits de sortie ordinaire	104 160,6	16 790,3	7 120,3	10 151,8	14 010,1	6 911,3	12 653,4	21 554,4	45 577,2	66 697,0
-Produits minéraux	95 564,0	14 503,3	5 251,0	7 135,3	7 994,6	606,5	4 372,8	5 791,0	32 813,2	43 968,4
-Produits végétaux	8 596,5	2 287,0	1 869,2	3 016,5	6 015,5	6 304,8	8 280,6	15 763,4	12 764,0	22 728,6
-Autres produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. T.V.A à l'exportation(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	101,1	101,1	1 048,3	1 048,3	1 987,8	24,5	378,0	105 379,3	40 258,3	57 542,8
B.DROITS D'ENTREE	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8	2 029 980,1	1 274 938,6	2 222 061,0	3 284 275,1	3 255 738,2	4 003 384,2
1. Droits de douane	764 011,9	593 892,2	973 577,8	842 249,4	764 426,5	482 236,3	856 697,4	1 196 324,2	1 496 131,1	1 804 745,5
2. T.V.A à l'importation	1 097 326,1	784 738,7	1 082 763,2	1 216 351,1	1 263 741,8	792 019,4	1 364 499,7	2 016 252,7	1 703 633,7	2 013 657,0
3. Taxe statistique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Amendes	8 344,7	885,0	2 262,3	2 262,3	1 811,8	682,8	864,0	71 698,2	55 973,3	184 981,7
C. ENTREPOTS (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL(A+B+C)	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9	2 045 978,0	1 281 874,4	2 235 092,5	3 411 208,8	3 341 573,6	4 127 624,0

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances)

(1) Non compris la Gécamines.

(2) A partir de 2012, Taxe sur la valeur ajoutée

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau I|2|19 Recettes des impôts sur le commerce extérieur (1)
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
A.DROITS DE SORTIE	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	83 125,1	40 097,7	49 679,8	39 296,9
1. Droits de sortie ordinaire	5 445,7	4 529,4	7 782,0	9 505,0	8 357,2	10 216,1	10 640,8	28 756,3	14 744,3	19 834,3
-Produits minéraux	3 238,1	2 774,1	5 917,6	4 780,2	2 673,3	1 933,4	804,1	17 196,9	3 155,9	4 140,2
-Produits végétaux	2 207,6	1 755,3	1 864,4	4 724,8	5 683,9	8 282,7	9 836,7	11 559,4	11 588,5	15 694,1
-Autres produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. T.V.A à l'exportation (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Taxe statistique	4 500,8	1 909,0	4 082,7	6 158,0	6 791,7	4 399,5	7 159,6	10 960,6	10 329,5	11 826,4
4. Amendes	214,6	2 262,3	893,6	82,1	439,2	60,0	65 324,7	380,8	24 606,0	7 636,2
B.DROITS D'ENTREE	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	2 177 373,0	2 874 952,9	3 755 709,8	4 206 844,3
1. Droits de douane	559 242,6	420 135,0	410 536,8	568 422,5	675 640,3	549 396,9	763 240,0	1 441 555,7	1 981 741,6	2 193 380,0
2. T.V.A à l'importation	879 549,0	561 977,7	538 173,2	766 231,7	805 491,4	882 273,1	1 366 036,6	1 424 852,1	1 756 210,2	1 987 581,4
3. Taxe statistique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Amendes	3 800,4	163,1	2 447,3	1 780,8	1 321,2	1 178,9	48 096,5	8 545,1	17 758,0	25 883,0
C. ENTREPOTS (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 447 524,5	2 260 498,1	2 915 050,6	3 805 389,6	4 246 141,2

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances

(1) Non compris la Gécamines.

(2) A partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau I|2|20 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus (1)
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
A.REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0	1 145 108,4	1 081 026,0	1 616 241,4	2 069 752,7	2 326 313,2	3 099 167,6
1. Rémunérations	700 820,5	522 982,6	988 546,6	787 906,4	961 419,6	921 870,7	1 246 728,0	1 642 940,2	1 733 917,3	2 313 150,5
2. Revenus locatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Revenus mobiliers	71 850,2	50 051,7	56 747,2	81 548,0	92 466,6	87 072,8	188 957,4	270 340,3	406 312,8	487 480,5
4. Professions libérales	0,0	0,0	62 146,3	72 916,7	91 222,2	72 082,5	180 555,9	156 472,3	186 083,0	298 536,6
B.REVENUS DES SOCIÉTÉS ET ENTREPRISES	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3	1 540 012,2	703 038,5	2 000 445,9	2 555 548,5	8 071 810,5	6 935 413,0
1. Sociétés	614 311,2	351 482,7	476 308,0	730 459,3	1 520 735,7	695 981,0	1 991 425,9	2 542 238,2	8 053 802,1	6 916 836,6
2. Entreprises	73 253,9	70 982,4	46 890,1	43 347,0	19 276,5	7 057,5	9 020,0	13 310,3	18 008,4	18 576,3
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3	2 685 120,6	1 784 064,5	3 616 687,3	4 625 301,2	10 398 123,6	10 034 580,6

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

Tableau I|2|21 Recettes des impôts sur les revenus (1)
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
A.REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4	936 451,2	1 474 291,9	1 809 669,5	2 318 720,5	2 645 141,1	3 754 956,2
1.Rémunérations	515 016,4	508 929,3	659 395,3	816 379,2	726 149,8	983 789,1	1 301 942,5	1 449 207,1	1 811 743,0	2 343 647,8
2.Revenus locatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	53 211,5	53 445,1	65 016,6	164 488,2	119 766,4	386 033,9	343 684,1	657 500,8	548 632,0	972 435,0
4.Professions libérales	0,0	0,0	75 010,1	102 685,0	90 535,0	104 468,9	164 042,8	212 012,6	284 766,1	438 873,4
B.REVENUS DES SOCIETES ET ENTREPRISES	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5	1 506 003,3	718 636,7	2 243 591,6	6 261 205,0	5 484 564,4	6 749 488,3
1.Sociétés	632 854,1	376 430,5	627 904,4	1 501 627,3	1 499 255,8	710 543,1	2 235 071,2	6 249 789,4	5 469 969,1	6 728 548,0
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers (2)	25 849,9	10 964,1	23 448,1	35 367,6	1 499 255,8	710 543,1	2 235 071,2	6 249 789,4	5 469 969,1	6 728 548,0
2.Entreprises	48 879,6	48 318,8	6 590,4	9 166,2	6 747,5	8 093,5	8 520,4	11 415,7	14 595,3	20 940,3
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	4 053 261,1	8 579 925,6	8 129 705,6	10 504 444,5

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

(2) Inclus les recettes sur les revenus des sociétés et recettes pétrolières de la DGI à partir de 2019

Tableau I|2|22 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services (1)
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
A. T.V.A. A L'INTERIEUR ⁽²⁾	788 176,7	652 289,3	955 766,4	880 722,0	1 173 818,1	1 074 454,4	1 749 042,4	2 160 140,7	2 718 851,4	3 295 368,1
B. DROITS DE CONSOMMATION	604 134,7	438 865,7	462 601,8	478 257,2	599 404,2	592 053,9	762 642,7	1 154 691,2	1 607 886,2	1 998 438,6
1.Bières	160 002,1	142 128,1	146 685,5	144 993,0	212 125,2	178 417,4	222 421,0	341 539,1	449 784,3	558 588,6
2.Huiles minérales	3 858,7	1 729,8	2 494,5	9 517,8	9 889,7	10 606,4	16 603,1	28 178,6	35 426,3	41 149,4
3.Tabacs et allumettes	118 178,1	65 552,2	88 610,8	88 861,0	130 434,6	92 244,1	93 942,8	149 268,2	165 349,9	204 604,5
4.Autres produits ⁽³⁾	320 694,8	228 054,5	224 741,0	234 815,2	246 796,6	310 785,8	429 602,2	631 760,1	792 126,3	1 066 210,7
5.Amendes	1 401,1	1 401,1	70,1	70,1	158,1	0,3	73,7	3 945,2	165 199,4	127 885,4
C. IMPOTS SUR VEHICULES ⁽⁴⁾	51 790,2	37 450,1	58 941,9	38 471,7	45 167,0	27 714,0	64 013,3	66 488,7	163 841,1	253 971,7
TOTAL (A+B+C)	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9	1 818 389,2	1 694 222,2	2 575 698,4	3 381 320,6	4 490 578,6	5 547 778,3

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(4) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau I|2|23 Recettes des impôts sur biens et services
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
A. T.V.A. A L'INTERIEUR ⁽¹⁾	640 137,8	622 186,6	705 823,6	944 230,3	1 022 753,6	1 231 605,6	1 802 294,8	2 206 464,3	2 776 256,4	3 780 806,0
B. DROITS DE CONSOMMATION	393 247,9	422 887,0	426 604,4	483 117,0	518 125,6	583 193,0	778 834,5	950 779,4	1 220 375,9	1 536 204,9
1. Bières	134 904,0	124 979,4	154 497,9	180 445,6	175 457,9	187 987,1	189 574,4	274 085,0	329 959,7	389 654,6
2. Huiles	1 388,9	5 560,6	6 906,2	7 557,5	7 495,9	10 535,3	9 241,2	20 542,4	21 298,9	27 013,8
3. Tabacs fabriqués	62 064,3	55 597,6	67 195,8	60 704,6	73 706,9	80 764,4	44 183,9	110 244,3	146 759,6	160 612,0
4. Autres produits ⁽²⁾	194 812,7	236 649,4	197 644,8	234 362,4	261 393,8	298 982,1	532 475,6	543 789,2	720 152,6	876 591,2
5. Amendes	78,0	100,0	359,6	47,0	71,1	4 924,0	3 359,4	2 118,4	2 205,1	82 333,3
C. SOCIETES PETROLIERES ⁽³⁾	47 303,0	20 063,4	42 908,0	64 719,7	71 380,0	46 237,8	75 245,7	115 193,8	108 560,8	124 293,3
D. IMPOTS SUR VEHICULES ⁽⁴⁾	16 526,4	41 431,1	24 352,7	69 344,7	49 555,7	44 626,2	204 114,0	250 243,0	347 986,6	260 542,1
TOTAL	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2 860 488,9	3 522 680,4	4 453 179,8	5 701 846,3

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances

(1) Cfr note 2, tableau II.12.

(2) Cfr note 3, tableau II.15.

(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

(4) Cfr note 4, tableau II.15.

Tableau I|2|24 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution (en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (p)
I. Institutions politiques	341 929,2	205 727,4	271 744,3	332 998,0	380 538,3	489 871,9	838 596,0	993 096,0	1 259 897,4	1 451 432,4
Présidence de la République	65 694,7	43 028,5	50 694,7	58 056,7	64 520,9	121 777,8	240 633,8	262 497,4	235 948,2	259 722,7
Assemblée Nationale & Sénat	148 161,3	91 711,0	112 368,3	121 403,0	134 920,3	228 100,2	402 883,2	469 813,8	708 971,85	777 165,40
Primature ⁽¹⁾	19 814,9	12 078,9	23 812,9	34 319,4	37 284,7	53 505,6	97 563,5	101 492,4	84 277,71	95 891,24
Organismes auxiliaires ⁽²⁾	15 822,1	-	-	-	-	-	-	2 509,8	1 756,83	1 756,83
Autres ⁽³⁾	15 822,1	12 947,7	32 754,6	47 028,5	62 091,4	30 643,0	29 661,9	40 818,0	92 787,60	136 046,54
Magistrature, Cours & Tribunaux	76 614,2	45 961,3	52 113,8	72 190,3	81 721,0	55 845,3	67 853,6	115 964,6	136 155,23	180 849,71
Comité Directeur CPP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	662 699,6	461 070,9	501 494,0	600 000,0	674 187,7	581 800,0	855 636,5	1 459 141,7	1 947 627,7	2 216 974,6
Administration du territoire	108 277,9	77 584,3	78 326,7	83 717,6	13 752,2	65 946,1	78 309,2	90 116,5	132 802,30	196 168,55
Affaires Etrangères	23 300,0	15 862,6	14 911,0	16 966,5	102 367,7	10 181,8	14 281,8	22 056,7	27 056,66	49 240,11
Commerce	2 126,7	1 239,1	4 696,8	5 619,7	6 100,0	3 952,1	3 952,1	4 514,5	4 514,46	4 604,75
Défense Nationale	214 078,0	140 206,6	134 312,7	135 235,5	145 536,7	121 973,9	187 902,1	339 618,9	547 984,60	567 984,60
Anciens Combattants	801,8	563,7	1 163,7	1 860,1	2 500,0	2 854,4	2 715,6	3 013,8	3 013,82	4 344,53
Justice	23 119,1	13 832,7	13 075,6	13 998,5	14 713,1	8 547,5	40 547,7	38 486,0	38 486,02	39 755,74
Finances	25 849,6	13 753,9	12 861,7	13 789,5	21 893,8	22 015,5	30 001,7	34 638,3	51 638,35	59 671,12
Economie Nationale	3 015,5	2 415,7	3 023,5	3 946,3	4 531,6	2 974,4	3 974,4	4 219,4	4 219,37	4 803,76
Education Nationale ⁽⁴⁾	92 741,0	63 899,7	65 790,8	118 482,2	114 932,1	101 283,2	175 108,8	572 076,3	697 105,40	745 467,92
Information et presse	2 036,4	1 344,3	1 952,1	2 874,9	3 700,0	2 306,4	2 806,4	2 979,1	7 979,14	8 138,73
Agriculture, Pêche & Elevage	9 745,5	10 164,0	17 989,5	20 078,8	23 721,9	40 104,3	40 104,3	43 380,3	43 380,34	64 668,36
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	8 473,8	6 030,3	5 801,9	9 347,0	7 415,6	4 871,5	15 761,4	17 660,7	17 660,66	33 329,18
Mines & Hydrocarbure	8 139,5	5 359,6	6 575,2	8 420,8	9 890,0	6 896,7	7 396,7	8 063,8	8 063,84	8 725,12
Transports et Communications.	3 519,7	2 051,4	2 659,2	3 808,4	5 000,0	3 293,3	3 333,3	3 473,4	3 473,39	3 542,85
Fonction Publique	6 981,9	5 294,2	5 902,0	6 824,8	9 250,0	5 142,6	6 177,4	7 012,6	7 012,65	7 162,90
Affaires sociales	2 019,9	4 013,8	4 621,6	5 544,4	8 357,4	10 669,0	10 831,8	6 827,4	6 827,42	7 463,97
Postes, Télégraphes, Télégrammes	2 139,4	1 525,9	2 133,6	3 282,9	3 388,6	2 798,4	3 799,4	4 360,5	4 360,46	4 447,67
Santé Publique	31 413,6	24 897,0	25 504,8	26 427,6	28 902,5	53 448,6	53 448,6	52 202,3	75 548,57	90 869,75
Culture et Arts	3 197,4	2 061,7	2 669,5	3 592,3	3 708,0	3 691,3	3 691,3	4 077,4	4 077,36	4 658,91
Energie	1 513,6	4 599,2	5 207,0	6 129,8	6 463,8	3 517,9	3 517,9	3 981,8	3 981,83	4 061,46
Sports & Jeunesse	11 839,6	7 432,1	8 681,9	10 824,7	13 575,1	9 035,2	21 035,2	18 175,5	18 175,52	24 039,03
Affaires Foncières	1 609,2	1 250,6	1 998,3	3 034,4	4 000,0	2 599,5	2 599,5	2 770,0	2 770,02	3 325,42
Travail et Prévoyance Sociales	4 145,6	2 234,3	4 117,6	6 416,1	8 569,5	5 556,7	6 238,7	22 729,5	47 729,50	48 684,09
Portefeuille	1 870,9	1 697,2	2 304,9	3 227,8	4 500,0	3 190,3	3 191,3	3 053,2	3 053,16	4 614,22
Environnement	3 905,3	2 859,4	3 467,2	3 583,2	4 200,0	3 388,1	6 061,6	6 400,1	6 400,10	6 528,11
Développement rural	7 882,7	8 843,9	9 451,7	10 844,5	11 200,0	16 094,8	16 094,8	18 491,5	18 491,48	29 071,51
Plan	5 816,8	4 696,4	5 304,2	6 227,0	8 609,3	10 941,2	18 100,1	17 181,8	27 181,79	37 775,42
Recherche scientifique	3 235,8	2 209,4	2 817,2	3 740,0	4 104,1	5 355,1	8 909,3	18 909,32	18 909,32	31 392,61
Condition Féminine & Famille	1 667,1	3 635,8	4 243,6	5 166,4	5 332,8	3 324,2	4 835,5	4 987,9	4 987,90	5 587,65
Droits et libertés du Citoyen	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	1 122,0	1 030,9	3 003,6	3 931,4	4 000,0	2 288,4	3 088,4	3 260,8	3 260,80	3 862,02
Budget	22 960,9	13 870,3	12 928,1	13 850,9	24 827,7	16 689,5	41 325,0	33 500,5	34 916,29	40 114,61
Urbanisme et Habitat	-	-	3 223,9	4 146,7	4 500,0	3 004,9	10 293,2	7 887,1	7 887,08	8 544,82
Reconstruction	249,7	403,0	1 003,0	0,0	1 754,2	2 288,4	2 288,4	2 407,8	2 407,78	2 455,93
Coopération internationale	11 955,2	7 281,0	8 409,4	10 758,8	14 447,9	6 255,4	10 067,7	11 196,7	11 240,05	11 964,85
Relations avec le Parlement	2 079,4	1 340,3	2 248,1	3 170,9	3 517,7	2 180,7	2 769,7	3 369,7	3 369,74	3 437,13
Réformes Institutionnelles	-	439,8	1 039,8	1 731,2	2 400,0	1 559,7	1 559,7	2 085,3	5 085,26	6 686,96
Relations avec partis politiques	744,8	466,1	966,1	1 458,6	1 712,8	1 144,2	1 144,2	1 445,3	1 445,34	1 474,24
Petites et Moyennes Entreprises	2 880,4	1 846,0	2 513,8	3 549,8	3 664,2	3 416,4	3 432,9	4 392,4	4 392,44	4 980,29
Tourisme et hôtellerie	1 788,8	1 415,1	2 022,9	2 945,7	4 077,0	3 253,3	5 286,6	5 467,7	5 467,69	6 077,04
Industrie	2 105,3	1 419,8	2 027,6	2 950,4	3 045,4	2 288,4	2 288,4	2 636,4	12 636,39	5 389,12
Ministères non identifiés	2 349,9	-	10 542,4	8 493,7	6 025,0	1 476,8	6 273,8	16 033,4	18 633,41	21 859,54
III. Autres services	3 716 632,5	3 521 120,3	5 021 017,6	5 374 468,8	5 666 428,3	6 266 659,6	8 480 307,4	17 956 093,0	15 924 110,3	15 968 569,4
Dettes Publiques	341 301,5	225 937,0	537 411,5	791 005,3	836 454,4	440 549,3	946 727,6	1 217 236,7	1 637 522,50	1 367 024,92
Villes et Provinces	241 698,1	212 400,0	240 000,0	240 000,0	240 000,0	414 246,5	392 278,3	447 837,4	738 321,98	906 327,80
Dépenses communes ⁽⁵⁾	2 055 684,9	2 030 189,5	2 577 543,2	2 942 932,8	3 697 772,2	4 911 542,9	5 727 171,9	6 452 130,1	7 394 538,21	8 416 013,27
Budgets annexes	364 841,3	221 235,6	71 000,0	76 500,0	477 201,7	23 310,3	684 818,8	492 862,6	1 606 953,42	854 308,96
Dépenses pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	1 346 983,3	1 256 903,12	1 367 125,00
Dépenses exceptionnelles	203 637,8	323 200,0	1 202 950,6	977 536,0	410 000,0	100 000,0	268 000,0	850 000,0	1 224 000,00	820 000,00
Autres services	509 468,9	508 158,1	392 112,3	346 494,8	5 000,0	377 010,6	461 310,9	7 149 043,0	2 065 871,09	2 237 769,46
TOTAL	4 721 261,3	4 187 918,6	5 794 255,9	6 307 466,9	6 721 154,3	7 338 331,5	10 174 539,9	20 408 330,7	19 131 635,4	19 636 976,4

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'Homme Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

(p) : Données Provisoires

Tableau I | 2 | 25 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I. Institutions politiques	306 351,8	347 482,4	429 890,7	841 329,0	504 539,7	469 372,0	1 303 559,5	3 135 624,4	2 590 000,2	3 474 151,6
Présidence de la République	102 489,8	123 825,9	192 589,4	411 953,6	200 723,1	150 186,2	457 200,5	1 481 825,9	651 911,1	1 364 808,7
Assemblée Nationale & Sénat	105 938,9	92 941,2	120 482,8	158 124,5	143 434,6	191 965,1	416 983,0	705 348,2	870 422,7	796 518,7
Primature ⁽¹⁾	42 658,5	57 782,4	52 448,6	83 419,7	50 026,8	75 954,9	135 567,1	265 011,8	149 496,9	1 039 358,3
Organismes auxiliaires	20 435,6	-	-	-	-	-	-	232,52	465,04	-
Autres ⁽²⁾	1 332,9	49 879,0	37 906,3	140 043,1	45 775,2	9 054,8	221 337,7	569 317,5	743 651,5	112 515,0
Services Techniques de la Présidence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	33 496,2	23 053,8	26 463,6	47 788,2	64 580,0	42 211,0	72 471,1	113 888,5	174 052,9	160 950,9
Ministère délégué à la Présidence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	425 406,9	526 988,5	544 655,0	1 004 468,8	702 890,3	678 532,1	1 213 343,8	3 747 361,4	3 046 330,8	7 914 482,1
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	301,4	62,6	1 145,4	3 486,5	1 295,3	1 617,4	2 260,7	5 154,3	2 641,2	7 431,9
Intérieur, affaires coutumières	47 123,1	76 859,3	69 401,7	142 047,3	82 728,3	72 131,8	107 316,6	296 114,5	440 111,2	564 592,1
Affaires Etrangères	25 072,3	34 405,0	55 318,8	68 855,2	51 371,9	32 440,7	71 412,1	153 310,9	68 618,7	318 441,5
Défense Nationale	136 377,0	139 932,3	172 406,3	362 627,6	202 091,0	139 875,6	373 158,0	847 772,5	673 461,6	2 080 737,9
Anciens Combattants	39,1	39,8	79,7	301,3	1 154,9	1 868,5	269,9	1 025,5	1 358,3	2 605,1
Justice	15 090,1	17 679,0	12 271,6	40 416,0	24 521,6	17 808,4	48 318,0	97 340,8	84 256,2	76 896,0
Finances	50 135,8	67 115,0	56 949,1	98 157,0	91 628,0	70 109,4	142 204,9	945 794,2	416 586,2	3 142 342,7
Economie Nationale	2 064,7	1 011,4	812,1	861,7	581,4	1 682,1	1 157,4	19 088,6	5 977,8	2 636,3
Petites et moyennes entreprises	1 497,7	1 090,6	531,2	796,3	768,1	2 248,5	3 267,2	7 354,2	3 270,7	801,0
Education Nationale	12 648,4	14 544,3	7 911,5	25 197,1	43 455,4	156 383,7	268 994,5	794 145,6	1 048 649,7	1 129 829,0
Information et Presse	3 204,5	5 088,3	2 518,7	6 650,9	1 019,0	2 704,4	8 149,1	28 988,5	20 935,4	8 791,6
Agriculture, pêche et élevage	825,2	8 000,1	721,2	2 739,9	1 935,2	13 961,1	2 949,0	47 807,6	6 461,9	48 425,3
Travaux Publics ⁽³⁾	1 097,0	3 161,8	6 984,2	3 267,1	2 287,0	8 698,9	11 057,7	9 543,6	12 246,7	201 629,5
Mines, Industrie et Artisanat	2 376,2	491,6	474,9	2 081,7	719,2	3 282,6	2 411,3	7 611,9	6 559,9	1 851,6
Transports et Communications	3 524,4	4 901,5	2 121,5	4 775,9	3 651,0	1 734,2	733,5	45 089,9	5 474,5	2 539,4
Fonction Publique	1 459,1	804,0	2 494,3	10 282,9	2 438,0	1 929,3	10 093,4	15 240,2	3 241,1	14 350,8
Postes, Téléphones Télégrammes	1 526,8	343,8	722,9	11 523,2	467,2	896,5	1 114,9	9 941,1	9 651,7	13 213,5
Santé Publique	21 767,8	30 803,1	12 097,7	29 275,7	12 996,5	15 184,8	8 842,3	80 807,8	11 038,0	23 501,9
Développement rural	1 725,1	1 333,1	512,6	2 625,8	872,9	4 834,9	2 625,9	6 797,6	3 483,1	4 284,5
Culture et Arts	3 041,5	721,9	1 399,1	1 528,8	1 145,5	1 785,3	1 682,1	3 575,7	5 278,3	2 665,1
Travail et Prévoyance Sociale	1 040,2	379,2	1 021,8	2 016,2	2 543,0	2 745,0	2 070,2	3 763,7	3 070,9	1 899,8
Energie et hydrocarbure	2 677,0	1 485,2	1 839,6	3 141,0	4 094,5	5 452,3	12 393,0	83 416,9	16 091,0	2 083,5
Tourisme et hôtellerie	1 164,0	762,8	549,4	1 055,8	410,6	1 036,8	1 280,4	2 116,7	1 521,2	1 335,7
Sports, Loisirs et Jeunesse	22 801,9	25 933,3	35 102,1	59 156,6	73 552,3	5 818,5	15 278,3	17 837,0	15 793,1	87 324,9
Urbanisme, Habitat et Affaires Foncières	2 234,2	1 405,4	1 658,0	5 078,1	1 931,9	3 939,2	13 905,3	36 163,6	12 195,8	17 362,1
Plan	2 185,1	6 674,9	2 257,9	4 072,4	2 419,3	6 983,4	4 224,3	6 836,5	2 550,8	3 792,8
Reconstruction	34,8	3,3	4,7	59,6	19,0	133,0	38,0	159,9	40,0	64,6
Portefeuille	265,2	137,2	115,8	976,3	529,8	1 581,8	1 429,2	5 095,7	2 523,0	4 780,8
Commerce	675,1	462,5	1 403,9	2 243,0	956,4	1 258,4	1 541,8	5 968,7	3 570,7	2 918,9
Environnement	972,5	1 522,5	811,6	791,1	796,1	1 577,6	3 767,9	4 391,1	2 498,4	2 005,8
Affaires sociales	990,9	643,1	995,2	3 010,7	4 735,0	3 180,7	3 257,8	9 059,3	5 268,7	8 243,8
Recherche scientifique	1 315,4	576,5	290,5	495,8	466,0	1 698,2	1 184,2	3 227,3	9 857,3	29 311,7
Condition Féminine & Famille	961,4	342,7	1 219,4	1 965,9	1 833,3	3 006,4	1 336,8	6 691,2	3 670,6	1 678,4
Budget	42 744,0	76 328,4	79 853,1	99 318,7	78 982,4	82 031,6	77 690,8	155 308,6	129 641,3	75 010,0
Coopération internationale	4 194,0	384,2	-	1 280,6	1 616,5	3 371,0	4 432,6	18 381,4	174,0	14 392,6
Relations avec le Parlement	1 349,3	1 347,4	2 235,4	2 206,6	838,9	854,4	1 414,5	6 886,7	3 076,3	260,8
Réformes institutionnelles	45,9	0,9	-	52,6	19,0	1 982,4	38,0	164,8	735,4	219,1
Rélation avec les Partis Politiques	150,6	0,8	-	49,7	19,0	156,9	42,4	137,4	65,3	1 612,2
Ministères non identifiés	8 708,2	209,7	8 422,1	-	0,0	546,4	0,0	7 249,8	4 684,6	12 617,5
III. Autres services	3 267 291,4	2 671 024,0	3 256 715,5	4 556 329,7	5 871 827,7	6 084 944,9	7 819 433,2	9 687 045,3	9 906 107,1	13 603 991,9
Villes et Provinces	236 283,1	164 904,2	134 712,4	199 704,0	151 178,1	257 975,2	251 845,1	327 350,9	286 008,2	397 367,4
Dettes Publiques	266 267,3	204 100,1	353 621,2	444 116,9	814 474,9	411 358,9	1 305 377,9	1 056 028,3	519 414,6	1 993 694,1
Dépenses communes ⁽⁴⁾	2 384 279,0	1 987 697,2	2 261 275,4	2 819 097,0	4 471 326,8	4 844 407,3	5 604 547,5	6 948 360,0	7 630 211,4	9 489 115,3
Dépenses à ventiler	152 914,7	72 121,9	-	-	-	411 559,2	-	0,0	156,3	0,0
Subventions et transferts	177 883,4	198 044,5	186 084,2	443 745,2	384 476,4	91 105,5	587 367,1	101 655,2	87 826,5	120 213,9
Budget pour ordre	-	-	25 210,6	8 569,8	6 192,4	7 656,8	18 772,1	1 084 433,3	964 318,2	1 471 004,4
Dépenses exceptionnelles	49 664,0	44 156,1	295 811,7	641 096,8	44 179,1	60 882,1	51 523,5	169 217,5	418 171,8	132 596,7
Autres services (PSTE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,6	7 079 257,7	7 232 849,0	10 336 336,5	16 570 031,1	15 542 438,0	24 992 625,6

Source : Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(3) Y compris les dépenses de l'Office des Routes.

(4) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées, et la TVA remboursable

Tableau I | 2 | 26 19 Dépenses courantes de l'Etat par nature
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I. Biens et services	3 403 022,6	3 014 862,4	3 025 477,3	4 307 751,6	4 859 083,8	5 740 632,8	8 697 382,5	11 878 807,6	16 459 736,3	16 612 366,9
1. Rémunérations	1 802 647,6	1 957 119,0	2 083 863,0	2 694 080,0	3 616 181,7	4 758 328,0	5 386 458,3	6 731 759,0	7 548 733,4	9 267 564,6
2. Autres biens et services	1 600 375,0	1 057 743,4	941 614,3	1 613 671,6	1 242 902,1	982 304,8	3 310 924,2	5 147 048,6	8 911 002,9	7 344 802,3
Fournitures et matériel ⁽¹⁾	196 565,3	153 497,5	152 037,4	359 065,2	233 879,4	213 988,8	298 737,1	770 401,6	587 252,6	1 161 321,2
Frais généraux et divers	121 984,9	251 592,9	378 562,2	949 421,9	208 733,4	173 219,4	404 446,6	959 141,3	1 880 573,2	1 167 377,7
Dépenses extérieures ⁽²⁾	11 978,1	8 288,4	15 374,4	23 475,5	16 167,5	20 848,8	19 071,1	37 354,0	26 793,3	85 161,1
Provinces et villes	236 283,1	162 529,2	137 094,7	199 704,0	151 178,1	81 516,3	251 845,1	327 350,9	286 008,2	397 267,9
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	4 139,1	0,0
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	49 248,6	59 962,6	38 462,9	82 005,0	65 306,7	24 461,1	73 387,0	248 796,2	144 349,6	131 620,2
A ventiler	984 315,1	421 872,8	220 082,7	-	567 637,0	468 270,4	2 263 437,3	2 804 004,6	5 981 886,9	4 402 054,2
II. Versements d'intérêts	156 078,5	259 582,1	89 882,4	140 245,9	175 309,8	22 694,5	153 303,3	164 642,5	473 030,1	967 046,1
1. Sur dette intérieure	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8	149 496,5	5 056,3	58 211,3	114 861,2	352 985,6	781 668,3
Découvert journalier ⁽³⁾	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8	149 496,5	5 056,3	58 211,3	114 861,2	352 985,6	781 668,3
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1	25 813,3	17 638,3	95 092,0	49 781,3	120 044,5	185 377,8
Dette financière	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1	25 813,3	17 638,3	95 092,0	49 781,3	120 044,5	185 377,8
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	439 949,0	271 050,6	1 115 901,6	1 954 130,1	2 044 864,2	1 469 521,6	1 485 650,7	5 809 496,6	1 459 996,0	7 413 212,5
1. Organismes publics ⁽⁴⁾	360 860,5	195 040,7	1 012 342,5	1 825 805,7	1 929 462,5	1 349 751,2	1 325 012,5	5 460 809,9	1 269 654,3	6 448 958,1
2. Entreprises	17 113,6	11 721,7	12 054,0	8 569,8	6 192,4	7 656,8	4 766,4	5 522,3	4 336,0	42 863,8
3. Ménages	49 893,9	46 333,6	58 285,3	98 151,7	88 171,7	90 406,4	127 287,4	332 340,0	159 212,3	724 473,9
Bourses d'études	168,6	429,5	72,9	26,0	112,4	105,2	88,3	1 739,1	682,2	141,0
Pensions civiles et militaires	24 155,1	25 808,7	26 824,2	31 624,8	41 251,9	50 443,4	71 528,6	186 546,4	101 027,9	93 964,5
Soins médicaux	13 707,4	15 463,5	20 400,5	35 644,8	32 082,4	16 154,4	36 788,2	71 009,8	44 416,9	43 920,7
Divers ⁽⁵⁾	11 862,8	4 632,0	10 987,8	30 856,1	14 725,1	23 703,4	18 882,3	73 044,8	13 085,3	586 447,7
4. A l'étranger ⁽⁶⁾	12 080,9	17 954,5	33 219,8	21 602,9	21 037,5	21 707,3	28 584,4	10 824,4	26 793,3	196 916,8
Total	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,5	7 079 257,9	7 232 848,9	10 336 336,5	17 852 946,7	18 392 762,4	24 992 625,6

Source : Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques

(3) A partir de 2010, il enregistre aussi les intérêts sur créances titrisées et les commissions.

(4) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, rétrocessions et autres interventions de l'Etat.

(5) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(6) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau I | 2 | 27 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I. Institutions politiques	12 305,2	17 406,4	11 631,1	42 836,0	44 515,9	5 309,2	38 774,5	202 583,2	264 740,2	247 831,87
Présidence de la République	2 726,2	6 996,8	3 338,9	7 575,6	12 421,2	2 361,6	20 400,9	61 636,3	45 866,54	83 554,51
Assemblée Nationale & Sénat	5 434,2	9 395,3	2 553,2	9 965,2	12 604,0	1 164,8	10 230,8	32 429,9	60 713,39	34 602,49
Primature ⁽¹⁾	2 144,8	1 014,3	4 150,0	4 600,0	3 601,6	702,9	2 018,3	7 482,5	5 163,38	30 387,26
Organismes auxiliaires ⁽²⁾				0,0		166,5				
Autres ⁽³⁾				18 926,1	5 517,7	200,8	975,9	53 751,7	75 500,76	54 332,41
Magistrature, Cours & Tribunaux	2 000,0	-	1 589,0	1 769,2	10 371,4	712,6	5 148,6	47 282,8	77 496,13	44 955,21
Comité Directeur CPP										
Dialogue Inter Congolais										
II. Ministères	1 718 376,1	1 292 146,6	574 998,3	2 143 148,6	1 998 228,6	2 292 922,6	3 911 232,2	5 625 085,1	7 971 764,3	14 036 044,51
Administration du territoire	316 797,3	43 649,8	10 051,9	116 140,7	342 591,8	49 347,6	90 336,9	101 722,8	143 835,86	680 014,90
Affaires Etrangères	3 700,0	2 223,9	237,4	2 591,5	4 913,7	123,1	14 643,1	9 116,8	9 567,46	12 000,00
Commerce	7 909,1	1 956,0	495,8	7 237,7	12 778,2	9 990,6	11 290,1	25 552,0	72 074,76	30 984,11
Défense Nationale	21 688,6	10 452,9	2 784,0	3 700,0	8 006,4	3 861,7	69 936,0	357 694,1	591 095,76	784 590,92
Anciens Combattants	0,0	70,3	313,7	500,0	425,0	76,4	2 258,1	3 705,7	2 386,62	954,65
Justice	9 958,3	4 985,8	5 840,6	4 777,9	15 043,4	2 737,9	6 720,7	8 140,7	7 914,07	23 291,99
Finances	38 219,6	107 130,5	960,6	52 753,8	21 989,9	53 595,8	61 924,4	128 103,1	179 834,09	523 868,12
Economie Nationale	911,0	3 211,6	204,5	2 304,5	4 460,2	13 590,2	169 463,1	168 889,8	495 212,13	9 254,70
Education Nationale ⁽⁴⁾	47 191,8	82 744,3	95 879,6	171 586,2	97 675,3	287 116,1	582 729,1	431 168,4	886 425,11	1 567 729,49
Information et presse	797,3	71 847,6	50,0	8 646,0	7 018,2	1 369,9	2 036,4	14 685,7	17 508,99	5 043,71
Agriculture, Pêche & Elevage	57 406,5	265 113,2	14 431,5	71 861,7	252 555,7	123 886,5	242 161,1	564 668,6	748 037,23	1 611 984,92
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	231 415,5	181 565,4	122 328,5	271 271,5	100 940,3	173 704,9	222 188,1	990 886,3	1 189 349,33	1 018 380,55
Mines & Hydrocarbure	74 925,9	6 068,6	1 010,3	44 721,4	85 014,5	11 938,8	27 107,5	26 951,7	18 943,84	9 289,45
Transports et Communications	332 045,5	63 513,8	5 806,7	200 475,4	134 086,1	181 203,7	256 430,3	395 783,7	208 882,37	254 484,29
Fonction Publique	45 578,8	14 102,7	1 879,0	101 930,6	63 314,3	41 229,9	77 872,3	94 809,3	137 921,93	100 786,62
Affaires sociales	6 855,5	9 346,4	6 104,6	25 934,6	14 211,5	94 324,6	93 817,2	12 960,9	238 990,17	212 294,58
Postes, Télégraphes, Télégrammes	86 820,4	24 832,0	0,0	28 844,0	6 625,3	6 107,4	24 626,7	45 942,9	47 286,80	113 292,33
Santé Publique	132 115,5	147 623,4	53 018,6	267 355,2	452 307,2	390 569,1	805 507,1	758 744,2	1 458 602,08	3 681 223,37
Culture et Arts	1 799,0	1 463,9	862,9	29 629,4	5 701,0	496,7	5 279,6	9 624,0	35 012,02	24 868,49
Energie	162 601,9	119 265,6	3 954,7	399 711,8	163 401,9	281 160,1	303 625,0	380 090,7	368 446,39	696 411,27
Sports & Jeunesse	3 602,1	4 355,8	24 185,4	6 023,6	10 520,5	2 693,7	5 472,0	30 378,6	51 070,73	33 538,32
Affaires Foncières				3 055,8	2 937,4	143,0	1 862,9	1 870,7	3 036,77	1 836,77
Travail et Prévoyance Sociales	3 624,0	3 199,8	4 717,1	12 286,3	15 018,1	6 542,6	9 830,1	21 240,6	23 731,69	16 224,51
Portefeuille	3 598,3	5 693,8	888,8	12 708,2	14 387,0	908,7	2 201,5	18 629,6	11 995,84	33 747,28
Environnement	0,0	70 902,1	2 227,4	38 180,9	16 375,0	17 600,8	25 608,1	98 626,4	107 265,66	270 005,03
Développement rural	42 187,6	12 953,3	136 352,7	40 689,8	30 602,5	31 225,6	62 421,3	193 037,0	160 794,97	562 435,50
Plan	12 317,4	10 808,0	4 510,1	40 783,5	23 316,8	240 401,5	262 157,7	54 812,4	82 095,99	65 378,14
Recherche scientifique	3 154,5	4 465,1	1 218,6	6 548,7	12 946,6	19 505,7	30 500,7	39 054,9	149 740,22	627 209,34
Condition Féminine & Famille	42 427,6	14 641,4	1 516,5	39 758,3	7 867,0	8 866,3	10 418,4	249 247,4	57 027,33	167 522,50
Droits et libertés du Citoyen						812,63				1 836,77
Droits humains				500,0	461,6		3 475,0	4 494,5	8 223,05	79 047,79
Budget	4 739,9	3 819,7	9 287,8	11 042,2	11 476,7	60 529,4	86 103,2	29 374,9	28 443,71	33 464,63
Urbanisme et Habitat	21 084,8	0,0	456,1	49 877,0	13 132,0	26 329,7	28 864,1	42 468,1	70 823,14	451 214,41
Reconstruction	1 630,6	140,0	50,0	0,0	450,0	10,6	845,9	660,5	660,48	2 660,48
Coopération internationale					790,0	20,6	22,0	4 692,9	3 373,77	2 125,90
Relations avec le Parlement				500,0	700,0	9,2	51,1	451,8	451,82	735,82
Réformes Institutionnelles					466,9	6,8	43,0	518,3	4 909,97	6 734,97
Relations avec partis politiques				200,0	500,0	15,1	1 130,8	1 674,9	355,74	100,00
Petites et Moyennes Entreprises	1 271,7	-	63 373,0	27 636,5	12 750,0	52 288,0	97 951,9	151 125,5	153 664,58	135 722,94
Tourisme et hôtellerie				7 281,4	13 875,0	1 237,1	1 517,3	9 419,0	10 599,89	8 439,53
Industrie				24 787,6	5 043,5	44 408,7	48 327,0	45 365,6	44 806,35	83 535,75
Ministères non identifiés				9 315,0	11 552,5	52 936,1	162 475,4	98 700,0	141 365,63	91 779,67
III. Autres services	1 134 276,4	-	3 842 427,2	434 424,3	566 919,6	151 969,3	1 206 835,0	1 340 374,7	3 577 405,3	3 445 421,17
Villes et Provinces				374 424,3	566 919,6	136 969,3	1 176 835,0	1 321 374,7	2 931 491,76	3 374 121,17
Budgets annexes										
Dépenses exceptionnelles										
Autres services	1 134 276,4	-	3 842 427,2	60 000,0	0,0	15 000,0	30 000,0	19 000,0	645 913,55	71 300,00
TOTAL	2 864 957,6	1 309 553,0	4 429 056,7	2 620 408,9	2 609 664,1	2 450 201,1	5 156 841,8	7 168 043,0	11 813 909,8	17 729 297,5

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'Homme Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau I|2|28 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution (en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I. Institutions politiques	3 026,8	2 909,2	1 036,3	85 517,2	18 488,0	21 294,3	26 043,5	181 400,6	275 584,6	231 627,6
Présidence de la République	1 850,2	2 857,1	1 036,3	17 470,3	9 172,0	8 256,3	25 306,4	155 853,3	95 685	163 243
Assemblée Nationale & Sénat	905,3	0,0	0,0	2 751,5	3 727,7	3 445,8		23 889,9	33 928	49 141
Primature ⁽¹⁾	271,2	52,1	0,0	1 900,8	3 822,2	9 350,2	600,0		1 783	1 079
Organismes auxiliaires ⁽²⁾						0,0			0	0
Autres ⁽³⁾				63 324,6	756,0	6,0			144 022	17 175
Magistrature, Cours & Tribunaux				70,0	1 010,1	236,0	137,0	1 657,4	167	989
Comité Directeur CPP										
Dialogue Inter Congolais										
II. Ministères	502 893,6	539 254,9	999 216,0	731 400,1	849 442,2	559 963,0	1 502 616,9	889 852,8	2 181 870,8	7 632 326,2
Intérieur et Administration du territoire	19 290,0	28 013,3	64 358,7	36 990,0	40 217,9	7 584,1	67 585,9	17 006,1	182 032	1 476 531
Affaires Etrangères	537,5	1 705,2	154,4	2 213,4	1 707,7	550,2	122,0	5 011,5	17 191	5 783
Commerce	2 184,6	601,8	0,0	284,9	342,3	2 191,8	14 551,8	1 145,2	11 852	14 218
Défense Nationale	4 975,6	5 911,8	11 739,0	20 773,8	1 553,9	10 800,1	27 919,7	54 346,5	101 786	113 607
Anciens Combattants	0,0	0,0	0,0	787,5	595,6	0,0		305,5	0	0
Justice	4 071,7	12 830,8	8 203,9	0,0	14 670,4	8 673,8		98,0	189	0
Finances	10 059,1	33 729,9	28 942,9	56 245,3	57 844,0	24 081,7	337 401,0	21 996,0	130 444	622 629
Economie Nationale			-	160,5	0,0	37,7		5 615,4	3 000	0
Education Nationale ⁽⁴⁾	33 968,4	30 360,2	20 523,5	71 654,5	82 579,3	39 934,8	60 597,3	74 465,6	307 286	468 795
Information et presse	1 081,5	574,5	0,0	4 761,6	1 020,0	531,6	3 847,1	17 491,5	24 338	22 364
Agriculture, Pêche & Elevage	27 467,8	9 995,2	6 282,0	49 510,6	60 094,2	32 617,8	75 163,2	44 635,4	142 418	215 401
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	131 282,9	67 128,1	138 463,3	115 154,8	196 962,5	89 460,8	110 075,1	254 373,1	203 856	272 877
Mines & Hydrocarbure	2 978,0	0,0	15 510,8	8 950,6	11 017,5	28,1	16 398,6	11 608,4	1 195	0
Transports et Communications.	102 657,8	258 638,7	54 193,6	71 386,4	43 710,4	42 247,1	48 189,9	62 500,3	7 521	248 409
Fonction Publique	11 835,6	6 977,9	47 967,8	33 398,4	28 304,3	35 228,3	41 261,2	35 577,3	220 946	306 183
Affaires sociales	0,0	468,9	0,0	1 326,9	2 203,1	392,1	2 946,4	13 107,5	37 261	126 704
Postes, Télégraphes, Télégrammes	801,8	5 415,8	7 288,2	5 616,7	5 300,5	15 996,0	8 985,8	21,6	0	0
Santé Publique	10 337,4	12 874,7	204 335,8	97 376,0	153 886,9	171 440,4	344 085,9	8 567,9	401 502	2 110 898
Culture et Arts	1 414,6	339,3	30,0	537,6	346,1	200,0	9 406,8	903,2	1 795	1 101
Energie	99 966,0	17 065,3	271 662,4	54 794,1	22 310,2	9 620,8	92 083,2	37 917,0	36 156	390 392
Sports & Jeunesse	4 807,4	5 362,5	0,0	1 815,8	580,0	20 463,6	56 200,7	76 620,2	52 820	70 697
Affaires Foncières.				243,0	93,0	0,0	81,4	291,4	0	3 525
Travail et Prévoyance Sociales				1 103,0	1 629,9	1 393,3		7 988,3	15 253	10 118
Portefeuille				1 245,3	2 308,6	670,4	978,4	4 031,4	952	0
Environnement	5 088,9	11 805,6	20 255,9	34 297,7	15 738,3		16 138,5	26 502,9	94 374	148
Développement rural	7 968,1	9 102,8	46 213,6	8 220,8	3 363,5	4 560,6	16 541,2	54 341,7	26 844	96 360
Plan	3 575,4	10 425,2	17 957,6	10 842,8	13 536,0	8 558,1	4 305,7	2 016,8	2 855	939
Recherche scientifique	0,0	566,9	0,0	367,3	210,7	3 253,1	2 432,9	7 021,6	7 321	6 105
Condition Féminine & Famille	1 465,5	7 621,6	15 529,9	6 487,7	208,3	10 443,2	39 986,7	536,2	6 777	170 927
Droits et libertés du Citoyen										
Droits humains				0,0		1 685,5	996,6	425,1	336	1 199
Budget	2 306,9	650,5	1 634,9	2 407,9	1 052,5	1 206,6	4 293,4	6 633,1	4 011	10 697
Urbanisme et Habitat	12 771,0	1 088,2	17 968,1	17 823,4	79 900,3	5 935,4	16 276,5	8 039,3	78 341	593 432
Reconstruction					0,0	49,0				
Coopération internationale					0,0	0,0		883,8	1 480	5 447
Relations avec le Parlement				0,0	0,0	166,2			0	0
Réformes Institutionnelles				0,0	0,0	0,0			0	0
Relations avec partis politiques				0,0	0,0	0,0			0	0
Petites et Moyennes Entreprises				1 188,3	4 278,0	5 753,4	72 042,5	13 533,0	30 773	253 082
Tourisme et hôtellerie				604,4	125,0	46,5		35,8	0	384
Industrie				9 695,3	789,6	4 161,0	11 721,3	8 978,7	23 611	13 377
Ministères non identifiés				3 133,8	961,9	0,0		5 280,7	5 354	0
III. Autres services	117 233,1	0,0	98 471,4	858 529,9	29 736,8	0,0	0,0	211 662,2	392 869,0	138 932,4
Villes et Provinces				37 964,1	29 736,8			28 947,4	323 603	138 932
Budgets annexes										
Dépenses exceptionnelles										
Autres services	117 233,1	0,0	98 471,4	820 565,8				182 714,9	69 266	
TOTAL	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6	1 675 447,2	897 666,9	581 257,3	1 528 660,3	1 282 915,6	2 850 324,4	8 002 886,2

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'homme Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau I | 2 | 29 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (p)
A. Auprès des institutions monétaires	764 328,6	1 314 207,9	1 322 909,9	1 349 528,2	2 127 505,1	2 132 307,2	1 334 347,8	1 447 582,7	2 439 582,5	1 844 328,2
Banque Centrale du Congo	814 138,8	1 324 197,4	1 272 204,8	1 501 516,4	2 104 325,0	2 317 661,0	1 528 165,3	2 770 132,4	3 451 332,0	2 743 492,1
Banques commerciales	-49 810,2	-9 989,5	50 705,1	-151 988,2	23 180,1	-185 353,8	-193 817,5	-1 322 549,7	-1 011 749,5	-899 163,9
B. Auprès des institutions financières et des organismes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Autres créanciers										
TOTAL	764 328,6	1 314 207,9	1 322 909,9	1 349 528,2	2 127 505,1	2 132 307,2	1 334 347,8	1 447 582,7	2 439 582,5	1 844 328,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Il s'agit des créances des institutions monétaires sur l'administration centrale ou crédit net à l'Etat

(p) Données provisoires

3 | Relations économiques extérieures

Tableau I | 3 | 20 Tirages effectués en 2024
(en millions de USD)

Désignation	2022	2023	2024
CLUB DE KINSHASA	88,37	107,36	67,39
EXIM BANK OF CHINA	82,64	99,53	65,90
- Financement du Projet de Réhabilitation de la piste de l'aéroport international de N'djili			
- Financement du Projet de construction du Poste 220 kV de Kinsuka et des réseaux de distribution associés	33,17	68,89	55,33
- Financement du Projet de Modernisation et informatisation des systèmes de communication du Ministère des Finances	49,47	30,64	10,57
EXIM BANK OF INDIA	5,73	7,83	1,49
- Financement du projet de Développement des lignes électriques et réseaux de distribution de l'électricité dans la province du Bandundu (Barrage hydroélectrique de Kakobola)	5,73	7,83	1,49
CLUB DE PARIS	8,15	4,37	-
EXIM BANK OF KOREA (KEXIMBANK)	8,15	-	-
- Financement du Projet d'approvisionnement en eau potable de Lemba-Imbu	-	-	-
AFD		4,37	-
- Financement du Projet d'autonomisation pour la valorisation de l'entrepreneuriat agricole et rural sensible à la nutrition, inclusif et résilient (AVENIR)	8,15	4,37	-
INSTITUTIONS MULTILATERALES	879,61	1 378,04	876,73
BADEA	5,28	-	-
- Financement du Projet de construction Réhabilitation et équipement des centres de santé à la RDC			
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	0,16	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation et de bitumage de quelques artères dans la Ville de Kinshasa	0,12	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation et équipement des Cliniques Universitaires de Kinshasa			
- Financement du Projet d'opération urgente pour affronter la pandémie de la Covid-19	5,00	-	-
FAD	24,16	47,94	103,29
- Financement du Projet d'aménagement de la route Batshamba-Tshikapa, section Lovua-Tshikapa	0,03	-	
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE)	-	0,06	
- Financement du Projet d'appui à la gouvernance et à l'amélioration du secteur électrique	3,57	5,83	11,95
- Financement du Projet d'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB)	0,39	-	23,23
- Financement du Projet d'appui à la consolidation du tissu économique (PACTE)			
- Financement du Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt (PABEA-COBALT)	2,29	9,24	5,45
- Financement du Projet appui au développement des chaînes de valeur agricoles dans 6 provinces de la RD Congo (PADCA-6P)	0,92	0,82	
- Financement du Projet de réhabilitation de la route nationale RN1, Tronçon Kinshasa-Kikwit-Batshamba	5,80	20,19	2,50
- Financement du Programme au développement intégré de l'économie rurale (PROADER)	11,12	5,99	15,28
- Financement du Programme d'appui au développement agro-industriel de Ngandajika (PRODAN)	0,04	0,03	14,33
- Financement du Projet d'aménagement des accès routiers au pont route-rail sur le fleuve congolais	-	-	1,96
- Financement du Programme budgétaire en réponse à la crise de la COVID-19 (PABRC)	-	3,03	
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE) Phase 2	-	1,86	
- Financement du Projet d'aménagement de la route RN2 Bukavu-Goma Phase 1, Section Bukavu-Nyamukubi		0,89	17,49
- Financement du Projet d'urgence de production alimentaire (PURPA)			6,75
- Financement du Projet d'appui à la gouvernance et au développement des compétences en soutien au programme de transformation de l'agriculture (PAGDC-PTA) (1)			0,97
- Financement du Projet d'appui à la gouvernance et au développement des compétences en soutien au programme de transformation de l'agriculture (PAGDC-PTA) (2)			2,77
FIDA	2,12	3,87	0,61
			2,71

Désignation	2022	2023	2024
- Financement du Projet de réhabilitation de l'agriculture à Tshopo (Province Orientale)	1,12	2,75	
- Financement du Projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord-Kivu	1,00	1,12	
- Financement du Projet d'appui au développement rural, inclusif et résilient (PADRIR)			2,71
IDA	436,76	906,88	542,73
- Financement du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS)	1,52		
- Financement du Projet de facilitation des échanges commerciaux dans les grands lacs (Réhabilitation et renforcement des postes frontaliers de Nord et Sud Kivu)	3,23	0,35	3,31
- Financement additionnel pour le projet de réouverture et d'entretien des routes prioritaires	-		
- Financement du Projet sur la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire et supérieur	1,47	8,44	1,13
- Financement additionnel du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS-FA)	-		
- Financement additionnel du Projet d'Appui à la relance et à la réhabilitation du secteur agricole (PARRSA-FA)	-		
- Financement additionnel du Projet d'accès et d'amélioration des services électriques (PAASE)	4,38	2,03	0,04
- Financement additionnel du Projet de Développement Urbain (PDU)	0,29		
- Financement du Projet de Relèvement de l'Est et Financement additionnel pour la relance de l'Est	-		16,07
- Financement du Projet intégré de croissance agricole de la région des grands lacs (PICAGL)	32,45	37,16	11,18
- Financement du Projet d'appui au développement de petites et moyennes entreprises (PADPMPE)	29,74	13,93	5,08
- Financement du Projet multisectoriel de nutrition et de santé	42,04	68,06	65,27
- Financement du Projet d'amélioration des systèmes de santé 4ème Phase (REDISSE IV)	13,60	19,88	15,39
- Financement du Projet pour la préparation stratégique et la réponse du COVID-19	2,16		0,24
- Financement du Projet de renforcement du système de santé	-		
- Financement du Projet de relèvement de l'Est (STEP)	73,55	45,26	66,07
- Financement du Projet d'urgence en appui à la préparation stratégique et la riposte au Covid-19 en RDC (PUAPR-COVID 19) - Financement additionnel	78,51	17,43	7,23
- Financement du Projet de développement multisectoriel et de résilience urbaine de Kinshasa (PDMURUK- Kin Elenda)	21,15	18,40	54,07
- Financement du Projet d'urgence pour l'équité et le renforcement du système éducatif (PERSE)	132,67	67,84	74,93
- Financement du Projet d'autonomisation des femmes entrepreneurs et de modernisation des micros, petites et moyennes entreprises pour la transformation économique et l'emploi en RDC	-	14,65	10,10
- Financement du Programme national de développement agricole (PNDA)		14,31	3,48
- Financement du Projet de facilitation et intégration dans les grands lacs		3,62	2,91
- Financement du Projet d'accès à la gouvernance et à la réforme des secteurs de l'électricité et de l'eau		10,00	2,59
- Financement du Projet d'amélioration du recouvrement des recettes et de la gestion des dépenses en RDC (PARRGD)		21,96	34,51
- Financement du Projet Multisectoriel de Nutrition et de Santé (PMNS) - Financement additionnel		4,50	17,04
- Financement du Projet de résilience urbaine en situation d'urgence à Kananga (PURUK)		29,12	2,05
- Financement du Projet d'apprentissage et d'autonomisation des filles en RDC		500,00	36,07
- Financement du Programme d'investissement dans la restauration des forêts et des savanes		9,94	17,11
- Financement du Programme d'approvisionnement en eau et d'accès à l'assainissement			18,00
- Financement du Projet d'appui à la connectivité et au transport (PATC)			78,86
- Financement du 2ème financement des réformes fondamentales de la gouvernance économique en RDC			
- Financement du 4ème financement additionnel du Projet de renforcement du système de santé			
OFID	5,97	13,95	6,38
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	-	-	-
- Financement du Projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord-Kivu (PASA-NK)		0,50	0,33
- Financement du Projet de Réhabilitation du réseau routier de la Ville-Province de Kinshasa	-	-	
- Financement du Projet de Réhabilitation des quelques écoles primaires de la RD Congo	-	-	
- Financement du Projet d'adduction d'eau à Binza/Ozone dans la ville de Kinshasa	5,97	13,45	5,05
- Financement du Projet de Construction, réhabilitation et équipement des centres de santé	-	-	
- Financement du Programme de développement rural, résilient et inclusif			1,00
BEI	-	-	20,52
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga dans la province du Bas-Congo	-	-	20,52
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga dans la province du Bas-Congo	-	-	-
FMI	405,32	405,40	201,10
- Accord ad-réréendum sur l'assistance financière au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-	-	-
- Accord triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC)	405,32	405,40	201,10

Désignation	2022	2023	2024
CREANCIER COMMERCIAL	-	30,0	-
RUFIJ B.V.	-	30,00	-
- Financement du Projet de construction du centre financier de Kinshasa et du centre de congrès de Kinshasa		30,00	-
TOTAL GENERAL	976,13	1 519,77	944,12

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

Tableau I|3|21 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2024 (en millions USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	143,5	167,4	116,6
dont : - FMI	37,1	52,6	142,1
- Autres ⁽¹⁾	106,5	114,7	-
Club de Londres	-	-	-
Club de Kinshasa	80,9	132,3	163,5
Club de Paris	8,0	8,0	100,0
Total	232,4	307,6	132,4

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

(1) Il s'agit de BAD, BADEA, BDGL, BEI, FAD, FIDA, IDA et OFID.

Cfr. Tableau III.32.

Tableau I|3|22 Stock de la dette extérieure
(en millions USD)

	2020	2021	2022 ^(p)	2023 ^(p)	2024 ^(p)	2025 ^(p)	2022 ^(p)	2023 ^(p)	2024 ^(p)
I. Dette à moyen et long terme	4 249,1	4 868,0	4 868,0	4 868,0	4 868,0	4 868,0	5 659,3	6 845,4	7 607,2
- Club de Paris	67,1	75,1	75,1	75,1	75,1	75,1	107,4	81,6	66,9
- Club de Kinshasa	1 343,3	1 400,8	1 400,8	1 400,8	1 400,8	1 400,8	1 356,4	1 391,0	1 360,4
- Club de Londres	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Institutions multilatérales	2 835,0	3 392,1	3 392,1	3 392,1	3 392,1	3 392,1	4 195,6	5 372,8	6 180,0
- Passif Conditionnel ⁽¹⁾									
II. Dette à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	5,1	5,2
- Divers BCC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	5,1	5,2
TOTAL GENERAL (I + II)	4 249,1	4 868,0	4 868,0	4 868,0	4 868,0	4 868,0	5 664,7	6 850,6	7 612,4

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

Cfr. Tableau III.32.

(1) Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi

Que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.

Tableau I | 3 | 23 Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de USD)

	2 020	2 021	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
Donations Multilatérales	709,1	955,9	2 605,1	1 977,7	1 971,2
dont : - Banque Mondiale	302,5	522,6	1 603,1	705,0	938,4
- Commission Européenne	158,1	113,5	264,5	200,9	150,2
Donations Bilatérales	160,4	171,1	574,3	451,6	220,1
dont : - Royaume Uni	60,1	21,3	113,4	28,3	0,0
- USA	0,0	0,3	316,1	0,0	0,0
Total	869,5	1 127,0	3 179,5	2 429,3	2 191,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI).
Cfr. Tableau III.36&bis.

Tableau I | 3 | 24 Types de donations d'origines multilatérales
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres					Aide alimentaire					Assistance et Secours d'urgence				
	2020 ^(a)	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)	2020	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)	2020	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
Total	1 457,9	1 276,3	2 334,9	1 654,3	1 680,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	318,8	337,7	270,3	323,4	290,9
Nations Unies	405,8	326,1	258,9	208,7	174,9	-	-	-	-	-	314,1	0,0	252,9	317,5	276,3
Union Européenne	213,9	174,7	262,0	200,3	147,4	-	-	-	-	-	4,6	329,1	2,5	0,6	2,7
Banque Mondiale	472,4	634,7	1 588,3	699,7	927,6	-	-	-	-	-	-	8,6	14,9	5,3	10,8
BAD	164,6	140,8	225,7	126,3	220,3	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	1,0
Autres	201,19	-	-	419,4	210,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : Banque Centrale du Congo et Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

Tableau I | 3 | 25 Types de donations d'origines bilatérales
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres					Aide alimentaire					Assistance et Secours d'urgence				
	2020 ^(a)	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)	2020 ^(a)	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)	2020 ^(a)	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
Total	564,5	439,4	452,6	440,7	218,3	16,6	20,3	20,9	2,0	-	320,0	261,1	247,1	9,0	1,8
Belgique	35,1	34,51	32,3	38,1	11,2	-	-	-	2,0	-	7,3	13,7	19,6	7,7	1,3
USA	97,0	111,6	114,6	0,0	0,0	16,6	20,3	20,9	-	-	160,0	195,8	201,5	-	-
Royaume-Uni	102,7	56,5	87,4	27,2	0,0	-	-	-	-	-	79,7	32,5	25,9	1,1	0,0
Canada	56,0	42,8	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	-	42,6	2,6	0,0	0,0	0,0
Chine	0,1	-	-	99,5	65,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays	273,6	194,1	218,3	275,8	141,2	-	-	-	-	-	30,3	16,6	0,0	0,1	0,5

Sources : Banque Centrale du Congo et Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

Tableau I|3|26 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cuivre	New York	USD/tm	5 523,0	4 854,0	6 197,7	6 462,8	6 003,6	6 181,1	9 366,2	8 841,0	8 517,5	9 272,3
	Londres	USD/tm	5 509,0	4 861,8	6 155,0	6 527,6	6 003,7	6 157,4	9 299,3	8 827,9	8 511,1	9 358,5
	Paris	EUR/tm	5 169,4	4 596,9	5 632,9	5 697,3	5 564,4	5 570,1	8 061,2	8 539,0	7 840,8	8 462,5
Etain	Londres	USD/tm	16 085,7	17 953,2	20 120,6	20 148,5	18 664,2	17 121,6	32 500,6	31 459,8	25 884,6	30 195,1
Zinc	Londres	USD/tm	1 933,0	2 084,4	2 889,2	2 926,2	2 548,5	2 263,7	3 003,0	3 489,3	2 653,2	2 813,0
Diamant	Kinshasa (CEEC) ⁽¹⁾	USD/carat	15,0	15,6	25,4	13,5	11,6	8,1	10,9	13,6	77,9	89,1
Cobalt	Londres (LME) ⁽²⁾	USD/lb	13,5	11,7	26,0	37,6	17,6	15,8	22,7	31,8	16,4	11,9
	Londres (LME) ⁽²⁾	USD/tonne	29 823,4	25 805,7	57 372,2	82 933,8	38 745,7	34 843,7	50 019,6	70 299,8	36 160,8	26 180,8
	Londres (Boursorama) ⁽³⁾	USD/tonne	24 700,0	32 483,0	57 713,4	74 054,3	33 265,4	31 450,6	51 169,6	63 879,9	34 343,1	26 356,4
Coltan	Londres	USD/lb	78,0	59,6	69,4	95,0	66,6	60,0	75,9	102,1	103,8	97,0
Or	New York	USD/o.t.	1 161,1	1 247,7	1 258,1	1 270,3	1 391,9	1 770,3	1 800,6	1 813,8	1 943,8	2 393,5
	New York ⁽⁴⁾	USD/baril	48,9	43,6	51,3	64,7	57,1	39,7	67,9	94,2	77,6	79,7
Argent	New York	Cts/o.t.	1 572,0	1 708,4	1 705,3	1 571,6	1 620,4	2 057,0	2 514,8	2 181,5	2 350,9	2 829,8

Sources : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et du CEEC.

(2) Prix implicite dégagé par le rapport de la valeur et le volume exportés.

(3) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.

(4) Il s'agit du cobalt brut.

Tableau I|3|27 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Café												
Robusta	Londres	USD/tonne	1 714,2	1 730,9	2 034,7	1 689,9	1 388,7	1 287,3	1 762,1	2 103,8	2 443,0	4 160,7
Arabica	New York	Cts/lb	132,9	136,4	133,0	113,1	101,6	111,0	168,2	215,1	171,1	234,0
Cacao	New York	USD/tonne	2 918,7	3 163,0	2 831,3	2 310,5	2 384,3	2 519,8	2 496,5	2 454,5	3 238,1	7 957,7
Huile												
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	441,0	528,9	552,2	451,3	436,8	557,3	889,1	1 067,1	819,7	872,3
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	774,6	857,5	951,1	758,3	865,5	720,1	1 127,8	1 168,7	916,8	1 680,5
Coton	New York	Cts/lb	63,3	65,6	73,6	82,1	67,4	64,1	93,4	111,5	83,0	77,2
Caoutchouc ⁽¹⁾	Londres C.I.F.	Cts/Kg	155,6	163,9	199,6	155,8	165,6	176,1	208,9	182,5	158,8	188,6
Bois Sapelli												
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	246,0	299,0	384,2	461,0	371,3	367,6	365,5	391,4	278,8	395,7
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	833,3	738,9	786,1	727,9	616,2	578,9	540,0	594,0	667,7	550,5

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

Avant 2011, Pence/kg.

Tableau I | 3 | 28 Evolution des indices des cours des matières premières
(Base 2012 = 100)

Données exprimées en USD			
Périodes	Indice de produits minéraux	Indice de produits végétaux	Indice global ⁽⁴⁾
2012	100,0	100,0	100,0
2013	92,9	84,8	92,9
2014	86,6	96,2	86,7
2015	65,2	78,9	65,3
2016	59,2	89,5	59,4
2017	72,5	93,0	72,6
2018	78,3	76,3	78,2
2019	71,6	72,3	71,6
2020	70,9	84,7	71,0
2021	107,8	123,9	107,9
2022	107,4	141,2	107,6
2023	101,6	120,7	101,7
2024	109,7	170,2	110,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(4) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau I|3|29 Répartition des exportations par principaux pays de destination (1)
(en millions de USD)

PAYS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ⁽¹⁾	2022 ⁽²⁾	2023 ⁽²⁾	2024 ⁽³⁾
1. Union Européenne	448,2	541,4	571,8	479,5	494,2	230,2	159,7	141,7	150,3	203,8
Belgique et Luxembourg	283,2	360,9	415,6	353,2	360,4	106,0	96,1	97,8	76,5	76,1
France	13,7	10,8	5,0	3,9	4,0	3,5	2,6	6,0	5,0	3,3
Italie	3,4	6,9	4,0	6,3	3,6	1,8	1,4	3,2	5,1	12,2
Allemagne	23,1	30,3	29,5	27,6	12,2	6,7	3,9	8,0	8,8	13,7
Pays-Bas	6,9	27,6	16,8	10,7	5,5	8,7	5,0	11,7	29,6	60,3
Royaume-Uni	95,8	87,8	91,8	69,7	79,5	10,5	7,8	8,8	9,8	7,6
Irlande, Danemark et Grèce	0,7	3,0	0,8	0,3	0,4	1,4	0,0	0,2	0,4	0,8
Portugal	2,7	2,3	1,6	2,8	2,0	0,9	0,9	0,9	4,0	2,2
Espagne	8,4	11,0	3,9	4,0	4,3	2,7	0,8	2,8	9,0	24,7
Autres pays de l'U.E.	10,1	0,9	2,8	1,0	22,3	87,9	41,1	2,3	2,1	2,9
2. Amérique du Nord	462,0	492,5	477,3	460,1	272,8	15,8	13,7	9,8	3,9	5,2
3. Japon	0,3	0,7	0,2	1,0	1,1	1,8	0,1	0,2	0,3	0,4
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	675,3	599,1	561,0	439,5	209,2	348,8	158,4	798,7	313,6	572,4
Sous-total (1+2+3+4)	1 585,9	1 633,7	1 610,3	1 380,1	977,3	596,6	331,8	950,5	468,1	781,8
5. Destinations diverses	8 698,9	10 251,8	9 937,9	14 586,7	12 206,2	13 192,1	21 853,4	27 611,5	29 132,8	34 145,3
Chine ⁽²⁾	2 647,0	2 379,4	3 260,0	5 661,4	4 428,6	7 030,6	11 635,0	16 780,9	16 950,0	21 631,7
Brésil ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique du Sud ⁽³⁾	2 103,4	2 194,4	2 457,8	3 211,6	3 491,3	1 967,4	3 255,9	4 279,3	2 442,4	2 390,0
Autres pays	3 948,5	5 678,0	4 220,1	5 713,7	4 286,3	4 194,1	6 962,5	6 551,4	9 740,5	10 123,6
Total	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8	13 183,5	13 788,7	22 185,3	28 562,0	29 600,9	34 927,2

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau I|3|29 bis Répartition des exportations par principaux pays de destination (1)
(en millions de CDF)

PAYS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽¹⁾	2024 ⁽¹⁾
1. Union Européenne	415 024,8	546 981,2	838 268,1	778 008,8	814 264,9	426 161,7	317 690,0	284 390,8	350 333,8	569 395,3
Belgique et Luxembourg	262 239,2	364 585,6	609 304,7	573 138,8	593 812,0	196 279,4	191 219,3	196 164,7	178 412,4	212 545,0
France	12 662,0	10 910,8	7 363,3	6 326,4	6 551,7	6 571,8	5 224,9	11 978,9	11 680,6	9 127,9
Italie	3 192,0	7 009,2	5 844,0	10 163,8	5 886,8	3 290,9	2 764,4	6 517,8	11 784,5	34 063,0
Allemagne	21 397,0	30 620,7	43 262,1	44 850,8	20 157,8	12 396,4	7 788,8	16 003,3	20 413,0	38 260,0
Pays-Bas	6 400,4	27 838,3	24 604,8	17 409,3	9 063,5	16 039,9	9 957,7	23 436,5	68 950,9	168 328,5
Royaume-Uni	88 748,1	88 675,3	134 579,9	113 019,6	131 046,8	19 508,8	15 555,1	17 686,1	22 860,0	21 336,0
Irlande, Danemark et Grèce	684,1	3 040,3	1 168,5	419,9	578,7	2 567,0	71,1	412,0	880,1	2 264,2
Portugal	2 526,8	2 278,7	2 346,7	4 503,6	3 364,1	1 635,7	1 734,4	1 869,3	9 423,9	6 235,4
Espagne	7 789,9	11 115,8	5 745,9	6 515,9	7 101,1	5 037,4	1 588,8	5 684,8	20 932,1	69 098,0
Autres pays de l'U.E.	9 385,3	906,3	4 048,1	1 660,6	36 702,4	162 834,4	81 785,6	4 637,4	4 996,2	8 137,4
2. Amérique du Nord	427 846,6	497 557,0	699 625,9	746 504,5	449 494,8	29 269,5	27 176,3	19 753,1	9 055,5	14 608,3
3. Japon	281,8	729,5	240,9	1 674,1	1 816,3	3 290,9	117,8	463,6	699,7	1 109,4
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	625 353,8	605 302,8	822 413,0	713 064,9	344 712,3	645 829,6	315 117,1	1 602 578,2	730 937,1	1 598 993,3
Sous-total (1+2+3+4)	1 468 507,0	1 650 570,5	2 360 547,9	2 239 252,3	1 610 288,3	1 104 551,7	660 101,1	1 907 185,7	1 091 026,1	2 184 106,4
5. Destinations diverses	8 055 038,7	10 357 425,6	14 568 015,6	23 667 336,8	20 112 945,8	24 425 765,1	43 475 050,9	55 403 723,4	67 900 513,6	95 389 820,0
Chine ⁽²⁾	2 451 082,2	2 403 867,5	4 778 865,6	9 185 823,5	7 297 240,8	13 017 501,3	23 146 634,3	33 671 517,7	39 505 680,5	60 431 205,2
Brésil ⁽³⁾	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Afrique du Sud ⁽³⁾	1 947 700,7	2 217 029,9	3 602 842,2	5 210 938,3	5 752 890,9	3 642 788,9	6 477 303,2	8 586 543,4	5 692 549,6	6 676 862,8
Autres pays	3 656 255,8	5 736 528,2	6 186 307,8	9 270 575,0	7 062 814,0	7 765 474,9	13 851 113,4	13 145 662,3	22 702 283,5	28 281 752,0
Total	9 523 545,7	12 007 996,1	16 928 563,6	25 906 589,1	21 723 234,0	25 530 316,7	44 135 152,0	57 310 909,1	68 991 539,7	97 573 926,4
Taux de change moyen USD/CDF	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5	2 330,7	2 793,6

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.

Tableau I|3|30 Répartition des importations par principaux pays de provenance (1)
(en millions de USD)

PAYS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ⁽¹⁾	2022 ⁽²⁾	2023 ⁽²⁾	2024 ⁽³⁾
1. Union Européenne	2 480,5	2 152,5	2 198,9	1 815,1	1 691,3	1 193,8	1 795,4	2 107,8	2 693,8	2 764,4
Belgique et Luxembourg	832,8	692,7	662,8	614,2	554,9	350,2	588,9	652,4	760,3	754,5
France	438,0	500,5	469,3	364,9	328,8	206,7	360,1	317,2	441,2	500,7
Italie	75,2	92,0	75,2	72,7	83,8	58,3	60,3	59,6	96,0	88,2
Allemagne	190,5	154,5	138,7	123,6	134,3	68,5	118,3	149,3	166,2	184,7
Pays-Bas	349,1	252,2	208,7	191,9	259,2	150,5	192,0	210,5	249,4	222,3
Royaume-Uni	117,2	156,8	152,8	123,9	100,3	101,6	163,0	244,3	239,2	269,2
Irlande, Danemark et Grèce	194,4	91,9	107,0	68,4	54,6	48,1	42,1	19,1	55,4	20,9
Portugal	21,1	23,0	25,5	13,8	11,4	7,4	15,5	28,0	24,6	26,5
Espagne	85,3	57,8	51,6	44,8	54,3	82,9	66,1	58,5	83,5	81,0
Autres pays de l'U.E.	177,0	131,1	307,4	196,8	109,8	119,5	189,0	368,7	578,1	616,5
2. Amérique du Nord	323,9	419,0	371,5	362,8	327,6	187,4	198,9	202,8	331,1	522,5
3. Japon	41,5	19,7	42,8	31,6	34,2	21,2	10,9	28,9	61,4	84,7
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	420,3	540,0	509,0	435,4	349,1	291,4	278,5	318,5	604,2	998,2
Sous-total (1+2+3+4)	3 266,2	3 131,2	3 122,2	2 644,9	2 402,2	1 693,8	2 283,7	2 658,1	3 690,5	4 369,9
5. Provenances diverses	7 308,4	9 017,6	8 217,8	12 327,8	10 540,5	10 171,4	15 961,7	24 040,2	24 309,8	26 630,1
Chine ⁽²⁾	1 413,0	1 319,1	970,0	1 774,4	2 098,9	2 013,1	2 757,3	5 117,6	4 485,9	4 345,5
Brésil ⁽²⁾	36,9	56,6	61,3	52,1	44,5	94,1	125,2	107,3	191,8	188,2
Afrique du Sud ⁽²⁾	1 298,8	1 176,0	964,3	1 621,3	1 842,8	1 580,3	2 739,9	4 706,4	4 451,6	4 517,6
Autres pays	4 559,7	6 465,8	6 222,2	8 880,0	6 554,2	6 483,8	10 339,3	14 108,9	15 180,4	17 578,7
Total	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3	28 000,3	31 000,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.

Tableau I | 3 | 30 bis Répartition des importations par principaux pays de provenance (1)
(en millions de CDF)

PAYS	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
1. Union Européenne	2 296 943,0	2 174 653,7	3 223 419,4	2 945 080,1	2 786 861,4	2 210 453,3	3 571 697,8	4 229 411,8	6 278 550,8	7 722 866,8
Belgique et Luxembourg	771 149,1	699 851,2	971 543,7	996 499,7	914 375,5	648 434,6	1 171 528,7	1 309 091,2	1 772 025,6	2 107 767,1
France	405 601,2	505 647,8	687 887,5	592 050,9	541 745,6	382 770,3	716 478,4	636 456,4	1 028 422,0	1 398 678,8
Italie	69 674,4	92 995,1	110 207,1	118 033,5	138 049,0	107 998,4	119 951,0	119 673,9	223 674,1	246 279,1
Allemagne	176 371,2	156 070,1	203 386,4	200 513,4	221 290,0	126 894,8	235 367,3	299 595,7	387 299,3	516 089,6
Pays-Bas	323 266,6	254 840,5	305 985,1	311 385,0	427 024,0	278 615,6	382 059,8	422 475,4	581 208,4	620 962,3
Royaume-Uni	108 524,3	158 366,2	224 040,9	201 089,2	165 322,5	188 184,9	324 340,5	490 247,5	557 459,5	752 009,8
Irlande, Danemark et Grèce	179 988,4	92 869,5	156 805,8	111 041,1	89 939,1	89 082,9	83 748,3	38 352,9	129 102,0	58 342,2
Portugal	19 554,8	23 226,9	37 355,3	22 395,3	18 840,2	13 662,5	30 843,8	56 217,0	57 416,2	74 161,0
Espagne	78 942,8	58 366,6	75 651,5	72 697,1	89 420,3	153 541,4	131 422,4	117 479,0	194 644,0	226 185,7
Autres pays de l'U.E.	163 870,1	132 419,8	450 556,1	319 374,9	180 855,3	221 267,9	375 957,7	739 823,0	1 347 299,8	1 722 391,2
2. Amérique du Nord	299 944,0	423 365,9	544 561,6	588 647,7	539 790,0	346 891,0	395 642,0	407 018,2	771 752,4	1 459 783,1
3. Japon	38 395,0	19 879,3	62 688,5	51 231,4	56 287,6	39 299,0	21 676,8	57 903,0	142 994,2	236 600,8
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	389 180,5	545 572,6	746 159,3	706 403,3	575 290,5	539 583,4	554 109,9	639 164,8	1 408 242,9	2 788 659,2
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	3 024 462,5	3 163 471,5	4 576 828,9	4 291 362,5	3 958 229,6	3 136 226,7	4 543 126,5	5 333 497,8	8 601 540,3	12 207 909,9
5. Provenances diverses	6 767 466,8	9 110 502,2	12 046 601,3	20 002 183,8	17 368 202,5	18 832 762,9	31 754 084,1	48 237 744,1	56 659 443,3	74 394 957,1
Chine ⁽²⁾	1 308 416,8	1 332 736,0	1 421 932,4	2 879 002,1	3 458 439,3	3 727 404,0	5 485 374,2	10 268 664,0	10 455 379,1	12 139 778,5
Brésil ⁽²⁾	34 161,3	57 204,0	89 890,4	84 602,9	73 399,2	174 233,9	249 084,0	215 305,6	447 147,7	525 852,4
Afrique du Sud ⁽²⁾	1 202 641,1	1 188 099,7	1 413 586,6	2 630 518,4	3 036 557,1	2 926 048,7	5 450 811,4	9 443 595,4	10 375 526,2	12 620 676,8
Autres pays	4 222 247,6	6 532 462,5	9 121 191,9	14 408 060,4	10 799 807,0	12 005 076,3	20 568 814,5	28 310 179,0	35 381 390,3	49 108 649,5
Total	9 791 929,3	12 273 973,7	16 623 430,2	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,6	36 297 210,5	53 571 241,9	65 260 983,5	86 602 867,0
Taux de change moyen USD/CDF	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5	2 330,7	2 793,6

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E. Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(1) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(2) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau I | 3 | 31 Balance des biens

Périodes	Millions de CDF			Millions de USD		
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde
2015	9 523 545,7	9 791 929,3	-268 383,7	10 284,8	10 574,6	-289,8
2016	12 007 977,4	12 273 954,6	-265 977,2	11 885,5	12 148,8	-263,3
2017	16 928 563,1	16 623 429,7	305 133,4	11 548,2	11 340,0	208,2
2018	25 906 589,1	24 293 546,3	1 613 042,8	15 966,8	14 972,7	994,2
2019	21 723 234,0	21 326 432,0	396 802,0	13 183,5	12 942,7	240,8
2020	25 530 316,3	21 968 989,3	3 561 327,1	13 788,7	11 865,3	1 923,4
2021	44 135 152,0	36 297 210,5	7 837 941,5	22 185,3	18 245,4	3 939,9
2022 ^(a)	57 310 909,1	53 571 241,9	3 739 667,2	28 562,0	26 698,3	1 863,7
2023 ^(a)	68 991 516,6	65 260 983,5	3 730 533,1	29 600,9	28 000,3	1 600,6
2024 ^(a)	97 573 926,4	86 602 867,0	10 971 059,4	34 927,2	31 000,0	3 927,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|3|32 Evolution des termes de l'échange
(Base : 2012 = 100)

Périodes	Données exprimées en USD			Données exprimées en CDF		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
2015	117,6	121,9	96,5	118,5	122,7	96,5
2016	135,9	140,0	97,1	149,4	153,9	97,1
2017	132,1	130,7	101,1	210,6	208,4	101,1
2018	182,6	172,6	105,8	322,3	304,5	105,8
2019	150,8	149,2	101,1	270,2	267,3	101,1
2020	157,7	136,7	115,3	317,6	275,4	115,3
2021 ^(a)	253,7	210,3	120,7	549,1	455,0	120,7
2022 ^(a)	326,7	307,7	106,2	713,0	671,5	106,2
2023 ^(a)	338,6	322,7	104,9	858,3	818,1	104,9
2024 ^(a)	400,5	357,3	112,1	1 216,9	1 085,6	112,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 3 | 33 Cours interbancaires des devises
(Moyennes mensuelles en CDF)

PERIODES	1	1	1	1	100	100	1	1	1	1	100	100	100	1	100	100	1
	USD	GBP	CAD	CHF	JPY	XAF	DTS	EUR	ZAR	AUD	AOA	BIF	RWF	ZMW	TZS	UGX	CNY
2020																	
Décembre	1 969,23	2 641,42	1 534,39	2 210,84	1 895,91	364,07	2 830,32	2 390,82	133,46	1 477,20	301,06	101,58	199,57	93,34	84,89	53,66	300,78
2021																	
Décembre	1 999,68	2 658,41	1 561,91	2 170,44	1 758,44	344,45	2 795,48	2 259,43	126,10	1 428,27	347,61	100,16	195,62	118,56	86,81	56,24	313,87
2022																	
Décembre	2 014,44	2 449,60	1 481,56	2 156,14	1 488,46	324,16	2 675,18	2 126,34	116,67	1 357,04	395,72	97,74	188,21	114,76	86,37	54,62	288,27
2023																	
Janvier	2 025,93	2 473,54	1 507,59	2 189,71	1 543,04	332,36	2 720,57	2 180,15	120,78	1 402,14	398,02	98,00	188,89	109,74	86,93	54,91	297,55
Février	2 034,71	2 462,35	1 514,60	2 201,28	1 535,19	332,45	2 725,43	2 180,74	113,93	1 407,95	400,15	98,31	187,40	105,09	87,03	55,24	298,41
Mars	2 036,66	2 466,56	1 501,15	2 196,23	1 520,98	331,65	2 718,38	2 175,51	111,33	1 359,66	400,55	98,14	186,30	100,09	87,06	54,48	295,17
Avril	2 061,36	2 570,52	1 537,20	2 278,87	1 554,28	343,54	2 779,44	2 257,65	115,48	1 379,95	410,78	99,35	186,87	110,89	87,87	55,24	301,37
Mai	2 282,89	2 851,51	1 689,20	2 546,07	1 671,65	379,41	3 064,61	2 494,59	120,51	1 518,82	434,06	95,78	203,46	123,72	97,09	61,25	327,36
Juin	2 367,91	2 975,82	1 762,02	2 618,06	1 676,08	389,29	3 148,21	2 553,56	125,87	1 582,24	350,41	84,05	207,02	125,22	99,04	63,48	330,31
Juillet	2 444,68	3 146,75	1 849,38	2 753,76	1 731,05	411,93	3 283,96	2 702,06	134,11	1 646,96	293,80	86,43	209,63	132,76	100,24	66,69	340,10
Août	2 454,99	3 116,58	1 820,08	2 792,80	1 700,13	407,68	3 267,25	2 674,23	130,75	1 592,86	293,85	86,44	207,01	126,68	98,35	66,47	338,38
Septembre	2 444,10	3 037,40	1 771,31	2 727,71	1 657,18	398,76	3 227,66	2 615,66	127,34	1 570,33	293,35	86,22	203,55	118,08	97,56	65,42	335,29
Octobre	2 528,95	3 078,94	1 848,56	2 796,27	1 691,63	407,08	3 316,53	2 670,27	132,66	1 607,17	303,64	89,06	207,10	117,68	100,96	67,37	347,15
Novembre	2 621,47	3 236,33	1 902,86	2 926,04	1 742,71	429,79	3 457,78	2 819,23	139,55	1 692,59	312,31	92,04	211,67	114,23	104,36	69,13	361,55
Décembre	2 653,84	3 357,95	1 972,86	3 058,39	1 838,69	441,10	3 542,82	2 893,93	142,15	1 771,81	314,99	93,21	211,97	107,92	105,72	70,16	371,86
2024																	
Janvier	2 694,62	3 422,44	2 008,57	3 139,27	1 846,53	448,11	3 594,38	2 939,43	143,40	1 791,89	317,40	94,49	212,47	102,63	106,93	70,80	377,90
Février	2 735,55	3 454,90	2 028,68	3 125,27	1 831,93	450,18	3 628,15	2 953,01	144,23	1 787,26	324,46	95,80	214,57	108,34	107,76	70,84	381,08
Mars	2 765,05	3 515,48	2 041,74	3 117,73	1 846,77	458,43	3 676,63	3 007,11	144,62	1 812,75	327,94	96,66	215,61	111,88	108,27	71,05	384,00
Avril	2 781,91	3 485,09	2 037,47	3 060,86	1 812,74	455,33	3 671,94	2 986,75	147,13	1 811,17	330,59	97,11	215,76	110,29	107,83	72,62	384,37
Mai	2 663,98	3 366,36	1 950,29	2 929,18	1 713,00	439,02	3 523,45	2 879,52	144,41	1 762,30	313,62	92,91	205,69	101,26	102,76	70,18	368,17
Juin	2 827,97	3 597,22	2 063,94	3 158,48	1 793,97	464,15	3 733,60	3 046,08	151,37	1 878,59	327,97	98,36	216,31	108,31	108,04	76,00	389,87
Juillet	2 839,14	3 626,88	2 071,79	3 179,87	1 799,47	469,04	3 756,18	3 076,72	153,69	1 889,11	323,09	98,65	216,28	111,76	106,49	76,96	387,91
Août	2 838,25	3 667,03	2 074,42	3 300,38	1 935,79	475,95	3 799,74	3 129,37	157,02	1 884,82	316,74	98,45	214,40	111,23	104,93	76,22	396,60
Septembre	2 838,81	3 748,69	2 097,33	3 351,34	1 982,84	479,33	3 830,04	3 151,45	161,01	1 920,48	303,79	98,15	211,56	107,72	104,29	76,46	400,86
Octobre	2 843,47	3 731,06	2 073,04	3 311,62	1 911,64	473,99	3 797,83	3 109,17	162,37	1 917,20	307,05	97,88	209,95	107,41	104,41	77,43	401,75
Novembre	2 846,07	3 632,90	2 036,98	3 236,03	1 849,59	461,75	3 754,22	3 028,87	158,89	1 859,20	309,51	97,22	207,91	104,43	106,44	77,41	395,35
Décembre	2 837,23	3 599,93	2 001,01	3 197,58	1 863,30	454,12	3 725,21	2 978,79	157,56	1 811,40	307,69	96,19	205,35	103,58	111,31	77,43	390,08

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|3|34 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles
(Données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles ⁽¹⁾		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
	Décembre 2024	2668,95	2 955,72	2686,67	2 745,00	0,7	-7,1
Janvier	2694,62	2 939,43	2707,43	3218,68	0,5	9,5
Février	2735,55	2 953,01	2732,31	3144,96	-0,1	6,5
Mars	2765,05	3 007,11	2766,08	3247,68	0,0	8,0
Avril	2781,91	2 986,75	2783,03	3240,62	0,0	8,5
Mai	2790,83	3 016,64	2808,65	3288,14	0,6	9,0
Juin	2827,97	3 046,08	2845,66	3244,07	0,6	6,5
Juillet	2839,14	3 076,72	2864,31	3307,47	0,9	7,5
Août	2838,25	3 129,37	2866,10	3489,25	1,0	11,5
Septembre	2838,81	3 151,45	2867,07	3523,32	1,0	11,8
Octobre	2843,47	3 109,17	2865,21	3381,22	0,8	8,7
Novembre	2846,07	3 028,87	2863,28	3293,89	0,6	8,7
Décembre	2837,23	2 978,79	2868,91	3239,43	1,1	8,7

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change parallèle moyen observé sur les principales places de référence de la Ville province de Kinshasa.

Tableau I | 3 | 35 Balance des paiements (1)
(en millions de USD)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(p)	2022 ^(p)	2023 ^(p)	2024 ^(p)
I. COMPTE COURANT OU TRANSACTIONS COURANTES	-1 483,8	-1 504,1	-1 241,4	-1 672,3	-1 620,3	-1 052,1	-516,4	-3 148,1	-4 182,9	-2 719,4
1. Biens et services	-2 308,1	-2 224,7	-1 406,4	-1 692,8	-1 865,8	-624,3	160,7	-2 945,4	-4 026,3	-1 893,9
A. Biens	-289,8	-263,3	208,2	994,2	240,8	1 923,4	3 939,9	1 985,2	1 600,6	3 927,2
- Exportations	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8	13 183,5	13 788,7	22 185,3	28 683,5	29 600,9	34 927,2
* Marchandises générales	9 212,5	10 666,1	10 461,4	14 865,9	11 796,3	12 586,7	20 917,3	27 559,6	27 784,3	33 344,9
* Or non monétaire	1 072,3	1 219,5	1 086,8	1 100,9	1 387,2	1 202,0	1 267,9	1 123,8	1 816,6	1 582,3
- Importations	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3	28 000,3	31 000,0
* Marchandises générales	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3	28 000,3	31 000,0
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Services	-2 018,3	-1 961,5	-1 614,5	-2 686,9	-2 106,6	-2 547,8	-3 779,2	-4 930,6	-5 626,8	-5 821,1
- Crédit	173,3	127,8	108,1	114,8	151,5	143,6	168,7	69,7	49,4	322,0
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	90,3	63,9	34,6	18,5	58,8	23,5	19,2	16,0	32,0	56,3
* Voyages	0,1	4,3	6,0	60,5	71,1	80,8	107,7	33,8	0,0	244,7
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service de pension et d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	5,4	3,9	4,4	2,3	1,4	2,6	2,7	1,3	1,1	1,2
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	8,1	5,8	6,6	3,5	2,1	3,8	4,1	1,9	1,7	4,1
* Autres services aux entreprises	9,3	6,7	7,6	4,0	2,4	4,4	4,7	2,2	1,9	2,1
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
* Biens et services publics non inclus ailleurs	60,0	43,1	48,9	25,9	15,7	28,4	30,3	14,4	12,6	13,6
- Débit	2 191,6	2 089,3	1 722,7	2 801,7	2 258,2	2 691,4	3 947,9	5 000,3	5 676,2	6 143,1
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	1 008,7	772,4	874,2	1 264,0	1 117,4	1 076,1	1 581,1	2 430,7	2 884,7	3 028,2
* Voyages	127,4	59,8	67,5	114,8	434,7	203,7	219,5	210,7	179,7	184,0
* Services de bâtiment et travaux publics	16,6	19,4	18,1	73,3	16,1	65,4	126,5	135,0	163,1	170,0
* Service de pension et d'assurance	405,0	311,2	373,1	482,6	300,1	476,2	598,2	710,7	848,8	1 046,9
* Services financiers	34,8	36,0	24,7	116,8	45,0	110,3	160,2	212,4	237,7	259,7
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	20,9	434,8	1,1	4,6	1,2	4,4	7,8	8,8	10,2	11,2
* Autres services aux entreprises	291,7	188,4	183,4	599,3	232,4	551,2	974,9	1 139,8	1 274,2	1 002,7
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,5	2,6	2,3	9,6	2,5	9,0	16,1	18,2	20,9	23,1
* Biens et services publics non inclus ailleurs	283,9	264,7	178,2	136,6	108,7	195,2	263,6	133,9	57,0	417,2
2. Revenus primaires	-1 080,5	-613,5	-1 080,7	-1 708,7	-1 253,0	-1 267,7	-1 918,7	-2 520,9	-2 018,2	-2 324,1
- Crédit	142,5	16,7	12,3	72,7	82,9	193,0	150,4	78,4	358,3	402,5
* Rémunérations des salariés	141,9	16,0	12,0	58,4	66,4	186,7	142,0	56,9	136,9	106,8
* Revenus des placements	0,6	0,8	0,2	14,3	16,5	6,3	8,5	21,5	221,4	295,7
- Débit	1 223,1	630,2	1 093,0	1 781,4	1 335,9	1 460,7	2 069,2	2 599,3	2 376,5	2 726,5
* Rémunérations des salariés	428,4	28,5	11,8	65,8	74,9	47,6	86,6	125,3	77,6	73,5
* Revenus des placements	794,7	601,7	1 081,2	1 715,6	1 261,0	1 413,1	1 982,6	2 474,0	2 298,8	2 653,0
3. Revenus secondaires	1 904,9	1 334,1	1 245,7	1 729,2	1 498,6	839,9	1 241,6	2 318,2	1 861,6	1 498,5
- Crédit	2 414,5	1 870,0	1 927,8	2 853,1	2 687,1	1 878,8	2 332,9	5 038,0	5 101,6	3 706,6
* Administrations publiques ⁽²⁾	1 389,8	1 292,6	863,5	1 088,7	593,4	869,5	1 127,0	1 833,1	1 940,3	1 812,7
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM ⁽³⁾	1 024,7	577,5	1 064,3	1 764,4	2 093,7	1 009,3	1 205,9	3 204,9	3 161,4	1 894,0
- Débit	509,6	535,9	682,1	1 123,9	1 188,6	1 038,9	1 091,3	2 719,8	3 240,1	2 208,1

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
* Administrations publiques ⁽²⁾	86,8	114,1	161,4	275,9	226,6	340,5	447,3	797,0	1 054,4	1 008,5
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM ⁽³⁾	422,8	421,9	520,7	848,0	961,9	698,5	644,0	1 922,8	2 185,6	1 199,6
II. COMPTE DU CAPITAL	252,2	-46,3	465,3	437,1	405,6	626,5	171,3	538,4	760,2	729,0
- Crédit	306,5	1,6	498,5	675,0	639,8	989,9	546,5	903,6	959,9	915,4
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	176,9	0,0	0,0	1,0	1,9	1,1	0,6	1,7	0,6	0,3
* Transferts en capital	129,6	1,6	498,5	673,9	637,9	988,8	545,9	901,9	959,3	915,2
Administrations publiques ⁽²⁾	129,6	1,5	498,4	523,7	533,7	870,2	325,8	750,1	702,4	578,7
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	129,6	1,5	498,4	523,7	533,7	870,2	325,8	750,1	702,4	578,7
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM ⁽³⁾	0,0	0,1	0,0	150,3	104,2	118,5	220,2	151,8	256,9	336,5
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,1	0,0	150,3	104,2	118,5	220,2	151,8	256,9	336,5
- Débit	54,4	48,0	33,2	237,9	234,3	363,4	375,2	365,2	199,7	186,4
* Cessions d'actifs non financiers non produits	0,6	0,7	20,3	48,3	24,3	16,9	40,3	33,6	39,7	57,0
* Transferts en capital	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	346,5	334,9	331,7	160,0	129,4
Administrations publiques ⁽²⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	182,4	70,5	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	182,4	70,5	0,0	0,0	0,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM ⁽³⁾	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	164,1	264,4	331,7	160,0	129,4
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	164,1	264,4	331,7	160,0	129,4
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-1 231,6	-1 550,4	-776,1	-1 235,2	-1 214,7	-425,6	-345,1	-2 609,7	-3 422,7	-1 990,5
III. COMPTE FINANCIER										
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-1 300,0	-1 325,1	-926,6	-1 442,1	-1 516,3	-233,5	-679,6	-2 323,8	-3 361,7	-1 826,2
1. Investissements directs	-1 165,7	-932,4	-1 048,0	-1 407,6	-1 354,1	-1 498,1	-1 677,7	-1 409,4	-2 375,3	-2 915,1
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Instrument de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	1 165,7	932,4	1 048,0	1 407,6	1 354,1	1 498,1	1 677,7	1 409,4	2 375,3	2 915,1
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 673,5	1 204,7	1 340,2	1 616,8	1 488,1	1 646,9	1 870,0	1 845,8	2 576,1	3 112,9
* Instrument de dette	-507,8	-272,3	-292,2	-209,2	-133,9	-148,8	-192,4	-436,4	-200,9	-197,8
2. Investissements de portefeuille	94,1	13,2	10,6	38,3	46,1	39,4	48,0	34,8	3,4	14,5
- Acquisition nette d'actifs financiers	94,1	13,2	0,4	30,9	27,3	33,9	45,3	35,5	3,8	14,6
* Actions et parts dans les fonds de placement	94,1	13,2	0,4	30,9	27,3	33,9	45,3	35,5	3,8	14,6
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6	-2,7	0,7	0,4	0,1
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6	-2,7	0,7	0,4	0,1
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements	116,2	197,0	134,7	-129,2	-644,0	1 515,3	-1 214,1	-2 580,8	-1 976,4	47,3
- Acquisition nette d'actifs financiers	-593,0	386,5	688,9	-52,3	1 250,6	2 599,7	2 585,5	-432,8	382,5	1 489,4
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	-593,0	386,5	688,9	-52,3	1 250,6	2 599,7	2 585,5	-376,1	374,2	1 468,2
* Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-56,7	8,3	21,2
- Accroissement net des passifs financiers	-709,1	189,5	554,3	76,9	1 894,6	1 084,4	3 799,5	2 148,0	2 358,9	1 442,1
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 148,0	0,0	0,0

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ⁽¹⁾	2022 ⁽²⁾	2023 ⁽³⁾	2024 ⁽³⁾
* Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	-235,3	-252,0	-202,1	-287,6	298,6	-75,4	1 676,5	0,0	2 210,8	702,3
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 689,4	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	-475,4	444,0	756,6	362,2	1 592,7	1 165,4	1 398,2	0,0	148,6	733,7
* Autres comptes à payer	1,5	-2,5	-0,2	2,3	3,3	-5,6	0,4	276,2	-0,5	6,1
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	724,4	182,4	0,0	0,0
5. Avoirs de réserves	-344,6	-603,0	-23,9	56,4	435,8	-290,1	2 164,1	1 631,6	986,6	1 027,1
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	-59,7	-225,5	-135,6	-72,0	35,4	-14,0	724,4	-777,5	-29,2	-80,6
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres avoirs de réserve	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7	2 409,1	1 015,8	1 107,7
Numéraire et dépôts	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7	2 409,1	1 015,8	1 107,7
Créances sur les autorités monétaires	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7	2 409,1	1 015,8	1 107,7
Créances sur d'autres entités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs nettes et omissions	-68,4	225,3	-150,5	-206,9	-301,6	192,1	-334,5	285,9	-61,0	164,3

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBP5.

(2) Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.

(3) Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

Tableau I | 3 | 35 bis Balance des paiements (1)
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
I. COMPTE COURANT OU TRANSACTIONS COURANTES	-1 373 938,9	-1 519 560,6	-1 819 815,6	-2 713 381,1	-2 669 817,2	-1 948 062,5	-1 027 295,4	-6 316 754,7	-9 749 167,2	-7 597 147,5
1. Biens et services	-2 137 292,9	-2 247 644,6	-2 061 621,7	-2 746 589,0	-3 074 427,5	-1 155 989,6	319 715,6	-5 910 061,3	-9 384 087,5	-5 290 903,8
A. Biens	-268 383,7	-265 977,2	305 133,4	1 613 042,8	396 802,0	3 561 327,1	7 837 941,5	3 983 342,2	3 730 533,1	10 971 059,4
- Exportations	9 523 545,7	12 007 977,4	16 928 563,1	25 906 589,1	21 723 234,0	25 530 316,3	44 135 152,0	57 554 584,0	68 991 516,6	97 573 926,4
* Marchandises générales	8 530 621,7	10 775 926,9	15 335 476,5	24 120 330,1	19 437 430,2	23 304 733,3	41 612 757,2	55 299 591,7	64 757 548,5	93 153 565,4
* Or non monétaire	992 924,0	1 232 050,5	1 593 086,6	1 786 259,0	2 285 803,9	2 225 583,0	2 522 394,8	2 254 992,3	4 233 968,1	4 420 360,9
- Importations	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,3	36 297 210,5	53 571 241,9	65 260 983,5	86 602 867,0
* Marchandises générales	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,3	36 297 210,5	53 571 241,9	65 260 983,5	86 602 867,0
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Services	-1 868 909,2	-1 981 667,4	-2 366 755,0	-4 359 631,8	-3 471 229,5	-4 717 316,7	-7 518 225,9	-9 893 403,5	-13 114 620,6	-16 261 963,2
- Crédit	160 518,4	129 124,9	158 517,2	186 257,1	249 692,2	265 928,2	335 595,8	139 903,0	115 034,7	899 521,2
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	83 647,4	64 596,7	50 673,9	29 952,7	96 950,8	43 598,1	38 207,2	32 075,4	74 589,1	157 261,9
* Voyages	91,0	4 300,7	8 810,8	98 152,1	117 089,2	149 589,0	214 214,1	67 851,7	27,9	683 610,9
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service de pension et d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	4 999,5	3 921,7	6 448,4	3 786,5	2 321,5	4 736,5	5 415,8	2 603,0	2 631,8	3 410,2
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	7 464,5	5 855,3	9 627,8	5 653,5	3 466,1	7 071,8	8 086,1	3 886,4	3 929,4	11 367,5
* Autres services aux entreprises	8 614,1	6 757,0	11 110,6	6 524,2	3 999,9	8 160,9	9 331,5	4 485,0	4 534,5	5 875,7
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	134,1	105,2	172,9	101,5	62,3	127,0	145,2	69,8	70,6	91,4
* Biens et services publics non inclus ailleurs	55 568,0	43 588,4	71 672,7	42 086,5	25 802,6	52 644,9	60 195,8	28 931,8	29 251,4	37 903,5
- Débit	2 029 427,6	2 110 792,3	2 525 272,3	4 545 888,9	3 720 921,7	4 983 244,9	7 853 821,6	10 033 306,5	13 229 655,2	17 161 484,4
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	934 043,4	780 371,8	1 281 558,3	2 050 945,0	1 841 237,2	1 992 370,9	3 145 392,1	4 877 216,2	6 723 330,9	8 459 655,8
* Voyages	117 975,2	60 381,0	98 978,0	186 314,1	716 206,7	377 204,5	436 641,6	422 800,7	418 846,2	513 949,9
* Services de bâtiment et travaux publics	15 389,8	19 635,3	26 533,6	118 880,8	26 530,3	121 163,4	251 588,7	270 971,0	380 104,2	474 930,7
* Service de pension et d'assurance	375 056,8	314 390,4	546 979,8	783 016,1	494 464,0	881 696,4	1 189 986,0	1 426 063,0	1 978 222,6	2 924 671,6
* Services financiers	32 257,8	36 368,4	36 156,5	189 563,8	74 212,7	204 249,0	318 728,5	426 269,6	554 074,0	725 628,1
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	19 373,9	439 295,4	1 638,4	7 539,5	2 025,2	8 076,6	15 584,9	17 744,4	23 698,6	31 349,6
* Autres services aux entreprises	270 141,2	190 336,0	268 904,2	972 401,4	383 019,5	1 020 519,8	1 939 475,8	2 286 978,8	2 969 773,3	2 801 238,5
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2 316,3	2 624,4	3 370,6	15 510,8	4 166,3	16 615,7	32 062,4	36 505,1	48 754,3	64 494,5
* Biens et services publics non inclus ailleurs	262 873,2	267 389,7	261 152,8	221 717,2	179 059,8	361 348,6	524 361,7	268 757,7	132 851,2	1 165 565,8
2. Revenus primaires	-1 000 538,2	-619 772,8	-1 584 252,1	-2 772 441,0	-2 064 690,6	-2 347 180,3	-3 817 101,2	-5 058 292,4	-4 703 927,3	-6 492 622,6
- Crédit	131 988,1	16 907,0	17 982,7	117 928,4	136 553,5	357 352,3	299 275,5	157 365,0	834 994,5	1 124 334,2
* Rémunérations des salariés	131 404,3	16 147,5	17 649,4	94 683,2	109 441,3	345 745,5	282 401,9	114 250,5	319 063,3	298 230,5
* Revenus des placements	583,8	759,5	333,3	23 245,1	27 112,2	11 606,8	16 873,5	43 114,5	515 931,2	826 103,7
- Débit	1 132 526,2	636 679,8	1 602 234,8	2 890 369,3	2 201 244,1	2 704 532,6	4 116 376,6	5 215 657,4	5 538 921,9	7 616 956,8
* Rémunérations des salariés	396 691,7	28 796,4	17 299,4	106 762,0	123 433,6	88 054,2	172 225,4	251 486,6	180 953,8	205 290,1
* Revenus des placements	735 834,6	607 883,4	1 584 935,4	2 783 607,3	2 077 810,5	2 616 478,3	3 944 151,3	4 964 170,8	5 357 968,0	7 411 666,7
3. Revenus secondaires	1 763 892,2	1 347 856,9	1 826 058,2	2 805 648,8	2 469 300,9	1 555 107,4	2 470 090,2	4 651 599,0	4 338 847,6	4 186 378,9
- Crédit	2 235 751,0	1 889 311,3	2 825 943,0	4 629 155,6	4 427 769,9	3 478 725,9	4 641 110,0	10 109 002,9	11 890 517,4	10 355 044,6
* Administrations publiques ⁽²⁾	1 286 930,7	1 305 865,0	1 265 841,3	1 766 455,2	977 773,0	1 609 942,0	2 242 052,2	3 678 158,4	4 522 241,9	5 063 937,7
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM ⁽³⁾	948 820,4	583 446,3	1 560 101,7	2 862 700,4	3 449 996,9	1 868 783,8	2 399 057,8	6 430 844,4	7 368 275,5	5 291 107,0
- Débit	471 858,9	541 454,4	999 884,8	1 823 506,7	1 958 469,0	1 923 618,5	2 171 019,8	5 457 403,9	7 551 669,9	6 168 665,7
* Administrations publiques ⁽²⁾	80 373,1	115 251,0	236 641,4	447 573,6	373 415,7	630 366,8	889 834,9	1 599 176,7	2 457 620,1	2 817 337,8
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM ⁽³⁾	391 485,8	426 203,5	763 243,4	1 375 933,1	1 585 053,2	1 293 251,7	1 281 184,9	3 858 227,1	5 094 049,7	3 351 327,9

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ^(a)	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
II. COMPTE DU CAPITAL	233 505,3	-46 812,7	682 085,1	709 227,5	668 251,9	1 160 042,6	340 805,5	1 080 257,3	1 771 915,2	2 036 514,0
- Crédit	283 856,4	1 656,9	730 684,4	1 095 157,2	1 054 244,4	1 832 811,9	1 087 272,7	1 813 127,3	2 237 322,9	2 557 365,5
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	163 816,9	0,0	0,0	1 685,1	3 162,0	2 063,6	1 254,4	3 385,1	1 372,5	710,3
* Transferts des capitaux	120 039,5	1 656,9	730 684,4	1 093 472,2	1 051 082,4	1 830 748,3	1 086 018,3	1 809 742,2	2 235 950,3	2 556 655,1
Administrations publiques ⁽²⁾	120 039,5	1 534,4	730 627,4	849 674,1	879 384,5	1 611 299,5	648 046,9	1 505 111,8	1 637 121,4	1 616 694,2
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	120 039,5	1 534,4	730 627,4	849 674,1	879 384,5	1 611 299,5	648 046,9	1 505 111,8	1 637 121,4	1 616 694,2
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM ⁽³⁾	0,0	122,6	57,0	243 798,1	171 697,9	219 448,7	437 971,4	304 630,4	598 828,9	939 960,9
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	122,6	57,0	243 798,1	171 697,9	219 448,7	437 971,4	304 630,4	598 828,9	939 960,9
- Débit	50 351,1	48 469,6	48 599,3	385 929,8	385 992,5	672 769,3	746 467,2	732 869,9	465 407,7	520 851,4
* Cessions d'actifs non financiers non produits	584,9	689,3	29 824,5	78 296,7	40 039,8	31 245,5	80 129,4	67 376,1	92 470,2	159 344,7
* Transferts des capitaux	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1	345 952,7	641 523,8	666 337,8	665 493,8	372 937,5	361 506,7
Administrations publiques ⁽²⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	337 758,1	140 255,3	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	337 758,1	140 255,3	0,0	0,0	0,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM ⁽³⁾	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1	345 952,7	303 765,7	526 082,5	665 493,8	372 937,5	361 506,7
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1	345 952,7	303 765,7	526 082,5	665 493,8	372 937,5	361 506,7
								0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-1 140 433,6	-1 566 373,2	-1 137 730,5	-2 004 153,6	-2 001 565,3	-788 019,9	-686 489,9	-5 236 497,3	-7 977 252,1	-5 560 633,4
III. COMPTE FINANCIER										
Capacité (+) / Besoin (-) de financement du compte financier	-1 204 080,3	-1 462 508,9	-1 361 395,7	-2 128 969,9	-2 498 455,8	-432 308,8	89 154,6	-4 662 806,9	-7 835 132,4	-5 101 662,2
1. Investissements directs	-1 079 439,2	-941 979,2	-1 536 243,2	-2 283 805,0	-2 231 279,7	-2 773 762,1	-3 337 549,5	-2 827 968,3	-5 536 068,0	-8 143 616,4
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Instrument de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	1 079 439,2	941 979,2	1 536 243,2	2 283 805,0	2 231 279,7	2 773 762,1	3 337 549,5	2 827 968,3	5 536 068,0	8 143 616,4
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 549 635,9	1 217 118,5	1 964 618,1	2 623 287,7	2 451 955,3	3 049 338,2	3 720 226,2	3 703 622,4	6 004 287,9	8 696 211,2
* Instrument de dette	-470 196,7	-275 139,3	-428 374,9	-339 482,7	-220 675,7	-275 576,1	-382 676,7	-875 654,0	-468 219,9	-552 594,8
2. Investissements de portefeuille	87 179,8	13 356,9	15 525,9	62 114,7	75 885,0	73 034,2	95 454,2	69 860,7	7 888,5	40 446,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	87 179,8	13 341,1	642,3	50 083,1	44 928,8	62 708,2	90 160,5	71 196,2	8 898,2	40 856,7
* Actions et parts dans les fonds de placement	87 179,8	13 341,1	642,3	50 083,1	44 928,8	62 708,2	90 160,5	71 196,2	8 898,2	40 856,7
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	-15,8	-14 883,6	-12 031,6	-30 956,2	-10 326,0	-5 293,7	1 335,4	1 009,7	410,8
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	-15,8	-14 883,6	-12 031,6	-30 956,2	-10 326,0	-5 293,7	1 335,4	1 009,7	410,8
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
						0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements	107 575,1	199 057,3	197 421,4	-209 618,4	-1 061 091,5	2 805 619,5	-974 075,6	-5 178 514,6	-4 606 500,3	132 132,9
- Acquisition nette d'actifs financiers	-549 081,9	390 509,3	1 009 909,3	-84 921,3	2 060 675,6	4 813 359,8	5 143 521,6	-868 484,5	891 552,0	4 160 797,3
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	-549 081,9	390 509,3	1 009 909,3	-84 921,3	2 060 675,6	4 813 359,8	5 143 521,6	-754 618,5	872 193,3	4 101 592,0
* Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-113 866,0	19 358,8	59 205,3
- Accroissement net des passifs financiers	-656 657,0	191 452,0	812 487,8	124 697,1	3 121 767,1	2 007 740,4	6 117 597,2	4 310 030,1	5 498 052,3	4 028 664,4
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	-217 840,4	-254 570,0	-296 269,3	-466 640,0	491 971,1	-139 659,0	3 335 228,3	3 389 821,8	5 152 801,2	1 962 070,9

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 ⁽⁶⁾	2022 ⁽⁶⁾	2023 ⁽⁶⁾	2024 ⁽⁶⁾
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	-440 180,8	448 541,8	1 109 077,7	587 616,4	2 624 408,3	2 157 692,1	2 781 624,7	554 201,0	346 416,5	2 049 628,3
* Autres comptes à payer	1 364,3	-2 519,8	-320,5	3 720,7	5 387,7	-10 292,8	744,2	366 007,4	-1 165,4	16 965,2
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 441 149,1	366 007,4	0,0	0,0
									0,0	0,0
5. Avoirs de réserves	-319 396,0	-732 943,8	-38 099,7	302 338,8	718 030,4	-537 200,3	4 305 325,5	3 273 815,3	2 299 547,4	2 869 375,3
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	-55 281,5	-274 073,2	-215 856,8	-117 806,7	58 341,5	-25 904,8	1 441 149,1	-1 560 055,6	-68 023,3	-225 152,4
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	210 072,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres avoires de réserve	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5	4 833 870,9	2 367 570,7	3 094 527,8
Numéraire et dépôts	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5	4 833 870,9	2 367 570,7	3 094 527,8
Créances sur les autorités monétaires	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5	4 833 870,9	2 367 570,7	3 094 527,8
Créances sur d'autres entités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs nettes et omissions	-63 646,7	103 864,4	-223 665,2	-124 816,3	-496 890,5	355 711,1	775 644,5	573 690,4	-142 119,7	458 971,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(6) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBP5. (1) Chiffres rectifiés pour toutes les rubriques de l'année 2010 et les autres années, uniquement le compte financier.

(7) Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.

(8) Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel ; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

Tableau I|3|36 Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit
(en millions de USD)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ⁽⁶⁾	2023 ⁽⁶⁾	2024 ⁽⁶⁾
Produits miniers et hydrocarbures	10 083,8	8 736,2	11 468,4	15 826,8	13 071,9	13 637,5	21 979,6	28 352,8	29 473,3	34 408,1
Cuivre	5 762,0	4 982,9	6 272,6	7 436,1	8 226,9	9 412,0	16 024,2	19 977,0	23 198,0	27 709,4
Cobalt	2 484,6	1 807,2	3 368,8	6 350,7	2 561,6	2 244,5	3 500,9	5 977,4	3 558,5	3 812,4
Zinc	24,7	27,7	22,0	2,1	3,0	27,4	33,9	33,0	22,3	92,5
Diamant	254,2	246,8	207,4	188,5	146,4	113,4	137,7	139,3	77,9	89,1
Plomb	1,2	0,2	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	1 072,3	1 219,5	1 086,8	1 100,9	1 387,2	1 202,0	1 267,9	1 123,8	1 427,4	1 582,3
Cassitérite	0,0	64,1	87,2	101,2	77,2	211,1	385,5	301,3	367,3	459,8
Pétrole brut	403,0	332,3	383,2	596,5	508,9	386,9	595,2	786,7	775,6	611,1
Autres	81,7	55,6	40,5	50,6	160,8	40,1	34,3	14,2	46,3	51,5
Produits agricoles	196,7	500,5	74,3	124,0	100,7	139,8	203,2	156,7	119,8	519,0
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	0,0	0,0	-	-	-
Café	31,0	41,8	27,0	24,7	25,8	27,0	40,0	51,8	58,7	58,1
Thé	0,3	0,2	0,2	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Cacao	43,7	44,8	11,1	24,9	24,5	60,6	118,6	13,6	50,3	437,1
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	0,5	-	0,4	13,0	11,5	4,5	4,0	7,4	4,7	1,6
Bois	102,6	401,1	32,0	57,0	27,7	32,9	31,5	72,3	6,1	22,2
Quinquina	8,3	7,5	1,1	3,5	11,1	14,5	9,1	11,6	0,0	0,0
Autres	10,4	5,1	2,5	0,8	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits industriels	4,3	16,0	5,5	16,1	10,9	11,4	2,4	52,5	7,8	0,1
Ciment	0,3	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre de canne	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers ⁽¹⁾	4,0	16,0	5,5	16,1	10,9	11,4	2,4	52,5	7,8	0,1
Ajustement ⁽²⁾	-	2 632,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8	13 183,5	13 788,7	22 185,3	28 562,0	29 600,9	34 927,2

Source : Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harmonisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

(1) Dont mitrailles ferreuses et électricité.

(2) Il s'agit des données issues de l'enquête annuelle de la balance des paiements et des exportations non classifiées.

Tableau I|3|36 bis Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit
(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ⁽⁵⁾	2022 ⁽⁵⁾	2023 ⁽⁵⁾
Produits miniers et hydrocarbures	9 337 406,6	8 826 163,9	16 811 632,3	25 679 278,2	21 539 325,9	25 250 358,4	43 726 076,9	56 891 054,4	59 139 521,8	69 041 335,3
Cuivre	5 335 532,4	5 034 194,6	9 195 021,5	12 065 322,5	13 555 904,8	17 426 671,4	31 878 344,2	40 084 675,0	46 547 781,7	55 600 090,3
Cobalt	2 300 722,8	1 825 775,3	4 938 382,9	10 304 208,7	4 220 925,1	4 155 806,7	6 964 669,9	11 993 852,6	7 140 332,4	7 649 824,1
Zinc	22 867,6	28 025,3	32 300,6	3 430,5	4 866,1	50 778,7	67 483,9	66 308,7	44 689,8	185 604,1
Diamant	235 372,3	249 301,2	304 057,9	305 818,2	241 220,3	210 030,6	273 952,1	279 413,3	156 311,1	178 725,9
Plomb	1 134,1	175,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	992 924,0	1 232 052,4	1 593 086,6	1 786 259,0	2 285 803,9	2 225 583,0	2 522 394,8	2 254 992,3	2 864 120,2	3 174 940,3
Cassitérite	5,9	64 795,6	127 768,8	164 244,5	127 169,6	390 869,4	766 932,8	604 625,3	737 097,4	922 615,0
Pétrole brut	373 169,1	335 674,2	561 672,9	967 857,7	838 479,5	716 356,5	1 184 114,5	1 578 611,2	1 556 337,1	1 226 124,1
Autres	75 678,2	56 170,1	59 341,2	82 137,1	264 956,7	74 262,1	68 184,6	28 576,0	92 852,1	103 411,5
		0,0								
Produits agricoles	182 142,6	505 701,3	108 871,9	201 235,1	165 890,7	258 825,5	404 231,1	314 473,9	240 371,4	1 041 491,4
	0,0									
Produits du règne animal	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Café	28 679,5	42 221,4	39 628,7	40 123,1	42 590,9	49 988,1	79 485,3	103 896,7	117 739,3	116 589,8
Thé	246,7	198,0	280,7	192,6	0,0	510,1	0,0	2,6	0,0	0,0
Cacao	40 504,8	45 236,2	16 201,7	40 333,0	40 330,5	112 186,2	235 941,8	27 306,7	100 867,4	877 014,0
Rauwolfia	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Huile de palme, palmistes	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Caoutchouc	433,8	-	552,2	21 117,7	18 970,3	8 272,7	7 858,8	14 790,4	9 506,5	3 254,1
Bois	94 972,1	405 282,9	46 867,2	92 461,0	45 660,9	60 834,1	62 718,1	145 165,3	12 258,2	44 633,6
Quinquina	7 643,6	7 582,2	1 645,4	5 704,3	18 338,1	26 917,9	18 191,2	23 312,3	0,0	0,0
Autres	9 662,0	5 180,5	3 695,9	1 303,3	0,0	116,5	35,8	0,0	0,0	0,1
Produits industriels	3 996,5	16 111,8	8 058,9	26 075,8	18 017,4	21 132,3	4 844,0	105 380,8	18 154,6	193,7
Ciment	323,1	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Produits chimiques	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Sucre de canne	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Divers	3 673,4	16 111,8	8 058,9	26 075,8	18 017,4	21 132,3	4 844,0	105 380,8	18 154,6	190,7
Ajustement ⁽¹⁾	-	2 660 000,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Total	9 523 545,7	12 007 977,4	16 928 563,1	25 906 589,1	21 723 234,0	25 530 316,3	44 135 152,0	57 310 909,1	59 398 047,8	70 083 020,4
Taux de change moyen USD/CDF	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5	2 330,7	2 331,7

Source : Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harmonisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

(5) Il s'agit des données de l'enquête et les exportations frauduleuses.

Tableau I|3|37 Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations (1)
(en millions de USD)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ⁽⁹⁾
A. Biens de consommation	2 811,9	4 050,6	3 144,1	3 555,2	3 042,5	2 898,9	4 768,0	6 405,1
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres ⁽²⁾	1 647,8	812,0	1 178,4	1 291,7	1 108,4	1 102,6	2 441,1	3 189,4
Boissons ⁽³⁾	146,4	809,5	546,9	627,1	536,7	505,6	715,0	1 024,0
Tabacs ⁽⁴⁾	404,3	809,5	403,6	295,0	264,5	218,3	331,3	366,7
Textiles ⁽⁵⁾	613,4	809,5	376,8	525,8	455,0	412,5	448,2	477,3
Habillements	...	810,1	638,4	815,6	678,0	659,9	832,4	1 347,7
B. Energie	632,0	56,5	62,2	1 108,6	1 134,1	1 121,4	1 685,4	2 153,4
Produits chimiques et colorants ⁽⁶⁾	116,9	49,5	57,9	776,8	742,8	732,5	739,5	692,6
Autres instruments et appareils ⁽⁷⁾	515,1	7,0	4,4	331,8	391,2	388,9	945,9	1 460,8
C. Matières premières et semi-produits	305,8	3 998,4	2 898,5	3 187,6	2 900,7	2 644,2	3 576,0	5 550,0
Cuir ⁽⁸⁾	147,2	809,4	341,5	351,9	339,5	303,6	316,9	546,6
Destinés à l'agriculture	5,0	...	...	...	...	...	...	...
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc ⁽⁹⁾	15,1	809,5	481,9	532,5	499,6	453,0	485,3	618,4
Produits chimiques, colorants	65,7	759,9	881,4	292,4	306,6	291,0	888,0	1 612,1
Matériaux de construction	35,2	810,1	389,0	450,4	571,9	529,3	582,2	726,0
Métalliques ⁽¹⁰⁾	19,0	809,4	804,7	1 560,5	1 183,1	1 067,3	1 303,5	2 047,0
Autres	18,6	-	-	-	-	-	-	-
D. Biens d'équipement	6 824,9	4 043,3	5 235,2	7 121,2	5 865,4	5 200,9	8 216,0	12 589,8
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	850,2	809,4	357,0	305,0	286,8	267,9	350,1	565,8
Véhicules routiers non domestiques	1 814,0	809,5	532,3	378,0	368,9	308,2	977,1	1 004,3
Autres matériels de transport	186,2	809,9	586,8	650,0	731,0	690,1	1 369,3	1 596,8
Machines pour industries spécialisées	1 260,3	811,7	3 261,3	5 287,5	4 091,3	3 599,4	5 055,2	8 685,0
Autres instruments et appareils ⁽¹¹⁾	2 714,2	802,7	497,8	500,7	387,4	335,2	464,3	737,8
Total	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

(1) Valeur FOB.

(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.

(3) Avant 2016, Textiles et habillement.

(4) Avant 2016, autres biens non durables.

(5) Avant 2016, biens de consommations durables.

(6) Avant 2016, matières brutes.

(7) Avant 2016, matières élaborées.

(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.

(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.

(10) Avant 2016, minerais et produits métalliques.

(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau I | 3 | 38 Dette extérieure
(en millions de USD)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽¹⁾	2024 ⁽¹⁾
Stock	4 796,8	4 542,2	4 593,5	3 287,9	3 728,9	4 249,1	4 868,0	5 659,3	6 845,4	7 607,2
FMI	390,4	301,5	225,5	128,4	422,4	778,1	1 171,6	1 510,3	1 948,7	2 095,4
Club de Paris	109,4	52,2	38,5	28,8	73,1	67,1	75,1	107,4	81,6	66,9
Club de Kinshasa	1 274,6	1 248,2	1 300,3	1 326,4	1 326,3	1 343,3	1 400,8	1 356,4	1 391,0	1 360,4
Club de Londres	18,0	18,0	18,0	11,5	7,7	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions multilatérales	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4	1 894,1	2 056,8	2 220,5	2 685,2	3 424,1	4 084,6
Autres ⁽¹⁾⁽²⁾	1 273,5	1 310,3	1 310,6	5,4	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Encours	4 287,1	4 022,6	4 236,9	3 020,5	3 566,3	4 249,1	4 710,7	5 501,7	6 688,5	7 450,3
FMI	390,4	301,5	225,5	128,4	422,4	778,1	1 171,6	1 510,3	1 948,7	2 095,4
Club de Paris	109,4	42,5	1,8	1,3	73,1	67,1	75,1	107,4	81,6	66,9
Club de Kinshasa	849,9	823,5	1 065,4	1 091,8	1 169,0	1 343,3	1 243,5	1 198,8	1 234,1	1 203,5
Club de Londres	-	-	-	11,5	7,7	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions multilatérales	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4	1 894,1	2 056,8	2 220,5	2 685,2	3 424,1	4 084,6
Autres ⁽¹⁾	1 206,4	1 243,2	1 243,5	-	-	-	-	-	-	-
Service de la dette										
- Service dû	180,4	222,9	219,9	302,2	228,4	132,9	276,3	286,1	258,8	194,8
FMI	-	65,3	46,3	95,4	79,3	0,0	0,0	0,0	37,1	0,0
Club de Paris	72,0	55,9	58,1	43,0	0,3	3,9	20,5	16,8	8,0	8,0
Club de Kinshasa	32,1	31,4	35,5	53,7	82,8	60,2	107,7	118,0	80,9	80,3
Club de Londres	2,0	2,0	-	-	4,0	12,0	3,9	0,0	0,0	0,0
Institutions multilatérales	74,3	68,3	79,9	110,0	62,1	56,7	144,3	151,4	132,9	106,5
Autres ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Service effectué	220,5	259,9	212,1	225,3	228,4	130,2	282,3	333,8	349,4	255,0
FMI	38,8	78,5	93,0	100,2	79,3	0,0	7,0	0,0	52,6	0,0
Club de Paris	69,4	57,9	20,0	0,3	0,3	3,9	0,2	21,3	20,4	8,0
Club de Kinshasa	29,5	37,6	48,4	67,0	82,8	58,1	72,6	149,9	134,8	132,3
Club de Londres	-	-	-	1,5	4,0	12,0	3,9	0,0	0,0	0,0
Institutions multilatérales	82,9	85,9	50,8	56,2	62,1	56,2	198,6	162,7	141,6	114,7
Autres ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Arriérés ⁽²⁾	-40,1	-37,0	7,8	76,9	-	2,7	-6,0	-47,7	90,60	60,21
FMI	-38,8	-13,2	-46,6	-4,8	-	-	-7,0	0,0	15,59	-
Club de Paris	2,7	-2,0	38,1	42,7	-	-	20,3	-4,5	1,85	-
Club de Kinshasa	2,6	-6,2	-12,9	-13,3	-	2,1	35,1	-31,9	11,78	51,96
Club de Londres	2,0	2,0	-	-1,5	-	-	0,0	0,0	-	-
Institutions multilatérales	-8,6	-17,6	29,2	53,8	-	0,5	-54,3	-11,3	8,70	8,25
Autres ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-

Sources : DGDGP et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC. Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDGP ne prend en compte que la dette publique appelée. A partir de 2018, il s'agit des engagements de la BCC.

(2) Paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau I | 3 | 38 bis Dette extérieure

(en millions de CDF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ⁽¹⁾	2023 ⁽¹⁾	2024 ⁽¹⁾
Stock	4 445 484,8	5 521 410,5	7 313 673,5	5 377 739,7	6 238 177,9	8 378 454,1	8 382 703,2	11 414 362,9	18 270 136,4	21 687 144,1
FMI	361 844,4	366 512,1	359 103,1	210 078,4	706 702,9	1 534 280,9	1 535 059,0	3 046 226,2	5 201 036,0	5 973 730,3
Club de Paris	101 396,9	63 441,6	61 251,7	47 023,9	122 292,4	132 229,2	132 296,3	216 576,2	217 893,1	190 609,7
Club de Kinshasa	1 181 221,1	1 517 310,0	2 070 264,5	2 169 512,8	2 218 745,6	2 648 705,4	2 650 048,7	2 735 702,1	3 712 536,0	3 878 220,7
Club de Londres	16 681,7	21 880,6	28 659,5	18 809,6	12 831,5	7 552,0	7 555,8	0,0	0,0	0,0
Institutions multilatérales	1 604 101,9	1 959 468,2	2 707 682,9	2 923 564,2	3 168 694,9	4 055 686,6	4 057 743,4	5 415 858,3	9 138 671,3	11 644 583,3
Autres ⁽¹⁾⁽²⁾	1 180 238,8	1 592 798,0	2 086 711,8	8 750,7	8 910,7	-	-	0,0	0,0	0,0
Encours	3 973 068,6	4 889 790,6	6 745 881,6	4 940 326,9	5 966 213,1	8 378 375,2	8 384 597,1	11 096 436,7	17 851 298,1	21 239 841,3
FMI	360 965,3	366 512,1	359 103,1	210 078,4	706 702,9	1 534 261,2	1 535 039,3	3 046 226,2	5 201 036,0	5 973 730,3
Club de Paris	101 150,5	51 613,9	2 929,6	2 093,6	122 292,4	132 308,1	132 375,2	216 576,2	217 893,1	190 609,7
Club de Kinshasa	785 767,9	1 000 976,5	1 696 306,2	1 785 781,1	1 955 691,4	2 648 705,4	2 650 048,7	2 417 775,9	3 293 697,7	3 430 917,9
Club de Londres	-	-	0,0	18 809,6	12 831,5	7 492,9	7 496,7	0,0	0,0	0,0
Institutions multilatérales	1 600 204,9	1 959 468,2	2 707 682,9	2 923 564,2	3 168 694,9	4 055 607,7	4 057 664,5	5 415 858,3	9 138 671,3	11 644 583,3
Autres ⁽¹⁾	1 115 327,7	1 511 219,9	1 979 859,8	-	-	-	1 972,80	0,0	0,0	0,0
Service de la dette										
- Service dû	167 187,6	270 943,0	350 058,2	494 214,7	382 101,0	262 017,3	262 150,2	577 059,3	690 727,2	555 265,6
FMI	0,0	79 341,9	73 786,3	156 084,9	132 581,0	-	-	0,0	98 887,5	0,0
Club de Paris	66 745,3	67 963,6	92 531,6	70 293,7	535,3	7 690,0	7 693,9	33 803,5	21 218,2	22 664,5
Club de Kinshasa	29 749,0	38 157,3	56 457,3	87 894,1	138 453,1	118 797,3	118 857,5	237 975,7	215 998,1	229 011,1
Club de Londres	1 853,5	2 431,2	0,0	0,0	6 658,3	23 661,7	23 673,7	0,0	0,0	0,0
Institutions multilatérales	68 839,8	83 049,0	127 283,0	179 942,0	103 873,3	111 868,4	111 925,1	305 280,1	354 623,4	303 590,0
Autres ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	1 972,8	0,0	0,0	0,0
	0,0									
- Service effectué	204 387,8	315 968,0	337 708,0	368 445,7	382 101,0	256 729,0	258 832,0	673 266,1	932 545,8	726 916,9
FMI	35 958,3	95 411,6	148 060,7	163 924,0	132 581,0	-	-	0,0	140 508,3	0,0
Club de Paris	64 270,8	70 431,2	31 810,0	507,0	535,3	7 690,0	7 693,9	42 879,6	54 419,9	22 664,5
Club de Kinshasa	27 339,4	45 718,3	76 998,3	109 586,2	138 453,1	114 561,8	114 619,9	302 274,9	359 774,4	377 142,7
Club de Londres	-	-	0,0	2 519,8	6 658,3	23 661,7	23 673,7	0,0	0,0	0,0
Institutions multilatérales	76 819,2	104 406,9	80 839,0	91 908,6	103 873,3	110 815,4	110 871,6	328 111,6	377 843,2	327 109,8
Autres ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	1 972,80	0,0	-	-
	0,0		0,0	0,0						
- Arriérés ⁽³⁾	-37 200,2	-45 025,0	12 350,2	125 769,0	-	5 288,38	5 291,06	-96 206,8	-101 202,6	-171 651,4
FMI	-35 958,3	-16 069,7	-74 274,4	-7 839,1	-	-	-	0,0	-41 620,72	-
Club de Paris	2 474,5	-2 467,6	60 721,6	69 786,7	-	-	-	-9 076,1	-4 931,99	-
Club de Kinshasa	2 409,6	-7 561,0	-20 541,0	-21 692,1	-	4 235,4	4 237,6	-64 299,2	-31 430,02	-148 131,63
Club de Londres	1 853,5	2 431,2	0,0	-2 519,8	-	-	-	0,0	-	-
Institutions multilatérales	-7 979,4	-21 357,9	46 444,0	88 033,4	-	1 052,9	1 053,5	-22 831,5	-23 219,86	-23 519,75
Autres ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux de change fin période USD/CDF	926,8	1 215,6	1 592,2	1 635,6	1 672,9	1 971,8	2 000,0	2 016,9	2 668,9	2 850,9

Sources : DGDP et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC. Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.

(2) A partir de 2018, il s'agit des engagements de la BCC.

(3) Paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau I | 3 | 39 Tableau Provenance des donations extérieures d'origine publique (en millions de USD)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^(a)	2023 ^(a)	2024 ^(a)
A. Donations Multilatérales	782,0	910,8	911,1	691,1	511,8	709,1	955,9	2 605,1	1 977,7	1 971,2
- Nations Unies	69,1	106,9	24,1	23,0	7,8	176,4	209,5	511,8	526,1	451,2
- Commission Européenne	176,7	152,1	193,7	223,8	92,9	158,1	113,5	264,5	200,9	150,2
- Banque mondiale	418,9	500,3	571,9	331,2	309,8	302,5	522,6	1 603,1	705,0	938,4
- BAD	116,2	113,0	103,3	107,5	93,8	72,1	110,3	225,7	126,3	221,3
- ACBF ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-	0,0	419,4	210,1
B. Donations Bilatérales	607,8	381,8	572,4	397,6	81,6	160,4	171,1	574,3	451,6	220,1
- Belgique	79,9	14,0	46,3	0,0	-	-	-0,1	51,9	47,8	12,5
- France	45,1	-	2,4	-	-	-	-	34,3	35,6	33,9
- Allemagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	-	11,1	10,0	51,0	-	7,5	44,5	0,0	0,0	0,0
- Japon	-	16,9	33,3	19,9	-	12,9	-	0,0	10,1	21,9
- Pays-Bas	-	-	5,1	-	-	-	-	0,0	157,5	20,5
- Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Suède	19,4	41,5	17,4	-	-	18,5	72,5	58,7	65,0	63,9
- Suisse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Royaume-Uni	205,3	167,0	208,4	259,3	71,5	60,1	21,3	113,4	28,3	0,0
- USA	185,2	110,2	193,0	-	-	-	0,3	316,1	0,0	0,0
- Chine	49,0	-	-	-	-	-	-	-	99,5	65,9
- Inde	-	-	-	-	-	-	-	-	7,8	1,5
- Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	1,0	-	-	-	-	-	-	-
C. ONG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 389,8	1 292,6	1 483,4	1 088,7	593,4	869,5	1 127,0	3 179,5	2 429,3	2 191,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA)/ Ministère du Plan.

(1) African Capacity Building Foundation.

(2) GAVI à partir de 2011.

4 | Monnaie, crédit et institutions financières

Tableau I|4|9 Bilans monétaires (Selon le format FDS, Formulaires de Déclaration Standardisés)
(en millions de CDF) »

SITUATION DES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SID_35G										
En millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-15	Dec-16	Dec-17	Dec-18	Dec-19	Dec-20	Dec-21	Dec-22	Dec-23	Dec-24
										Prov
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	1 316 658	1 065 623	2 660 742	3 409 480	5 020 469	9 916 920	17 474 721	15 737 312	20 888 425	29 216 488
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	2 650 883	2 663 293	4 604 897	5 101 211	7 419 943	12 791 838	22 744 305	22 220 059	32 241 306	41 262 930
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-1 334 226	-1 597 669	-1 944 155	-1 691 730	-2 399 474	-2 874 918	-5 269 584	-6 482 747	-11 352 882	-12 046 442
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	2 813 680	4 013 842	4 587 023	5 798 631	7 493 770	8 344 185	7 482 311	10 090 005	15 342 266	17 186 524
CRÉANCES INTÉRIEURES	2 959 940	4 182 259	4 731 320	6 080 146	7 675 579	9 277 615	9 758 784	13 931 547	22 784 387	28 277 591
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	764 329	1 314 208	1 322 910	1 349 528	2 127 505	2 132 307	1 334 348	1 447 583	2 439 582	1 844 328
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 385 984	1 613 665	1 660 721	1 810 055	2 581 258	2 734 694	3 745 451	4 421 737	4 528 146	5 251 571
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-621 656	-299 457	-337 811	-460 527	-453 752	-602 387	-2 411 104	-2 974 154	-2 088 563	-3 407 243
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	2 195 611	2 868 052	3 408 410	4 730 618	5 548 073	7 145 308	8 424 436	12 483 965	20 344 804	26 433 263
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	6 975	13 071	10 063	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	62 056	53 970	58 924	114 139	178 166	170 644	209 154	210 742	254 174	276 358
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	74 836	133 210	149 906	367 321	474 737	550 491	650 260	997 145	1 621 172	1 893 679
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	2 051 743	2 667 800	3 189 517	4 249 158	4 895 171	6 424 173	7 565 022	11 276 078	18 469 458	24 263 226
AUTRES POSTES (NET)	-146 259	-168 418	-144 298	-281 516	-181 808	-933 430	-2 276 473	-3 841 542	-7 442 121	-11 091 067
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	429 977	175 918	538 435	534 915	1 174 114	763 139	485 019	73 900	-135 115	-1 019 265
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-14 348	-24 728	-25 903	-13 511	-16 973	-15 858	-153 351	-101 782	-60 084	-79 228
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	-898	-2 535	-83 757	-43 000	-12 209	-9 426	-5 663	-7 706	-23 037	-24 462
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-560 991	-317 072	-573 073	-759 920	-1 326 741	-1 671 284	-2 602 477	-3 805 954	-7 223 885	-9 968 112
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 827 318	36 230 690	46 403 011
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	781 868	1 073 431	1 354 480	1 557 087	1 772 939	2 230 571	2 804 177	3 542 588	4 527 576	5 142 696
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	2 127 954	2 479 468	3 693 879	4 781 224	6 318 873	10 681 864	15 167 017	14 908 472	20 690 757	26 144 377
AUTRES DÉPÔTS	1 220 516	1 526 566	2 199 406	2 869 800	4 422 427	5 348 671	6 985 838	7 376 258	11 012 357	15 115 938
TITRES AUTRES QU' ACTIONS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO_SBC_15G										
En millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-15	Dec-16	Dec-17	Dec-18	Dec-19	Dec-20	Dec-21	Dec-22	Dec-23	Dec-24
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	111 148	-448 894	-570 604	-311 335	-78 672	-543 210	2 989 104	4 524 133	6 660 105	10 341 382
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS (en millions de USD)	120	-369	-358	-190	-47	-275	1 495	2 246	2 485	3 635
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	1 138 302	759 327	956 476	1 074 827	1 828 365	1 700 090	7 456 485	9 635 983	14 648 295	19 171 305
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS (en mios de USD)								4 778	5 467	6 738
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS	-80 925	-471 960	-579 092	-323 893	-664 444	-660 407	1 428 089	4 126 278	5 692 635	8 674 200
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS (en mios de USD)	-87	-388	-364	-198	-397	-335	714	2 046	2 124	3 049
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS	946 229	736 261	947 988	1 062 269	1 242 593	1 582 893	5 895 470	9 238 127	13 680 826	17 504 122
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS (en mios de USD)								4 581	0	0
Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avoirs en DTS	417 580	273 647	142 569	28 651	88 538	76 767	1 502 839	1 831 843	2 354 039	2 302 775
Avoirs en devises	528 649	462 614	805 419	1 033 618	1 154 055	1 506 126	4 392 631	7 406 284	11 326 787	15 201 347
AUTRES ACTIFS EXTÉRIEURS	192 073	23 066	8 488	12 558	585 772	117 197	1 561 015	397 856	967 470	1 667 183
Dont										
Allocations en DTS TP							1 428 450	0	0	0
Réserves obligatoires en ME							0	378 622	845 026	1 531 585
Garanties à MT en ME reçues des Banques agréées							-715	0	107 184	113 802
							-1 429 671			
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-1 027 154	-1 208 221	-1 527 079	-1 386 162	-1 907 037	-2 243 300	-4 467 381	-5 111 850	-7 988 191	-8 829 922
							1 003 184			
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	1 136 194	2 044 505	2 506 797	2 774 398	3 605 999	4 198 553	2 400 048	2 931 250	2 244 395	211 000

CRÉANCES INTERIEURES	1 053 946	1 684 540	1 960 366	2 180 027	3 059 510	3 664 690	2 985 375	3 702 820	4 429 879	4 090 668
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	814 139	1 324 197	1 272 205	1 501 516	2 104 325	2 317 661	1 528 165	2 770 132	3 451 332	2 743 492
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 253 282	1 408 641	1 388 864	1 609 498	2 206 614	2 470 654	3 225 496	4 008 946	4 027 568	4 027 568
Dont Titres en MN	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	0	2 270 117	2 653 317	2 967 317
Avances et autres comptes suspens Trésor	3 784	159 143	139 366	360 000	957 116	1 221 156	3 225 496	1 738 830	1 374 252	1 060 252
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-439 144	-84 444	-116 659	-107 981	-102 289	-152 993	-1 697 331	-1 238 814	-576 236	-1 284 076
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	227 809	348 432	669 769	652 330	928 284	1 311 453	1 370 464	846 866	816 750	1 175 138
Dont Comptes RME	168 042	343 805	636 908	623 198	905 709	1 115 899	1 338 090	424 250	350 885	1 002 064
RME en millions d'USD	181	283	400	381	541	566	669	210	131	352
Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)	59 235	3 000	24 240	16 240	0	126 696	0	0	234 000	0
Autres	533	1 626	8 621	12 892	22 575	68 858	32 373	422 616	231 865	173 075
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	11 998	11 911	18 393	26 180	26 902	35 576	86 746	85 821	161 797	172 037
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	11 997	11 911	18 392	26 180	26 901	35 575	86 745	85 821	161 796	172 037
AUTRES POSTES NETS	82 248	359 965	546 431	594 372	546 488	533 864	-585 326	-771 569	-2 185 485	-3 879 668
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	60 543	59 129	145 196	233 089	208 681	314 007	211 925	311 430	537 249	157 482
AUTRES ENGAGEMENTS ENVERS AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	-47 539	-9 093	-55 586	-43 309	-55 799	-163 444	-451 086	-209 982	-300 524	-419 594
Dont Bon BCC	47 000	8 500	35 000	42 500	55 000	15 000	110 000	208 000	190 000	301 700
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	71 855	312 886	461 172	409 500	399 390	392 666	-336 670	-851 174	-2 407 737	-3 602 529
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA BASE MONÉTAIRE	-2 611	-2 957	-4 352	-4 908	-5 784	-9 365	-9 496	-21 843	-14 473	-15 027
DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-952	-749	-2 491	-2 928	-3 715	-5 866	-6 821	-18 977	-10 502	-10 743
Comptes Lori en ME des Entreprises publiques et semi-publiques	952	749	2 491	2 928	3 715	5 866	6 821	18 977	10 502	10 743
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-1 659	-2 208	-1 861	-1 980	-2 068	-3 499	-2 675	-2 866	-3 971	-4 284
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BASE MONÉTAIRE	1 247 341	1 595 611	1 936 193	2 463 064	3 527 326	3 655 343	5 389 152	7 455 384	8 904 500	10 552 382
CIRCULATION FIDUCIAIRE	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942	3 045 223	3 797 114	4 831 991	5 494 002
Circulation fiduciaire hors système bancaire	781 868	1 073 431	1 354 480	1 557 087	1 772 939	2 230 571	2 804 177	3 542 588	4 527 576	5 142 696
Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales)	86 189	79 871	100 329	132 712	160 695	218 371	241 046	254 527	304 415	351 306
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	374 384	438 823	477 949	767 739	1 083 302	1 174 240	2 325 143	3 634 643	4 053 206	5 015 556
Dont										
Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la Banque centrale du Congo	373 201	438 200	477 182	766 307	1 081 465	1 171 338	2 316 857	3 251 839	3 195 683	3 470 337
Niveau notifié de la réserve obligatoire	235 130	432 483	459 462	836 222	1 061 195	1 594 753	2 375 596	2 375 596	2 454 699	2 291 534
Avoirs excédentaires des banques commerciales	138 072	5 717	17 721	-69 915	20 269	-423 414	-58 740	876 242	740 984	1 178 803
** Niveau notifié de la réserve obligatoire en monnaies étrangères								378 622	845 026	1 531 585
R.O en ME (En millions USD)								188	315	538
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	4 901	3 487	3 436	5 526	510 389	32 161	18 786	23 626	19 303	42 824
SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SAID_2SG										
En millions d'unités de monnaie nationale (MN)	Dec-15	Dec-16	Dec-17	Dec-18	Dec-19	Dec-20	Dec-21	Dec-22	Dec-23	Dec-24
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	1 205 510	1 514 518	3 231 346	3 720 815	5 099 142	10 460 130	14 485 617	11 213 179	14 228 320	18 875 105
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	1 512 581	1 903 966	3 648 422	4 026 384	5 591 579	11 091 749	15 287 820	12 584 076	17 593 011	22 091 625
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-307 071	-389 448	-417 075	-305 569	-492 437	-631 618	-802 203	-1 370 898	-3 364 691	-3 216 520
ACTIFS INTERIEURS NETS	2 175 090	2 770 748	3 023 867	4 283 517	5 569 170	5 910 129	8 603 454	11 389 045	17 632 561	23 075 282
CREANCES INTERIEURES	2 669 057	3 385 813	4 074 402	5 604 464	7 392 902	8 415 461	10 956 270	15 310 093	24 122 853	30 912 668
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	535 253	539 662	633 679	1 052 015	1 848 550	1 491 082	2 812 397	4 234 499	4 951 595	5 550 607
NUMÉRAIRE	86 189	79 871	100 329	132 712	160 695	218 371	241 046	254 527	304 415	351 306

DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS DE RÉSERVES	402 065	451 291	482 431	795 022	1 527 208	1 224 194	2 305 888	3 586 716	4 046 929	4 828 566
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	47 000	8 500	50 919	124 281	160 647	48 517	265 464	393 257	600 251	370 735
CRÉANCES NETTES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	-49 810	-9 989	50 705	-151 988	23 180	-185 354	-193 817	-1 322 550	-1 011 750	-899 164
CRÉANCES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	132 702	205 024	271 857	200 557	374 644	264 040	519 955	412 790	500 578	1 224 003
ENGAGEMENTS ENVERS L' ADMINISTRATION CENTRALE	-182 512	-215 013	-221 152	-352 546	-351 464	-449 394	-713 773	-1 735 340	-1 512 327	-2 123 167
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	2 183 614	2 856 140	3 390 018	4 704 438	5 521 172	7 109 733	8 337 690	12 398 143	20 183 007	26 261 226
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	6 975	13 071	10 063	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	62 056	53 970	58 924	114 139	178 166	170 644	209 154	210 742	254 174	276 358
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	74 836	133 210	149 906	367 321	474 736	550 490	650 259	997 144	1 621 172	1 893 678
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	2 039 746	2 655 890	3 171 125	4 222 978	4 868 270	6 388 598	7 478 277	11 190 257	18 307 661	24 091 190
AUTRES POSTES (NET)	-493 967	-615 065	-1 050 535	-1 320 948	-1 823 732	-2 505 332	-2 352 816	-3 921 048	-6 490 292	-7 837 386
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	139 778	17 429	67 468	-108 528	-85 393	-431 955	-81 346	-958 563	-1 651 107	-1 447 341
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-632 846	-629 958	-1 034 245	-1 169 419	-1 726 130	-2 063 950	-2 265 807	-2 954 779	-4 816 148	-6 365 583
RÉSERVES TECHNIQUES D' ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	-898	-2 535	-83 757	-43 000	-12 209	-9 426	-5 663	-7 706	-23 037	-24 462
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	25 293	260 947	343 813	350 231	426 212	365 393	811 147	261 180	131 458	668 695
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	2 122 129	2 475 270	3 688 031	4 772 852	6 306 578	10 655 665	15 148 043	14 872 429	20 668 486	26 098 680
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	1 220 488	1 526 529	2 199 328	2 869 718	3 920 617	5 336 843	6 979 206	7 369 698	11 004 823	15 108 067
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	12 689	22 520	24 042	11 531	14 904	12 359	150 676	98 916	56 113	74 945
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pour mémoire :										
Dépôts de la clientèle des banques commerciales en monnaie nationale	204 053	188 950	186 199	215 543	264 760	1 429 850	3 304 493	3 826 223	3 283 527	3 435 725
Dépôts de la clientèle des banques commerciales en monnaies étrangères	1 718 888	1 775 281	1 761 726	1 810 451	1 898 216	14 396 724	18 929 041	19 472 193	28 963 768	37 474 702
Dépôts de la clientèle des banques commerciales en monnaies étrangères (en mios de USD)	1 859	1 928	1 930	1 965	2 071	7 301	9 465	9 656	10 809	13 172
Total dépôts de la clientèle des banques commerciales	1 922 941	1 964 231	1 947 925	2 025 994	2 162 975	15 826 574	22 233 534	23 298 416	32 247 295	40 910 427
Check	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts A VUE de la clientèle des banques commerciales	1 702 935,028	1 741 014,009	1 735 431,604	1 800 833,143	1 930 958,651	12 754 186,120	17 660 683,024	18 633 590,546	25 056 046,722	31 988 391,176
En monnaie nationale	194 209,554	180 900,693	176 393,806	205 266,779	254 100,203	1 397 658,273	2 635 593,737	3 574 565,092	3 144 124,013	3 290 888,101
En monnaies étrangères	1 508 725,474	1 560 113,315	1 559 037,798	1 595 566,364	1 676 858,448	11 356 527,846	15 025 089,287	15 059 025,454	21 911 922,709	28 697 503,075
Dépôts A TERME de la clientèle des banques commerciales	220 006,117	223 217,145	212 493,403	225 161,199	232 016,677	3 072 387,561	4 572 850,950	4 664 825,892	7 191 248,503	8 922 036,092
En monnaie nationale	9843,5124	8049,194537	9805,477741	10276,40649	10659,49712	32191,42436	668899,6053	251657,938	139402,9189	144836,6905
En monnaies étrangères	210162,6043	215167,9502	202687,9253	214884,7921	221357,1798	3040196,137	3903951,345	4413167,954	7051845,584	8777199,402

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|10 Liquidités monétaires
(en millions de CDF)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)	2024 (p)
Circulation fiduciaire hors banques (A)	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 557 087	1 772 939	2 230 571	2 804 177	3 542 588	4 527 576	5 142 696
Circulation fiduciaire hors BCC (1)	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942	3 045 223	3 797 114	4 831 991	5 494 002
Numéraires des autres institutions de dépôts	-74 915	-86 189	-79 871	-100 329	-132 712	-160 695	-218 371	-241 046	-254 527	-304 415	-351 306
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES (B)	1 947 056	2 127 954	2 479 468	3 693 879	4 781 224	6 318 873	10 681 864	15 167 017	14 908 472	20 690 757	26 144 377
Banque Centrale du Congo	3 260	5 825	4 199	5 848	8 372	12 295	26 198	18 974	36 043	22 270	45 697
Autres institutions de dépôts	1 943 796	2 122 129	2 475 270	3 688 031	4 772 852	6 306 578	10 655 665	15 148 043	14 872 429	20 668 486	26 098 680
AUTRES DÉPÔTS (C)	1 076 012	1 220 516	1 526 566	2 199 406	2 869 800	4 422 427	5 348 671	6 985 838	7 376 258	11 012 357	15 115 938
Banque Centrale du Congo	31	28	37	79	82	501 810	11 829	6 633	6 560	7 534	7 871
Autres institutions de dépôts	1 075 981	1 220 488	1 526 529	2 199 328	2 869 718	3 920 617	5 336 843	6 979 206	7 369 698	11 004 823	15 108 067
TITRES ET AUTRES ACTIONS (D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banque Centrale du Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions de dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total (A) + (B) + (C) + (D)	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 827 318	36 230 690	46 403 011

Source : Banque Centrale du Congo.

(P) : Provisoire

Tableau I|4|11 Contribution aux passifs monétaires au sens large (Offre de monétaire)
(en %)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Origine des variations	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 827 318	36 230 690	46 403 011
Actifs extérieurs nets	1 551 401	1 316 658	1 065 623	2 660 742	3 409 480	5 020 469	9 916 920	17 474 721	15 737 312	20 888 425	29 216 488
Actifs intérieurs nets	2 214 175	2 813 680	4 013 842	4 587 023	5 798 631	7 493 770	8 344 185	7 482 311	10 090 005	15 342 266	17 186 524
Créances nettes sur l'Administration centrale	519 853	764 329	1 314 208	1 322 910	1 349 528	2 127 505	2 132 307	1 334 348	1 447 583	2 439 582	1 844 328
Créances sur les autres secteurs	1 944 034	2 195 611	2 868 052	3 408 410	4 730 618	5 548 073	7 145 308	8 424 436	12 483 965	20 344 804	26 433 263
Autres postes nets	-249 712	-146 259	-168 418	-144 298	-281 516	-181 808	-933 430	-2 276 473	-3 841 542	-7 442 121	-11 091 067
LE PASSIF MONETAIRE	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 827 318	36 230 690	46 403 011
Monnaie fiduciaire	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 557 087	1 772 939	2 230 571	2 804 177	3 542 588	4 527 576	5 142 696
Dépôts transférables	1 947 056	2 127 954	2 479 468	3 693 879	4 781 224	6 318 873	10 681 864	15 167 017	14 908 472	20 690 757	26 144 377
Autres dépôts	1 076 012	1 220 516	1 526 566	2 199 406	2 869 800	4 422 427	5 348 671	6 985 838	7 376 258	11 012 357	15 115 938
Titres et autres actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|12 Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces (1)
(en millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (p)
A. Secteur d'activités (2)	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460	5 868 392	7 943 683	12 754 186	17 645 082	18 633 591	24 935 542	31 860 896
Agriculture	3 515	8 176	10 268	48 947	46 189	47 922	44 185	48 899	56 935	83 490	112 673	152 519	244 880	95 951	91 472	95 420	143 492
Sylviculture et exploitation forestière	167	213	678	2 641	2 249	2 496	2 301	2 547	2 965	4 348	5 868	7 944	12 754	12 541	11 882	7 979	17 923
Élevage et pêche	958	1 642	466	3 246	4 498	4 919	5 966	4 584	5 338	7 827	10 563	14 299	22 958	22 540	23 291	28 874	28 678
Industries extractives	23 544	41 140	40 447	123 513	179 956	199 676	169 102	211 642	246 422	361 357	487 663	660 120	1 059 873	4 609 246	2 272 154	3 059 589	4 995 859
Industries manufacturières	23 781	31 268	38 491	115 559	212 450	224 636	197 115	229 215	266 883	391 361	528 155	714 931	1 147 877	375 859	482 333	512 672	668 681
Eau, gaz, électricité	8 102	17 989	15 286	104 808	118 732	99 838	92 051	70 038	81 548	119 583	161 381	218 451	350 740	194 165	196 449	337 289	371 706
Industries du bâtiment et travaux publics	7 762	14 936	14 745	39 757	62 494	54 960	59 038	58 832	68 500	100 449	135 560	183 499	294 622	503 633	519 974	754 795	958 059
Commerce	55 541	84 323	82 593	172 666	214 922	349 205	301 598	356 556	415 152	608 784	821 575	1 112 116	1 785 586	928 108	1 005 367	626 783	553 011
Transports	12 498	25 585	27 575	69 747	95 978	60 234	60 342	80 480	93 706	137 411	185 441	251 020	403 032	278 310	422 474	689 124	716 664
Entreprises immobilières et d'assurances	2 912	3 253	4 432	8 885	10 223	7 659	7 454	10 287	11 978	17 565	23 704	32 087	51 518	157 896	823 665	981 413	1 121 804
Autres services	221 074	341 781	329 084	738 887	1 015 175	1 126 425	1 038 568	1 149 306	1 338 180	1 962 327	2 648 225	3 584 741	5 755 573	6 387 318	5 644 759	7 304 929	9 675 355
Divers	288 724	489 861	511 328	208 584	286 579	317 985	323 559	324 444	377 763	553 957	747 583	1 011 957	1 624 774	4 079 514	7 139 771	10 536 676	12 609 665
B. Catégorie de déposants	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460	5 868 392	7 943 683	12 754 186	17 645 082	18 633 591	25 056 047	31 981 401
Particuliers	255 744	408 624	410 891	628 307	917 623	962 027	973 746	1 051 350	1 224 126	1 795 076	2 198 557	2 508 861	3 265 863	3 929 328	5 487 388	7 886 151	9 614 152
Entreprises privées	325 574	531 063	543 637	823 899	811 472	1 250 285	965 768	230 336	268 189	393 277	2 094 493	3 032 590	6 256 243	8 678 521	6 207 075	8 918 573	11 544 185
Entreprises publiques	28 304	64 500	61 332	96 492	275 644	151 852	167 021	168 822	196 565	288 247	386 730	469 735	1 134 107	1 410 727	1 953 864	2 081 887	2 963 355
Organismes financiers non monétaires	19 686	31 056	39 689	54 193	0	3 114	3 341	3 661	4 263	6 251	-	-	-	-	-	-	-
Pouvoirs publics subordonnés	10 584	21 352	15 818	28 528	22 432	50 268	156 567	995 944	1 159 614	1 700 475	-	-	-	-	-	-	-
Organismes publics à caractère administratif	8 687	3 571	4 025	5 822	222 275	78 408	34 837	96 717	112 611	165 135	-	-	-	-	-	-	-
ISBLM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	314 762	731 418	534 809	750 159	532 699	1 483 567	1 757 693
PME	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	416 810	486 893	587 172	1 323 690	2 345 853	2 794 775	3 384 342
Administration Publique Centrale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	252 256	265 067	293 744	528 006	1 503 288	1 066 705	1 906 149
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 487	34 434	118 072	212 118	174 333	292 040	467 820
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	179 297	414 687	564 175	812 534	429 092	532 349	343 704
C. Provinces	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460	5 868 392	7 943 683	12 754 186	17 645 082	18 633 591	25 056 047	31 988 391
Kinshasa	465 799	756 884	798 588	1 192 347	1 713 076	1 781 938	1 577 609	1 784 039	2 077 222	3 046 070	3 818 129	5 036 634	8 086 698	11 201 164	12 586 346	15 838 121	19 223 144
Kongo Central	16 645	24 455	24 078	37 212	45 002	57 574	66 736	72 129	83 982	123 153	102 738	143 691	230 707	239 101	320 765	433 912	505 772
Espace Grand Bandundu	111	111	111	171	608	262	2 177	3 823	4 451	6 528	32 894	26 527	42 591	37 819	42 952	51 615	61 008
Kwango	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17 820	6 241	10 021	8 540	8 113	6 510	10 297
Kwilu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14 091	18 722	30 060	27 041	31 530	40 921	45 374
Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	982	1 564	2 510	2 239	3 309	4 184	5 337
Espace Grand Equateur	91	91	91	140	2 242	215	2 547	3 093	3 601	5 281	16 432	26 812	43 049	52 660	64 336	90 104	103 691
Equateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 001	13 300	21 354	21 953	40 763	51 538	52 260
Mongala	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	379	1 131	1 815	2 233	760	665	1 057
Nord-Ubangi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 792	3 988	6 403	17 784	12 710	22 908	25 641
Sud-Ubangi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 261	8 394	13 477	10 690	10 104	14 993	24 733
Espace Orientale	3 635	7 371	6 509	10 647	38 791	17 353	36 869	39 384	45 856	67 244	105 567	428 770	688 423	197 609	283 542	401 914	559 103
Bas-Uélé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 254	1 459	2 343	4 249	5 490	8 508	8 861
Haut-Uele	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24 521	32 716	52 617	52 433	95 642	129 261	148 494
Tshopo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33 273	39 492	63 407	48 301	65 988	107 955	185 142
Ituri	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46 518	60 104	96 501	92 626	116 421	156 190	216 606
Sud, Nord Kivu et Maniema	42 622	71 821	58 798	100 217	106 454	169 090	147 152	150 282	174 979	256 592	365 038	540 220	867 364	798 573	867 402	1 204 474	1 553 941
Nord-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	223 511	361 631	580 626	519 709	561 839	807 369	971 808
Sud-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	128 494	165 732	266 095	252 359	277 969	359 630	540 379
Maniema	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13 032	12 857	20 643	26 504	27 595	37 475	41 754
Espace Grand Katanga	111 952	190 553	181 110	285 004	332 016	448 620	448 935	473 273	551 049	808 066	1 355 825	1 647 281	2 644 834	4 978 488	4 292 187	6 772 577	9 709 544
Tanganyika	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22 729	24 898	39 976	44 716	52 050	69 075	82 676
Haut-Katanga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 097 567	1 323 725	2 125 340	3 608 265	3 412 854	5 419 399	8 071 885
Lualaba	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	235 529	298 658	479 518	1 325 507	827 284	1 284 103	1 554 983
Espace du Grand Kasai	7 722	8 879	6 105	11 503	11 256	20 904	19 255	20 807	24 227	35 526	71 769	93 748	150 520	139 668	176 059	263 330	272 188
Kasai-Oriental	4 576	5 055	3 785	6 784	4 954	11 900	10 157	10 609	12 353	18 114	35 028	42 270	67 867	56 494	33 849	84 137	70 223
Lomami	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 272	2 543	4 082	6 011	7 852	10 080	11 282
Sankuru	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 633	3 740	6 005	9 169	9 210	33 734	17 120
Haut-Lomami	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 897	8 513	13 668	17 510	13 809	18 877	17 640
Kasai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 027	5 051	8 110	5 997	10 111	11 566	53 412
Kasai-Central	3 146	3 824	2 320	4 719	6 302	9 003	9 098	10 198	11 874	17 412	21 912	31 632	50 788	44 488	101 228	104 936	102 511

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) À partir de 2011, la rubrique "secteur d'activités" a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe réglementaire DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau I|4|13 Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance (1)
(en millions de CDF) »

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)	2024 (p)
A. Secteurs d'activités	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826	7 179 970	8 911 245
Agriculture	16 582	18 993	23 976	35 154	28 352	48 559	58 990	78	184	58	81
Sylviculture et exploitation forestière	864	989	1 249	1 831	1 477	2 529	3 072	0	0	0	0
Elevage et pêche	2 239	1 781	2 248	3 296	2 658	4 552	5 530	3	5 168	2 847	3 165
Industries extractives	63 461	82 202	103 769	152 151	122 709	210 170	255 315	1 290 820	588 594	879 917	1 095 031
Industries manufacturières	73 974	89 027	112 386	50 351	40 608	69 551	84 491	78 542	26 836	21 221	203 139
Eau, gaz, électricité	34 545	27 203	34 340	50 351	40 608	69 551	84 491	26 820	68 148	87 938	105 346
Industries du bâtiment et travaux publics	22 156	22 850	28 846	42 295	34 110	58 423	70 972	95 504	146 656	251 164	154 775
Commerce	113 185	138 487	174 822	256 331	206 730	354 078	430 134	390 529	626 965	1 086 261	1 619 252
Transports	22 645	31 259	39 460	172 291	138 952	237 991	289 112	57 807	74 155	187 023	136 902
Entreprises immobilières et d'assurances	2 797	3 996	5 044	7 396	5 965	10 216	12 410	74 974	574 388	660 558	924 192
Autres services	389 757	446 393	563 513	826 244	666 363	1 141 317	1 386 474	1 443 476	1 034 206	1 649 679	1 316 946
Divers	121 426	126 015	159 077	233 245	188 111	322 189	391 396	1 114 316	1 519 526	2 353 303	3 352 415
B. Catégorie de déposants	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826	7 191 248	8 922 523
Particuliers	429 232	449 000	566 804	831 069	798 698	1 065 641	1 294 543	1 686 260	1 584 050	2 873 086	3 639 815
Entreprises privées	342 311	434 886	548 987	804 945	287 259	779 248	946 632	1 897 325	1 418 960	1 697 086	2 109 584
Entreprises publiques	70 654	85 519	107 957	158 290	179 164	356 170	-	489 859	994 417	1 525 718	1 835 957
Organismes financiers non monétaires	20 501	18 141	22 901	33 578	-	-	-	0	0	0	0
Pouvoirs publics subordonnés	528	983	1 241	1 820	-	-	-	0	0	0	0
Organismes publics à caractère administratif	405	665	839	1 231	-	-	-	0	0	0	0
ISBLM	-	-	-	-	31 790	81 857	99 440	51 666	99 338	71 791	269 748
PME	-	-	-	-	100 351	103 622	125 880	204 175	398 425	683 296	907 268
Administration Publique Centrale	-	-	-	-	1 875	34 415	41 807	17 607	89 927	233 231	18 284
Administration Publique Locale	-	-	-	-	2 338	6 358	7 724	7 326	24 840	63 804	121 148
Autres	-	-	-	-	75 166	101 815	123 686	218 650	54 868	43 237	20 720
C. Provinces	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826	7 191 249	8 922 036
Kinshasa	463 784	483 838	610 782	895 552	1 115 299	1 857 871	2 256 945	3 373 330	3 792 019	5 981 450	7 376 317
Kongo Central	47 011	49 369	62 322	91 379	10 014	13 306	16 165	19 194	32 854	57 040	72 435
Espace Grand Bandundu	1 990	2 739	3 457	5 069	2 000	1 791	2 176	1 943	4 904	7 168	11 734
Kwango	-	-	-	-	1 194	583	708	514	1 211	1 949	2 153
Kwilu	-	-	-	-	790	1 183	1 437	1 402	3 622	4 759	8 840
Mai-Ndombe	-	-	-	-	16	25	31	26	70	460	741
Espace Grand Equateur	3 559	3 210	4 053	5 942	1 655	2 708	3 289	1 323	10 388	13 226	17 800
Equateur	-	-	-	-	687	902	1 096	641	2 481	4 465	8 084
Mongala	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Nord-Ubangi	-	-	-	-	347	658	799	395	4 138	3 591	4 275
Sud-Ubangi	-	-	-	-	621	1 147	1 394	287	3 769	5 169	5 441
Espace Orientale	12 700	17 914	22 614	33 157	11 701	14 433	17 534	127 606	28 530	40 789	52 729
Bas-Uélé	-	-	-	-	0	0	0	0	0	306	42
Haut-Uele	-	-	-	-	5 746	6 957	8 452	116 221	14 083	12 960	24 259
Tshopo	-	-	-	-	3 112	4 207	5 110	5 854	7 311	13 347	12 545
Ituri	-	-	-	-	2 843	3 270	3 972	5 531	7 136	14 176	15 883
Sud, Nord Kivu et Maniema	116 799	141 893	179 122	262 635	67 176	72 530	88 110	107 286	119 621	170 786	199 246
Nord-Kivu	-	-	-	-	38 020	36 687	44 568	54 762	61 189	84 776	113 875
Sud-Kivu	-	-	-	-	27 664	33 741	40 989	50 810	55 137	79 888	77 334
Maniema	-	-	-	-	1 491	2 102	2 553	1 714	3 296	6 122	8 038
Espace Grand Katanga	208 466	281 943	355 916	521 858	255 687	549 477	667 506	918 431	649 834	884 227	1 134 128
Tanganyika	-	-	-	-	783	736	894	2 732	3 328	4 853	8 046
Haut-Katanga	-	-	-	-	242 330	281 387	341 829	691 700	613 340	832 495	1 045 351
Lualaba	-	-	-	-	12 574	267 355	324 783	223 999	33 166	46 878	80 731
Espace du Grand Kasai	9 321	8 288	10 463	15 341	13 109	17 010	20 663	23 755	26 675	36 563	57 647
Kasai-Oriental	4 701	5 024	6 342	9 300	2 440	4 121	5 006	7 502	5 808	10 355	19 058
Lomami	-	-	-	-	110	455	552	388	2 722	4 782	4 553
Sankuru	-	-	-	-	88	134	163	300	669	1 215	1 577
Haut-Lomami	-	-	-	-	925	1 239	1 505	624	2 082	3 295	5 370
Kasai	-	-	-	-	189	211	257	265	1 136	2 895	9 505
Kasai-Central	4 620	3 264	4 120	6 041	9 358	10 850	13 180	14 677	14 259	14 021	17 583
D. Échéance	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826	7 179 970	8 911 245
15 jours	1 440	2 781	3 511	5 147	4 151	7 110	8 638	217 100	221 465	340 873	423 067
1 mois	130 489	184 015	232 295	340 600	274 692	470 481	571 541	1 050 631	1 071 758	1 649 620	2 047 386
3 mois	246 160	288 695	364 440	534 355	430 956	738 122	896 672	531 139	541 819	833 953	1 035 041
6 mois	223 835	258 696	326 570	478 829	386 174	661 422	803 497	1 762 100	1 797 534	2 766 715	3 433 841
1 an et plus	261 707	255 007	321 913	472 002	380 668	651 991	792 040	1 011 900	1 032 249	1 588 808	1 971 911

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères et ceux à régime spécial.

* A partir de 2011, la rubrique "secteur d'activités" a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau I|4| 14 Ventilation des dépôts bancaires par provinces
(en millions de CDF) »

PROVINCES	2021				2022				2023 (p)				2024 (p)			
	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDITEURS A TERME	COMPTES CREDITEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIENTELE	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDITEURS A TERME	COMPTES CREDITEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIENTELE	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDITEURS A TERME	COMPTES CREDITEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIENTELE	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDITEURS A TERME	COMPTES CREDITEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIENTELE
1 Kinshasa	145 153	3 373 330	11 201 164	14 719 647	196 444	3 595 575	12 586 346	16 378 365	321 996	5 659 454	15 838 121	21 819 571	634 978	6 741 339	19 223 144	26 599 461
2 Kongo-Central	5 748	19 194	239 101	264 043	8 489	24 365	320 765	353 619	13 585	43 454	433 912	490 952	18 211	54 224	505 772	578 207
3 Kwango	480	514	8 540	9 534	709	502	8 113	9 325	1 498	451	6 510	8 458	1 458	695	10 297	12 450
4 Kwilu	1 159	1 402	27 041	29 602	2 408	1 215	31 530	35 152	3 084	1 675	40 921	45 680	4 519	4 320	45 374	54 214
5 Mai-Ndombe	1	26	2 239	2 266	1	70	3 309	3 379	1	460	4 184	4 644	0	741	5 337	6 079
6 Equateur	1 284	641	21 953	23 878	1 782	699	40 763	43 244	2 802	1 664	51 538	56 003	3 317	4 768	52 260	60 344
7 Mongala	-	-	2 233	2 233	-	-	760	760	-	-	665	665	-	-	1 057	1 057
8 Nord-Ubangi	1 301	395	17 784	19 480	3 593	545	12 710	16 848	3 299	292	22 908	26 499	3 745	529	25 641	29 915
9 Sud-Ubangi	1 998	287	10 690	12 975	3 245	524	10 104	13 873	4 383	787	14 993	20 162	4 247	1 194	24 733	30 174
10 Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 Kasai	-	265	5 997	6 262	767	369	10 111	11 247	2 448	447	11 566	14 461	4 274	5 231	53 412	62 917
12 Kasai-Central	1 218	14 677	44 488	60 383	1 903	12 355	101 228	115 487	4 969	9 053	104 936	118 957	6 859	10 724	102 511	120 094
13 Kasai-Oriental	1 593	7 502	56 494	65 588	2 765	3 043	33 849	39 657	4 085	6 270	84 137	94 493	3 806	15 252	70 223	89 281
14 Lomami	865	388	6 011	7 264	2 418	304	7 852	10 574	4 511	271	10 080	14 862	3 790	763	11 282	15 835
15 Sankuru	257	300	9 169	9 727	466	203	9 210	9 879	948	267	33 734	34 949	840	737	17 120	18 698
16 Haut-Lomami	1 317	624	17 510	19 450	1 557	524	13 809	15 891	2 557	738	18 877	22 172	3 997	1 373	17 640	23 010
17 Tanganyika	1 890	2 732	44 716	49 337	2 693	635	52 050	55 378	3 792	1 061	69 075	73 928	4 458	3 587	82 676	90 721
18 Haut-Katanga	26 986	691 700	3 608 265	4 326 951	40 972	572 368	3 412 854	4 026 193	60 965	771 530	5 419 399	6 251 895	80 697	964 654	8 071 885	9 117 237
19 Lualaba	8 463	223 999	1 325 507	1 557 970	9 779	23 388	827 284	860 450	16 532	30 346	1 284 103	1 330 981	24 047	56 684	1 554 983	1 635 714
20 Bas-Uélé	-	-	4 249	4 249	-	-	5 490	5 490	-	306	8 508	8 814	-	42	8 861	8 903
21 Haut-Uele	72	116 221	52 433	168 726	0	14 083	95 642	109 725	75	12 885	129 261	142 221	3 583	20 676	148 494	172 753
22 Tshopo	2 416	5 854	48 301	56 571	2 935	4 376	65 988	73 299	3 736	9 610	107 955	121 301	3 949	8 596	185 142	197 687
23 Ituri	1 674	5 531	92 626	99 831	2 304	4 832	116 421	123 557	4 575	9 602	156 190	170 367	5 084	10 800	216 606	232 490
24 Nord-Kivu	9 887	54 762	519 709	584 358	12 788	48 400	561 839	623 028	22 433	62 343	807 369	892 145	27 250	86 625	971 808	1 085 683
25 Sud-Kivu	4 961	50 810	252 359	308 130	4 881	50 256	277 969	333 105	8 506	71 383	359 630	439 518	11 089	66 245	540 379	617 713
26 Maniema	954	1 714	26 504	29 172	1 964	1 331	27 595	30 891	3 164	2 958	37 475	43 597	4 025	4 012	41 754	49 791
TOTAL	219 676	4 572 869	17 645 082	22 437 627	304 861	4 359 965	18 633 591	23 298 416	493 942	6 697 307	25 056 047	32 247 295	858 224	8 063 812	31 988 391	40 910 427

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4 | 15 Ventilation des dépôts bancaires par secteurs d'activités
(en millions de CDF) »

	Rubriques	2019			2020			2021			2022			2023 (p)			2024 (p)		
		MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL
1	ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	119 177	493 487	612 665	191 280	581 300	772 580	265 465	844 612	1 110 077	175 668	1 149 126	1 324 794	169 043	1 348 533	1 517 576	179 345	697 252	876 597
2	ADMINISTRATION PUBLIQUE CENTRALE	100 889	287 170	388 059	92 327	514 747	607 074	134 647	954 855	1 089 502	592 497	1 490 986	2 083 483	386 302	1 670 838	2 057 140	415 882	2 202 200	2 618 082
3	ADMINISTRATION PUBLIQUE LOCALE	3 944	7 670	11 614	16 659	37 189	53 848	26 683	103 816	130 499	18 529	126 930	145 458	34 187	244 050	278 237	20 641	94 573	115 215
4	AGRICULTURE	5 290	38 090	43 380	6 289	42 944	49 233	15 299	81 112	96 411	17 693	73 963	91 656	15 960	79 518	95 478	24 927	118 646	143 573
5	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	265	6 697	6 962	100	5 796	5 896	370	13 697	14 067	828	33 667	34 495	5 959	68 562	74 522	1 176	171 583	172 759
6	VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	4 841	68 988	73 829	7 113	92 624	99 737	11 571	123 329	134 900	13 397	172 047	185 443	11 612	229 788	241 400	4 302	276 025	280 327
7	COMMERCE DE DETAIL	145 258	272 397	417 655	42 044	471 427	513 471	300 348	573 869	874 217	404 008	618 566	1 022 574	86 146	1 637 251	1 723 398	105 877	2 174 868	2 280 745
8	COMMERCE DE GROS	18 607	241 518	260 125	32 189	315 179	347 368	41 256	405 563	446 819	64 924	544 834	609 757	51 065	767 564	818 629	41 919	729 957	771 877
9	CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	36 397	315 316	351 713	32 497	671 494	703 991	35 529	578 634	614 163	68 037	598 593	666 630	41 228	964 731	1 005 959	20 576	1 092 257	1 112 834
10	ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	2 497	7 047	9 545	1 367	12 556	13 923	4 319	18 224	22 543	3 214	25 245	28 459	7 088	24 633	31 721	7 241	24 603	31 844
11	ENSEIGNEMENT	6 023	41 872	47 894	8 363	51 980	60 343	14 103	84 130	98 233	17 396	84 173	101 569	23 826	139 958	163 784	30 264	259 236	289 500
12	ENTREPRISES IMMOBILIERES	8 541	151 663	160 204	11 861	183 871	195 732	16 291	223 950	240 242	21 373	256 526	277 899	17 268	394 081	411 349	13 516	523 842	537 358
13	HEBERGEMENT ET RESTAURATION	2 182	44 127	46 309	2 762	78 350	81 112	3 948	88 155	92 102	5 463	90 194	95 657	4 445	141 286	145 731	4 815	151 283	156 099
14	INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	26 423	1 444 731	1 471 154	14 440	3 368 354	3 382 793	775 431	5 063 657	5 839 088	347 788	2 512 960	2 860 748	281 528	3 657 979	3 939 507	351 092	5 739 798	6 090 890
15	PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	39 413	205 141	244 554	49 805	349 834	399 639	81 273	385 608	466 880	132 159	377 011	509 170	44 946	488 948	533 893	38 520	833 299	871 819
16	INFORMATION ET COMMUNICATION	38 553	43 133	81 686	66 252	109 787	176 039	25 002	92 192	117 194	21 547	47 525	69 072	23 612	167 210	190 821	23 855	100 494	124 349
17	PRODUCTION ARTISANALE	0	263	263	0	318	318	0	553	553	1	50	51	3	85	87	2	124	125
18	PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	12 439	11 201	23 640	20 260	15 137	35 397	17 009	34 126	51 134	25 057	10 616	35 673	11 868	13 708	25 576	11 964	30 397	42 360
19	DISTRIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	8 123	75 029	83 152	7 776	79 575	87 350	12 939	104 565	117 504	8 889	103 969	112 859	7 948	137 484	145 432	2 696	141 912	144 608
20	PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	22 193	150 104	172 297	20 218	261 256	281 474	36 360	193 634	229 994	53 272	210 886	264 158	46 613	378 031	424 645	61 050	416 001	477 052
21	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	3 467	14 373	17 840	4 236	11 934	16 169	7 921	22 240	30 161	7 949	29 348	37 296	9 575	24 497	34 072	16 357	28 212	44 569
22	PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	4 393	41 740	46 133	2 242	16 301	18 543	2 532	2 545	5 076	3 428	10 243	13 672	1 264	15 547	16 811	8 651	25 030	33 680
23	DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	29 370	60 490	89 860	20 195	75 489	95 684	36 423	108 139	144 562	48 173	122 650	170 823	29 765	182 299	212 065	42 293	335 727	378 019
24	PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	290	4 878	5 169	472	6 529	7 001	462	6 304	6 766	731	25 485	26 215	1 113	11 167	12 280	1 428	26 452	27 880
25	DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	3 566	25 208	28 774	5 873	47 881	53 754	11 403	55 303	66 706	5 258	67 174	72 432	6 535	120 415	126 951	9 131	116 816	125 947
26	SANTE	43 596	115 978	159 573	52 663	220 345	273 007	269 932	184 639	454 571	217 286	244 800	462 086	135 844	271 839	407 683	82 301	341 663	423 964
27	AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	91 050	653 400	744 449	261 042	1 461 632	1 722 674	137 116	1 232 474	1 369 590	318 210	2 171 624	2 489 835	351 920	2 977 311	3 329 231	432 616	3 617 670	4 050 286
28	EXPLOITATION FORESTIERE	914	2 045	2 959	621	8 352	8 972	822	11 719	12 541	1 314	10 568	11 882	95	7 884	7 979	39	17 885	17 923
29	TELECOMMUNICATION	71 788	104 702	176 490	58 795	150 258	209 053	44 580	148 011	192 591	139 707	198 387	338 094	106 626	399 717	506 343	179 345	697 252	876 597
30	TEXTILE ET CONFECTION	170	2 010	2 181	128	4 155	4 283	7	418	425	12	538	550	1	2 871	2 872	2	14 735	14 737
31	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	28 192	166 995	195 187	28 328	243 475	271 803	60 340	281 318	341 658	87 709	408 920	496 630	124 965	751 182	876 147	132 846	720 721	853 567
32	AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	396 988	4 100 508	4 497 496	370 731	4 907 578	5 278 309	1 113 812	6 693 370	7 807 181	1 184 114	7 475 182	8 659 297	1 255 469	11 634 509	12 889 979	1 080 559	14 881 520	15 962 080
	TOTAL DEPOTS A VUE	1 154 128	6 789 556	7 943 683	1 396 854	11 357 332	12 754 186	2 649 873	14 995 209	17 645 082	3 555 952	15 077 638	18 633 591	3 203 140	21 852 906	25 056 047	3 345 990	28 642 401	31 988 391
	TOTAL DEPOTS A TERME	110 306	2 310 492	2 420 798	16 135	2 925 956	2 942 091	832 376	3 740 493	4 572 869	420 539	3 939 426	4 359 965	66 691	6 630 616	6 697 307	41 969	8 021 842	8 063 812
	TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL	10 405	97 924	108 328	15 941	114 356	130 297	20 940	198 736	219 676	29 139	275 721	304 861	23 989	469 953	493 942	23 304	834 920	858 224
	TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 274 838	9 197 971	10 472 809	1 428 930	14 397 644	15 826 574	3 503 189	18 934 437	22 437 627	4 005 631	19 292 785	23 298 416	3 293 820	28 953 475	32 247 295	3 411 263	37 499 164	40 910 427

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|16 Ventilation des dépôts bancaires par déposants
(en millions de CDF)

A fin 2019									
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL			TOTAL	
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	48 937	216 130	-	34 415	-	-	48 937	250 544	299 481
Administration Publique Locale	8 593	25 841	-	6 358	8	-	8 593	32 200	40 793
Entreprises (Etablissements) Publiques	156 161	313 573	2 536	353 547	-	87	158 698	667 207	825 905
Entreprises (Etablissements) Privées	471 179	2 561 410	964	772 010	354	5 920	472 497	3 339 341	3 811 838
PME	56 869	430 024	4 020	99 580	-	22	60 889	529 625	590 515
Ménages	256 512	2 252 349	9 844	957 696	10 050	88 052	276 405	3 298 096	3 574 502
ISBLM	129 894	601 524	7 421	74 436	-	-	137 315	675 959	813 275
Autres	25 982	388 705	85 521	12 451	-	3 843	111 503	404 999	516 502
TOTAL GENERAL	1 154 128	6 789 556	110 306	2 310 492	10 405	97 924	1 274 838	9 197 971	10 472 809

A fin 2020									
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL			TOTAL	
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	23 680	270 064	-	13 198	-	-	23 680	283 261	306 942
Administration Publique Locale	26 882	91 190	10 000	56 076	-	-	36 882	147 267	184 149
Entreprises (Etablissements) Publiques	297 029	837 078	23	403 476	-	358	297 052	1 240 912	1 537 964
Entreprises (Etablissements) Privées	583 130	5 673 113	1 935	736 569	401	5 582	585 466	6 415 264	7 000 730
PME	35 464	551 708	88	148 487	-	13	35 551	700 208	735 759
Ménages	321 802	2 944 061	3 755	1 363 412	15 540	98 389	341 097	4 405 861	4 746 958
ISBLM	62 906	471 903	204	27 731	-	-	63 110	499 634	562 744
Autres	45 960	518 215	132	177 007	-	10 014	46 092	705 236	751 328
TOTAL GENERAL	1 396 854	11 357 332	16 135	2 925 956	15 941	114 356	1 428 930	14 397 644	15 826 574

A fin 2021									
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL			TOTAL	
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	55 537	525 684	-	18 049	-	-	55 537	543 733	599 270
Administration Publique Locale	43 416	166 568	-	4 395	-	-	43 416	170 963	214 379
Entreprises (Etablissements) Publiques	954 659	866 858	300	537 725	-	49 975	954 959	1 454 558	2 409 517
Entreprises (Etablissements) Privées	641 851	8 020 505	632 422	1 228 672	528	11 157	1 274 801	9 260 334	10 535 136
PME	73 531	1 164 716	1 362	219 268	0	12	74 893	1 383 997	1 458 890
Ménages	577 291	3 353 433	13 026	1 603 321	20 412	137 041	610 729	5 093 795	5 704 524
ISBLM	34 137	351 635	707	39 478	-	550	34 844	391 664	426 508
Autres	250 842	564 418	142	54 326	-	-	250 984	618 744	869 728
TOTAL GENERAL	2 631 263	15 013 819	647 960	3 705 234	20 940	198 736	3 300 163	18 917 788	22 217 951

A fin 2022									
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL			TOTAL	
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	500 076	1 016 161	-	87 097	-	2 001	500 076	1 105 259	1 605 335
Administration Publique Locale	41 792	133 174	1 047	6 805	-	16 815	42 839	156 794	199 633
Entreprises (Etablissements) Publiques	909 227	1 075 360	104 922	885 956	-	-	1 014 149	1 961 316	2 975 465
Entreprises (Etablissements) Privées	1 214 224	5 000 732	83 846	1 259 499	1 137	65 959	1 299 208	6 326 189	7 625 397
PME	180 979	2 152 959	22 205	373 648	0	91	203 184	2 526 698	2 729 882
Ménages	797 446	4 682 119	20 299	1 334 814	29 218	187 778	846 963	6 204 711	7 051 674
ISBLM	29 532	499 841	744	97 625	-	93	30 276	597 560	627 836
Autres	68 897	359 933	40	53 739	-	586	68 937	414 259	483 195
TOTAL GENERAL	3 742 173	14 920 278	233 103	4 099 183	30 355	273 324	4 005 631	19 292 785	23 298 416

A fin 2023 (p)

Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	203 017	863 688	-	233 231	-	-	203 017	1 096 919	1 299 936
Administration Publique Locale	99 828	192 212	1 000	12 468	-	50 336	100 828	255 016	355 844
Entreprises (Etablissements) Publiques	558 222	1 523 665	82 793	1 442 872	-	52	641 015	2 966 589	3 607 605
Entreprises (Etablissements) Privées	1 040 856	7 877 717	14 564	1 588 464	1 035	93 023	1 056 455	9 559 204	10 615 659
PME	139 098	2 655 677	1 007	681 814	0	474	140 105	3 337 965	3 478 071
Ménages	859 197	7 026 954	15 006	2 518 503	22 954	316 624	897 157	9 862 080	10 759 237
ISBLM	96 786	1 386 781	1 000	70 674	-	117	97 786	1 457 572	1 555 358
Autres	147 163	385 186	-	33 910	-	9 327	147 163	428 423	575 586
TOTAL GENERAL	3 144 167	21 911 879	115 370	6 581 936	23 989	469 953	3 283 527	28 963 768	32 247 295

A fin 2024 (p)

Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	149 773	1 756 377	-	18 284	-	-	149 773	1 774 661	1 924 433
Administration Publique Locale	97 218	370 602	1 000	36 186	-	83 962	98 218	490 750	588 968
Entreprises (Etablissements) Publiques	634 837	2 328 518	80 259	1 755 225	473	-	715 568	4 083 744	4 799 312
Entreprises (Etablissements) Privées	1 176 120	10 368 065	19 016	1 864 175	902	225 491	1 196 037	12 457 731	13 653 768
PME	175 154	3 209 188	306	775 763	0	131 199	175 460	4 116 150	4 291 610
Ménages	911 454	8 702 698	18 708	3 205 885	21 930	393 294	952 092	12 301 876	13 253 968
ISBLM	61 826	1 695 868	1 245	268 196	-	307	63 071	1 964 370	2 027 441
Autres	81 155	262 548	-	20 052	-	667	81 155	283 268	364 423
TOTAL GENERAL	3 287 537	28 693 864	120 532	7 943 766	23 304	834 920	3 431 374	37 472 550	40 903 924

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|17 Ventilation du crédit aux entreprises privées et aux ménages*
(en millions de CDF) »

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)	2024 (p)
A. Banques	1 628 977	1 899 750	2 165 632	2 797 982	3 422 401	3 790 900	5 490 437	7 670 762	7 907 815	9 172 815	15 911 157	18 871 626
Crédits de décaissement (1)	1 408 556	1 686 816	1 968 598	2 561 294	3 037 280	3 360 495	4 899 172	6 870 888	6 404 351	7 107 543	13 105 978	15 874 666
Crédits de signature	220 420	212 934	197 034	236 687	385 121	430 405	591 265	799 874	1 503 464	2 065 272	2 805 178	2 996 960
B. Institutions spécialisées**	20 134	21 061	24 040	23 554	42 871	24 820	33 790	31 421	29 457	27 784	40 056	67 056
C. Caisse d'épargne du Congo	77	629	1 147	809	2 404	676	1 064	1 346	1 075	1 899	3 253	3 253
Total (A+B+C)	1 649 187	1 921 441	2 190 819	2 822 344	3 467 676	3 816 395	5 525 291	7 703 529	7 938 347	9 202 499	15 954 466	18 941 935

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) : Données actualisées (en nets) incluant les PME

* Données corrigées

** Il s'agit uniquement ici de la SOFIDE, Société Financière de Développement.

Tableau I|4|18 Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits *
(en millions de CDF) »

Formes des crédits	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)	2024 (p)
Crédits documentaires à l'importation	162 085	132 566	74 726	63 892	88 818	41 315	245 144	395 704	398 013	129 401	297 308	293 617
Crédits documentaires à l'exportation	4 700	4 112	-	-	-	4 268	70 095	83 912	77 083	199 736	16 103	14 225
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres (lettre de garantie, cautions, avals)	277 465	284 747	289 078	462 043	623 837	505 700	594 667	1 044 614	1 148 760	1 953 362	2 678 254	2 966 019
Total	444 249	421 425	363 804	525 934	712 655	551 283	909 906	1 524 230	1 623 857	2 282 499	2 991 665	3 273 861

Source : Banque Centrale du Congo.

* Données revisitées

P : Provisoire.

Tableau I | IV | 18a Ventilation du crédit bancaire par provinces

(en millions de CDF) »

	PROVINCES	CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE (découverts)	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN
1	Kinshasa	636 707	4 603 803	1 727 690	1 832 476	2 289 400	11 090 076	330 097
2	Kongo-Central	11 737	146 947	24 887	33 440	43 860	260 871	7 910
3	Kwango	-	-	260	73	766	1 099	-
4	Kwilu	437	12 373	6 050	2 032	2 835	23 727	395
5	Mai-Ndombe	164	6 472	319	264	1 049	8 267	-
6	Equateur	478	30 714	6 115	4 207	3 472	44 986	-
7	Mongala	-	-	-	19	-	19	-
8	Nord-Ubangi	192	4	1 800	545	704	3 244	-
9	Sud-Ubangi	0	-	10 197	167	218	10 582	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-
11	Kasai	461	2 603	1 853	651	1 739	7 307	-
12	Kasai-Central	744	20 909	9 985	3 864	22 855	58 358	737
13	Kasai-Oriental	1 076	28 634	16 818	2 264	20 550	69 342	809
14	Lomami	-	-	3 518	122	409	4 049	-
15	Sankuru	315	5 933	533	220	1 096	8 097	-
16	Haut-Lomami	851	2	2 072	253	501	3 680	-
17	Tanganyika	252	3 736	86 151	804	3 856	94 799	-
18	Haut-Katanga	47 412	2 190 409	3 586 098	2 001 138	504 862	8 329 919	22 585
19	Lualaba	5 580	345 517	755 267	1 066 203	58 681	2 231 248	1 146
20	Bas-Uélé	271	4 055	656	184	1 272	6 438	-
21	Haut-Uele	5 835	80 877	56 642	13 624	84 540	241 519	1 272
22	Tshopo	814	26 605	7 650	7 071	13 953	56 093	361
23	Ituri	1 295	33 190	11 577	5 589	28 174	79 825	2 325
24	Nord-Kivu	7 583	177 087	191 201	143 658	77 889	597 418	2 053
25	Sud-Kivu	1 226	39 625	13 927	5 872	26 153	86 804	6 050
26	Maniema	1 295	17 906	4 017	2 737	2 505	28 461	-
	TOTAL	724 727	7 777 400	6 525 283	5 127 478	27 289 046	23 346 227	375 740

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | IV | 18b Ventilation du crédit bancaire (brut) par secteurs d'activités

(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	2019			2020			2021			2022			2023 (p)			2024 (p)		
	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME
ACTIONS SOCIALES: MARIAGE, FUNERAILLES, SOINS MEDICAUX, ETUDE	2 748	13 259	16 008	2 932	14 146	17 078	467	8 680	9 147	802	22 817	23 619	712	55 480	56 191	432	58 307	58 739
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	1 199	335 665	336 864	1 279	358 115	359 394	6 889	245 909	252 798	8 680	257 853	266 533	5 139	246 907	252 046	3 294	70 783	74 077
ADMINISTRATION PUBLIQUE	50 909	266 742	317 651	54 314	284 582	338 896	15 334	402 840	418 173	32 266	402 340	434 606	40 382	377 605	417 987	41 565	1 022 147	1 063 712
AGRICULTURE	1 202	49 231	50 433	1 282	52 523	53 806	627	93 304	93 931	357	115 142	115 499	361	111 465	111 827	736	174 278	175 014
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	28	1 981	2 009	30	2 113	2 143	4	1 896	1 900	5	7 611	7 616	4	8 966	8 971	20	8 859	8 879
VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	3	13 041	13 044	3	13 913	13 916	2	15 108	15 110	4	23 897	23 900	20 801	294 446	315 247	66	101 670	101 736
COMMERCE DE DETAIL	5 187	342 805	347 993	5 534	365 733	371 267	4 364	284 279	288 643	2 559	408 596	411 155	8 835	428 891	437 726	10 031	362 952	372 983
COMMERCE DE GROS	5 102	318 359	323 461	5 443	339 651	345 094	6 344	423 234	429 578	1 860	510 355	512 215	31 065	838 602	869 667	57 755	776 372	834 127
CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	979	102 138	103 118	1 045	108 970	110 014	1 445	352 825	354 270	4 481	330 110	334 591	9 880	478 038	487 918	1 633	742 498	744 131
ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	51	11 026	11 077	54	11 764	11 818	689	585	1 274	7	1 847	1 855	21	3 225	3 245	10	12 868	12 878
ENSEIGNEMENT	3 308	53 450	56 758	3 529	57 025	60 554	1 978	124 150	126 128	4 295	51 488	55 782	8 255	107 374	115 629	7 584	160 996	168 580
ENTREPRISES IMMOBILIERES	852	183 667	184 518	908	195 951	196 859	545	219 494	220 039	184	178 789	178 973	258	265 308	265 566	176	356 839	357 015
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	52	49 617	49 668	55	52 935	52 990	25	37 907	37 931	557	81 563	82 121	44	94 431	94 475	54	88 168	88 222
INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	517	420 425	420 941	551	448 544	449 095	8 049	1 086 106	1 094 155	17 430	1 808 024	1 825 455	5 103	6 184 744	6 189 847	8 059	8 556 372	8 564 432
PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	2 250	166 271	168 521	2 400	177 392	179 792	3 646	227 358	231 004	5 473	266 908	272 381	55 992	471 779	527 772	35 786	492 547	528 332
INFORMATION ET COMMUNICATION	538	314 533	315 071	574	335 570	336 144	4 144	259 141	263 284	4 561	266 516	271 076	16 105	316 780	332 885	14 551	224 174	238 724
PRODUCTION ARTISANALE	-	274	274	-	293	293	-	643	643	-	4 976	4 976	-	1 114	1 114	-	518	518
PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	1 949	43 235	45 185	2 080	46 127	48 207	4	33 814	33 818	5	28 342	28 348	11	41 716	41 727	26 594	111 640	138 234
DISTRIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	56	14 183	14 239	60	15 132	15 192	-	373	373	-	1 057	1 057	-	3 413	3 413	12 202	186	12 387
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	2 511	131 204	133 715	2 679	139 979	142 658	1 796	210 401	212 197	3 750	403 965	407 715	10 282	396 705	406 987	27 873	286 283	314 157
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	4 673	23 804	28 477	4 985	25 396	30 381	3 160	13 876	17 037	719	45 671	46 390	1 804	62 279	64 083	796	7 297	8 094
PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	3	9 930	9 933	3	10 594	10 597	7	41 730	41 737	2	47 854	47 856	2	50 405	50 407	363	92 658	93 021
DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	4 254	64 015	68 269	4 539	68 297	72 835	4 159	126 303	130 462	2 515	217 346	219 861	24 689	382 963	407 652	6 651	466 553	473 204
PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	1	15 111		1	16 121	16 123	1	14 820	14 822	80	14 828	14 908	458	35 215	35 673	35	34 174	34 209
DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	0	6 659		-	7 104	7 105	2	390	391	2	3 956	3 958	12	4 928	4 940	8	21 183	21 191
SANTE	744	16 838	17 583	794	17 964	18 758	231	24 171	24 401	233	17 640	17 873	377	31 293	31 671	2 672	49 547	52 219
AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	5 046	314 087	319 133	5 384	335 094	340 478	3 423	320 100	323 523	15 502	558 124	573 625	11 154	946 250	957 405	20 751	882 230	902 981
EXPLOITATION FORESTIERE	2	8 183	8 185	2	8 730	8 732	3	5 251	5 254	1	5 696	5 697	1	6 775	6 776	5 770	9 037	14 807
TELECOMMUNICATION	99	99 883	99 982	105	106 563	106 669	272	449 336	449 608	88	446 439	446 527	7 984	721 290	729 274	3 597	950 139	953 736
TEXTILE ET CONFECTION	1	30 568	30 569	1	32 613	32 614	1	6 806	6 806	1	7 016	7 017	1	6 772	6 773	2	5 475	5 477
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	14 480	309 145	323 625	15 448	329 822	345 270	16 259	375 056	391 315	91 434	521 275	612 709	70 057	743 520	813 577	73 895	775 910	849 805
AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	195 424	1 625 467	1 820 890	208 494	1 734 181	1 942 676	282 940	2 684 881	2 967 821	446 607	3 677 794	4 124 400	475 865	4 979 653	5 455 518	428 389	5 652 218	6 080 608
I. TOTAL CREDIT DE DECAISEMENTS	304 168	5 354 796	5 658 965	324 512	5 712 937	6 037 449	366 808	8 090 766	8 457 574	644 462	10 735 832	11 380 294	805 656	18 698 333	19 503 989	791 350	22 554 877	23 346 227
II. CREDITS D'ENGAGEMENT	7 910	901 996	909 906	7 910	904 847	1 524 230	103 565	1 520 292	1 623 857	126 632	2 155 867	2 282 499	17 827	2 973 837	2 991 665	12 640	3 261 221	3 273 861
1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:	63	245 081	245 144	63	245 081	395 704	-	398 013	398 013	-	129 401	129 401	-	297 308	297 308	-	293 617	293 617
- PAYABLES A L'EMBARQUEMENT	-	17 410	17 410	-	17 410	381 688	-	378 387	378 387	-	126 234	126 234	-	296 300	296 300	-	238 091	238 091
- PAYABLES A DELAI D'EMBARQUEMENT	63	227 671	227 735	63	227 671	14 015	-	19 626	19 626	-	3 167	3 167	-	1 007	1 007	-	55 526	55 526
2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION	-	70 095	70 095	-	70 095	83 912	-	77 083	77 083	-	199 736	199 736	-	16 103	16 103	-	14 225	14 225
3. AUTRES (LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)	7 847	586 820	594 667	7 847	589 671	1 044 614	103 565	1 045 195	1 148 760	126 632	1 826 730	1 953 362	17 827	2 660 427	2 678 254	12 640	2 953 379	2 966 019

Tableau I | IV | 18c Ventilation du crédit alloué par la Société Financière de Développement (SOFIDE) par secteurs d'activités

(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	2019			2020			2021			2022			2023 (p)			2024 (p)		
	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME
ACTIONS SOCIALES: MARIAGE, FUNERAILLES, SOINS MEDICAUX, ETUDE	2 748	13 259	16 008	2 932	14 146	17 078	467	8 680	9 147	802	22 817	23 619	712	55 480	56 191	432	58 307	58 739
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	1 199	335 665	336 864	1 279	358 115	359 394	6 889	245 909	252 798	8 680	257 853	266 533	5 139	246 907	252 046	3 294	70 783	74 077
ADMINISTRATION PUBLIQUE	50 909	266 742	317 651	54 314	284 582	338 896	15 334	402 840	418 173	32 266	402 340	434 606	40 382	377 605	417 987	41 565	1 022 147	1 063 712
AGRICULTURE	1 202	49 231	50 433	1 282	52 523	53 806	627	93 304	93 931	357	115 142	115 499	361	111 465	111 827	736	174 278	175 014
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	28	1 981	2 009	30	2 113	2 143	4	1 896	1 900	5	7 611	7 616	4	8 966	8 971	20	8 859	8 879
VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	3	13 041	13 044	3	13 913	13 916	2	15 108	15 110	4	23 897	23 900	20 801	294 446	315 247	66	101 670	101 736
COMMERCE DE DETAIL	5 187	342 805	347 993	5 534	365 733	371 267	4 364	284 279	288 643	2 559	408 596	411 155	8 835	428 891	437 726	10 031	362 952	372 983
COMMERCE DE GROS	5 102	318 359	323 461	5 443	339 651	345 094	6 344	423 234	429 578	1 860	510 355	512 215	31 065	838 602	869 667	57 755	776 372	834 127
CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	979	102 138	103 118	1 045	108 970	110 014	1 445	352 825	354 270	4 481	330 110	334 591	9 880	478 038	487 918	1 633	742 498	744 131
ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	51	11 026	11 077	54	11 764	11 818	689	585	1 274	7	1 847	1 855	21	3 225	3 245	10	12 868	12 878
ENSEIGNEMENT	3 308	53 450	56 758	3 529	57 025	60 554	1 978	124 150	126 128	4 295	51 488	55 782	8 255	107 374	115 629	7 584	160 996	168 580
ENTREPRISES IMMOBILIERES	852	183 667	184 518	908	195 951	196 859	545	219 494	220 039	184	178 789	178 973	258	265 308	265 566	176	356 839	357 015
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	52	49 617	49 668	55	52 935	52 990	25	37 907	37 931	557	81 563	82 121	44	94 431	94 475	54	88 168	88 222
INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	517	420 425	420 941	551	448 544	449 095	8 049	1 086 106	1 094 155	17 430	1 808 024	1 825 455	5 103	6 184 744	6 189 847	8 059	8 556 372	8 564 432
PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	2 250	166 271	168 521	2 400	177 392	179 792	3 646	227 358	231 004	5 473	266 908	272 381	55 992	471 779	527 772	35 786	492 547	528 332
INFORMATION ET COMMUNICATION	538	314 533	315 071	574	335 570	336 144	4 144	259 141	263 284	4 561	266 516	271 076	16 105	316 780	332 885	14 551	224 174	238 724
PRODUCTION ARTISANALE	-	274	274	-	293	293	-	643	643	-	4 976	4 976	-	1 114	1 114	-	518	518
PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	1 949	43 235	45 185	2 080	46 127	48 207	4	33 814	33 818	5	28 342	28 348	11	41 716	41 727	26 594	111 640	138 234
DISTRIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	56	14 183	14 239	60	15 132	15 192	-	373	373	-	1 057	1 057	-	3 413	3 413	12 202	186	12 387
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	2 511	131 204	133 715	2 679	139 979	142 658	1 796	210 401	212 197	3 750	403 965	407 715	10 282	396 705	406 987	27 873	286 283	314 157
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	4 673	23 804	28 477	4 985	25 396	30 381	3 160	13 876	17 037	719	45 671	46 390	1 804	62 279	64 083	796	7 297	8 094
PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	3	9 930	9 933	3	10 594	10 597	7	41 730	41 737	2	47 854	47 856	2	50 405	50 407	363	92 658	93 021
DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	4 254	64 015	68 269	4 539	68 297	72 835	4 159	126 303	130 462	2 515	217 346	219 861	24 689	382 963	407 652	6 651	466 553	473 204
PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	1	15 111		1	16 121	16 123	1	14 820	14 822	80	14 828	14 908	458	35 215	35 673	35	34 174	34 209
DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	0	6 659		-	7 104	7 105	2	390	391	2	3 956	3 958	12	4 928	4 940	8	21 183	21 191
SANTE	744	16 838	17 583	794	17 964	18 758	231	24 171	24 401	233	17 640	17 873	377	31 293	31 671	2 672	49 547	52 219
AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	5 046	314 087	319 133	5 384	335 094	340 478	3 423	320 100	323 523	15 502	558 124	573 625	11 154	946 250	957 405	20 751	882 230	902 981
EXPLOITATION FORESTIERE	2	8 183	8 185	2	8 730	8 732	3	5 251	5 254	1	5 696	5 697	1	6 775	6 776	5 770	9 037	14 807
TELECOMMUNICATION	99	99 883	99 982	105	106 563	106 669	272	449 336	449 608	88	446 439	446 527	7 984	721 290	729 274	3 597	950 139	953 736
TEXTILE ET CONFECTON	1	30 568	30 569	1	32 613	32 614	1	6 806	6 806	1	7 016	7 017	1	6 772	6 773	2	5 475	5 477
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	14 480	309 145	323 625	15 448	329 822	345 270	16 259	375 056	391 315	91 434	521 275	612 709	70 057	743 520	813 577	73 895	775 910	849 805
AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	195 424	1 625 467	1 820 890	208 494	1 734 181	1 942 676	282 940	2 684 881	2 967 821	446 607	3 677 794	4 124 400	475 865	4 979 653	5 455 518	428 389	5 652 218	6 080 608
I. TOTAL CREDIT DE DECAISEMENTS	304 168	5 354 796	5 658 965	324 512	5 712 937	6 037 449	366 808	8 090 766	8 457 574	644 462	10 735 832	11 380 294	805 656	18 698 333	19 503 989	791 350	22 554 877	23 346 227
II. CREDITS D'ENGAGEMENT	7 910	901 996	909 906	7 910	904 847	1 524 230	103 565	1 520 292	1 623 857	126 632	2 155 867	2 282 499	17 827	2 973 837	2 991 665	12 640	3 261 221	3 273 861
1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:	63	245 081	245 144	63	245 081	395 704	-	398 013	398 013	-	129 401	129 401	-	297 308	297 308	-	293 617	293 617
- PAYABLES A L'EMBARQUEMENT	-	17 410	17 410	-	17 410	381 688	-	378 387	378 387	-	126 234	126 234	-	296 300	296 300	-	238 091	238 091
- PAYABLES A DELAI D'EMBARQUEMENT	63	227 671	227 735	63	227 671	14 015	-	19 626	19 626	-	3 167	3 167	-	1 007	1 007	-	55 526	55 526
2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION	-	70 095	70 095	-	70 095	83 912	-	77 083	77 083	-	199 736	199 736	-	16 103	16 103	-	14 225	14 225
3. AUTRES (LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)	7 847	586 820	594 667	7 847	589 671	1 044 614	103 565	1 045 195	1 148 760	126 632	1 826 730	1 953 362	17 827	2 660 427	2 678 254	12 640	2 953 379	2 966 019

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 4 | 19 Crédits de décaissement (brut) par unités institutionnelles en 2024 (p)
(en millions de CDF)

Rubriques	TOTAL PROVISIONS		TOTAL A COURT TERME		TOTAL A MOYEN ET LONG TERME		TOTAL DECOUVERTS		TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	2 851	24 746	0	37 219	20 681	763 354	5 932	52 595	29 463	877 914	907 377
Administration Publique Locale	5 513	17 555	619	45 247	1 372	162 789	4 485	38 123	11 988	263 714	275 702
Entreprises (Etablissements) Publiques	18 361	17 477	559	226 526	14 825	385 815	13 088	1 212 532	46 833	1 842 350	1 889 183
Entreprises (Etablissements) Privées	9 236	500 404	14 842	5 646 067	58 520	3 696 636	156 922	3 401 244	239 520	13 244 351	13 483 870
PME	5 719	177 495	8 742	519 186	2 201	1 278 051	18 700	346 647	35 362	2 321 379	2 356 741
Ménages	24 830	197 901	47 076	280 001	280 524	2 703 690	66 957	384 463	419 387	3 566 056	3 985 443
ISBLM	640	16 774	369	20 866	741	206 310	1 878	6 296	3 629	250 246	253 875
Autres	2 597	119 219	320	14 917	2 235	38 557	17	16 174	5 168	188 868	194 035
TOTAL GENERAL	69 745	1 071 571	72 527	6 790 029	381 098	9 235 203	267 979	5 458 074	791 350	22 554 877	23 346 227

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 4 | 20 Crédits d'engagement par unités institutionnelles en 2024 (p)
(en millions de CDF)

Rubriques	1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:		2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION		3. AUTRES (LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)		TOTAL CREDIT D'ENGAGEMENT		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
	Administration Publique Centrale	-	141 799	-	-	-	63 644	-	205 444
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises (Etablissements) Publiques	-	42 857	-	-	-	28 601	-	71 458	71 458
Entreprises (Etablissements) Privées	-	108 933	-	14 225	11 977	2 807 084	11 977	2 930 242	2 942 219
PME	-	29	-	-	663	17 907	663	17 936	18 599
Ménages	-	-	-	-	-	35 363	-	35 363	35 363
ISBLM	-	-	-	-	-	779	-	779	779
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	-	293 617	-	14 225	12 640	2 953 379	12 640	3 261 221	3 273 861

Source : Banque Centrale du Congo.

* Situation provisoire

Tableau I|4|21 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire (en %)

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
TAUX DÉBITEUR BCC										
Banque centrale - Taux directeur	2,00	7,00	20,00	14,00	9,00	18,50	7,50	8,25	25,00	25,00
Banque centrale - Facilités permanentes	3,00	10,50	21,00	15,00	10,00	19,50	8,50	9,25	26,00	30,00
TAUX CRÉDITEUR BCC (1)										
à 7 jours	0,47	4,22	15,13	1,57	2,00	12,00	8,50	8,25	25,00	25,00
à 14 jours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
à 28 jours	0,51	0,00	20,00	4,00	2,51	0,00	8,16	7,88	25,00	25,00
à 84 jours	0,38	0,00	0,00	10,00	4,30	0,00	0,00	8,25	25,00	25,00
TAUX SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE										
Taux moyen	1,69	2,59	15,17	10,27	6,00	21,50	6,00	7,44	15,78	26,50
Taux moyen pondéré	1,73	2,64	14,34	10,29	3,80	21,74	7,19	7,55	15,02	26,27
TAUX D'INTÉRÊT DÉBITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques commerciales - Taux crédits - MN	19,04	15,73	21,47	26,74	26,89	23,69	24,04	23,33	23,98	24,92
Banques commerciales - Taux crédits - ME	14,23	14,53	15,57	16,47	15,74	15,81	15,57	14,16	13,82	13,59
TAUX D'INTÉRÊT CRÉDITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques commerciales - Taux dépôts - MN	3,29	1,39	4,13	5,24	5,95	6,72	4,69	5,03	4,38	4,18
Banques commerciales - Taux dépôts - ME	3,18	3,15	3,64	3,42	3,49	3,49	3,56	3,60	3,81	3,89
DIFFÉRENCE ENTRE TAUX DÉBITEUR ET CRÉDITEUR EN MN	15,75	14,80	17,34	21,50	20,94	16,97	19,35	18,30	19,60	20,74
COEFFICIENT DE RÉSERVES OBLIGATOIRES										
Dépôts à vue MN	2,00	0,00	2,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts à terme en MN	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00
Dépôts à vue en ME	8,00	12,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Dépôts à terme ME	7,00	13,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) : Taux moyen pondéré du Bon BCC

Tableau I|4|22 Situation consolidée des actifs extérieurs nets des organismes monétaires Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire
(en millions de CDF)

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)	2024 (p)
A. Actifs extérieurs bruts	1 716 496	2 350 671	4 432 834	4 777 321	6 444 202	12 259 412	19 330 433	22 220 059	32 241 306	41 262 930
Banque Centrale du Congo	203 915	446 705	784 413	750 936	852 623	1 167 663	4 042 613	9 635 983	14 648 295	19 171 305
Or monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies Étrangères Incluses dans les Réserves Officielles	25 533	15 874	27 534	29 391	105 475	24 910	36 996	80 365	62 847	79 306
Dépôts Transférables Inclus dans les Réserves Officielles ME	178 382	430 831	756 879	721 546	747 148	1 142 754	4 005 617	7 344 971	12 186 666	16 767 429
Autres Dépôts Inclus dans les Réserves Officielles, Autres ME	324 734	15 909	21 006	282 682	301 432	338 463	350 018	359 571	29 483	0
SDR Holdings, IMF Record	417 580	273 647	142 569	28 651	88 538	76 767	2 931 288	1 831 843	2 354 039	2 302 775
Autres actifs extérieurs	192 073	23 066	8 488	12 558	585 772	117 197	132 565	19 234	15 260	21 795
Autres institutions de dépôts	1 512 581	1 903 966	3 648 422	4 026 384	5 591 579	11 091 749	15 287 820	12 584 076	17 593 011	22 091 625
B. Engagements extérieurs	1 334 226	1 597 669	1 944 155	1 691 730	2 399 474	2 874 918	5 269 584	6 482 747	11 352 882	12 046 442
Banque Centrale du Congo	1 027 154	1 208 221	1 527 079	1 386 162	1 907 037	2 243 300	4 467 381	5 111 850	7 988 191	8 829 922
Dépôts Transférables Exclus MMSL Non-Résidents Court Terme ME	360	471	618	634	649	767	777	783	1 043	1 106
Use of Fund Credit & Loans, IMF Record	362 067	366 512	359 047	209 896	706 701	774 194	1 596 901	2 348 259	4 259 947	4 976 958
Autres engagements extérieurs	664 728	841 237	1 167 414	1 175 631	1 199 687	1 468 339	2 869 703	2 762 807	3 727 200	3 851 858
Autres institutions de dépôts	307 071	389 448	417 075	305 569	492 437	631 618	802 203	1 370 898	3 364 691	3 216 520
C. Actifs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	382 271	753 002	2 488 680	3 085 590	4 044 727	9 384 494	14 060 849	15 737 312	20 888 425	29 216 488
Banque Centrale du Congo	111 148	-448 894	-570 604	-311 335	-78 672	-543 210	2 989 104	4 524 133	6 660 105	10 341 382
Banques commerciales	1 205 510	1 514 518	3 231 346	3 720 815	5 099 142	10 460 130	14 485 617	11 213 179	14 228 320	18 875 105

Source : Banque Centrale du Congo.
P : Provisoire

Tableau I|4|23 Situation résumée de la Société Financière de Développement, SOFIDE
(en millions de CDF)

ACTIF	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22	déc.-23	déc.-24
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	187	29	109	6	24	36	288	393	1 826	565
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	22 560	21 348	40 800	24 277	33 718	31 340	29 354	28 081	38 099	63 551
Dont	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle (nets)	22 560	21 348	40 800	24 277	33 182	30 523	28 494	27 784	37 694	63 525
Crédits à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à Moyen terme	22 454	21 226	40 569	24 032	28 191	29 366	27 733	22 426	24 640	5 846
Crédits à court terme	106	122	231	245	259	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	4 733	1 157	761	5 359	13 054	57 679
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	3 379	5 565	5 659	22 200	23 926	38 533	42 636	42 148	50 609	24 085
COMPTES DE VALEURS IMMOBILISÉES	22 746	22 763	25 930	40 167	41 994	39 096	44 050	51 614	51 058	65 084
SOMMES DÉDUCTIBLES DES CAPITAUX PERMANENTS	18 372	-	-	-	5 045	196	3 085	3 639	3 760	18 307
TOTAL ACTIF	67 243	49 705	72 498	86 651	99 662	109 201	119 413	125 875	145 353	171 592
PASSIF	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22	déc.-23	déc.-24
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	4 624	4 709	-	-	-	-	-	-	-	-
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	1 114	1 534	3 545	4 918	6 208	7 372	6 904	6 876	11 584	9 726
CAPITAUX PERMANENTS	61 506	43 463	68 953	81 731	98 499	101 829	112 509	118 997	133 769	161 866
Dont	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres	61 450	43 207	53 241	63 105	63 563	64 053	70 678	79 458	104 262	90 922
Capital	58 880	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080
Primes liées au capital et Réserves	22	31	69	74	75	31	554	1 027	-	-
Reports à nouveau créditeur	952	1 293	1 575	1 834	2 050	25 839	2 584	2 584	-	-
Résultat de l'exercice en cours (bénéfice)	237	279	6 847	440	-	-	-	-	-	-
Plus values et provisions réglementées	828	828	4 123	20 249	20 930	20 930	27 032	35 306	35 306	49 334
Subventions d'équipement	530	295	147	-	-	-	-	-	-	-
Fonds affectés	-	18 400	18 400	18 428	18 428	18 428	18 428	18 461	45 849	18 481
Autres capitaux permanents	-	-	15 521	17 823	32 390	35 338	37 825	39 039	29 088	66 588
Emprunts et dettes à L & MT	-	-	15 521	17 823	31 982	34 856	34 856	38 260	28 016	65 421
Provision pour pertes, risques et charges	56	256	190	792	2 122	2 204	3 237	321	321	3 933
TOTAL PASSIF	67 243	49 705	72 498	86 651	99 662	109 201	119 413	125 875	145 353	171 592

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 4 | 24 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances
(en millions de CDF)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Trésorerie	1 526	1 727	2 517	3 844	1 622	1 711	3 323	8 891	n.d.	n.d.	n.d.
Créances diverses	44 914	38 268	34 494	43 365	77 864	58 531	69 777	66 047	n.d.	n.d.	n.d.
Réassurance	6 706	6 706	6 706	6 706	6 706	6 859	6 652	6 270	n.d.	n.d.	n.d.
Immobilisés nets ⁽²⁾	54 797	54 586	59 180	111 146	99 950	94 909	114 187	118 038	n.d.	n.d.	n.d.
ACTIF = PASSIF	107 943	101 286	102 897	165 062	186 142	162 009	193 939	199 246	n.d.	n.d.	n.d.
Fonds propres	44 758	33 253	39 694	90 627	48 308	31 357	45 691	48 817	n.d.	n.d.	n.d.
Capital libéré ⁽³⁾	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	n.d.	n.d.	n.d.
Bénéfices et réserves	15	41	45	84	5 146	-11 850	2 529	5 655	n.d.	n.d.	n.d.
Dettes diverses à LT	206	231	231	302	4 010	5 824	8 586	7 247	n.d.	n.d.	n.d.
Provisions techniques	10 062	10 062	8 168	8 168	9 675	10 625	11 338	12 264	n.d.	n.d.	n.d.
Provisions mathématiques	67	67	84	84	86	69	63	61	n.d.	n.d.	n.d.
Engagements à court terme	52 849	57 674	54 720	65 881	97 870	85 550	98 781	106 181	n.d.	n.d.	n.d.
Autres éléments nets	0	0	0	0	26 193	28 584	29 481	24 676	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Direction financière de la SONAS.

(1) Y compris le porte-feuille titres.

(3) À titre symbolique.

n.d. : Non disponible Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 4 | 25 Recettes et dépenses des différents branches d'assurances de la SONAS (1)»
(en millions de CDF)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
I. RECETTES	72 059	73 470	76 887	96 332	110 340	117 901	116 310	117 318	n.d.	n.d.	n.d.
1. Primes et frais	71 536	72 914	76 455	95 626	109 175	116 160	108 105	116 276	n.d.	n.d.	n.d.
Automobiles et cycles	50 178	53 137	58 955	70 990	83 550	90 761	81 623	94 999	n.d.	n.d.	n.d.
Incendie	7 511	9 615	8 631	13 702	9 574	12 438	12 959	10 664	n.d.	n.d.	n.d.
Transport	8 863	4 097	3 165	4 660	4 550	5 880	5 937	4 398	n.d.	n.d.	n.d.
Risques divers ⁽¹⁾	4 281	5 121	4 467	5 304	10 741	5 906	7 012	5 310	n.d.	n.d.	n.d.
Vie	611	796	1 026	692	397	924	275	325	n.d.	n.d.	n.d.
Assurance voyage et autres produits (dont commissions des réassurances)	91	149	211	278	364	250	299	578	n.d.	n.d.	n.d.
2. Autres recettes	523	556	432	706	1 166	1 741	8 205	1 042	n.d.	n.d.	n.d.
II. DÉPENSES	22 259	25 223	26 915	35 181	40 916	33 737	45 232	111 208	n.d.	n.d.	n.d.
1. Prestations et frais de règlements des sinistres	12 044	14 775	19 819	18 847	25 362	18 470	20 489	21 171	n.d.	n.d.	n.d.
Automobiles et cycles	10 104	12 345	18 856	15 455	22 329	15 331	17 982	19 162	n.d.	n.d.	n.d.
Incendie	449	300	177	294	320	401	158	300	n.d.	n.d.	n.d.
Transport	700	690	50	306	293	477	496	735	n.d.	n.d.	n.d.
Risques divers (2)	206	150	208	453	790	310	464	431	n.d.	n.d.	n.d.
Vie	585	1 289	528	2 339	1 629	1 952	1 390	543	n.d.	n.d.	n.d.
2. Autres charges techniques	10 215	10 448	7 096	16 333	15 554	15 267	24 743	90 037	n.d.	n.d.	n.d.
Commissions								11 170			
Dépenses d'exploitation								66 542			
Provisions techniques								12 325			
III. SOLDE (I - II)	49 800	48 247	49 972	61 151	69 425	84 164	71 078	6 110	n.d.	n.d.	n.d.

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) Données revues pour les années 2014 à 2016

(2) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres Multi-Branches.

n.d. : Non disponible

Tableau I|4|26 Situation des sociétés des assurances en 2023

SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2023			SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2022		SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2021		SITUATION DU SECTEUR DES ASSURANCES EN 2020	
N°	Dénomination	N° Agrément / Autorisation	Branche d'activité	I. SOCIETE D'ASSURANCES	I. SOCIETE D'ASSURANCES	I. SOCIETE D'ASSURANCES	I. SOCIETE D'ASSURANCES	
1	RAWSUR LIFE SA	11001	Branche vie					
2	AFRISSUR SA	11002	Branche-vie	1. SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES (SONAS SA)	1. SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES (SONAS SA)	1. SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES (SONAS SA)	1. SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES (SONAS SA)	
3	ACTIVA VIE RDC	11003	Branche-vie	2. SOCIETE FINANCIERE D'ASSURANCE CONGO SA (SFA CONGO)	2. SOCIETE FINANCIERE D'ASSURANCE CONGO SA (SFA CONGO)	2. SOCIETE FINANCIERE D'ASSURANCE CONGO SA (SFA CONGO)	2. SOCIETE FINANCIERE D'ASSURANCE CONGO SA (SFA CONGO)	
4	ACTIVA ASSURANCES SA	12001	Branche non vie	3. ACTIVA ASSURANCES RDC	3. ACTIVA ASSURANCES RDC	3. ACTIVA ASSURANCES RDC	3. ACTIVA ASSURANCES RDC	
5	SOCIETE FINANCIERE D'ASSURANCE CONGO SA "SFA CONGO"	12002	Branche non vie	4. RAWSUR SA	4. RAWSUR SA	4. RAWSUR SA	4. RAWSUR SA	
6	RAWSUR SA	12003	Branche non vie	5. SUNU ASSURANCES IARD RDC SA	5. SUNU ASSURANCES IARD RDC SA	5. SUNU ASSURANCES IARD RDC SA	5. SUNU ASSURANCES IARD RDC SA	
7	SUNU Assurances IARD RDC SA	12004	Branche non vie	6. MAYFAIR INSURANCE CONGO SA	6. MAYFAIR INSURANCE CONGO SA	6. MAYFAIR INSURANCE CONGO SA	6. MAYFAIR INSURANCE CONGO SA	
8	MAYFAIR INSURANCE CONGO SA "MIC"	12005	Branche non vie	7. RAWSUR LIFE SA	7. RAWSUR LIFE SA	7. RAWSUR LIFE SA	7. RAWSUR LIFE SA	
9	GLOBAL PIONERS ASSURANCE SA "GPA"	12006	Branche non vie	8. GLOBAL PIONNER ASSURANCE (GPA)	8. GLOBAL PIONNER ASSURANCE (GPA)	8. GLOBAL PIONNER ASSURANCE (GPA)	8. GLOBAL PIONNER ASSURANCE (GPA)	
10	SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES SA "SONAS"	12007	Branche non vie	9. AFRISSUR SA	9. AFRISSUR SA	9. AFRISSUR SA	9. AFRISSUR SA	
11	COURTIER EN ASSURANCES DU CONGO SA "CASCO" (EX ASK GRAS SAVOYE)	33001	Intermédiaire	10. ACTIVA VIE RDC SA	10. ACTIVA VIE RDC SA			
12	ALLIED INSURANCE BROKERS SARL "AIB"	33002	Intermédiaire					II. SOCIETES DE COURTAGE D'ASSURANCES ET COURTIERS D'ASSURANCE
13	ASSURANCES OKAPI SARL	33003	Intermédiaire	II. SOCIETES DE COURTAGE D'ASSURANCES ET COURTIERS D'ASSURANCE	II. SOCIETES DE COURTAGE D'ASSURANCES ET COURTIERS D'ASSURANCE			
14	ASCOMA RDC SARL	33004	Intermédiaire					10. ALLIED INSURANCE BROKERS SARL
15	ELITE CONGO SARLU	33005	Intermédiaire	11. ALLIED INSURANCE BROKERS SARL	11. ALLIED INSURANCE BROKERS SARL	11. ALLIED INSURANCE BROKERS SARL	11. Courtage en Assurances du Congo (CASCO) ex ASK GRAS SAVOYE RDC SA	
16	JUASUR SA	33006	Intermédiaire	12. Courtage en Assurances du Congo (CASCO) ex ASK GRAS SAVOYE RDC SA	12. Courtage en Assurances du Congo (CASCO) ex ASK GRAS SAVOYE RDC SA	12. Courtage en Assurances du Congo (CASCO) ex ASK GRAS SAVOYE RDC SA	12. ASCOMA RDC SARL	
17	SOCIETE DAMBANA ASSURANCES SARLU "SODASSUR"	33007	Intermédiaire	13. ASCOMA RDC SARL	13. ASCOMA RDC SARL	13. ASCOMA RDC SARL	13. ASSURANCE OKAPI SARL	
18	SCA INTER A SANTE SARL	33008	Intermédiaire	14. ASSURANCE OKAPI SARL	14. ASSURANCE OKAPI SARL	14. ASSURANCE OKAPI SARL	14. JUASUR SA	
19	SOUTHWEST ASSURANCES SARL	33009	Intermédiaire	15. JUASUR SA	15. JUASUR SA	15. JUASUR SA	15. ELITE CONGO SARL	
20	IMMOAF ASSURANCES SARLU "IMAS"	33010	Intermédiaire	16. ELITE CONGO SARL	16. ELITE CONGO SARL	16. ELITE CONGO SARL	16. SODASSUR SARLU	
21	INTERNATIONAL INSURANCE SA "ZI"	33011	Intermédiaire	17. SODASSUR SARLU	17. SODASSUR SARLU	17. SODASSUR SARLU	17. SOUTHWEST CONSULTING SARL	
22	ASSURANCES LEJEUNE SARL	33012	Intermédiaire	18. SOUTHWEST CONSULTING SARL	18. SOUTHWEST CONSULTING SARL	18. SOUTHWEST CONSULTING SARL	18. IMMOAF ASSURANCE SARLU	
23	FORGE ASSURANCES SARL	33013	Intermédiaire	19. IMMOAF ASSURANCE SARLU	19. IMMOAF ASSURANCE SARLU	19. IMMOAF ASSURANCE SARLU	19. INTERNATIONAL INSURANCE SA	
24	TRUE INSURANCE AND REINSURANCE GROUP SARLU	33014	Intermédiaire	20. INTERNATIONAL INSURANCE SA	20. INTERNATIONAL INSURANCE SA	20. INTERNATIONAL INSURANCE SA	20. SCA INTER A SANTE	
25	AFRIKA RISK ASSUREUR-CONSEIL SARL	33015	Intermédiaire	21. SCA INTER A SANTE	21. SCA INTER A SANTE	21. SCA INTER A SANTE	21. MONT-GOMA	
26	BARORLD RDC SARL	33016	Intermédiaire	22. MONT-GOMA	22. MONT-GOMA	22. MONT-GOMA	22. ASSURANCES LE JEUNE SARL	
27	H&B ASSURANCES RDC SARL	33017	Intermédiaire	23. ASSURANCES LE JEUNE SARL	23. ASSURANCES LE JEUNE SARL	23. ASSURANCES LE JEUNE SARL	23. FORGES ASSURANCES SARL	
28	LA ROYALE D'ASSURANCES SARL "RAS"	33018	Intermédiaire	24. FORGES ASSURANCES SARL	24. FORGES ASSURANCES SARL	24. FORGES ASSURANCES SARL	24. GREEN TECH ASSURANCE	
29	ORBIS SAU	33019	Intermédiaire	25. GREEN TECH ASSURANCE	25. GREEN TECH ASSURANCE	25. GREEN TECH ASSURANCE		
30	EYA SAS	33020	Intermédiaire	26. TRUE INSURANCE AND REINSURANCE GROUP SARLU	26. TRUE INSURANCE AND REINSURANCE GROUP SARLU	26. TRUE INSURANCE AND REINSURANCE GROUP SARLU	III. AGENT GENERAL D'ASSURANCES	
31	YANGSUR	33021	Intermédiaire	27. AFRICA RISK ASSUREURS CONSEILS SARL	27. AFRICA RISK ASSUREURS CONSEILS SARL	27. AFRICA RISK ASSUREURS CONSEILS SARL		
32	ROSARIO SERVICES SA	33022	Intermédiaire	28. BAROLD RDC SARL	28. BAROLD RDC SARL	28. BAROLD RDC SARL	25. PREVENTIS ASSURANCES RDC SAS (Agent Général ACTIVA ASSURANCES RDC SA).	
33	ZAMARAASSUR RDC SARL	33023	Intermédiaire	29. H&B ASSURANCES RDC SARL	29. H&B ASSURANCES RDC SARL	29. H&B ASSURANCES RDC SARL		
34	FACILITY INSURANCE SARL	33024	Intermédiaire	30. LA ROYALE D'ASSURANCES SARL	30. LA ROYALE D'ASSURANCES SARL	30. LA ROYALE D'ASSURANCES SARL		
35	COVER INSURANCE SASU	33025	Intermédiaire	31. ORBIS SAU	31. ORBIS SAU	31. ORBIS SAU	IV. SOCIETES DE REASSURANCE	
36	MONT-GOMA	36001	Intermédiaire	32. EYA SAS	32. EYA SAS			
37	GREEN TECH ASSURANCE	36002	Intermédiaire	33. ROSARIO SERVICES SA			26. AFRICAN REINSURANCE CORPORATION (AFRICA RE);	
38	PREVENTIS ASSURANCES RDC SAS	12001-010001	Intermédiaire	34. YANGSUR SARL	III. BANQUE		27. ZEP-RE (PTA REINSURANCE COMPANY).	
39	AGEAS AKOR SARLU	12001-010002	Intermédiaire					
40	GROUPEMENT DE GESTION D'ASSURANCES RDC SA "GGA"	30001	Intermédiaire	III. BANQUE	33. TRUST MERCHANT BANK SA (TMB)			
41	TRUST MERCHANT BANK SA "TMB" - AFRISSUR SA	11002-040001	Intermédiaire		34. RAWBANK SA.			
42	RAWBANK SA- RAWSUR SA	12003-040001	Intermédiaire	35. TRUST MERCHANT BANK SA (TMB)				
	RAWBANK SA- RAWSUR LIFE SA	11001-040001	Intermédiaire	36. RAWBANK SA.	IV. GESTIONNAIRE ASSURANCE MALADIE			
43	AFRICA RE		Réassureur					
44	ZEP RE		Réassureur	IV. GESTIONNAIRE ASSURANCE MALADIE	35. GROUPEMENT DE GESTION D'ASSURANCE RDC SA (CGA RDC SA)			

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau I|4|27 Evolution du multiplicateur monétaire

Rubriques	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (p)	2024 (p)
Base monétaire (BM)	1 595 611	1 936 193	2 463 064	3 527 326	3 655 343	5 389 152	7 455 384	8 904 500	10 552 382
Passifs monétaires (M2)	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 827 318	36 230 690	46 403 011
Multiplicateur monétaire (M2/BM)	3,18	3,74	3,74	3,55	5,00	4,63	3,46	4,07	4,40

Source : Banque Centrale du Congo.

(P) : Provisoire.

Tableau I|4|28 Evolution mensuelle des facilités permanentes
(en millions de CDF)

Période	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Cumul annuel
2024	2 867 000,00	208 000,00	237 000,00	248 000,00	1 355 000,00	305 000,00	120 000,00	201 000,00	39 000,00	105 000,00	259 000,00	81 000,00	6 025 000,00
2023					630 000,00		1 926 700,00	4 962 000,00	1 351 000,00	2 774 000,00	5 104 000,00	4 822 000,00	21 569 700,00
2022	75 000,00	300 000,00			192 500,00					120 000,00			687 500,00
2021								150 000,00	200 000,00	0,00			350 000,00
2020													0,00
2019													0,00
2018					0,00								0,00
2017	220 300,00	129 905,00	38 100,00			0,00		341 700,00	0,00	0,00			730 005,00
2016	716 400,00	835 800,00	279 560,00			6 000,00						15 000,00	1 852 760,00
2015	383 040,00	141 640,00	415 000,00	479 000,00	835 450,00	773 500,00	1 226 857,71	1 201 533,46	1 243 113,46	1 281 186,22	988 772,89	835 800,00	9 804 893,75
2013	21,98	0,00	8 695,61	5 200,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	30 000,00	54 417,59

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|29 Evolution mensuelle du marché interbancaire
(en millions de CDF)

Période	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Cumul annuel
2024	70 000,00	30 000,00	59 000,00	15 000,00	17 000,00	50 000,00	110 000,00	3 000,00	10 000,00	65 000,00		30 000,00	459 000,00
2023	30 000,00	20 000,00	75 000,00	25 000,00	25 000,00		40 000,00	10 000,00	50 000,00	53 000,00	25 000,00	20 000,00	373 000,00
2022	191 000,00	76 000,00	295 000,00	217 000,00	114 000,00	144 400,00	163 000,00	67 000,00	23 000,00	40 000,00	65 000,00	50 000,00	1 445 400,00
2021	51 500,00	35 000,00	53 000,00	113 000,00	13 000,00	34 000,00	50 000,00	83 000,00	133 000,00	52 000,00	190 000,00	130 000,00	937 500,00
2020	269 500,00	176 000,00	182 000,00	95 000,00	135 000,00	80 000,00	136 000,00	152 000,00	126 000,00	58 000,00	99 000,00	47 500,00	1 556 000,00
2019	68 000,00	298 500,00	299 500,00	280 000,00	137 500,00	46 000,00	188 000,00	191 500,00	132 500,00	29 000,00	39 000,00	82 000,00	1 791 500,00
2018	50 000,00	95 500,00	183 500,00	155 000,00	171 000,00	79 500,00	54 000,00	140 000,00	252 500,00	100 500,00	93 000,00	90 000,00	1 464 500,00
2017	494 500,00	799 000,00	1 066 500,00	776 000,00	828 158,72	773 800,00	642 000,00	588 500,00	146 000,00	175 000,00	180 500,00	105 000,00	6 574 958,72
2016	105 200,00	186 000,00	204 900,00	54 000,00	73 500,00	21 000,00	3 995,00	18 799,00	61 500,00	116 000,00	233 500,00	260 000,00	1 338 394,00
2015	324 500,00	460 150,00	313 500,00	331 700,00	246 100,00	508 000,00	167 900,00	198 000,00	149 328,50	264 000,00	191 000,00	247 500,00	3 401 678,50
2014	46 400,00	59 900,00	101 500,00	238 850,00	275 500,00	120 000,00	519 300,00	543 600,00	937 050,00	789 500,00	433 700,00	657 500,00	4 722 800,00
2013	152 204,00	309 923,00	416 587,00	450 402,00	119 000,00	45 025,00	36 425,00	18 000,00	10 000,00	17 680,00	9 000,00	64 300,00	1 648 546,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|30 Evolution mensuelle du guichet de prêt à court terme
(en millions de CDF)

Période	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Cumul annuel
2024	220 000,00	130 000,00	0,00	135 000,00	58 207,26	25 000,00	0,00	24 000,00	0,00	50 000,00	0,00	97 000,00	739 207,26
2023	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00	1 125 000,00	670 000,00	490 000,00	223 000,00	166 000,00	0,00		3 474 000,00
2022	650 000,00	200 000,00	465 000,00	364 000,00	1 006 500,00	465 000,00	450 000,00	240 000,00	100 000,00	75 000,00	0,00	0,00	4 015 500,00
2021	899 313,50	1 039 519,00	1 287 148,00	668 916,00	1 570 940,00	1 000 000,00	853 500,00	506 000,00	1 182 750,00	945 000,00	789 000,00	607 000,00	11 349 086,50
2020	20 000,00					30 000,00	278 534,63	64 348,00	0,00	151 496,00	755 836,51	772 158,00	2 072 373,14
2019					25 000,00								25 000,00
2018	61 000,00	20 000,00	27 500,00		42 000,00			23 000,00					173 500,00
2017			20 000,00	88 000,00	157 000,00	145 000,00	184 523,20	330 520,30	308 323,25	301 608,26	65 151,72	35 000,00	1 635 126,72
2016	52 930,09	35 312,99	35 312,99	195 000,00	230 000,00	2 500,00	0,00	0,00					551 056,07
2015	324 500,00	460 150,00	313 500,00	331 700,00	246 100,00	508 000,00	167 900,00	198 000,00	149 328,50	264 000,00	191 000,00	247 500,00	3 401 678,50
2014													-
2013													-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|31 Evolution taux moyen du marché interbancaire
(en %)

P é - riode	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	moyenn nuel	an- nel
2024	23,50	26,50	26,50	26,50	27,25	27,50	26,75	26,00	27,50	26,50	-	27,00		24,29
2023	8,00	8,25	8,23	8,50	8,00		10,67	11,00	25,50	25,33	25,50	24,00		14,82
2022	7,17	7,00	6,30	6,70	6,81	6,73	7,00	6,25	6,50	7,00	6,67	7,44		6,80
2021	22,00	22,43	21,29	16,44	14,50	10,50	8,33	7,88	8,28	7,69	7,71	6,90		12,83
2020	5,22	4,40	5,98	5,19	4,81	5,00	6,46	12,91	23,08	22,00	22,00	21,38		11,54
2019	5,54	6,18	6,34	7,05	7,28	7,00	5,89	5,00	5,00	5,00	4,98	4,20		5,79
2018	18,38	14,25	14,23	13,79	11,86	11,19	7,08	7,09	7,56	5,97	5,19	5,93		10,21
2017	7,98	12,67	12,83	12,66	13,04	13,32	16,54	18,11	18,93	18,63	18,69	18,63		15,17
2016	1,70	1,74	1,75	1,75	1,71	1,50	0,25	1,44	1,69	5,72	5,83	6,03		2,59
2015	1,73	1,70	1,71	1,70	1,70	1,64	1,70	1,68	1,64	1,69	1,67	1,70		1,69
2014	1,75	1,69	1,73	1,58	1,59	1,45	1,44	1,70	1,68	1,50	1,56	1,62		1,61
2013	1,49	1,57	1,99	2,52	2,19	2,43	2,19	1,75	1,58	1,64	1,60	1,58		1,88

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 4 | 32 Evolution de l'écart entre les taux maximum et minimum du marché interbancaire
(en %)

Période	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	moyenn annuel
Taux minimum 2024	21,00	26,00	26,00	26,50	27,00	27,50	26,00	26,00	27,50	25,00	-	26,50	23,75
Taux maximum 2024	26,00	27,00	27,50	26,50	27,50	27,50	27,50	26,00	27,50	27,50	-	27,50	24,83
Ecart 2024	5,00	1,00	1,50	-	0,50	-	1,50	-	-	2,50	-	1,00	1,08
Taux minimum 2023	8,00	8,25	8,20	8,50	8,00	-	10,00	11,00	25,00	25,00	25,00	24,00	13,41
Taux maximum 2023	8,00	8,25	8,25	8,50	8,00	-	11,00	11,00	26,00	26,00	26,00	24,00	13,75
Ecart 2023	-	-	0,05	-	-	-	1,00	-	1,00	1,00	1,00	-	0,34
Taux minimum 2022	7,00	7,00	5,00	6,50	6,50	6,50	6,00	6,00	6,50		6,50	7,25	6,43
Taux maximum 2022	7,50	7,00	7,00	7,00	7,54	7,54	7,54	6,00	6,50		7,00	8,00	7,15
Ecart 2022	0,50	-	2,00	0,50	1,04	1,04	1,54	-	-	-	0,50		0,65
Taux minimum 2021	20,00	21,00	20,00	13,00	14,00	10,50	7,00	7,50	7,50	6,75	7,00	5,00	11,60
Taux maximum 2021	23,00	23,00	23,00	20,00	15,00	10,50	10,50	8,00	10,00	8,00	8,00	8,50	13,96
Ecart 2021	3,00	2,00	3,00	7,00	1,00	-	3,50	0,50	2,50	1,25	1,00	3,50	2,35
Taux minimum 2020	3,50	4,00	4,15	4,20	4,50	5,00	5,00	7,50	20,00	20,00	17,00	21,00	9,65
Taux maximum 2020	8,00	8,00	8,00	8,00	5,00	5,00	8,00	19,00	25,00	23,00	23,00	22,00	13,50
Ecart 2020	4,50	4,00	3,85	3,80	0,50	-	3,00	11,50	5,00	3,00	6,00	1,00	3,85
Taux minimum 2019	5,00	5,00	1,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	3,40	3,40	4,40
Taux maximum 2019	8,00	8,00	7,00	11,00	11,00	11,00	6,00	5,00	5,00	5,00	5,00	4,50	7,21
Ecart 2019	3,00	3,00	6,00	6,00	6,00	6,00	1,00	-	-	-	1,60	1,10	2,81
Taux minimum 2018	18,00	12,00	10,50	12,00	10,00	6,00	6,00	6,00	6,00	4,50	4,50	5,00	8,38
Taux maximum 2018	18,50	16,00	16,00	15,00	14,00	13,00	10,00	12,00	12,00	6,00	6,00	8,00	12,21
Ecart 2018	0,50	4,00	5,50	3,00	4,00	7,00	4,00	6,00	6,00	1,50	1,50	3,00	3,83
Taux minimum 2017	5,50	8,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	15,00	15,00	18,50	18,50	18,50	12,42
Taux maximum 2017	13,50	13,50	13,50	14,00	14,00	19,00	19,00	20,00	20,00	19,00	19,00	19,00	16,96
Ecart 2017	8,00	5,50	3,50	4,00	4,00	9,00	9,00	5,00	5,00	0,50	0,50	0,50	4,54
Taux minimum 2016	1,50	1,50	1,70	1,70	1,70	1,50	0,25	0,25	1,50	5,00	5,50	5,00	2,26
Taux maximum 2016	1,75	1,75	2,00	1,75	1,75	2,00	0,25	1,70	1,70	7,00	6,50	6,50	2,89
Ecart	0,25	0,25	0,30	0,05	0,05	0,50	-	1,45	0,20	2,00	1,00	1,50	0,63

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 4 | 33 Evolution du taux moyen pondéré du marché interbancaire
(en %)

Période	Janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	moyenn annuel
2024	22,43	26,50	26,76	26,50	27,15	27,50	24,73	26,00	27,50	26,69	-	27,17	24,08
2023	8,00	8,25	8,23	8,50	8,00		10,75	11,00	25,40	25,34	25,80	24,00	14,84
2022	7,04	6,36	5,07	6,61	6,73	5,76	4,98	6,13	6,50	7,00	6,62	7,55	6,36
2021	20,87	22,14	20,96	16,12	14,38	10,50	8,35	7,82	7,95	7,76	7,53	7,19	12,63
2020	4,35	4,14	5,22	4,77	4,77	5,00	5,97	12,36	23,17	22,17	22,64	21,74	11,36
2019	5,64	6,58	6,73	7,40	7,14	6,41	5,90	5,00	5,00	5,00	4,42	3,80	5,75
2018	18,40	15,14	14,36	13,81	11,96	11,53	7,15	7,29	7,60	6,05	5,36	6,44	10,42
2017	7,98	12,67	12,83	12,66	13,04	13,32	16,54	18,11	18,93	18,63	18,69	18,63	15,17
2016	1,70	1,74	1,75	1,75	1,71	1,50	0,25	1,44	1,69	5,72	5,83	6,03	2,59
2015	1,73	1,70	1,71	1,70	1,70	1,64	1,70	1,68	1,64	1,69	1,67	1,70	1,69
2014	1,75	1,69	1,73	1,58	1,59	1,45	1,44	1,70	1,68	1,50	1,56	1,62	1,61
2013	1,49	1,57	1,99	2,52	2,19	2,43	2,19	1,75	1,58	1,64	1,60	1,58	1,88

Source : Banque Centrale du Congo.

Liste des institutions financières agréées en République Démocratique du Congo

ANNEXE 1: BANQUES AGREES EN ACTIVITE

N°	DENOMINATION
1	ACCESS BANK CONGO SA
2	AFRILAND FIRST BANK CD SA
3	BANK OF AFRICA SA
4	EQUITYBCDC SA
5	BGFIBANK R. D. CONGO SA
6	CITIGROUP CONGO SA
7	ECOBANK R. D. CONGO SA
8	FBNBANK DRC SA
9	RAWBANK SA
10	SOFIBANQUE SA
11	SOLIDAIRE BANQUE SA
12	STANDARD BANK SA
13	TMB SA
14	UBA R. D. CONGO SA
15	CRDB BANK DR CONGO

ANNEXE 2 : INSTITUTIONS DU SYSTEME FINANCIER DECENTRALISE AGREES EN ACTIVITE

N°	INSTITUTIONS	CATEGORIE
1	CAMEC INKISI (Caisse d'Assistance Mutuelle d'Epargne et de Crédit INKISI)	COOPEC
2	CAMEC MBANZA NGUNGU (Caisse d'Assistance Mutuelle d'Epargne et de Crédit MBANZA-NGUNGU)	COOPEC
3	MECREKIN (Mutuelle d'Epargne et Crédit de KINSHASA)	COOPEC
4	MUCREFEKI (Muelle d'Epargne et de Crédit des Femmes de Kikwit)	COOPEC
5	COODEFI (Coopérative Financière et de Développement Socio-Economique)	COOPEC
6	NYAWERA	COOPEC
7	FINCA SA R. D. CONGO	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
8	IMARA GOMA	COOPEC
9	PILOTE	COOPEC
10	MECREGO (Mutuelle d'Epargne et Crédit de GOMA)	COOPEC
11	MECRE KATINDO (Mutuelle d'Epargne et Crédit de KATINDO)	COOPEC
12	MECRE VIRUNGA (Mutuelle d'Epargne et Crédit de VIRUNGA)	COOPEC
13	MEC IDECE (Mutuelle d'Epargne et de Crédit de l'Initiative pour le Développement par l'Epargne et le Crédit)	COOPEC
14	MECREBU (Mutuelle d'Epargne et Crédit de BUKAVU)	COOPEC
15	MECRE BENI (Mutuelle d'Epargne et Crédit de BENI)	COOPEC
16	BOMOKO	COOPEC
17	CAHI	COOPEC
18	ECC (Eglise du Christ au Congo)	COOPEC
19	COOPECCO KIRUMBA (Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo)	COOPEC
20	KALUNDU	COOPEC
21	MECRE KINTAMBO (Mutuelle d'Epargne et Crédit de KINTAMBO MAGASIN)	COOPEC
22	MECRE NGALIEMA (Mutuelle d'Epargne et Crédit de NGALIEMA)	COOPEC
23	BAGIRA	COOPEC
24	LA SEMENCE	COOPEC
25	MUTEC	COOPEC
26	MECRECO (Mutuelle d'Epargne et Crédit au CONGO)	COOPEC
27	MECRE IBANDA (Mutuelle d'Epargne et Crédit de IBANDA)	COOPEC

N°	INSTITUTIONS	CATEGORIE
28	MECRE UVIRA (Mutuelle d'Epargne et Crédit de UVIRA)	COOPEC
29	BUSINA	ENTREPRISE DE MICRO-CREDIT
30	FOMULAC KATANA	COOPEC
31	BONNE MOISSON	COOPEC
32	CIHERANO	COOPEC
33	UMOJA NI NGUVU	COOPEC
34	APE	ENTREPRISE DE MICRO-CREDIT
35	AGROPAS-LE GRENIER	COOPEC
36	IMARA BUKAVU	COOPEC
37	IMARA KINDU	COOPEC
38	MUDIANO	COOPEC
39	MECRE KINDU (Mutuelle d'Epargne et Crédit de KINDU)	COOPEC
40	CEAC MATETE (Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo à Matete)	COOPEC
41	UNION ET CHARITE	COOPEC
42	SIOE (Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le sauvetage des Initiatives Locales Entrepreneuriales)	COOPEC
43	CAMEC KWILU-NGONGO (Caisse d'Assistance Mutuelle d'Epargne et de Crédit KWILU-NGONGO)	COOPEC
44	AKIBA YETU	COOPEC
45	COOCEC KIVU (Coopérative Centrale du KIVU)	COOPEC
46	KANDO	COOPEC
47	CEC BOMA (Communauté Evangélique du Congo)	COOPEC
48	MBONGO ZA KINVUKA	COOPEC
49	BULUNGU	COOPEC
50	CEAC LUKULA (Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo à Lukula)	COOPEC
51	CREDIT YA MPA	ENTREPRISE DE MICRO-CREDIT
52	MKONO MKONONI	COOPEC
53	NYATENDE	COOPEC
54	MAMA TOMBWANA	ENTREPRISE DE MICRO-CREDIT
55	MECRE BUNIA (Mutuelle d'Epargne et Crédit de BUNIA)	COOPEC
56	MECRE KAVUMU (Mutuelle d'Epargne et Crédit de KAVUMU)	COOPEC
57	MECRE KISANGANI (Mutuelle d'Epargne et Crédit de KISANGANI)	COOPEC
58	MECRE MATADI (Mutuelle d'Epargne et Crédit de MATADI)	COOPEC
59	PAIDEK (Promotion et Appui aux Initiatives de Développement Economique du Kivu par la Microfinance)	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
60	SMICO (Société de Microcrédit Congolais)	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
61	TUJENGE	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
62	UDEV (Coopérative d'Epargne et de Crédit Unité pour le Développement)	COOPEC
63	OBUGUMA	COOPEC
64	VISIONFUND	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
65	BAOBAB	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
66	BANTU TUDISANGE	COOPEC
67	LE MEILLEUR SEMEUR	COOPEC
68	KABARE	COOPEC
69	MUCEC (Mutuelle d'Epargne et de Crédit)	COOPEC
70	SODAC (Solidarité pour le Développement au Congo)	COOPEC
71	TID (Trust Investment Développement)	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
72	GUILGAL	SOCIETE DE MICRO-FINANCE

N°	INSTITUTIONS	CATEGORIE
73	BOMENGO	COOPEC
74	LBC (Société de Microfinance Light in Business)	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
75	CECAFEP (Coopérative d'Epargne et de Crédit Agricole pour les Femmes Paysannes)	COOPEC
76	IFOD	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
77	TGD (Tous pour le Genre dans le Développement)	ENTREPRISE DE MICRO-CREDIT
78	BONNE SEMENCE	COOPEC
79	KITUMAINI	ENTREPRISE DE MICRO-CREDIT
80	PROGKIS (Coopérative d'Epargne et de Crédit COOPEC pour le Progrès Intégral de Kisangani)	COOPEC
81	MBENGU BORA	COOPEC
82	LA PEPINIERE	COOPEC
83	LE PALMIER	COOPEC
84	LE TRESOR	COOPEC
85	HEKIMA	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
86	ILUMBI (Coopérative d'Epargne et de Crédit ILUNGA MBINDI)	COOPEC
87	LWANZO	COOPEC
88	PROCFIN	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
89	TUJENGE PAMOJA	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
90	MICROPOP (Microfinance Populaire)	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
91	ALLIANCE-VIE	COOPEC
92	CREC (Entreprise de Micro-Crédit Rotatif et Entreprenariat Congolais)	ENTREPRISE DE MICRO-CREDIT
93	COOPESA (Coopérative d'Epargne et de Crédit SANKURU)	COOPEC
94	EMILAC (Entreprise de Micro Credit LAITY DU CONGO)	ENTREPRISE DE MICRO-CREDIT
95	COOPEMI (COOPEC MINEMBWE)	COOPEC
96	FATIMA	COOPEC
97	PEKE SIWEZI	COOPEC
98	PMI (Promotion des Membres pour l'Investissement)	COOPEC
99	RUZIZI	COOPEC
100	LA COLOMBE	COOPEC
101	COOPEC MBATU MBOYA	COOPEC
102	COOPEC LISUNGI MBANDAKA	COOPEC
103	COOPEC AMOUR DIVIN	COOPEC
104	IMF BISOU BISOU	SOCIETE DE MICRO-FINANCE
105	COOPEC EMERGENCE	COOPEC
106	MUFFEC MBUJI-MAYI	COOPEC
107	COOPEC NGUVU YA USHINDI	COOPEC

ANNEXE 3 : BUREAUX DE CHANGE AGREES EN ACTIVITE

N°	INSTITUTIONS
1	SOLIDAIRES CHANGE
2	MODESTIE CHANGE
3	MAMIE LAURE
4	REFERENCE CHANGE
5	KILEFU SPRL
6	VALENTINO CHANGE
7	MERE DOUBLE
8	AFRICAN CHANGE
9	SOCO CHANGE
10	GRACIA CHANGE

N°	INSTITUTIONS
11	BANGRACED GROUP
12	MEDARSY Sarl
13	JACQUES SERVICES Sarl
14	KUMBOKO BUSINESS SCE M.
15	HERITAGE SERVICE Sarl
16	MONEY TRANS CHANGE
17	SOPABA CHANGE
18	Sarl-BIZ-MAS R. D. CONGO
19	LIMES INTERNATIONAL
20	BCECO sarl
21	LE CHÂTEAU
22	MERCI CHANGE
23	MERCI CHANGE SARL
24	BIEHHEURESE NENGAPETA
25	VICTORIAT
26	BBM CHANGE
27	NKB JADOT
28	Soco R. D. CONGO
29	Merveille du Congo
30	Clic Change
31	Makengo et frères
32	Smart cash
33	Flash Change
34	Simka Change sarl
35	KAIROS SARL
36	DIZO BUSINESS
37	SOLEIL COUCHANT
38	PROCHANGE SARL
39	GAM FOREX SARL
40	JUNIOR & B.BUSINESS
41	MANGA SARL
42	FINAZ SARL
43	CENTER BUSINESS CHANGE SARL
44	DADANADA CHANGE SARL
45	FINANCE-COMMERCE-ADMINISTRATION
46	TF SERVICE SARL
47	LES TRADERS SARL
48	IYELI EDDY BUSINESS
49	SOCIETE MOPANGA CHANGE
50	MAISON VOUS ET NOUS
51	REJA EXCHANGE SARL
52	AFRICAN UNION FINANCIAL SERVICE SARL
53	TRIGGER FOREX SARLU
54	MONALISA SARLU
55	MAISON BAWELA SARL
56	ALEX CHANGE SARL
57	EXPRESS CHANGE SARL
58	GROUPE PAIX SERVICE
59	IBRAHIM ILUNGA CHANGE SARLU
60	AFRI CHANGE SARL
61	KAIST CHANGE SARL
62	JO BUSINESS Sarl
63	DIMUSYC FOREX Sarl
64	BC JNK CHANGE Sarl
65	TSSA 'M' SARLU
66	NATIONAL CHANGE SERVICES SARL
67	BOONGO GEOVANI Sarl
68	SOLIA FILS SARL

N°	INSTITUTIONS
69	BUYA BUSINESS FOREX Sarl
70	PURPLE RAIN Sarl
71	MAISON DECHRIST Sarl
72	LA FORTUNE SARL
73	AGAPAO SARL
74	JAMES DU CIEL Sarlu
75	PM BUSINESS Sarl
76	ODI Sarl
77	LUMBEKU SARL
78	BELKAS CHANGE SARL
79	THE LION FINANCE SARL
80	KINSHASA CAPITAL SARL (KCT)
81	SWAP MONEY EXPRESS
82	ETS GRACE 1 SARL
83	ASHIRVAAD SARLU
84	MONEYFAST SARL
85	JR BUSINESS Sarl
86	JK KAB Sarl
87	ADC FOREX INVEST Sarlu
88	BIG CITY CHANGE SARL
89	KKSW BUREAU DE CHANGE
90	Le CONTENTEMENT DE DAVID

ANNEXE 4 : CAMBISTES PERSONNES PHYSIQUES AGREES EN ACTIVITE

N°	NOMS DU CAMBISTE
1	LENGHU MPEYA DONAT
2	ENYOKA BESEKO M'PANDA ALICE
3	BONGO IPALE PAPY
4	EFELO NGUMA Serge
5	KEBELA KABEYA Jo Aaronsué

ANNEXE 5 : MESSAGERIES FINANCIERES AGREEES EN ACTIVITE

N°	MESSAGERIES FINANCIERES CATEGORIE A OU NATIONALE
1	Agence Aiglon Sce
2	Agence Baudouin Transfert
3	Agence Goldorak
4	Agence M. Fils Express
5	Aigle Express
6	Armi Global Bussiness
52	Assurance Bénie Logistique Sarl
7	Beach - Tele.Com Sarl
8	Bénédiction Cash
9	BKM Transfert Sarl
10	Bobo Cash Express
11	Félicit& MK Transfert Sarl
12	Feza Express
13	Feza Tavari Sarl
14	Five Fingers Compagny Sprl
15	K.K.K.M. Ndjimbo Transfert Sprl
16	La main de l'Eternel Progrès
17	Lidacom Transfert
51	Lumbey Fils
18	Mefide Sarl
19	Messie Agence

N°	MESSAGERIES FINANCIERES CATEGORIE A OU NATIONALE
20	M.F.K. Kwenge Sarl
21	Ndeko ya RITA
22	Pactol Services
23	Padel Business
24	Proximax
25	Setram Sarl
26	Schilo Services
27	Société Elegance Transfert
28	Start Finance
29	Viadine Sarl
30	TSHIOBESHA TRANSFERT SARL
31	GS MONEY
32	MAKUTA TRANSFERT Sarl
33	FLORY TRANSFERT PLUS SARL
34	CONGO DIGITAL MONEY SARLU
35	ELICOM SARL
36	SKY N.G Sarl
37	MERCI TRANSFERT SARL

ANNEXE 6 : MESSAGERIES FINANCIERES AGREEES EN ACTIVITE

N°	MESSAGERIES FINANCIERES CATEGORIE B OU INTERNATIONALE
1	African Express Agency
2	Agence Grâce D.World Busin
3	Apocalypse 22
4	Avida Business Link
5	Cash Express
6	Compagnie Financière au Congo
7	Congo Trans
8	Dieu est Bon et Riche
9	Express Money Transfert
10	Express Union
11	Fikipo Business Tranding
12	Finca Transfert
13	Force Unie Sarl
14	Free Cash
15	Golgotha Express & Fils Sarl
16	Hodan Global Money Transfert
17	Lobi Express
18	Marcello Express
19	Massah & Meriba
20	Mefis Sarl
21	Money Express
22	Money Trans Sprl
23	Mpasu Mutombo
24	Mukuru Money Transfert
25	National Transfert Service
26	New Congo Services
27	Saphir Mefis
28	Soficom Transfert
29	Solidaire Transfert
30	Step By Step
31	Transcash Sprl
32	Troïka
33	W. Transfert Sarl R. D. CONGO
34	Wealth Money Transfert
35	Winkele Business

N°	MESSAGERIES FINANCIERES CATEGORIE B OU INTERNATIONALE
36	Z.M. Business
37	La Perle Business Trading
38	MAXI CASH
39	La Générale des Transfert
40	MICROBIT
41	CEYRON FINANCE
42	DIGIPAY
43	DADANADA
44	AGENCE TIC TAC
45	MFS AFRICA
46	GB TRADING MONEY
47	PARFAITE SERVICE
48	MAXPAY SARL
49	OKAPI FINTECH Sarlu
50	LINC SARL
51	Sambo Sarl
52	Assurance Bénie Logistique Sarl
53	SAVE MONEY TRANSFERT Sarl
54	RIA R. D. CONGO SARL
55	TAWAKAL EXPRESS MONEY TRANSFERT SARL
56	OKAPI FINTECH

ANNEXE 7 : SOCIETES FINANCIERES AGREES EN ACTIVITE

N°	DENOMINATION	CATEGORIE
1	VODACASH SA	ETABLISSEMENT DE MONNAIE ELECTRONIQUE
2	AIRTEL MONEY R. D. CONGO SA	ETABLISSEMENT DE MONNAIE ELECTRONIQUE
3	ORANGE MONEY R. D. CONGO SA	ETABLISSEMENT DE MONNAIE ELECTRONIQUE
4	AFRIMOBILE MONEY R. D. CONGO SA	ETABLISSEMENT DE MONNAIE ELECTRONIQUE
5	FPM SA	INSTITUTION FINANCIERE SPECIALISEE
6	FONDS POUR LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)	INSTITUTION FINANCIERE SPECIALISEE
7	SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT (SOFIDE)	INSTITUTION FINANCIERE SPECIALISEE
8	FONDS NATIONAL DE MICROFINANCE (FNM)	INSTITUTION FINANCIERE SPECIALISEE

ANNEXE 8 : CAISSE D'EPARGNE AGREEE EN ACTIVITE

N°	DENOMINATION
1	CAISSE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)